



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

VOLUME 149 NUMÉRO 006

Le jeudi 12 décembre 2019

Présidence de l'honorable Anthony Rota

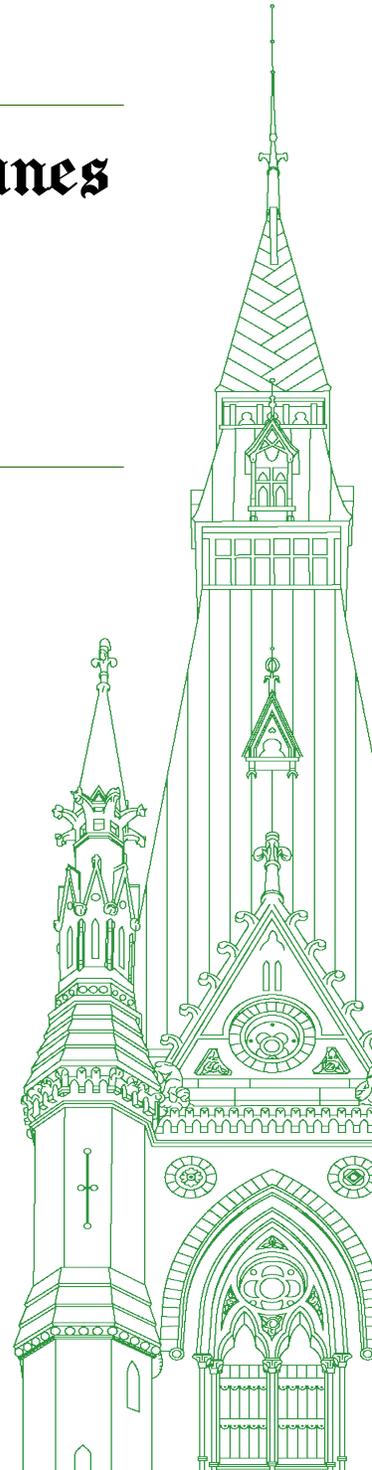


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 12 décembre 2019

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, en vertu de l'article 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le traité intitulé « Protocole d'amendement de l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains ».

* * *

LE COMMISSAIRE À L'INFORMATION

Le Président: J'ai l'honneur de déposer les rapports annuels 2018-2019 concernant la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels du commissaire à l'information du Canada.

[Traduction]

Conformément à l'article 108(3)h) du Règlement, ces rapports sont renvoyés d'office au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique.

* * *

• (1005)

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Le Président: J'ai l'honneur de déposer le rapport du vérificateur général du Canada par intérim à la Chambre des communes intitulé « Coût des audits des sociétés d'État ».

[Français]

Conformément à l'article 108(3)g), ce document est réputé renvoyé en permanence au Comité permanent des comptes publics.

J'ai l'honneur de déposer sur le bureau le rapport du vérificateur général du Canada par intérim sur la mise en œuvre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale d'Exportation et développement Canada.

[Traduction]

Conformément à l'article 108(3)g) du Règlement, ce document est renvoyé d'office au Comité permanent des comptes publics.

J'ai l'honneur de déposer le rapport du vérificateur général du Canada par intérim à la Chambre des communes intitulé « Commentaire sur les audits financiers de 2018-2019 ».

[Français]

Conformément à l'article 108(3)g) du Règlement, ce document est réputé renvoyé en permanence au Comité permanent des comptes publics.

* * *

LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

L'hon. Jean-Yves Duclos (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de vous revoir ce matin, parce que j'ai de belles nouvelles pour vous. Conformément à l'article 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le « Rapport annuel au Parlement pour l'exercice de 2018 à 2019: Initiatives fédérales de gestion de la réglementation ».

Ce rapport souligne l'avantage net des règlements importants pris par le gouverneur en conseil en 2017-2018 et se veut un rapport public sur la règle du un-pour-un, comme l'exige la Loi sur la réduction de la paperasse. Le rapport comprend aussi la base de référence du fardeau administratif pour 2017 dénombrant les exigences administratives dans les règlements fédéraux.

* * *

LES COMPTES PUBLICS DU CANADA

L'hon. Jean-Yves Duclos (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, à l'approche de Noël, j'ai un plus gros cadeau pour vous. J'ai l'honneur de déposer aujourd'hui, dans les deux langues officielles, les Comptes publics du Canada de 2019. Le vérificateur général du Canada a émis une opinion non modifiée sur les états financiers du gouvernement du Canada. Le gouvernement du Canada s'engage à gérer les ressources financières de manière rigoureuse et à surveiller l'utilisation des fonds publics afin d'assurer une meilleure responsabilisation et une plus grande transparence.

Article 52 du Règlement

[Traduction]

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de l'Association législative Canada-Chine concernant sa participation à la 23^e réunion bilatérale tenue à Shanghai, à Nanjing, à Hong Kong et à Macao, en Chine, du 18 au 26 mai 2019.

* * *

PÉTITIONS

LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter deux pétitions aujourd'hui.

La première porte sur le prélèvement et le trafic d'organes. Au cours de la dernière législature, les projets de loi S-240 et C-350 ont été présentés à la Chambre. Malheureusement, on n'a pas réussi à les faire adopter. Les pétitionnaires demandent à la Chambre d'agir à cet égard et espèrent que celle-ci passera enfin à l'action au cours de la 43^e législature.

LES COMMUNAUTÉS AFGHANES EN SITUATION MINORITAIRE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition traite des difficultés et des persécutions que subissent les communautés sikhes et hindoues en situation minoritaire en Afghanistan. On y demande que le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté use des pouvoirs qui lui sont conférés pour créer un programme spécial afin d'aider les minorités persécutées en Afghanistan à venir au Canada. Bien qu'on ait beaucoup discuté de la question, le programme spécial n'existe toujours pas.

De plus, les pétitionnaires réclament que le ministre des Affaires étrangères soulève la question de la persécution avec ses homologues afghans.

LE BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX

M. Sean Casey (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, c'est la première fois depuis le début de la législature que je prends la parole. J'aimerais remercier les gens de Charlottetown de m'avoir réélu pour un troisième mandat. Je suis à la fois honoré et reconnaissant de pouvoir de nouveau les représenter dans cette enceinte.

Aujourd'hui, je présente une pétition qui a été signée par pas moins de 1 500 habitants de l'Île-du-Prince-Édouard. Je suis fort impressionné qu'une pétition ait pu obtenir autant de signatures dans une aussi petite région.

Les essais de produits cosmétiques sur les animaux inquiètent les pétitionnaires, d'autant plus que le Canada accuse un retard par rapport à d'autres pays qui, eux, ont déjà interdit cette pratique. Ils demandent donc au Parlement d'appuyer le projet de loi S-214, qui est malheureusement mort au Feuilleton lors de la dernière législature. Cependant, nous souhaitons le ramener et nous pressons la Chambre de l'appuyer et d'interdire au Canada la vente et la fabrication de produits et d'ingrédients cosmétiques testés sur les animaux.

• (1010)

LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

Mme Nelly Shin (Port Moody—Coquitlam, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole pour présenter une pétition à l'appui

du projet de loi C-350 et du projet de loi S-240 de la 42^e législature. Les pétitionnaires souhaitent que, durant la 43^e législature, les parlementaires décident enfin de faire adopter ces projets de loi pour lutter contre le prélèvement forcé des organes.

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, le prélèvement forcé et le trafic d'organes sont des problèmes mondiaux qui prennent de l'ampleur et qui requièrent des mesures immédiates. Je suis ravi de présenter une pétition signée par des Canadiens qui souhaitent que le Parlement finisse enfin par agir pour contrer le prélèvement forcé d'organes en érigeant en infraction criminelle le fait de se rendre à l'étranger dans le but de recevoir un organe prélevé sans consentement.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition signée par beaucoup de gens de ma circonscription et d'autres Canadiens, qui demandent au gouvernement d'agir pour mettre fin au prélèvement forcé d'organes.

M. Terry Dowdall (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition à l'appui du projet de loi C-350 et du projet de loi S-240 de la législature précédente. Ces projets de loi ont obtenu le consentement unanime des deux Chambres, mais ils n'ont pas été adoptés sous une forme identique; la loi n'a donc pas été modifiée.

Les pétitionnaires espèrent que des mesures contre le prélèvement forcé d'organes seront enfin prises au cours de cette législature.

M. Scot Davidson (York—Simcoe, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition visant à lutter contre le trafic mondial d'organes. Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'ériger en infraction criminelle le fait de recevoir un organe prélevé sans consentement.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

[Français]

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LE SECTEUR DE L'ALUMINIUM

Le Président: La présidence a reçu une demande de débat d'urgence de la part du député de Saint-Hyacinthe—Bagot.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, compte tenu du nouvel ALENA, le gouvernement aura des comptes à rendre aux 10 000 travailleurs québécois du secteur de l'aluminium.

On ne peut qualifier de gain cette nouvelle entente, négociée en secret. Le premier ministre, encore une fois, n'a pas su protéger nos travailleurs d'une industrie qui est emblématique au Québec. Nos neuf alumineries produisent près de trois tonnes d'aluminium primaire, soit 60 % de toute la capacité nord-américaine. Notre expertise est reconnue partout sur la planète.

Notre industrie, qui produit l'aluminium le plus propre au monde, a été sacrifiée au profit de l'acier. En effet, le gouvernement se targue d'avoir obtenu que 70 % des matériaux utilisés dans la fabrication d'automobiles soient désormais d'origine nord-américaine, alors que ce pourcentage était de 62,5 auparavant. Toutefois, si le texte indique clairement que tous les procédés de fabrication de l'acier doivent avoir lieu sur le territoire de l'un des trois pays pour qu'il soit considéré comme nord-américain, Ottawa, contrairement au président américain, n'a pas su obtenir les mêmes assurances pour notre aluminium. Ainsi, le Mexique, qui ne produit pas d'aluminium et doit donc l'importer à 100 %, pourra continuer de se le procurer en Chine, au rabais, et de le transformer avant de l'exporter aux États-Unis, tout en le qualifiant de nord-américain.

Au cours de l'été 2019, on a constaté que les importations de jantes en aluminium en provenance de la Chine ont chuté aux États-Unis, alors qu'elles ont explosé en direction du Mexique. Au cours de cette période, le Mexique a vu ses exportations de jantes en aluminium transformées plus que doubler en direction des États-Unis.

Nous n'avons rien à gagner de cet accord, qui risque même d'entraîner une délocalisation de notre industrie. C'est pourquoi nous demandons un débat d'urgence sur la question.

● (1015)

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Étant donné que nous discutons du discours du Trône et que c'est un sujet qui est plutôt ouvert à tout ce qui se passe au Canada, je dois refuser la demande de débat d'urgence sur ce sujet, ce soir.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 11 décembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier les résidents de Surrey-Centre de m'avoir accordé leur confiance encore une fois. C'est un grand honneur pour moi de les représenter à Ottawa. Si je suis ici, c'est grâce à tout le travail de mes bénévoles, qui ont frappé aux portes beau temps, mauvais temps, qui ont fait d'innombrables appels, qui ont posé des affiches et qui ont diffusé le message de la politique positive, tout cela pour faire en sorte que je continue à les représenter à la Chambre des communes.

Je ne serais pas ici non plus sans le soutien indéfectible de ma famille.

Ma porte est toujours ouverte aux résidents de Surrey-Centre, et je serai heureux de travailler avec chacun d'eux pour le bien de notre collectivité. Si nous travaillons ensemble, je suis persuadé que nous pouvons faire avancer les choses dans Surrey-Centre.

Les dernières élections ont bien montré que la population canadienne veut que ses représentants s'attaquent aux questions prioritaires avec plus de vigueur. Pour ma circonscription, je vais continuer de défendre les intérêts de la classe moyenne et des personnes qui travaillent fort pour en faire partie. Je vais continuer de voir à

L'Adresse

ce que ceux qui veillent à notre sécurité disposent de ressources suffisantes et je vais appuyer l'atteinte de nos cibles en matière de lutte contre les changements climatiques afin que le pays reste sur la bonne voie.

La violence attribuable à des gangs et les agressions par arme à feu, bien qu'en déclin, sont monnaie courante à Surrey depuis bien trop longtemps. En janvier 2019, Surrey a reçu 7,5 millions de dollars pour le Surrey Anti-Gang Family Empowerment Program, ou SAFE. Aucune autre ville du Canada n'a reçu autant d'argent. Ce sont les résultats des travaux d'un groupe de travail du maire sur la violence de gangs, auquel j'ai siégé, qui ont mené à la création du programme SAFE. Plus de 4 500 jeunes à risque bénéficieront de ce programme, qui vise à empêcher que des jeunes deviennent membres de gangs et participent à des activités nuisibles en leur offrant d'autres possibilités.

Ce programme a donné lieu à une initiative formidable: une équipe de soutien pour les jeunes et les familles, appelée FYRST. Dans le cadre de cette initiative de prévention et d'intervention précoce, 260 visites de sensibilisation ont été faites, et 58 personnes ont été aiguillées vers diverses ressources les trois premiers mois.

Nous voyons des résultats et nous continuerons d'investir dans les villes pour contrer la violence causée par des gangs.

Toutefois, des politiques plus fermes sont annoncées dans le discours du Trône. Le gouvernement sévira contre les crimes commis avec des armes à feu, il interdira les armes d'assaut de type militaire et il prendra des mesures pour mettre sur pied un programme de rachat. Ces armes sont conçues pour une seule chose: tuer le maximum de gens en un minimum de temps. Elles ne servent ni à la chasse ni au tir sportif.

Je vais appuyer et encourager la ville de Surrey si elle décide d'interdire les armes de poing ou, à tout le moins, d'adopter un règlement municipal pour que les armes de poing soient entreposées uniquement dans les champs de tir. Il est temps d'accorder la priorité à la sécurité des jeunes et de faire le nécessaire pour que nos concitoyens se sentent en sécurité.

Les Canadiens comptent sur nous pour que nous fassions preuve d'audace et d'ambition et pour que nous fassions passer les besoins du Canada avant les nôtres. Si nous sommes prêts à collaborer, nous y arriverons. Nous pouvons obtenir des résultats et continuer à améliorer la vie des gens que nous représentons.

En 2015, nous avons promis aux Canadiens de faire de vrais changements, et le discours du Trône continuera de faire fond sur les progrès concrets que nous avons réalisés. Nous avons créé un million de nouveaux emplois et nous avons sorti 900 000 personnes de la pauvreté, dont 300 000 enfants, réduisant ainsi la pauvreté de près de 20 %. Il s'agit d'un des changements sociaux les plus importants à avoir été apportés au Canada au cours d'une période de quatre ans.

C'est un privilège de prendre part au processus démocratique, et je prends mes responsabilités très au sérieux. Je comprends que la façon dont je représente la Colombie-Britannique peut différer de celle des députés d'autres régions du Canada, mais notre priorité est la même: faire avancer le pays ensemble.

L'Adresse

Le discours du Trône comporte un certain nombre de thèmes sur lesquels le gouvernement mettra l'accent. Nous voulons tous que les chances soient égales pour tous et nous avons des objectifs communs, que ce soit sur le plan de la sécurité de nos collectivités, de l'abordabilité ou de la lutte contre les changements climatiques. J'ai la responsabilité envers mes concitoyens de Surrey-Centre d'obtenir des résultats concrets.

Le discours du Trône met l'accent sur la sécurité des Canadiens, ce qui est une grande priorité pour les habitants de Surrey-Centre.

Ma circonscription peut compter sur des personnes parmi les plus travaillantes au pays. En faisant du porte-à-porte, je n'ai cessé d'entendre des gens se dire préoccupés par le coût élevé de la vie, qu'il s'agisse du logement, des études ou du nécessaire pour les activités quotidiennes. Il était temps qu'un gouvernement mette les travailleurs canadiens à l'avant-plan.

En 2015, dès notre arrivée au pouvoir, nous avons augmenté les impôts des mieux nantis et réduit les impôts de la classe moyenne. Nous avons créé une allocation canadienne pour enfants non imposable afin d'aider les familles à assumer le coût de l'éducation de leurs enfants.

• (1020)

Depuis 2016, l'Allocation canadienne pour enfants aide plus de 28 000 familles dans Surrey-Centre: le montant des paiements qu'on y effectue s'élève à plus de 208 millions de dollars. Depuis l'instauration de cette allocation historique, neuf familles sur dix reçoivent plus d'argent chaque mois pour l'épicerie, les fournitures scolaires, les activités sportives et d'autres activités parascolaires.

Puis, nous avons bonifié l'Allocation canadienne pour enfants une deuxième fois pour tenir compte du coût de la vie. Le taux de pauvreté n'a jamais été aussi bas dans l'histoire du pays, et, grâce à cette allocation, près de 300 000 enfants ont été sortis de la pauvreté. Nous savons que, quand les Canadiens disposent de plus d'argent, nous renforçons les collectivités, créons des emplois et continuons à stimuler l'économie.

Je suis heureux que les Canadiens aient réélu un gouvernement qui fait passer leurs besoins en premier. Voilà pourquoi nous répétons l'expérience en 2019.

Le gouvernement a pris des mesures en vue de modifier de nouveau la Loi de l'impôt sur le revenu pour réduire l'impôt de la classe moyenne et des personnes qui travaillent fort pour en faire partie. Grâce à cette mesure, une personne seule pourrait économiser près de 300 \$ par année, et un couple ou une famille, près de 600 \$ par année. Près de 1,1 million de Canadiens de plus n'auront plus du tout à payer d'impôt fédéral. Lorsque la mesure sera entièrement mise en oeuvre, en 2023, elle permettra à près de 20 millions de Canadiens d'économiser des centaines de dollars par année en impôt.

Nous poursuivons les efforts en offrant plus d'aide à la classe moyenne et aux gens qui travaillent fort pour en faire partie, car c'est exactement pour cela que les Canadiens nous ont élus. Au cours des quatre dernières années, plus d'un million d'emplois ont été créés, et le taux de chômage est à son plus bas de l'histoire.

Nous savons à quel point il est important de créer un meilleur pays pour nos jeunes. Voilà pourquoi nous accordons la priorité à la lutte contre les changements climatiques. Cette lutte, ainsi qu'une protection accrue de l'environnement, commence maintenant. Le

gouvernement préservera le patrimoine naturel du Canada en protégeant 25 % des terres et 25 % des océans du pays d'ici 2025. Nous contribuons à rendre les habitations écoénergétiques plus abordables et nous prenons des mesures pour bâtir des collectivités propres, efficaces et abordables. Nous voulons rendre l'achat d'un véhicule sans émissions plus accessible, faire en sorte que toutes les collectivités canadiennes aient accès à de l'énergie propre et abordable, collaborer avec les entreprises pour faire du Canada le meilleur endroit où établir et faire prospérer une entreprise du secteur des technologies propres, et venir en aide aux personnes déplacées en raison de catastrophes climatiques. De simples gestes tels que réduire la pollution plastique et avoir recours à des solutions axées sur la nature, comme planter deux milliards d'arbres, peuvent contribuer à purifier l'air et à rendre les communautés plus écologiques.

Nous savons que l'environnement et l'économie peuvent aller de pair. Alors que le gouvernement prend des mesures robustes pour lutter contre les changements climatiques, il cherchera prioritairement à acheminer les ressources canadiennes vers de nouveaux marchés et apportera un soutien indéfectible aux travailleurs du secteur canadien des ressources naturelles.

Le discours du Trône a abordé des questions à la fois urgentes et cruciales: la sécurité de nos collectivités, les moyens de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, et la préservation de l'avenir de notre planète pour la prochaine génération. C'est un véritable honneur pour moi de faire partie d'un gouvernement progressiste qui accorde la priorité à ces enjeux et à de nombreuses autres initiatives qui aident les Canadiens d'un océan à l'autre.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NDP): Madame la Présidente, le discours du Trône ne donne pas une idée claire des mesures prévues pour les ressources océaniques, ce qui m'inquiète grandement. Beaucoup de personnes occupent un emploi dans le secteur des océans, mais elles ne profitent pas des mêmes possibilités que les travailleurs d'autres secteurs. Je pense notamment aux pêcheurs. Le discours du Trône ne propose aucun plan pour relever les défis liés au saumon sauvage et à d'autres formes de vie marine dans notre circonscription.

Mes concitoyens veulent savoir ce que le gouvernement compte faire à ce sujet, en quoi consiste son plan global, parce qu'il n'en a fait aucune mention dans le discours du Trône. Le député pourrait-il nous en dire plus à cet égard et nous informer de ce que le gouvernement fera différemment à l'avenir?

• (1025)

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, l'environnement et les océans constituent une source alimentaire vitale; ils contribuent aussi à la productivité en créant des emplois pour des milliers de Canadiens, surtout dans la région côtière de la Colombie-Britannique. La première responsabilité du gouvernement est de protéger les océans pour faire en sorte que les stocks de poissons soient suffisamment abondants pour se reproduire et pour revenir chaque année. Si nous ne protégeons pas nos océans, les stocks de saumon, notamment de saumon rouge, ne pourront plus se renouveler.

Voilà pourquoi nous protégeons 25 % de nos côtes et pourquoi nous veillons à ce qu'il y ait un approvisionnement alimentaire abondant, surtout des océans, pour les années et les générations futures. Je peux assurer aux députés que lorsque le budget sera présenté au printemps, ils y verront des initiatives visant à protéger les pêcheurs de la région côtière.

L'Adresse

M. John Nater (Perth—Wellington, PCC): Madame la Présidente, le député a dit qu'il attend avec impatience les mesures prévues dans le budget du printemps. Cependant, quand présentera-t-on un plan à long terme de retour à l'équilibre budgétaire?

Au cours des dernières années, nous avons constaté que le gouvernement annonce discrètement des projections financières à long terme dans des communiqués publiés la veille de Noël — quand les gens sont moins susceptibles d'y porter attention — dans lesquels il dévoile que le budget ne sera pas équilibré avant des dizaines d'années. Le député pourrait peut-être aborder cette question. Quand le gouvernement présentera-t-il à la Chambre un plan pour rétablir enfin l'équilibre budgétaire?

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, le ratio de la dette par rapport au PIB diminue d'année en année depuis quatre ans. À titre de comparaison, notre ratio dette-PIB correspond en moyenne au tiers de celui des pays européens de l'OCDE et à moins de la moitié de celui des États-Unis.

Selon les projections, ce ratio continuera de diminuer. Notre PIB augmente tandis que le déficit et la dette diminuent d'année en année. Nous sommes donc sur la bonne voie. C'est pour cette raison que les Canadiens ont choisi de nouveau un gouvernement progressiste libéral.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, comme nous le savons, nous sommes aux prises avec une urgence climatique. Les jeunes de tout le pays manifestent et font la grève pour le climat. Pourtant, dans le discours du Trône, même si le gouvernement parle d'intervenir dans ce dossier, il ne mentionne aucune mesure concrète. Il n'est nullement question de mettre en œuvre une charte des droits environnementaux, une loi sur la responsabilité en matière de changements climatiques ou toute autre mesure concrète pour protéger la Terre mère.

Le député pourrait-il parler de cela et dire si le gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi pour protéger l'environnement?

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, nous avons lancé le plan d'action le plus exhaustif qui soit. Nous protégeons nos côtes et nos terres, nous avons instauré un moratoire sur la circulation des pétroliers au large des côtes et nous avons mis en place les mesures environnementales les plus strictes qui soient dans le secteur des ressources sous la forme des projets de loi C-69 et C-48. Nous nous sommes engagés à avoir une économie carboneutre d'ici 2050 et à respecter les objectifs de l'Accord de Paris et nous avons mis en place une tarification de la pollution, ce qui est le meilleur et le plus efficace des moyens de réduire notre empreinte carbone — cela a été prouvé sur le plan scientifique et économique.

Nous sommes sur la bonne voie. Les Canadiens l'ont reconnu, et c'est ce qu'ils attendent de leur gouvernement.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais d'abord annoncer que je vais partager mon temps de parole avec ma collègue de Salaberry—Suroît.

À titre de porte-parole en matière d'agriculture, d'agroalimentaire et de gestion de l'offre pour le Bloc québécois, je vais vous entretenir aujourd'hui d'agriculture.

Nous avons été satisfaits de constater que les compensations promises aux producteurs laitiers avant la campagne électorale étaient

inscrites au discours du Trône. À ce sujet, nous assurons notre pleine collaboration au gouvernement pour la suite des choses.

Par contre, je désire faire remarquer au gouvernement qu'il manque plusieurs compensations promises lors de la signature des traités de commerce. Les productions de poulet, de dindon, d'œufs d'incubation et d'œufs de consommation ne sont pas encore couvertes, et aucune entente n'est encore intervenue entre ces producteurs et le gouvernement.

Nous demandons par conséquent que le gouvernement agisse avec diligence et procède le plus rapidement possible au règlement de ce dossier. Tous les engagements et toutes les promesses de compensation doivent devenir réalité. La santé financière de nos entreprises agricoles en dépend.

Il n'y a pas eu d'entente non plus dans le secteur de la transformation laitière. Non seulement les compensations de ce secteur ne sont pas fixées, mais aussi toutes les questions de contingence, c'est-à-dire les licences d'importation, restent à fixer de façon définitive. Sur cette question, nous avons une inquiétude. En effet, en ce qui concerne le traité avec l'Europe, on nous a annoncé qu'une fixation permanente des licences d'importation serait annoncée en janvier. Or, nous n'avons en ce moment aucune autre information.

Les quotas avaient été fixés de façon provisoire à 55 % pour les détaillants et à 45 % pour les transformateurs. Or il appert que ce ratio est nuisible à l'industrie québécoise. Les détaillants profitent de cette situation pour importer des quantités importantes de fromages dont des équivalents sont déjà produits ici à bas prix. Ces produits remplacent les produits locaux sur les tablettes et occasionnent des pertes pour les producteurs du Québec.

Ainsi, pour le plus grand bien de notre production locale, il est urgent de modifier ce ratio en augmentant considérablement la part des transformateurs. Ces derniers, lorsqu'ils sont titulaires des licences, importent en toute logique des produits complémentaires à la production locale. Ils font ainsi moins concurrence à nos producteurs locaux. Cette répartition est aussi plus avantageuse pour les consommateurs, qui se voient offrir une plus grande variété de produits. C'est gagnant-gagnant.

Je demande donc aujourd'hui quelles sont les intentions du gouvernement à cet effet. Les producteurs, les transformateurs, les consommateurs et nous-mêmes avons besoin d'une réponse claire.

Voilà ce que je souhaitais dire au sujet des compensations. Or, bien que ces compensations soient nécessaires et souhaitées maintenant par nos producteurs agricoles, il ne s'agit pas de leur premier choix. Les agriculteurs du Québec sont des gens fiers. Ils ne veulent pas être des assistés du gouvernement. Ce qu'ils veulent, c'est travailler. Pour ce faire, ils ont besoin, maintenant plus que jamais, que le gouvernement bouge et protège de façon définitive et sans équivoque le système de gestion de l'offre.

L'Adresse

Nous ne nous satisferons pas cette fois-ci d'un engagement ou d'une simple motion. Ce que nous voulons, c'est qu'une loi protège notre système de gestion de l'offre, afin que plus jamais on ne puisse l'amputer de nouveau. Ce système n'a pas d'équivalent dans le monde. Il permet d'assurer un produit de qualité, un prix stable et un niveau de vie décent pour nos producteurs. Ce système, on ne devrait pas le découper en morceaux. On devrait plutôt le préserver et en faire la promotion à l'international. Il fonctionne bien, ce système. De plus, à la base, il ne demandait aucune subvention gouvernementale. Il est surréaliste de voir ce système novateur remplacé graduellement par un système de compensation, donc de subventions.

Au Bloc québécois, nous demandons un engagement ferme du gouvernement à cet effet. Le gouvernement est-il prêt à bouger, et à protéger notre façon de faire de l'agriculture?

Les gens du NPD nous ont affirmé qu'ils allaient appuyer notre démarche. Les gens du Parti conservateur parlent beaucoup d'agriculture depuis le début des travaux et le chef de l'opposition s'est déjà prononcé en faveur de notre système de gestion de l'offre par le passé. J'imagine — du moins, je l'espère — que son parti va lui aussi appuyer notre demande.

Du côté du gouvernement, quelles sont les intentions?

J'ai écouté attentivement la déclaration que la ministre a faite le 3 décembre dernier lors du congrès de l'Union des producteurs agricoles, à Québec. J'ai bien compris que la ministre voulait rassurer les agriculteurs sous gestion de l'offre et leur garantir que son gouvernement avait l'intention de protéger le système et de ne plus jamais céder de nouvelles parts de marché. Je présume donc que le gouvernement acceptera de protéger pour vrai notre système de gestion de l'offre au moyen d'une loi.

• (1030)

Si c'est bien le cas, nous aurons un formidable consensus à la Chambre, et nous excluons de façon définitive notre système de gestion de l'offre de toute future négociation internationale. Il est impératif de le faire. Les négociations sur le Mercosur et le probable Brexit nous forcent à accélérer le pas. Je le demande aux élus de la Chambre, agissons promptement.

J'aimerais aussi entretenir la Chambre de la récente crise de propane, qui a eu de très graves conséquences sur le monde agricole. Après une année terrible sur le plan climatique, avec son printemps pluvieux et tardif, son hiver et sa neige hâtifs, il y a eu la grève du CN. Tout cela est venu noircir le portrait d'une situation de la saison 2019 déjà très difficile pour les producteurs de grains.

Les approvisionnements en propane ont été interrompus dès le premier jour, sans aucun préavis de la part de l'entreprise. Les producteurs se sont retrouvés avec des silos remplis de grain humide, impossible à assécher, ou devant des champs enneigés non récoltés. Ils ont dû se résigner à regarder le grain se détériorer dans les champs, faute de combustible pour procéder au séchage.

Cette situation est inacceptable. Le Bloc québécois a demandé qu'on agisse dès le départ, notamment en s'assurant que le propane circule en priorité sur les rails du CN pour assurer l'approvisionnement en propane de nos producteurs. Cette interruption de service aura été fatale pour de nombreuses productions.

Selon les dires de M. Overbeek, président des Producteurs de grain du Québec, plusieurs entreprises ne passeront pas au travers

de l'année 2019. Pour ajouter à tout cela, lors de la reprise du service, les agriculteurs ont dû subir une hausse déraisonnable du prix du propane. Il est révoltant de voir une industrie profiter d'une autre quand celle-ci est dans la misère. Encore, samedi dernier, des producteurs de Saint-Barthélemy, dans Berthier—Maskinongé, me racontaient leurs déboires de la dernière année en ayant peine à retenir leurs émotions. Certains tentent encore de récupérer une partie du grain en le récoltant de nuit parce que les conditions y sont plus favorables. Plusieurs ont aussi baissé les bras. Les agriculteurs, nos producteurs de grain, ont besoin d'un signal. Ils ont besoin d'un geste, d'une mesure de leurs élus pour leur montrer qu'ils les soutiennent.

Sur le prix du propane, le gouvernement fédéral a peu d'emprise. Cependant, là où on peut agir, on doit le faire. À court terme, il s'agit de compensations. Le gouvernement fédéral s'engage-t-il à emboîter le pas au moment où le gouvernement du Québec fera une demande afin de soutenir de façon extraordinaire nos producteurs, considérant la crise hors du commun qu'ils viennent de traverser?

À long terme aussi, il faudra agir. Le gouvernement est-il prêt à réfléchir afin d'assurer dans l'avenir un approvisionnement énergétique minimal en milieu agricole? Au Bloc québécois, nous trouvons que ce que nos agriculteurs ont vécu n'est pas admissible et que cela ne doit plus se produire. Nous devons prendre des mesures.

Il a été question, au cours des débats, de nos relations avec la Chine. Là aussi, les agriculteurs sont ceux qui écopent. Les exportations de porc ont pu reprendre, mais nos producteurs ont subi de lourdes pertes qu'il faudra compenser. Nous pensons qu'il faut également se doter d'un fonds d'urgence afin de soutenir toute production agricole qui serait touchée par une future crise diplomatique. Nos producteurs de canola sont aussi très durement touchés. Nous devons leur venir en aide.

N'oublions pas que les autres pays n'hésitent pas, eux, à soutenir le monde agricole. Cela donne aux producteurs étrangers un avantage indu par rapport à nos producteurs locaux. Il faudra aussi se questionner sur le soutien qu'on pourra apporter à nos producteurs de bovins. En ce qui a trait aux normes de transport qui vont entrer en vigueur en février prochain, la ministre a annoncé un sursis de deux ans pour ce qui est des sanctions qui seront appliquées.

Profitions de cette période pour réfléchir à la manière dont on peut venir en aide à nos producteurs et pour instaurer des normes de façon raisonnable afin de ne pas mettre en danger notre agriculture.

J'aurais pu parler de quelques autres sujets, mais je vais conclure maintenant et j'y reviendrai dans mes réponses. Le monde agricole a été mis à mal ces dernières années. Les gens de nos campagnes ont besoin d'aide et de reconnaissance. Ils ont besoin de nous. N'oublions jamais que, lorsqu'on parle du monde agricole, on parle non seulement de notre garde-manger et de notre souveraineté alimentaire, donc de notre sécurité, mais on parle aussi de l'occupation dynamique et complète de notre territoire.

• (1035)

[Traduction]

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue à la Chambre au député d'en face. C'est une bonne chose qu'il y ait un autre député à la Chambre qui parle d'agriculture. Je suis député de la circonscription de Guelph. L'agriculture est quelque chose de très important pour les habitants de ma circonscription. D'ailleurs, c'est quelque chose d'important pour tout le pays.

J'ai siégé au comité de l'agriculture lors de la précédente législature et j'espère qu'il sera tenté d'en devenir membre. Nous nous concentrons sur l'agriculture et nous tentons d'aider les agriculteurs et les producteurs au lieu de nous livrer à des manœuvres politiques.

Le député pourrait-il nous en dire plus sur ce qui semble être le problème majeur à Berthierville, dans sa circonscription? Il a parlé de gestion de l'offre, mais y a-t-il d'autres choses comme le développement de la sécurité alimentaire pour les habitants de sa circonscription ou d'autres éléments liés à la recherche dont il voudrait peut-être parler?

• (1040)

[Français]

M. Yves Perron: Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue de sa question. Évidemment, c'est avec plaisir que je collaborerai avec lui au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Les défis locaux sont nombreux. Berthier—Maskinongé est une énorme circonscription agricole où l'on trouve différentes productions dont certaines sous gestion de l'offre. Dans le contexte actuel, les producteurs de grains sont en détresse psychologique.

Il y a quelques semaines, j'ai assisté à un souper-bénéfice où l'on soulignait les 90 ans de l'UPA dans Lanaudière. Le souper visait à amasser des fonds pour instaurer un service de « travailleur de rang ». Quand on est rendu au point où on a besoin d'une personne pour rencontrer les gens sur leur terre et à leur ferme afin d'écouter leurs préoccupations, c'est un signal que la détresse dans le monde agricole est très élevée. Il s'agit également d'un aspect très important qu'il faudra soutenir.

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue et voisin de banquette de son allocution sur le discours du Trône.

Tout comme le député de Guelph, je me réjouis qu'on discute d'agriculture. L'agriculture est très présente dans ma circonscription. Je vis dans une partie du pays qui est très chaude et sèche, du moins en été, et où les changements climatiques sont une grande source d'inquiétude. Le discours du Trône contient de belles paroles sur les changements climatiques, mais n'aborde pas la question de la véritable responsabilité.

Pendant des années, nous avons eu des promesses de la part de différents gouvernements, mais pas de reddition de comptes. Le député pourrait-il nous livrer ses observations à ce sujet et sur les raisons pour lesquelles il faut créer un bureau de reddition de comptes distinct pour maintenir le gouvernement sur le droit chemin en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques?

L'Adresse

[Français]

M. Yves Perron: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question très pertinente.

Nous sommes assez d'accord sur l'idée qu'il faut une action rapide et concrète pour contrer les changements climatiques. En effet, nos producteurs subissent les effets de ces changements année après année, et ces effets s'accroissent. On peut penser aux inondations de 2017 et de 2019. Les médias ont beaucoup parlé des résidents riverains qui devaient abandonner ou rénover leur maison, mais il faut aussi penser aux terres inondées des producteurs, ce qui rend impossible les semences. Quand on ne sème pas, on ne récolte rien. C'est de la pure logique. Il faut donc une action rapide et concrète.

Le Bloc québécois pense que les objectifs de réduction de gaz à effet de serre devraient être fixés au minimum selon les objectifs fixés dans l'Accord de Paris. De plus, nous pensons qu'il faut fixer ces objectifs par force de loi afin d'obliger le gouvernement à les respecter.

Dans le passé, nous avons vu les gouvernements s'engager, annoncer de belles nouvelles et faire de beaux discours à la télévision. Or, après quelques mois, ils ont tous annoncé que les objectifs ne seraient pas atteints. Nous avons même vu certains gouvernements se retirer d'une entente qu'on avait signée. Selon nous, c'est une honte sur la scène internationale, cela ne devrait pas arriver. Il est grand temps qu'on agisse là-dessus.

Je suis très heureux d'entendre que mes collègues du NPD sont d'accord avec nous pour que nous avançons rapidement sur la question des changements climatiques.

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Madame la Présidente, je tiens à vous féliciter. C'est toujours un bonheur de voir une femme parlementaire occuper le fauteuil de la présidence, et mes souhaits les plus grands sont qu'un jour vous puissiez assumer complètement cette présidence.

Puisque je prends la parole pour la première fois, je tiens à remercier les électeurs et les électrices de Salaberry—Suroît qui m'ont fait confiance le 21 octobre dernier. Cela m'a vraiment fait chaud au cœur. Pour moi, c'est un retour à la Chambre des communes après une absence de huit ans. Je suis ravie et honorée d'avoir obtenu la confiance des gens de ma circonscription.

Évidemment, une campagne électorale comme celle que nous venons de vivre demande beaucoup d'énergie, mais, surtout, d'être bien entourés. J'ai été entourée de militants, de militantes et de bénévoles vraiment passionnés. J'aimerais en nommer une qui est à mes côtés depuis le tout début en 2006. Mme Louise Laitre a été ma directrice de campagne et elle mérite des applaudissements pour la passion de son engagement pour le Québec et la circonscription de Salaberry—Suroît.

J'aimerais aussi remercier mes trois filles, Audrey, Jade et Florence. Florence, ma troisième fille, a 23 ans et elle a dirigé toutes mes communications durant la campagne électorale. Elle a fait un travail exceptionnel et j'en suis très fière. Aujourd'hui, elle passe une entrevue et j'espère que l'employeur va la retenir parce qu'elle est la meilleure.

L'Adresse

J'aimerais aussi remercier mon conjoint, qui a déjà vécu ce que signifie le fait d'être conjoint d'une députée. Il a de nouveau accepté d'être mon partenaire et mon complice et d'appuyer mon souhait de redevenir députée. Il sait les sacrifices que cela exige dans notre vie personnelle, familiale et amoureuse. Après 35 ans, il m'a de nouveau offert toute sa collaboration et sa confiance. Parce qu'il le mérite vraiment, je tiens à le remercier publiquement d'être à mes côtés et de m'appuyer dans ma passion.

Je vais surtout parler aujourd'hui de ce qui me passionne, c'est-à-dire les aînés et la santé. Je suis travailleuse sociale de formation et je suis une professionnelle du réseau de la santé publique du Québec. Ces dernières années, j'étais gestionnaire dans un CLSC et je coordonnais l'hébergement des personnes âgées. Ces aînés sont moins privilégiés que d'autres personnes, sont plus pauvres, plus faibles ou ont une santé précaire. Je vais donc dans mon allocution d'aujourd'hui en réponse au discours du Trône me pencher particulièrement sur les aînés et la santé.

Quand on travaille sur le terrain dans une communauté, on voit clairement et rapidement les besoins de la population. Je fonctionne en équipe et en collaboration avec des travailleurs communautaires. En présence d'un problème social ou de santé, il faut une action communautaire, il faut que tous les intervenants l'étudiant et réfléchissent à une solution, qui n'en sera que meilleure puisqu'elle aura été trouvée par les principaux intéressés. Les résultats et les données probantes confirment que plus les solutions sont trouvées à la base, meilleures elles sont pour répondre aux besoins d'une communauté.

On comprendra mon étonnement quand je lis dans le discours du Trône que le gouvernement veut donner de l'argent aux provinces à la condition qu'elles embauchent des médecins de famille et offrent des services en santé mentale.

Ma réaction est de me demander ce que le gouvernement du Canada, à Ottawa, connaît des besoins de la population québécoise dans ma communauté. Que sait-il réellement de nos besoins? Pourquoi ne se contente-t-il pas de donner de l'argent à hauteur de 5,2 % comme le demandent le Québec et les provinces? Cela permettrait aux provinces et au Québec d'organiser leurs services pour répondre précisément aux besoins de leurs communautés.

Ces besoins ne sont pas tous pareils et ne sont pas tous de la même importance. Dans ma région, il y a des groupes communautaires qui s'occupent de tous les problèmes de santé mentale. Je veux en nommer un en particulier, Le Pont du Suroît.

• (1045)

Marc André Bédard, le directeur, est un homme génial, un infirmier qui a fait carrière dans le réseau public et qui y a vu de petites failles. Il a donc décidé de passer la majeure partie de sa carrière dans un groupe communautaire qui vient en aide aux proches de gens qui vivent avec des problèmes de santé mentale. Sa pratique est tellement bonne qu'il donne des conférences partout au Québec et même à l'international. Il a mis en place une approche innovante, et le ministre de la Santé du Québec a trouvé cela tellement bon qu'il a décidé de financer ce groupe.

Toutefois, ce n'est pas parce que ce groupe fonctionne au Québec et dans ma communauté qu'il peut fonctionner ailleurs. Le mieux placé pour déterminer ce dont une communauté a besoin, c'est le ministre de la Santé du gouvernement du Québec, qui consulte les acteurs du milieu, crée des programmes et les finance. Actuellement, les besoins augmentent, mais l'argent est à Ottawa et n'est pas

transféré aux provinces. Il me semble que ce serait respecter les champs de compétence du Québec et des provinces que de faire ce qu'on demande: transférer l'argent qui est à Ottawa au gouvernement du Québec qui, lui, sait vraiment où faire des investissements pour répondre adéquatement aux besoins de ses communautés.

Je ne sais pas comment interpréter cette volonté, ce désir de centraliser à Ottawa les pouvoirs qui relèvent des champs de compétence des provinces. Je parle du gouvernement, mais je parle aussi du NPD, qui n'arrête pas de proposer toutes sortes de politiques nationales qui empiètent carrément sur les champs de compétence des provinces. J'interprète cela comme un manque de confiance. C'est comme si le gouvernement disait que les provinces n'étaient pas assez inventives ou intelligentes pour créer des programmes qui répondent vraiment aux besoins de leurs communautés.

Le gouvernement préfère dire aux provinces quoi faire avec leur argent, parce qu'il pense savoir ce qui fonctionne et être le mieux placé pour déterminer cela. Cela renforce ma passion et mon rêve que le Québec devienne un pays, car si le Québec devient maître de sa destinée et qu'il récupère l'argent qu'il donne à Ottawa, il va investir dans les bons programmes, car il sait ce qui est bon pour sa communauté. En ce moment, même s'il le sait, il manque de moyens. Alors, j'implore mes collègues d'en face de respecter les demandes des premiers ministres des provinces, qui ont demandé que les transferts en santé aux provinces soient augmentés.

Par ailleurs, les aînés de nos communautés souffrent beaucoup. Ils ont besoin de services de soutien à domicile et de meilleurs budgets pour composer avec l'augmentation du coût des médicaments et de leurs frais d'hébergement. Le montant actuel de la pension de la Sécurité de la vieillesse n'est pas suffisant. Si une personne tombe malade et qu'elle ne reçoit que le Supplément de revenu garanti et sa pension de la Sécurité de la vieillesse, elle aura de la difficulté à payer ses frais d'hébergement et les services dont elle pourrait avoir besoin. Ce n'est pas normal que des aînés qui ont travaillé toute leur vie pour avoir une retraite digne soient aux prises avec la peur de ne pas pouvoir se payer ces services.

Une des manières de régler ce problème est de bonifier le Supplément de revenu garanti et la pension de la Sécurité de la vieillesse. Le Bloc québécois demande au gouvernement de bonifier la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 ans et plus et de permettre à ceux qui perdent un proche de recevoir le Supplément de revenu garanti pendant les trois mois suivant le décès. Vivre un décès est déjà très déstabilisant, s'il faut vivre en plus la peur de ne pas pouvoir payer son loyer ou ses frais d'hébergement, c'est encore pire. Alors, nous demandons au gouvernement de faire preuve d'un peu d'humanité et de bonifier le Supplément de revenu garanti et la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 ans et plus.

En terminant, je demande au gouvernement de respecter les champs de compétence des provinces et du Québec et d'augmenter de 5,2 % les transferts en santé aux provinces. Il doit laisser les provinces faire ce qu'elles savent le mieux faire, c'est-à-dire gérer leurs propres problèmes et trouver leurs propres solutions.

• (1050)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'apprécie les commentaires de ma collègue d'en face, même si je ne suis pas tout à fait d'accord avec elle.

Les gens que je représente croient que le gouvernement fédéral a son rôle à jouer en matière de santé. Que ce soit à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Halifax ou dans les collectivités rurales, on s'attend à ce que le gouvernement fédéral collabore avec les autres ordres de gouvernement pour s'assurer du fonctionnement du système de santé national. Ainsi, d'une province à l'autre, les Canadiens peuvent au moins savoir à quoi s'attendre.

La situation évolue dans les provinces, et c'est pourquoi nous avons la Loi canadienne sur la santé. De nombreuses personnes de ma circonscription sont très mécontentes de la direction que prend le système de santé. J'essaie d'intervenir là où c'est possible pour moi de le faire.

La députée d'en face conviendra-t-elle avec la population, qu'elle représente également, que le gouvernement national a un rôle à jouer en matière de santé qui va au-delà de celui de pourvoyeur de fonds? En tant que représentants de la population, nous avons l'occasion d'en prendre le pouls. Je crois que les gens de la circonscription de la députée, du moins en partie, souhaitent qu'Ottawa s'implique dans le système de santé.

• (1055)

[Français]

Mme Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, évidemment je ne partage pas l'opinion de mon collègue, parce que je crois que le rôle du gouvernement est de partager les richesses.

À mon avis, les provinces et le Québec sont les meilleurs pour répondre aux besoins. Aucun ministre de la Santé du Québec, qu'il soit libéral, souverainiste, caquiste ou de Québec solidaire, ne va accepter qu'on lui dise comment gérer les soins de santé. D'ailleurs, la Constitution indique clairement qu'il s'agit d'une compétence provinciale.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Madame la Présidente, j'apprécie énormément le message de ma collègue. Elle a parlé de l'intérêt qu'elle porte aux problèmes sociaux et des conséquences du manque de soutien de la part du gouvernement.

Chez nous, les gens n'ont pas accès aux programmes et au soutien du gouvernement pour trouver de l'aide en matière de santé mentale ou sur le plan économique.

Le NPD parle souvent de l'impact désastreux des inégalités croissantes dans notre société et des problèmes qui ont empiré, comme la santé mentale et la pauvreté.

J'aimerais savoir ce qu'elle en pense, et ce qu'elle pense du fait que l'on doit avoir en place des ressources afin de s'assurer que les gens ne vivent pas dans la pauvreté et qu'ils ont accès aux services dont ils ont besoin.

Mme Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je suis d'accord sur le fait qu'il faut répondre aux besoins en matière de santé mentale et de pauvreté. Toutefois, ce sont aux provinces et à Québec de gérer leurs programmes.

La meilleure manière de parvenir à augmenter les services, c'est que les provinces aient droit à un transfert fédéral en santé de 5,2 %. Évidemment, tous les premiers ministres des provinces l'ont demandé.

Si j'ai bien compris, ma collègue du NPD n'est pas d'accord sur le fait que le premier ministre de la province qu'elle représente demande un transfert de 5,2 % d'Ottawa vers les provinces. Selon

L'Adresse

nous, il s'agit de la meilleure manière de rehausser la qualité et le niveau de service dans nos communautés.

Mme Emmanuela Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de me lever à la Chambre aujourd'hui pour parler du discours du Trône. Je vous remercie de m'accorder cette occasion.

[Traduction]

Je vais partager mon temps de parole avec la députée de Scarborough-Centre.

[Français]

J'ai passé les cinq derniers mois dans la belle circonscription de Saint-Laurent, la circonscription que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre des communes et que je considère chez-moi depuis ma naissance.

Au cours de ces cinq mois, j'ai eu la chance de parler à mes concitoyens et à mes concitoyennes pour comprendre quels enjeux fédéraux les préoccupaient le plus.

[Traduction]

Essentiellement, le message que mes concitoyens m'ont transmis est qu'ils souhaitent nous voir en faire davantage pour notre planète. Ils veulent que nous agissions plus rapidement pour contrer les effets dévastateurs des changements climatiques. C'est l'un des principaux messages que j'ai entendus au moins quelques fois par jour lorsque je faisais du porte-à-porte durant la période électorale. Voilà pourquoi j'ai été ravie que le discours du Trône ait mis l'accent sur la lutte contre les changements climatiques et en ait fait une priorité.

Le gouvernement libéral précédent, dont je suis fière d'avoir été membre, a déployé davantage d'efforts pour l'environnement que tout autre gouvernement. Le gouvernement actuel s'est engagé à faire de la lutte aux changements climatiques une priorité. Nous nous sommes fixé l'objectif d'atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050, ce qui peut paraître un peu ambitieux, mais il s'agit d'un objectif absolument nécessaire.

[Français]

C'est absolument nécessaire d'essayer d'atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050 pour protéger l'environnement afin de donner la chance à nos enfants et à nos petits-enfants de grandir dans un monde où il y a encore de l'air frais et de l'eau potable.

C'est le temps d'écouter les scientifiques qui nous disent qu'on ne peut dépasser la limite de 1,5 degré Celsius, et le Canada doit participer à cet effort. C'est pour cela que notre gouvernement continuera d'assurer la tarification de la pollution partout au pays et collaborera avec ses partenaires provinciaux pour réduire encore plus les émissions.

Nous savons que notre cible est ambitieuse. Il faudra faire la transition vers des sources d'énergie renouvelable non seulement parce que nous n'avons présentement pas la capacité d'utiliser uniquement des sources d'énergie renouvelable, mais aussi parce qu'il faut offrir un soutien aux gens qui travaillent dans le secteur des ressources naturelles du Canada.

L'Adresse

● (1100)

[Traduction]

Comme l'indique le discours du Trône, le gouvernement s'engage à protéger 25 % des terres et des océans du pays d'ici 2025. Par ailleurs, pendant notre campagne électorale, nous avons annoncé publiquement que nous voulions notamment planter deux milliards d'arbres dans les 10 prochaines années afin de purifier l'air et les eaux du pays, car nous savons que c'est la meilleure façon d'éliminer les émissions de gaz à effet de serre.

Ceux qui me connaissent bien savent pourquoi je suis entrée en politique. Ils savent que j'ai toujours eu très à cœur de rendre le monde plus juste pour tout le monde et que les inégalités qui subsistent dans le monde me font bouillir d'indignation. Ils savent ce que je pense des inégalités basées sur des facteurs socioéconomiques et sur les origines raciales ou ethniques. Dans ma circonscription, l'une de mes plus grandes priorités est de faire de mon mieux pour aider les gens dans le besoin en appuyant les organisations qui soutiennent les plus démunis ou en permettant aux personnes marginalisées d'avoir voix au chapitre afin qu'elles puissent s'exprimer et obtenir des conditions un peu plus justes.

[Français]

À Saint-Laurent, des organismes communautaires, comme le centre Bon Courage, COCLA, l'Unité, le Centre ABC, CARI, la Maison des familles de Saint-Laurent et le centre de la pédiatrie sociale Au cœur de l'enfance, ainsi que beaucoup d'autres, sont indispensables et font toute la différence pour les familles laurentiennes.

[Traduction]

J'entends aussi appuyer le discours du Trône pour la place qu'il accorde au renforcement des assises de la classe moyenne. Le gouvernement s'est donné pour mission de rendre la vie des Canadiens plus abordable. L'exemption personnelle d'impôt passera à 15 000 \$ afin que les Canadiens puissent mieux profiter de leur argent, que ce soit en l'épargnant ou en s'en servant pour acheter des aliments de meilleure qualité.

Quand j'étais jeune, mes parents n'avaient pas beaucoup d'argent. Seul mon père travaillait, et ce n'était pas toujours facile, mais ma mère et lui faisaient de leur mieux pour nous offrir un milieu de vie sans pareil et nous inscrire à toutes sortes d'activités parascolaires. Ils tenaient à ce que nous ayons une bonne qualité de vie et ils ont sué sang et eau pour y arriver. J'ai malgré tout commencé à travailler dès l'âge de 15 ans, parce que je ne voulais pas être un fardeau pour mes parents. L'argent que je gagnais servait à payer mes dépenses personnelles. Mes parents ont toujours veillé à ce que nous ayons un endroit où dormir et des aliments sains sur la table, mais je me disais que c'était à moi de gagner de l'argent si je voulais autre chose. Ma mère m'a dit de mettre la moitié de mes paies de côté afin que je puisse un jour aller à l'université. La journée où j'ai voulu un cellulaire, c'est moi qui ai dû payer la facture.

Je vous garantis que les enfants le ressentent lorsque leurs parents traversent des difficultés financières. C'est un poids lourd à porter. Je le sais parce que j'ai enseigné dans les écoles publiques de l'île de Montréal et les enfants dont les familles n'avaient pas la vie facile savaient qu'il ne fallait pas demander à leurs parents des choses qu'ils ne pouvaient pas se permettre.

[Français]

C'est pour des situations comme celles-là que notre gouvernement fera une réelle différence en réduisant de 25 % les frais de té-

léphonie cellulaire et de service sans fil, ce qui aidera surtout les familles de la classe moyenne.

De plus, nous comptons aider les étudiants pour que chacun ait la chance de recevoir une éducation postsecondaire de qualité, peu importe le statut socioéconomique de sa famille. Les étudiants n'auront pas à payer leur prêt étudiant jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi à temps plein.

Le gouvernement prendra aussi des mesures pour réduire le nombre de sans-abris en investissant dans le logement abordable. Lors de notre dernier mandat, nous avons réduit la pauvreté en sortant 900 000 Canadiens de la pauvreté grâce à l'Allocation canadienne pour enfants, et nous allons continuer à poursuivre ces investissements cruciaux pour les gens qui en ont le plus besoin.

La semaine dernière, nous avons commémoré les 14 vies qui ont été prises à la Polytechnique de Montréal il y a 30 ans pour la simple raison qu'elles étaient des femmes. Je tiens à souligner que, en tant que féministe, je suis fière du fait que notre gouvernement a pris au sérieux les défis des femmes lors de notre dernier mandat. Je suis également fière que, dans le discours du Trône, on ait fait référence à la stratégie contre la violence fondée sur le sexe. On en fera davantage pour lutter contre la violence faite aux femmes et à la communauté LGBTQ2.

● (1105)

[Traduction]

S'agissant de la fusillade à l'École Polytechnique, la violence armée est en hausse au Canada et notre gouvernement a un plan pour s'attaquer au problème. Nous allons interdire les fusils d'assaut de type militaire comme celui qui a été utilisé à l'École Polytechnique et nous allons mettre en place un programme de rachat de ces armes. Bien que nous sachions que ce n'est que le début et qu'il reste encore beaucoup à faire pour éliminer complètement la violence armée, c'est un pas important dans la bonne direction.

Au moment où certaines puissances se replient sur elles-mêmes, prennent du recul sur la scène internationale et abandonnent le leadership qu'elles assumaient pour aider les pays du monde, le Canada va poursuivre ses efforts pour rendre ce monde plus juste, plus sûr et plus durable.

Nous continuerons d'appuyer le développement international et nous investirons pour rendre l'éducation plus accessible dans les pays du tiers monde. Nous continuerons de travailler d'arrache-pied pour rendre le monde plus égalitaire, en favorisant l'autonomie des femmes qui n'ont pas les mêmes libertés qu'au Canada.

Encore une fois, merci de m'avoir donné l'occasion d'exprimer mes pensées en faveur du discours du Trône.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Madame la Présidente, ma circonscription, North Island—Powell River, compte énormément de gens qui éprouvent de sérieuses difficultés à se loger, et leur nombre ne cesse de croître. Au cours de la campagne électorale, de nombreuses personnes se sont présentées à mon bureau pour me parler de leurs problèmes. Certains vivent dans des tentes, d'autres dans des roulottes de camping alors que l'hiver approche à grands pas.

J'ai constamment entendu le même son de cloche: l'offre de logements est tout simplement insuffisante. Plusieurs personnes gagnent un salaire substantiel et ont assez d'argent pour payer un loyer, mais il n'y a tout simplement pas de logements. Il y a toutes sortes de cas, et les personnes à faible revenu se retrouvent sans abri, dans une situation désespérée.

Compte tenu de la crise du logement qui sévit actuellement, pas uniquement dans ma circonscription, mais dans l'ensemble du Canada, je me demande si la députée pourrait dire à la Chambre quelle stratégie le gouvernement entend mettre en oeuvre. Combien de temps encore les Canadiens devront-ils attendre pour que leurs collectivités reçoivent des ressources afin de vraiment améliorer la situation?

Mme Emmanuella Lambropoulos: Madame la Présidente, le gouvernement s'est déjà engagé à investir 40 milliards de dollars au titre de la Stratégie nationale sur le logement. Le financement débutera dès janvier 2020. Nous sommes extrêmement emballés à l'idée que des fonds seront finalement accordés à ce programme qui permettra de commencer à bâtir des logements abordables.

Au cours du dernier mandat, le gouvernement a mis en oeuvre l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, mesure qui s'adresse notamment aux jeunes ménages désireux de fonder une famille et d'acquérir une première maison. En pratique, il s'agit d'un crédit d'impôt consenti aux acheteurs d'une première propriété. Par surcroît, l'incitatif est encore plus substantiel si la propriété est une nouvelle construction.

Par conséquent, le gouvernement a mis en place des mesures incitatives et, au moyen de la Stratégie nationale sur le logement, il espère réduire de moitié le nombre de sans-abri.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Madame la Présidente, dans le discours du Trône, il était question d'aide pour lutter contre la crise des opioïdes. Aujourd'hui même, on a annoncé que les opioïdes avaient causé la mort de 14 000 Canadiens et que 17 000 autres avaient dû être hospitalisés au cours des quatre dernières années. Le sujet a été abordé dans le discours du Trône, ce qui est bien.

Lundi, par contre, lorsque le gouvernement a présenté son budget supplémentaire des dépenses (A) — qui contient les fonds, les programmes de financement —, absolument rien n'était prévu pour combattre la crise des opioïdes. Dans le crédit 5, toutefois, qui est censé servir aux besoins urgents, le gouvernement a prévu 265 millions de dollars pour subventionner les riches acheteurs de voitures Tesla.

Pourquoi le gouvernement aide-t-il les riches qui veulent s'acheter une Tesla au lieu de lutter contre la crise des opioïdes?

Mme Emmanuella Lambropoulos: Madame la Présidente, nous savons qu'il reste beaucoup à faire pour contrer la crise des opioïdes et qu'on n'en a pas fait assez jusqu'à présent, mais nous avons déjà versé des millions de dollars en aide dans le cadre de cette crise. Nous avons contribué à rendre des services d'aide disponibles dans certains grands centres urbains. Par ailleurs, grâce au régime d'assurance-médicaments qui sera un jour instauré, nous pourrions aider les gens à surmonter leur dépendance et ainsi éviter les surdoses et divers problèmes de santé.

• (1110)

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, puisqu'on parle de surdoses, rappelons que la communauté de Downtown Eastside traverse une crise majeure. Nous avons

L'Adresse

maintes fois demandé au gouvernement de déclarer une urgence sanitaire nationale, mais il refuse de le faire.

Comme nous venons de l'entendre, le nombre de décès par surdose a augmenté. Ce problème ne touche pas seulement le Downtown Eastside, mais bien l'ensemble du pays.

Les libéraux accepteraient-ils, à tout le moins, de lancer un projet pilote d'accès à des drogues sûres? Nous pourrions ainsi commencer à sauver des vies et montrer aux collectivités de partout au pays qu'il est possible de sauver des vies et que la Terre n'arrêtera pas de tourner si on voit à ce qu'il existe un accès à des drogues sûres pour les personnes qui ont besoin d'aide.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Madame la Présidente, je suis prête à collaborer avec la députée de Vancouver-Est en vue de trouver des stratégies qui permettront d'améliorer la situation dans nos collectivités. Je communiquerai aussi avec les ministres responsables de ces dossiers pour tenter de faire avancer les choses.

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite de votre nomination.

Je suis heureuse de prendre la parole pour la première fois en cette 43^e législature. Avant de parler du discours du Trône, j'aimerais prendre le temps de remercier les gens de Scarborough-Centre de m'avoir réélue. Ils m'ont fait confiance pour continuer à faire entendre leurs voix haut et fort à Ottawa. Je leur suis profondément reconnaissante de leur confiance et de leur appui. Nul d'entre nous ne serait ici sans nos partisans et nos bénévoles dévoués. J'ai une équipe formidable derrière moi et j'en profite pour remercier tous ses membres du nombre incalculable d'heures qu'ils ont passé à travailler d'arrache-pied au cours des derniers mois et des dernières années. Je tiens aussi à remercier ma famille, mon mari, Salman, et mes fils, Umaid et Usman, de leur amour et de leur soutien.

Je suis fière d'avoir reçu un appui solide des gens de Scarborough-Centre et d'être ici pour défendre leurs valeurs et les aider à réaliser leurs rêves et leurs espoirs. Ils m'ont fait part de leurs luttes, de leurs espoirs pour l'avenir et des difficultés que doivent affronter leurs familles. Ce sont leurs priorités que je suis venue faire résonner au Parlement.

Je suis consciente également qu'un gouvernement minoritaire rend la collaboration d'autant plus importante. Personne n'a le monopole des bonnes idées. Je suis prête à collaborer avec ceux qui partagent les valeurs, les espoirs et les rêves des gens de Scarborough-Centre. Nous sommes une circonscription peuplée de Canadiens de naissance et de Canadiens par choix. Beaucoup d'entre nous viennent d'ailleurs et ont décidé de s'établir à Scarborough. Nous sommes une communauté d'ainés et de jeunes familles. Nous sommes une communauté de Canadiens qui travaillent fort pour faire partie de la classe moyenne et qui s'inquiètent de ne pas pouvoir joindre les deux bouts à la fin du mois. Les gens s'inquiètent aussi du coût du logement qui ne cesse d'augmenter. Ils restent éveillés la nuit en se demandant ce qu'ils peuvent faire pour donner un meilleur avenir à leurs enfants. Ils travaillent fort et cherchent un peu d'aide pour améliorer leur sort.

L'Adresse

Voilà ce que j'espérais en écoutant le discours du Trône. Je suis heureuse que ce discours aborde certaines des priorités de mes concitoyens. Les familles de Scarborough-Centre ne manqueront pas de se réjouir de cette baisse d'impôt, qui sera le premier point à l'ordre du jour du gouvernement et qui donnera un réel coup de pouce à celles qui s'efforcent de se joindre à la classe moyenne. Nous savons que laisser davantage d'argent aux familles de travailleurs qui ne ménagent aucun effort pour faire partie de la classe moyenne est bien plus efficace pour stimuler l'économie que de faire des cadeaux aux millionnaires. Cette baisse d'impôt sera synonyme de nouveaux vêtements pour la rentrée scolaire et d'aliments plus sains pour les sacs à lunch des enfants. Elle aidera non seulement les familles, mais aussi les entreprises et les économies locales.

Dans le discours du Trône, il a été question de la réduction de la pauvreté, dont le taux n'a jamais été aussi faible que pendant le dernier mandat du gouvernement. Près de 900 000 Canadiens, dont un grand nombre d'enfants, ont été sortis de la pauvreté grâce à l'Allocation canadienne pour enfants, un programme que nous sommes déterminés à bonifier encore plus.

Une des nombreuses familles de Scarborough qui bénéficient de l'Allocation canadienne pour enfants est la famille Tareen. Grâce à cette prestation, Lenna et Najib sont en mesure d'offrir une saine alimentation à leurs enfants, Abdullah, Ahmed Yasin et Habibullah. Ils peuvent leur faire faire des sorties éducatives et leur permettre de participer à un plus grand nombre d'activités scolaires. Je sais que, si les membres de notre gouvernement sont fiers de ce bilan, ils sont toutefois les premiers à admettre qu'il reste fort à faire.

Le logement est probablement la principale dépense des familles de Scarborough. Le nombre de logements est nettement insuffisant, et ceux qui sont sur le marché sont souvent vieux, trop chers et inadéquats pour répondre aux besoins d'une famille moyenne à Scarborough. Je suis donc ravie d'entendre le gouvernement réaffirmer son engagement à l'égard de la Stratégie nationale sur le logement et sa détermination à continuer d'investir dans le logement abordable.

Des programmes comme l'Incitatif à l'achat d'une première propriété ont déjà des retombées positives. Les fonds investis dans le logement communautaire à Toronto servent à financer des rénovations qui auraient dû être apportées depuis longtemps aux logements communautaires à Scarborough et Toronto. L'instauration, au cours de l'année qui vient, de l'Allocation canadienne d'aide au logement sera utile à de nombreuses familles qui ont du mal à payer les loyers à la hausse.

● (1115)

Pendant cette législature, je militerai pour que l'on continue à investir dans le logement social. Nous devons augmenter le financement au même rythme que nos partenaires provinciaux et municipaux peuvent démarrer de nouveaux projets.

Assurer la sécurité des collectivités est une autre grande priorité des gens de ma circonscription. Le bruit des coups de feu résonne trop souvent dans nos quartiers. Un trop grand nombre de mes concitoyens ont perdu des proches ou connaissent une famille qui est dans cette situation à cause d'un acte de violence insensé.

J'ai participé récemment à une réunion sur la sécurité des collectivités dans un immeuble résidentiel où vit une famille qui a perdu un fils lors d'une fusillade. Rien n'est comparable au deuil d'une mère qui a perdu son enfant. La collectivité s'est réunie pour porter

ensemble ce deuil et pour discuter des gestes concrets qui peuvent mettre fin à ces actes de violence. Que ce soit à Scarborough ou ailleurs au Canada, personne ne devrait craindre pour sa sécurité dans les rues de sa collectivité. Il est temps de prendre des mesures rigoureuses pour combattre la violence liée aux armes à feu et les activités des gangs qui y contribuent.

J'ai appuyé les dispositions législatives pleines de bon sens adoptées au cours de la dernière législature pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu, mais il est grand temps d'aller plus loin. C'est pourquoi je souscris pleinement à l'engagement pris dans l'actuel discours du Trône pour ce qui est d'interdire les fusils d'assaut de type militaire et de mettre sur pied un programme de rachat. Ces armes ont été utilisées bien trop souvent dans des fusillades de masse au Canada et ailleurs dans le monde. Il n'y a aucune raison légitime de s'en servir en dehors du contexte militaire. Elles ne sont pas conçues pour chasser le chevreuil, mais pour tuer un maximum de personnes en un minimum de temps.

Je comprends qu'il puisse être nécessaire d'avoir un fusil pour se protéger quand on vit à la ferme et je respecte les pratiques des nombreuses collectivités où la chasse fait partie de la culture, mais les fusils d'assaut de type militaire n'ont pas leur place dans notre société. La sécurité de nos enfants doit passer en premier. Il est temps de faire disparaître ces armes de nos rues.

Je me réjouis aussi de l'engagement à travailler avec les municipalités et les collectivités qui veulent interdire les armes de poing. Cela répond à une demande que les gens de ma circonscription expriment haut et fort et à ce que le maire et le conseil municipal de Toronto réclament. Bien que ces mesures, à elles seules, n'éliminent pas les crimes perpétrés avec des armes à feu, les données probantes recueillies un peu partout dans le monde révèlent qu'elles ont un effet majeur. Nos enfants méritent que nous fassions tout ce que nous pouvons pour eux.

Il faut aussi que nous continuions à financer des mesures qui visent à empêcher les armes à feu illégales de franchir nos frontières. Toutefois, s'il importe de faire disparaître les armes à feu de nos rues, notre tâche la plus importante pour améliorer la sécurité publique est de montrer aux jeunes qu'un avenir meilleur s'offre à eux. Nous devons leur montrer qu'il leur est possible de se développer, de prospérer et de réussir.

Pendant son dernier mandat, le gouvernement a consacré des sommes importantes à des programmes de lutte contre la violence des gangs de jeunes. Les gens de ma circonscription, surtout les mères, me disent que ces programmes sont très importants. Comme je suis moi-même la mère de deux garçons, je défendrai, au cours de la présente législature, l'idée de prévoir encore d'autres sommes pour aider la jeune génération.

Au-delà de ces faits saillants qui intéressent particulièrement la population de Scarborough-Centre, le discours du Trône aborde d'autres questions qui sont prioritaires pour elle. Les gens de ma circonscription savent que les changements climatiques sont réels et représentent une menace sérieuse, alors ils veulent qu'on en fasse plus pour atteindre les cibles de réduction des émissions, pour interdire les plastiques et pour que les émissions nettes du Canada soient égales à zéro d'ici 2050.

Les électeurs de ma circonscription savent que nous avons l'obligation morale de nous allier aux peuples autochtones du Canada pour suivre ensemble le chemin qui mènera à la réconciliation. Pour y arriver, il nous faut éliminer tous les avis d'ébullition de l'eau toujours en vigueur, inscrire la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones dans la loi, et faire bien plus encore. Mes concitoyens croient que chaque Canadien devrait pouvoir trouver un médecin de famille beaucoup plus facilement et qu'un régime universel d'assurance-médicaments est la prochaine étape logique dans le système public de soins de santé qui fait la fierté des Canadiens — à juste titre. De même, ils veulent que le Canada continue de défendre les droits de la personne et la liberté pour tous, tant au pays que dans le monde entier.

Dans l'histoire canadienne, les gouvernements minoritaires ont fait partie des plus productifs, mais ce n'est possible que si nous laissons de côté nos égos et travaillons à trouver un terrain d'entente. Je me réjouis à la perspective...

● (1120)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée, le temps est écoulé. Je suis certaine que la députée pourra conclure son propos pendant le temps alloué aux questions et observations.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NP): Madame la Présidente, la députée d'en face a mentionné la Stratégie nationale sur le logement. C'est un sujet dont nous avons beaucoup entendu parler pendant la dernière législature, et il revient encore une fois sur le tapis. Il faut toutefois rappeler un fait désolant: pendant la dernière législature, le gouvernement a moins investi dans le logement que ne l'avait fait l'ancien gouvernement conservateur de M. Harper. Les belles paroles et les promesses ne nous rassurent pas vraiment.

Pendant la campagne électorale, j'ai assisté à l'ouverture de trois centres d'habitation importants dans ma circonscription. L'un d'entre eux, situé à Penticton, vise à loger les itinérants. Un autre offre des logements à prix modique. Un troisième, situé à Okanagan Falls, est destiné aux aînés. Le gouvernement fédéral n'a absolument pas participé au financement de ces projets d'habitation, pas même de manière indirecte.

La députée pourrait-elle nous dire ce qu'elle en pense? Pouvons-nous vraiment avoir la certitude que le gouvernement posera les gestes nécessaires dans le domaine du logement?

Mme Salma Zahid: Madame la Présidente, nous sommes déterminés à mener à bien la Stratégie nationale sur le logement, qui prévoit 40 milliards de dollars sur 10 ans. Pendant la dernière législature, nous avons créé l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un programme que nous comptons étendre à des villes comme Toronto et Vancouver. Nous avons déjà investi dans des logements abordables. De nombreux projets de construction sont en cours, et nous avons affecté des fonds à la rénovation de logements existants.

Pendant la dernière législature, nous avons aussi consacré 1,3 milliard de dollars à la rénovation de logements communautaires à Toronto. Ces travaux sont déjà en cours dans plusieurs logements, notamment dans ma circonscription, Scarborough-Centre.

Nous continuerons de collaborer afin que le logement demeure une priorité pendant la législature actuelle.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NP): Madame la Présidente, les députés libéraux se sont dits très préoc-

Sanction royale

cupés aujourd'hui par la violence dans les collectivités partout au pays.

Je veux attirer l'attention des députés sur un sujet de préoccupation dans ma circonscription, dans le Nord, un sujet qui touche aussi tout le Canada. Il porte sur la crise des suicides chez les Premières Nations. Des jeunes mettent fin à leurs jours. Les collectivités prennent donc des mesures sans précédent et lancent des appels à l'aide d'urgence. Le gouvernement fédéral tarde trop à réagir à ces appels. Il tarde trop à intervenir et même à écouter les dirigeants et les jeunes gens qui sont les plus touchés.

Je comprends la préoccupation à l'égard des gens qui causent la mort d'autres personnes, mais quelle est la priorité du gouvernement en ce qui concerne les Premières Nations et l'existence d'une crise qui sévit dans beaucoup trop de Premières Nations, ainsi que la nécessité de prendre des mesures concrètes pour prévenir ces suicides?

● (1125)

Mme Salma Zahid: Madame la Présidente, nous devons assurer la sécurité des collectivités. À plusieurs reprises, des membres de ma collectivité ont eu à vivre la perte d'êtres chers. Il est vraiment triste de voir une mère pleurer la perte de son enfant.

Au cours de son dernier mandat, le gouvernement a beaucoup investi pour offrir d'autres solutions à la jeunesse. Nous avons investi dans la ville de Toronto pour offrir des activités aux jeunes et ainsi mettre fin à la violence des gangs. Nous avons investi dans l'éducation pour tous les Autochtones. Lors de notre dernier mandat, nous avons fait de grands progrès dans le dossier de la réconciliation. Toutefois, il reste encore du travail à faire.

Je me réjouis à la perspective de collaborer avec tous les députés afin de continuer d'agir pour la jeunesse du pays.

SANCTION ROYALE

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la lettre suivante:

Résidence de la gouverneure générale

Ottawa

Le 12 décembre 2019

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que la très honorable Julie Payette, gouverneure générale du Canada, se rendra à la salle du Sénat, aujourd'hui, le 12 décembre 2019 à 15 h 30, afin de donner la sanction royale à un certain projet de loi.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La secrétaire de la gouverneure générale et chancelière d'armes,

Assunta Di Lorenzo

L'Adresse

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion, ainsi que de l'amendement.

M. Chris Lewis (Essex, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Cariboo—Prince George.

Il s'agit de ma première intervention à la Chambre des communes et je suis honoré de représenter les résidents de tous les secteurs de la circonscription d'Essex, de Lakeshore à Amherstburg en passant par Essex, Kingsville, LaSalle, et j'en passe. Représenter cette belle circonscription me donne un sentiment de grande humilité. Je remercie toutes les personnes qui m'ont fait confiance. Je promets de travailler fort pour elles, à Essex comme à Ottawa.

Avant tout, je me dois de remercier mon seigneur et mon sauveur, Jésus-Christ, de m'accorder l'occasion d'être ici à titre de député d'Essex.

La veille du déclenchement des élections, j'ai eu un malheureux accident. Ça a été pour le moins terrifiant. Toutefois, quelques points de suture plus tard, grâce aux merveilleux soins des médecins et du personnel infirmier de première ligne de l'hôpital Erie Shores HealthCare ainsi qu'aux prières de nombreuses personnes, j'ai reçu mon congé de l'hôpital. J'ai également eu une longue conversation téléphonique avec le chef de l'opposition, Andrew Scheer, ce soir-là, tandis que j'étais hospitalisé. Ce n'est pas souvent qu'un candidat reçoit un appel de son chef de parti la veille du déclenchement des élections. Cela en dit long sur le caractère bienveillant et altruiste de M. Scheer.

Un très grand nombre de membres de la famille conservatrice ont offert de m'aider dans ma campagne par tous les moyens possibles. Comme je le savais déjà, les conservateurs sont des gens compatissants et prévenants qui ont profondément le sens de la famille et qui sont toujours prêts à apporter leur aide à ceux qui en ont besoin. C'est une véritable famille. Je dois remercier tous mes collègues de leur soutien durant cette période difficile.

J'ai tellement de gens à remercier. Je remercie ma femme Allison — l'amour de ma vie, ma meilleure amie et ma plus grande alliée — de ses sacrifices, de son sourire, de son dévouement et de la confiance qu'elle m'accorde. Je rappelle à mes enfants Jagger, Cody et Faith que les seules limites qui existent sont celles qu'ils s'imposent à eux-mêmes. Chacun d'entre eux est unique, et je suis fier d'être leur père. J'ai hâte de voir ce que l'avenir leur réserve. Je remercie mes merveilleux parents, Kim et Helen Lewis, ainsi que mes frères, Jeff et Kim, de leur influence positive dans ma vie. Ils m'ont aidé à devenir la personne que je suis aujourd'hui.

Je remercie mon équipe remarquable de bénévoles, mon directeur de campagne et les gens qui ont diffusé le message positif des conservateurs dans 43 000 foyers d'Essex. Ils ont travaillé sans relâche, en gardant toujours le sourire, et n'ont jamais perdu leur optimisme. Je les remercie du fond du cœur. Je remercie aussi les membres de mon personnel, car ce sont eux qui font vraiment avancer les choses.

Ce fut un honneur pour moi de servir aux côtés de mes confrères et consœurs du service d'incendie de Kingsville pendant sept ans et demi. C'est justement pour servir ma collectivité que je suis ici au-

jourd'hui. À cette équipe sur laquelle je savais pouvoir compter en toutes circonstances devant le danger, merci. Je remercie sincèrement de son amitié mon bon ami le capitaine Mark Rankin, pour qui j'ai le plus grand respect.

Il y a un certain nombre d'autres personnes que je m'en voudrais de ne pas remercier, trop pour les nommer toutes, mais qu'il me faut saluer. Je remercie mes entraîneurs de hockey, mes entraîneurs de baseball, mes professeurs, mes mentors et mes amis, ainsi que toutes les autres personnes qui ont eu une influence sur ma vie et m'ont donné une chance en cours de route. Mme Robinet, qui m'a enseigné au primaire, et M. Robert Peterson, qui m'a pris sous son aile pendant mon mandat de conseiller à Kingsville, ont tous les deux eu une grande influence sur moi et ont fait de moi une meilleure personne.

Je prends la parole aujourd'hui pour représenter les gens extraordinaires d'Essex. C'est en pensant à eux que je dois m'attarder pendant un instant sur la richesse culturelle, géographique et économique de ma circonscription, Essex. Essex est réputée pour son agriculture et ses communautés agricoles. Grâce à la culture d'une grande variété de produits, qui comprennent maintenant aussi le cannabis, l'industrie des cultures de serre représente également une part considérable de son économie. Ma circonscription compte des vignobles et des microbrasseries. La semaine dernière, j'ai été fier de voir que notre vin local est servi à Ottawa. Il y a de la technologie de pointe pour le développement dans Essex, et le Collège St. Clair, qui forme notre future génération de travailleurs qualifiés, offre une formation incroyable. On trouve dans Essex des mines de sel, des fermes laitières, des entreprises de pêche commerciale ainsi que les travailleurs de l'automobile et les métallurgistes les plus talentueux du Canada. Sur le plan géographique, Essex est l'une des circonscriptions les plus chaudes du pays et attire des touristes du monde entier qui viennent profiter de son climat, de ses cours d'eau et des nombreux festivals que la région a à offrir.

● (1130)

Je suis persuadé qu'Essex est un véritable microcosme du Canada. Pendant mon discours, j'aimerais parler de deux enjeux qui me tiennent à cœur et qui sont tout aussi importants pour les bonnes gens d'Essex.

Primo, le Canada et ma circonscription dépendent des propriétaires de petites entreprises, qui triment dur. Ces gens sont animés par de grands espoirs et de grands rêves. Souvent, ils sont prêts à tout hypothéquer, sauf leurs enfants, pour servir leur collectivité locale, pour créer des emplois et des débouchés, pour nourrir leur famille et pour faire des dons aux nombreuses œuvres de bienfaisance qui viennent cogner à leur porte pour obtenir de l'aide, surtout à ce temps-ci de l'année.

Ces gens sont des défenseurs de la liberté. Ils prennent tous les risques, investissent des capitaux, sont directement responsables de leur réussite ou de leur échec et ne reçoivent pas les avantages dont bon nombre d'entre nous jouissent. Pour démarrer leur entreprise, ils doivent souvent emprunter de l'argent à des proches, car les banques sont réticentes à leur consentir des prêts. Ils passent de longues heures à créer des emplois pour les familles canadiennes. Ces entreprises sont le moteur économique du Canada, et lorsqu'elles font faillite, des gens ne peuvent plus nourrir leur famille. Ces gens suent sang et eau pour faire prospérer leur entreprise, car ils sont fiers de ce qu'ils font.

Qui plus est, ils croulent sous les impôts et les règlements gouvernementaux. J'ai parlé récemment à un habitant de ma circonscription qui a dû travailler pendant son jour de congé, un dimanche. Il doit consacrer de longues heures à remplir des formulaires d'impôt, car il n'a pas les moyens de s'offrir un comptable pour le faire à sa place.

Étant moi-même propriétaire d'une petite entreprise, je comprends les difficultés auxquelles ces personnes sont confrontées au quotidien. Je ne vois rien dans le discours du Trône au sujet de cette problématique ni de solutions pour venir en aide aux petites entreprises. Les conservateurs comprennent quels sont les enjeux, et remercient les propriétaires de petites entreprises de leur contribution au pays. Nous continuerons certainement de défendre leurs intérêts.

Secundo, je prends la parole à la Chambre en tant que fier chasseur, pêcheur et propriétaire légitime d'arme à feu. En fait, en tant que pourvoyeur, les armes à feu sont l'un des outils de mon travail. À l'instar de nombreux Canadiens, j'aime bien le tir sportif et le tir à la cible. Je ne suis pas un criminel et je n'ai jamais eu non plus de casier judiciaire. À l'instar de nombreux Canadiens, on a vérifié souvent mes antécédents, et j'ai dépensé beaucoup d'argent pour exercer mon droit en tant que propriétaire légitime d'arme à feu. Maintenant, le gouvernement entend me pénaliser et me persécuter pour un crime que je n'ai pas commis. Je suis à la fois un propriétaire légitime d'arme de poing et un député de la Chambre des communes et je trouve épouvantable que nous emprunions une voie qui a coûté des milliards de dollars aux contribuables par le passé, mais qui n'a donné aucun résultat. Les criminels et les membres de gangs ne renonceront pas à leurs armes à feu. Des maires de partout au pays ont déclaré que cette mesure ne constitue tout simplement pas la solution.

La solution consiste à donner aux agents frontaliers et aux agents de la paix les outils et les fonds dont ils ont besoin pour lutter contre la contrebande, la violence des gangs et les criminels. La solution consiste à s'attaquer sérieusement à la criminalité et à imposer des peines d'emprisonnement plus longues. Mettre en place un programme de rachat et interdire les armes de poing n'aura absolument aucune incidence positive pour réduire le nombre de crimes violents. Quand le gouvernement cessera-t-il de pénaliser les propriétaires d'arme à feu respectueux des lois? C'en est assez des inepties.

J'ai été élu pour représenter les habitants formidables d'Essex, pour défendre leurs droits en tant que Canadiens et pour contribuer à créer un environnement favorable à l'épanouissement des familles et à la prospérité des entreprises. Les députés ont un devoir sacré, celui de tout faire pour servir les gens de leur circonscription en portant les espoirs, les rêves et les aspirations qu'ils ont pour eux-mêmes, leurs proches et leur collectivité. Nous avons un grand défi à relever, mais de multiples possibilités s'offrent à nous.

J'ai hâte de me mettre au travail afin d'apporter des changements pour le Canada et ma circonscription, Essex. Mon désir le plus sincère est de faire tout ce que je peux pour contribuer à créer un monde meilleur.

• (1135)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Avant de passer aux questions et observations, je rappelle au député qu'il ne doit pas utiliser le nom des personnes, qu'il s'agisse du chef de son parti ou de tout autre député, à la Chambre des communes. J'ai remarqué qu'il l'a fait quelques fois au début de son discours, mais je ne voulais pas l'interrompre.

L'Adresse

Nous passons aux questions et observations. Le député de Kingston et les Îles a la parole.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je félicite mon collègue d'en face pour sa première intervention à la Chambre et je lui souhaite la bienvenue ici.

À la fin de son discours, il s'est un peu étendu sur la mesure législative visant les armes à feu dont parle le gouvernement. Nous avons été très clairs là-dessus, il est important de le souligner: cette mesure ne vise pas les chasseurs ni les Canadiens qui s'adonnent au tir sportif. En fait, son but est de débarrasser la rue des armes qui y circulent et qui sont conçues pour infliger le maximum de dommages humains en un minimum de temps. Je suis chasseur — il y a aussi beaucoup de chasseurs dans ma famille. Je sais donc que le député n'utilise probablement pas d'armes de ce genre.

Pourrait-il nous dire si c'est une bonne idée, selon lui, de laisser en circulation des armes à usage militaire?

Une voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député de Red Deer—Lacombe que, s'il a des questions ou des commentaires, il doit attendre le moment voulu pour les faire, au lieu d'interrompre quelqu'un à la Chambre.

Je le rappelle une nouvelle fois au député, que ce soit moi qui parle ou quelqu'un d'autre.

Le député d'Essex a la parole.

M. Chris Lewis: Madame la Présidente, une carabine Mini-14, l'arme employée à l'École Polytechnique, est une arme de calibre 223. L'arme comme telle ne fait pas plus de dommage qu'une carabine Winchester standard ou qu'une carabine Browning de calibre 223. La différence, c'est le nombre de cartouches. Une Mini-14 peut servir à chasser des prédateurs comme les coyotes avec un chargeur de cinq balles. Cela se fait chaque jour. On pourrait dire la même chose de toutes les armes à feu, même des fusils de chasse, mais non, les libéraux veulent que ce soit correct pour les chasseurs d'avoir ces armes, mais ils veulent qu'on se débarrasse de celles qui font peur.

La réalité, c'est que cela pourrait survenir avec n'importe quel type d'armes. Interdire les armes de poing n'est tout simplement pas la bonne solution, parce que les criminels ne rendront jamais leurs armes.

• (1140)

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Madame la Présidente, j'ai l'impression que les seules armes qui intéressent les libéraux sont celles qui ont une allure menaçante, celles qui ont l'apparence d'une arme d'assaut. Dans les faits, je sais que l'armée, particulièrement l'armée américaine, se sert de fusils de chasse pour le combat rapproché, parce qu'ils sont malheureusement aussi efficaces contre les humains que contre les animaux. C'est donc dire que, si notre objectif est de s'occuper des armes qui peuvent tuer des humains, il faut aller au-delà de l'aspect esthétique des armes et discuter d'éléments pratiques, plutôt que de s'en remettre aux craintes de ceux qui ne comprennent pas très bien cet enjeu.

J'aimerais entendre l'avis de mes collègues à ce sujet.

M. Chris Lewis: Madame la Présidente, vous avez parlé des militaires américains. À vrai dire, nos...

L'Adresse

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions à la présidence et non à ses collègues.

M. Chris Lewis: Madame la Présidente, le député a rappelé que nos voisins du Sud utilisent des fusils de chasse. Pour tout dire, les policiers canadiens aussi utilisent des fusils de chasse, et bon nombre d'entre eux les transportent même dans leur véhicule. Pourquoi? Pourquoi préférerait-on un fusil de chasse à un Mini-14 pour contrôler une émeute? Parce que ce type d'arme fait beaucoup plus de casse à courte distance, et ce, sans même avoir à viser; il suffit de pointer dans la bonne direction.

Si nous commençons à dresser la liste de toutes les armes à feu qui ressemblent un tant soit peu à une arme tactique, nous allons nous retrouver avec une très longue liste, et le problème, bien franchement, c'est que cela ne changera absolument rien à la violence causée par les gangs et les criminels. Le seul moyen d'y mettre un frein, c'est d'envoyer les coupables derrière les barreaux et de jeter la clé.

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier le député d'Essex de partager son temps de parole avec moi.

Si les députés le veulent bien, puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, j'aimerais en profiter pour remercier mon équipe, répartie sur des milliers de kilomètres et composée de centaines de bénévoles qui ont consacré des milliers d'heures de leur temps pour me faire réélire. Je remercie du fond du cœur toutes ces personnes de ma circonscription, Cariboo—Prince George.

Je veux aussi prendre un moment pour remercier ma famille, ma femme, Kelly, mes filles, Kassi, Kaitlyn et Jordan, ainsi que mon fils, Joshua. Sans notre famille, nous ne pourrions pas faire ce que nous faisons ici. Tâchons donc de ne pas l'oublier. Si j'ai un conseil à donner à mes nouveaux collègues, c'est de se rappeler que même si le travail effectué ici est important, s'ils ne prennent pas soin d'eux-mêmes et s'ils ne consacrent pas la même énergie à leurs relations avec leurs proches et leurs amis, alors tout le reste sera dénué de sens. C'est tellement important.

Enfin, et c'est la raison de ma présence ici, je veux vous parler de la circonscription et des habitants de Cariboo—Prince George, que je représente. Je veux remercier très sincèrement toute la population de m'avoir fait confiance encore une fois pour la représenter. Je prends pleinement la mesure de cette responsabilité. Je ne ménagerai aucun effort pour bien les représenter et pour faire entendre leurs voix ici à Ottawa, dans la capitale nationale.

Je dois dire toutefois que les élections ont été vraisemblablement l'une des périodes les plus marquées par des divisions que j'ai connue au cours des dernières années. C'était probablement les six semaines les pires de mes quatre années comme député. Les membres de ma famille ont fait l'objet d'attaques personnelles, ce qui témoigne des divisions au sein de notre pays. Nous n'avons pas parlé de l'affaire SNC-Lavalin. Nous n'avons pas parlé du « black-face ». Nous n'avons pas parlé des scandales et des problèmes d'éthique survenus au cours des quatre dernières années. Pourquoi? Parce que ce n'est pas ce qui importe. Ce qui importe, ce sont les gens qui perdent leurs emplois, que ce soit en foresterie ou en agriculture. Il semble aujourd'hui que même nos projets dans le secteur du gaz naturel liquéfié soient menacés.

La Colombie-Britannique est le plus grand producteur de bois d'œuvre au Canada. Plus de 140 collectivités de la Colombie-Britannique tirent leur subsistance de l'industrie forestière et plus de 140 000 emplois dans la province gravitent autour de celle-ci. Dans le secteur manufacturier, un emploi sur quatre y est lié, et, dans l'ensemble de la province, la proportion est de 1 emploi sur 16.

Le premier ministre a répété à maintes reprises qu'il lui incombe de défendre les emplois des Canadiens. Cependant, nous avons constaté à plusieurs reprises qu'il est toujours prêt à défendre sa place et ceux qui l'appuient, notamment ses amis du secteur des affaires ou les partisans libéraux, mais lorsqu'il s'agit de défendre les emplois dans l'Ouest du Canada, il brille par son absence.

J'aurais souhaité que le discours du Trône contienne des promesses au sujet des secteurs agroalimentaire et forestier, mais aucune mention n'en a été faite. Nous n'avons entendu que des banalités. Bref, il s'agissait d'un discours creux.

On nous a servi un message contradictoire au sujet d'un continuum espace-temps. Or, d'après la définition que donne Wikipédia, cette notion signifie que différentes personnes peuvent percevoir différemment une réalité donnée en fonction du lieu où elles se trouvent et de qui elles sont. Cela vous dit-il quelque chose? Personnellement, j'ai trouvé l'expression étrange. J'ai même pensé que la gouverneure générale lançait une pique au premier ministre ou peut-être qu'elle voulait dire qu'elle évolue dans le même continuum espace-temps que lui.

● (1145)

Il y a deux semaines à peine, sur une période de 24 heures, Mo-saic Forest Management a fermé ses portes, ce qui a entraîné la perte de 2 000 emplois. Ce sont donc 2 000 travailleurs forestiers qui se retrouvent sans travail quelques semaines avant Noël. Le lendemain, Canfor Forest Products, la plus grande entreprise de produits forestiers au Canada, a annoncé qu'elle réduirait la production dans toutes ses scieries à la grandeur de la Colombie-Britannique. Au cours de 2019, il y a eu 130 réductions d'activités au Canada. Cependant, ces dizaines de milliers d'emplois éliminés n'ont même pas mérité une mention de la part du premier ministre dans le discours du Trône.

Notre collègue de Prince George—Peace River—Northern Rockies a affirmé aujourd'hui que l'industrie de notre province est en feu. Nous flambons nos ressources parce que notre industrie est à plat.

Plus de 50 % des Canadiens disent être à moins de 200 \$ de l'insolvabilité à la fin de chaque mois. Le personnel de mon bureau de circonscription voit des électeurs tous les jours. Ces personnes avouent être sur le point de perdre leur maison, leur automobile ou leur entreprise et elles veulent savoir ce que le gouvernement fera pour les aider. J'ignore si le premier ministre vit la même chose. Je peux garantir que ce n'est pas le cas.

Le mois dernier seulement, 18 000 emplois ont été perdus en Colombie-Britannique, et 71 000 dans l'ensemble du pays. Ce même mois, 18 000 emplois ont été perdus en Alberta. Pourtant, le premier ministre et sa joyeuse bande de larrons continuent d'annoncer leurs beaux discours. Ils doivent être désarticulés à force de se donner des tapes dans le dos. Il est choquant de les voir continuer de se féliciter lorsqu'on leur communique cette information.

L'Adresse

J'ai invité des gens à la Chambre. Un agent de la GRC qui sert notre pays tous les jours est venu voir la période des questions. Il a été choqué par les réponses évasives du premier ministre. Il m'a demandé si c'était toujours comme cela, et je lui ai répondu que oui, surtout en présence du premier ministre. Il a été déçu et choqué. C'est la même chose pour les Canadiens.

Immédiatement après les élections, le premier ministre a dit qu'il avait entendu les Canadiens, qu'il devait s'améliorer, que nous devions dépasser les clivages partisans et qu'il devait adopter une approche un peu plus collaborative et collégiale. Toutefois, dans le discours du Trône, dans les réunions subséquentes et dans les points de discussion, on retrouve à peu près la même chose que ce qu'on nous a servi durant les quatre dernières années. Comme il avait alors une forte majorité, il a cru qu'il pourrait facilement obtenir quatre ans de plus.

Le premier ministre dit qu'il est toujours possible de faire mieux. Je ne pense pas que ce soit possible avec lui et avec le gouvernement actuel.

Ce que je vais dire va probablement me valoir des huées de la part de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, mais il y a de bonnes personnes de ce côté-là. Toutefois, malheureusement, elles n'occupent pas les banquettes ministérielles. Le discours du Trône est totalement décevant. Mais pire encore, c'est un peu ce que nous avons constaté au cours des quatre dernières années: rien pour l'Ouest canadien, rien pour ma province et rien pour Cariboo—Prince George. C'est honteux.

• (1150)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le député a parlé des gens qui se donnent eux-mêmes des tapes dans le dos. Personnellement, j'invite les députés d'en face à relire les déclarations de leurs collègues. Quand j'étais dans l'opposition, c'était de deux choses l'une: ou bien ils cherchaient par tous les moyens à salir la réputation de celui qui était alors chef du troisième parti et qui est aujourd'hui premier ministre, ce qui est encore vrai aujourd'hui, ou bien ils s'évertuaient à chanter les louanges de Stephen Harper et de son gouvernement. Les conservateurs feraient bien de se regarder dans le miroir.

Les choses ont énormément changé. Le Canada a enfin un gouvernement qui se préoccupe davantage de la classe moyenne — et qui le prouve jour après jour — qu'a pu le faire le narcissique gouvernement Harper en 10 ans au pouvoir.

Le député reconnaîtra-t-il que les choses ont beaucoup changé, entre autres en ce qui a trait à la publicité? Les conservateurs se rappellent-ils les centaines de millions de dollars de fonds publics qu'ils ont dépensés pour faire leur propagande? C'est maintenant beaucoup moins que cela; on parle peut-être de quelques dizaines de millions de dollars, alors qu'à l'époque de Stephen Harper, c'était des centaines de millions.

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, qu'en est-il des 600 millions de dollars que les libéraux ont accordés aux médias juste avant les élections pour ensuite faire de Jerry Dias le parrain de ces fonds, le même Jerry Dias qui avait posé pour *Maclean's* et dit qu'il était l'opposition, ou je ne sais trop quoi, qui empêcherait les conservateurs d'accéder au pouvoir.

Notre collègue intervient encore et encore. Il est le seul à défendre le discours du Trône. Bien d'autres députés libéraux pourraient intervenir et poser des questions. Or, il est le seul à le faire. Il

est tellement un bon soldat qu'il est encore relégué à la troisième rangée. Il ne s'est pas encore rendu aux premières banquettes, mais je lui souhaite meilleure chance la prochaine fois.

• (1155)

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, mon collègue de Cariboo—Prince George a parlé de l'industrie forestière dans son intervention. Nous savons qu'il y a de graves problèmes dans ce domaine en Colombie-Britannique. La situation est catastrophique.

Peut-il nous dire ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour aider cette industrie?

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, la conclusion d'un accord sur le bois d'oeuvre au cours des quatre dernières années aurait été un excellent point de départ, mais ce n'est pas cela qui va nous aider aujourd'hui.

Le gouvernement doit injecter des fonds pour aider les travailleurs qui sont près de la retraite à faire la transition jusqu'à ce moment. Le gouvernement doit injecter des fonds pour aider les collectivités et les entrepreneurs à diversifier leurs activités économiques. Ils pourront ainsi renouveler leur équipement et peut-être tirer profit de débouchés dans les secteurs pétrolier, gazier et énergétique, si les libéraux s'abstiennent d'en signer l'arrêt de mort.

Nous devons faire tout notre possible. Il faut absolument que le gouvernement passe à l'action, mais, jusqu'ici, il ne fait absolument rien et il se contente de paroles creuses.

Mon collègue est un ardent défenseur des travailleurs forestiers. La Colombie-Britannique ne s'est pas encore totalement remise des incendies de forêt de 2017, et maintenant, le secteur forestier fait les frais du ralentissement économique. Des localités ont déclaré un état d'urgence économique.

Le gouvernement fédéral doit poser des gestes concrets. Il doit inciter le gouvernement provincial à agir, ce qu'il n'a pas encore fait pour les travailleurs et les entrepreneurs du secteur forestier. L'industrie est dans une situation périlleuse en Colombie-Britannique à cause des politiques et de l'inaction du gouvernement libéral. C'est absolument terrible.

Nous devons agir. J'avais espéré voir au moins quelques déclarations à ce sujet dans le discours du Trône, mais il n'en contenait aucune. Nous venons d'assister à des échanges de félicitations, à une déclamation de platitudes et à des mentions du continuum espace-temps, ce qui ne fait rien pour nos circonscriptions et la Colombie-Britannique.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, les mots qui forment le discours du Trône sont très importants. Ils transmettent des messages.

Le député a dit que le discours du Trône contient les mots « continuum espace-temps ». Il peut imaginer à quel point ce sujet est une question primordiale pour de nombreux travailleurs de l'automobile d'Oshawa qui perdront leur emploi cette semaine.

Il n'est même pas question du secteur manufacturier ou de l'industrie automobile dans le discours du Trône. Je sais que le bois d'oeuvre est un enjeu énorme pour le député. Quel message un discours du Trône envoie-t-il à ces industries et à leurs travailleurs lorsqu'il ne contient rien à leur sujet?

Privilège

M. Todd Doherty: Monsieur le Président, les libéraux laissent manifestement entendre la même chose depuis quatre ans: pour compter à leurs yeux, il faut être une société qui leur donne de l'argent, ou, du moins, qui est associée à leur parti. Ils défendent uniquement les emplois qui leur importent le plus.

Après le 21 octobre, les libéraux ont encore raté une occasion en or d'envoyer un signal aux Canadiens, de mettre fin à la division et de tendre le rameau d'olivier aux partis de l'opposition. Ils ont plutôt décidé de se pêter les bretelles.

* * *

PRIVILÈGE

LE CHEF DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'ai été élu député à la Chambre en 2004 à l'âge vénérable de 25 ans. À bien des égards, j'ai grandi à la Chambre, quoique beaucoup diraient que je n'ai pas encore atteint la maturité. J'avais à peine terminé mes études. J'étais jeune marié et nous attendions notre premier enfant. Depuis, j'ai eu cinq magnifiques enfants, dont l'aîné est maintenant âgé de 14 ans. Il est tout en bras et en jambes. Je crois qu'il sera très bientôt plus grand que moi.

J'ai passé d'innombrables heures à faire l'aller-retour entre Regina et Ottawa et à me rendre aux quatre coins de notre magnifique pays. Mes amis du caucus conservateur et moi-même avons accompli beaucoup de choses, tant du côté du gouvernement que du côté de l'opposition. Nous avons réussi à maintenir la force et l'unité de notre parti, ce qui importe le plus.

Voilà pourquoi j'ai cru bon aujourd'hui de parler à mes amis et collègues de la Chambre de l'une des décisions les plus difficiles que j'ai eues à prendre. Je viens d'informer mes collègues du caucus conservateur que je vais démissionner à titre de chef du Parti conservateur du Canada.

Je vais demander au Conseil national du Parti conservateur d'entamer immédiatement les démarches pour lancer une course à la chefferie. Tandis que notre parti s'appête à élire le nouveau chef conservateur et le prochain premier ministre du Canada, processus captivant s'il en est, j'ai l'intention de demeurer chef du parti et de l'opposition officielle.

Servir comme chef du parti que j'adore a été pour moi une chance et un défi sans pareil. Ce n'est pas une décision que j'ai prise à la légère. Je l'ai prise au terme des nombreuses et longues conversations difficiles que j'ai eues avec mes amis et ma famille dans les deux mois qui ont suivi la campagne électorale.

Pour notre famille, il a été extrêmement difficile de composer avec les efforts soutenus qu'il faut être prêt à déployer lorsqu'on mène un caucus et un parti vers des élections générales, et mon épouse, Jill, a fait preuve d'un courage exceptionnel. Cependant, pour guider notre parti et notre mouvement, il faut quelqu'un qui soit prêt à s'y consacrer entièrement. Au terme de mes conversations avec mes enfants et mes proches, j'ai senti qu'il était temps de me consacrer d'abord à ma famille.

Notre équipe conservatrice est toujours plus forte lorsqu'elle est unie. Lorsque les conservateurs sur le plan financier, les conservateurs de gauche, les conservateurs sur le plan social, les libertariens, les nationalistes québécois et les conservateurs des régions rurales et urbaines du pays unissent leurs efforts, d'est en ouest, ils peuvent accomplir de grandes choses. Ils peuvent alors faire élire des gou-

vernements conservateurs forts qui allègent le fardeau fiscal, réduisent la taille de l'État, accordent plus de liberté et défendent plus vigoureusement les droits de la personne. Le parti que nous avons tous bâti ensemble est beaucoup plus important qu'une seule personne.

Notre parti n'est pas un culte de la personnalité. Il n'est pas façonné par celui ou celle dont le nom figure sur le papier à en-tête, mais par les centaines de milliers de partisans conservateurs qui plantent des affiches sur les pelouses, qui siègent à leur association de circonscription et qui font don de quelques dollars chaque mois.

Alors que notre parti s'appête à saisir une occasion emballante, celle de faire élire un nouveau chef, je demande seulement une chose à mes collègues conservateurs. Restons unis. Restons concentrés sur notre objectif commun et notre priorité commune: former un gouvernement conservateur fort qui peut unir notre pays et améliorer la vie de tous les Canadiens — des travailleurs de l'industrie pétrolière au chômage aux personnes âgées qui doivent choisir entre se nourrir ou se chauffer —, en plus de renforcer la position du Canada sur la scène internationale.

● (1200)

Je crois en ce parti. Je crois en notre mouvement et je crois que nous formerons le gouvernement après les prochaines élections. Je me suis engagé dans ce parti dès l'adolescence parce que je l'aime profondément. Je me suis présenté aux élections parce que j'aime ce parti et je me suis présenté comme chef parce que je voulais aider ce parti.

Je vais continuer à servir le caucus conservateur et je vais continuer à servir les gens formidables de la merveilleuse circonscription de Regina—Qu'Appelle.

Je suis fier de ce que nous avons accompli pendant que j'étais chef du parti. Nous avons gardé notre parti uni et fort. Nous avons réduit le gouvernement libéral à une minorité et nous avons augmenté le nombre de nos sièges partout au pays. J'appuierai sans réserve la personne qui sera choisie par les centaines de milliers de conservateurs de tout le pays pour diriger notre parti jusqu'aux prochaines élections.

J'ai un message pour le premier ministre et les libéraux à la Chambre, que voici. Lors de la course à la direction, ils ne l'auront pas plus facile à la Chambre des communes. Nous nous sommes déjà remis au travail. Nous avons eu une moyenne au bâton de 1 000 % pendant une brève période, mardi soir. Nous verrons bien si nous pouvons faire encore mieux.

Nous continuerons de siéger ici jour après jour pour représenter les électeurs de nos circonscriptions et nous acquitter de nos fonctions comme parlementaires. Nous ferons passer les Canadiens et le Canada en premier.

Je vous remercie, monsieur le Président, de m'avoir permis de faire cette déclaration. Je tiens à remercier mes collègues du Parti conservateur.

● (1205)

[Français]

Ce fut le plus grand honneur de ma vie professionnelle que d'être le chef du Parti conservateur. Je remercie tous mes collègues de leur appui et de leur confiance au cours des trois dernières années.

J'ai pris cette décision, car c'est la meilleure pour notre parti.

Privilège

[Traduction]

Notre parti a besoin d'une personne qui peut s'y dévouer corps et âme. J'ai toujours fait preuve d'honnêteté envers mes collègues et envers les gens. Je sais qu'à cause du chemin qui reste à parcourir et du stress que cela imposerait à ma famille, je ne pourrais pas me dévouer à 100 %.

Je sais que la personne qui me remplacera le pourra, et je sais que je peux dire au nom de toute mon équipe que la prochaine personne qui prendra les rênes de notre parti bénéficiera de l'appui nécessaire de la part des occupants de ces banquettes afin de remporter les prochaines élections.

• (1210)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je sais que les occasions ne manqueront pas de rappeler et de souligner le dévouement dont le député d'en face a toujours fait preuve au service des Canadiens en tant que député de Regina—Qu'Appelle, que Président de la Chambre et que chef du Parti conservateur du Canada.

Je sais que nos pensées vont d'abord et avant tout aux membres de la famille. Je tiens à saluer Jill et ses enfants qui, plus que bien d'autres, je le sais, ont consenti d'importants sacrifices pour permettre à leur père d'occuper un tel poste. Nous leur en sommes très reconnaissants.

Je sais, d'après les nombreuses conversations que j'ai eues avec le député au fil des ans que, comme bien d'autres, nous partageons des opinions très semblables sur ce que devrait être un bon parent.

Dans le même ordre d'idée, nous sommes des politiciens, et nous sommes ici non pas malgré que nous ayons des enfants, mais bien parce que nous en avons et que nous sommes déterminés à faire tout notre possible pour bâtir un monde meilleur pour eux. J'ai beaucoup de respect pour lui à cet égard et je le remercie de mettre ainsi l'accent sur l'avenir de ses enfants.

[Français]

Je veux aussi souligner que peu de gens connaissent les défis et les possibilités, mais également les embûches et les barrières, qui existent lorsqu'on est le leader d'un parti diversifié et national, comme le Parti conservateur ou le Parti libéral.

[Traduction]

Nous avons un groupe de députés qui sont déterminés à bien représenter leurs électeurs et à bien les servir. C'est toujours un défi et une expérience incroyablement valorisante de travailler avec eux à ce poste.

Même si les défis sont nombreux, nous savons que c'est un privilège extraordinaire, enrichissant et fantastique que nous avons. Je sais que le député d'en face a fait preuve de beaucoup de force et de compassion, comme il l'a fait au moment tant des victoires que des tragédies et des périodes difficiles.

Je lui souhaite tout le succès qu'il mérite dans les projets stimulants qui l'attendent, que ce soit à la Chambre ou ailleurs. Au nom de tous les Canadiens et de tous les libéraux, je tiens à le remercier du fond du cœur de son dévouement au service du Canada. Je sais que tout n'a pas été dit.

Je vous remercie, Andrew, du travail que tu accomplis.

• (1215)

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, nous sommes tous des parlementaires, indépendamment des partis et des idées dont nous sommes les porteurs. Je nourris la certitude que tous les gens qui s'engagent en politique le font pour de bonnes raisons.

Ce n'est pas un parcours facile. C'est un parcours qui demande un certain nombre de choses, dont un engagement de tous les instants, ce que chaque personne à la Chambre comprend très bien. C'est aussi un parcours qui demande du courage.

On aura beau avoir des différences d'opinions, plus les opinions sont marquées, plus elles sont portées par le courage, par le contraire du compromis et de la compromission. La volonté que des opinions divergentes s'affrontent amicalement en démocratie fait émerger ce qui est le meilleur pour les Canadiennes et les Canadiens, ainsi que pour les Québécoises et les Québécois. J'ai confiance que ces différences de point de vue ont alimenté la réflexion des gens. J'ai la certitude que le député a fait un travail exceptionnel à cet égard.

Les rares rencontres que nous avons eues ont toujours été marquées d'une cordialité sans faille, que je salue avec amitié. Je suis profondément convaincu, malgré d'autres opinions, que tout ce qui a été fait était pour le bien des gens. Tout a été fait avec une sincérité absolue.

J'ai peu d'expérience en tant que dirigeant de parti politique, mais j'en ai juste assez pour savoir qu'il y a des moments exaltants et, assurément, des moments difficiles. Je souhaite de tout cœur qu'au lendemain d'une décision probablement difficile, chaque jour qui la suivra apporte la paix et la certitude qu'elle était la bonne. Dans l'intervalle, je réitère mon amitié.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, je veux moi aussi saluer l'atmosphère de cordialité qui règne à la Chambre aujourd'hui, et je veux aussi saluer le fait que nous sommes tous d'accord avec l'idée que la vie publique est jalonnée de défis à relever et de difficultés à surmonter.

Je tiens à remercier le chef de l'opposition officielle de Sa Majesté d'avoir accepté de jouer ce rôle et d'avoir évolué sur la scène publique non seulement comme chef de l'opposition mais aussi comme Président de la Chambre et député de la circonscription de Regina—Qu'Appelle. Il s'agit d'un grand sacrifice, comme le savent fort bien le député et sa famille.

Je veux aussi saluer les propos du premier ministre, à savoir que nous ne travaillons pas uniquement pour servir les intérêts des gens de notre circonscription, mais bien pour servir l'intérêt de tous les Canadiens partout au pays.

Je suis vraiment heureux d'entendre le député dire qu'il fait ce travail pour donner un avenir meilleur à ses enfants. Je sais que c'est vrai pour le député, que c'est vrai pour le premier ministre, et j'espère que je pourrai en dire autant un jour.

Je vais prendre quelques instants pour aborder un point mentionné par le chef du troisième parti.

L'Adresse

[Français]

Bien sûr, nous avons des différences d'opinion, mais ce qui nous rassemble, c'est l'idée de travailler pour le bien commun. Nous avons peut-être des approches différentes, mais je pense que nous partageons la même sensibilité pour ce qui est d'aider M. et Mme Tout-le-Monde, de changer des politiques et de régler des dossiers pour aider tout le monde. Je sais que c'est quelque chose qui nous rassemble.

• (1220)

[Traduction]

Je pense que c'est quelque chose que nous avons tous en commun.

Il s'agit d'une décision très difficile. Je souhaite souligner le travail formidable qu'a fait le chef de l'opposition dans ses divers rôles et ainsi que ses années de services en tant que député. À cet égard, nous sommes du même avis. Je remercie le député de ses années de services.

Je remercie l'ensemble des députés d'assumer ce rôle. Aujourd'hui, nous saluons le chef de l'opposition et le remercions de ses années de services et de ses contributions à la vie politique au Canada.

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je n'abuserai pas de votre indulgence, mais je tiens à remercier sincèrement les autres chefs de parti.

Je tiens à remercier le premier ministre de ses bons mots. Je crois que nos enfants ont le même âge. S'il y a une personne qui connaît les défis et les décisions difficiles qui doivent être prises pour trouver un équilibre entre la vie publique et la vie privée, c'est bien lui. J'ai toujours apprécié les occasions où nous avons discuté brièvement de la façon dont nos familles respectives survivaient aux pressions et aux heures interminables que cette vie impose aux parlementaires.

[Français]

Je veux aussi remercier le chef du Bloc québécois pour ses paroles. Nous n'avons pas travaillé ensemble très longtemps, mais comme il l'a dit, toutes nos discussions étaient basées sur le respect.

[Traduction]

Je remercie aussi chaleureusement le chef du NPD. Nos chemins se sont croisés à plusieurs occasions au fil des ans lors de diverses activités. J'ai toujours trouvé que, au-delà des différences partisans, il existe un grand respect mutuel entre les gens de tous les partis. Sans doute parce que, quand nous siégeons à la Chambre, nous avons beau ne pas toujours être du même avis sur les mesures à prendre pour le Canada, nous avons tous la même volonté, soit de faire du Canada un meilleur endroit où vivre.

Je le crois sincèrement. Tous les députés font d'énormes sacrifices à cette fin.

J'espère que le premier ministre ne verra pas d'objection à ce que je le taquine gentiment. Évidemment, les débats peuvent parfois être houleux et enflammés, mais nous aimons souligner les réussites et nous sommes très fiers de ce que nous avons accompli lors de la dernière campagne électorale. Même si nous n'avons pas atteint notre but, quelqu'un a mentionné quelque chose que je n'ai pas encore vérifié, mais je le ferai: je suis la première personne dans

l'histoire du Canada à obtenir plus de votes qu'un Trudeau. Je n'ai pas pu m'empêcher de le dire.

J'ai l'intention de servir les habitants de Regina—Qu'Appelle à court terme. Quand j'avais 25 ans, l'objectif le plus élevé que je m'étais fixé était d'être le meilleur député possible pour les habitants de Regina—Qu'Appelle, et j'ai hâte d'accorder plus de temps à cet objectif.

Pour ce qui est d'autres postes à la Chambre, nous en parlerons un autre jour. Je doute que je devienne Président une deuxième fois, à l'instar de Grover Cleveland. Ce n'est probablement pas envisageable.

[Français]

Je remercie encore une fois tous mes collègues parlementaires.

[Traduction]

Merci énormément pour les bons mots que vous avez tenus à mon endroit aujourd'hui. Je sais qu'ils viennent du cœur.

Tous les députés rentrent chez eux, dans leur circonscription, et sont aux prises avec les mêmes difficultés, peu importe d'où ils viennent et quel parti ils représentent.

Je verrai les députés à 14 h 15.

* * *

• (1225)

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et de l'amendement.

Mme Lenore Zann (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Longueuil—Charles-LeMoyne.

C'est pour moi un grand honneur et un privilège de souligner que nous nous trouvons sur un territoire algonquin non cédé.

J'aimerais aussi rendre hommage au chef des progressistes-conservateurs. Je tiens à le remercier pour ses années de service et lui souhaiter bonne chance dans cette prochaine étape de sa vie.

Les divisions marquées entre la gauche et la droite font en sorte qu'il n'est pas facile d'être politicien de nos jours. Pour le public, les parlementaires aux opinions divergentes semblent toujours être à couteaux tirés. Cependant, aujourd'hui nous voyons ce que nous pouvons faire lorsque nous reconnaissons notre humanité commune et notre condition d'être humains bien vivants plutôt que de simples porte-paroles d'idéologies politiques.

C'est, selon moi, cet esprit de réconciliation qu'incarne le discours du Trône et, puisque le terme « réconciliation » y revient à plusieurs reprises, c'est l'esprit auquel je souscris en tant que nouvelle députée et que j'ai l'intention de promouvoir dans les jours, les mois et, espérons-le, les années à venir.

Je suis une fière Néo-Écossaise. Ma circonscription, Cumberland—Colchester, se situe dans une magnifique région du Nord de la Nouvelle-Écosse. Elle est bordée par la mer de deux côtés, soit par la baie de Fundy et le détroit de Northumberland. Malheureusement, les changements climatiques sont bien réels pour nous et constituent un des problèmes de la région. Nombre de résidents de la province habitent des plaines inondables, y compris moi puisque je vis à Truro. Nous avons déjà vécu une grave inondation, il y a 10 ou 11 ans, alors que je venais tout juste d'être élue députée à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Un des premiers grands défis qui s'est présenté à moi lors de ce premier mandat fut cette énorme inondation. À l'époque, j'ai compris ce qui pouvait se produire si nous n'étions pas prudents.

L'isthme de Chignecto, une bande de terre située à l'extrémité supérieure de ma circonscription, unit la Nouvelle-Écosse à la partie continentale du Canada. À l'heure actuelle, le niveau de la mer a tellement monté que seul le chemin de fer empêche la mer de submerger l'isthme et de faire que la Nouvelle-Écosse devienne une île. Des digues vieilles de 400 ans, mises en place par les Acadiens, ont jusqu'à maintenant empêché que la mer n'envahisse cet isthme. Toutefois, ces ouvrages, qui constituent un véritable exploit d'ingénierie, vieillissent et il faudra en remonter le niveau. Il faudra également prendre d'autres mesures pour protéger la Nouvelle-Écosse de la montée du niveau de la mer. Voilà pourquoi je me réjouis des nombreuses mentions faites dans le discours du Trône concernant l'environnement et du fait qu'on y affirme que les changements climatiques entraînent une véritable crise à laquelle nous devons réagir sans tarder.

Par conséquent, je suis terriblement préoccupée lorsque j'entends les députés de l'opposition déclarer que les changements climatiques ne constituent pas nécessairement une priorité, parce que dans ma circonscription ils suscitent d'énormes inquiétudes. Les Premières Nations de la Nouvelle-Écosse, les Micmacs, s'emploient très activement à lutter contre toutes manifestations de dégradation environnementale dans la province. Je suis très fière d'être montée sur la ligne de front avec elles pour attirer l'attention sur le problème et réclamer que le gouvernement en reconnaisse la gravité, particulièrement quand on sait que de grandes entreprises polluent les terres voisines des collectivités des autochtones.

● (1230)

En fait, l'un des projets de loi que j'ai présentés à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse visait à lutter contre le racisme environnemental. Il reconnaissait le nombre disproportionné de sites d'enfouissement, de déchets toxiques et de dépotoirs, ainsi que l'intensité de la pollution causée par les grandes sociétés, sur les terres des Premières Nations et des communautés noires. À l'avenir, j'aimerais que le racisme environnemental prenne plus de place dans les discussions, surtout à la Chambre.

C'est pour moi un grand honneur d'avoir été élue à la Chambre. C'est la première fois que je suis à Ottawa. Je tiens à saluer les gens de mon coin de pays, Cumberland—Colchester, qui m'ont aidée à y arriver. Je ne les laisserai pas tomber. Je suis prête à me battre pour défendre toutes mes convictions: faire avancer les droits de la personne, rendre justice aux femmes et aux filles, et lutter contre la traite des personnes et la violence familiale.

En ce qui concerne la violence familiale et le contrôle des armes à feu, je souligne que, selon le rapport annuel de l'Observatoire canadien du fémicide pour la justice et la responsabilisation, au moins 118 femmes et filles ont été assassinées à l'échelle du pays jusqu'à

L'Adresse

maintenant cette année. Le plus souvent, la violence familiale est la cause de ces décès, et une arme à feu est utilisée. La publication de ce rapport coïncide avec le 30^e anniversaire du massacre de l'École polytechnique, à l'Université de Montréal. Cette fusillade, qui a causé la mort de 14 jeunes femmes innocentes, a imposé le terme « misogynie » dans le discours public au Canada. Cette mentalité est toujours présente aujourd'hui, et c'est un problème. La grave question des femmes autochtones disparues ou assassinées perdure. L'ensemble des députés et les habitants de toutes les provinces du Canada doivent s'en préoccuper.

Je tiens à répéter, dans l'optique de la réconciliation, que peu importe la province où nous vivons, nous sommes tous des Canadiens et nous avons tous le sang de la même couleur. Nous voulons nous occuper de nos enfants et de nos petits-enfants, et veiller à ce qu'ils aient de la nourriture sur la table et à ce qu'ils fassent de brillantes études. Nous voulons qu'ils puissent fréquenter une bonne école en toute quiétude, sans craindre la violence. Nous voulons qu'ils aient accès à un logement abordable, ce qui représente aussi un gros problème dans ma région. Nous devons lutter contre la pauvreté, y compris parmi les travailleurs, et aider les gens qui tirent le diable par la queue à accéder à la classe moyenne. Il ne faut pas les oublier. Étant une personne qui se soucie énormément de justice sociale, environnementale et économique, ainsi que de la place que l'on fait aux arts et à la culture, qui constituent une partie importante du tissu de la société canadienne, j'entends prendre la parole aussi souvent que possible à la Chambre pour rappeler à tous les députés l'importance que revêtent ces valeurs et la nécessité de faire tout notre possible pour aider absolument tous les Canadiens, pas seulement quelques-uns.

Ma circonscription, Cumberland—Colchester, compte beaucoup d'exploitations agricoles et de petites entreprises, dont bon nombre sont gérées par des femmes. Je dois dire que je suis très fière, quand je me promène à Truro, d'entrer dans un magasin et de voir l'entrepreneuse qui le gère depuis 35 ans, comme c'est le cas d'une de mes amies. Elle est la propriétaire d'un magasin de vêtements appelé « Moments ». Je porte aujourd'hui — et aussi d'autres jours — des vêtements que j'y ai achetés, ce dont elle est très heureuse. Il y a aussi beaucoup de petits restaurants.

Je me réjouis de pouvoir faire connaître Cumberland—Colchester et d'attirer plus de touristes dans ma belle région. Il y a à Jost d'excellents producteurs de vin chez qui on trouve toutes sortes de vins incroyables, notamment un nouveau rouge appelé « Great Big Friggin' Red ». Pour les amateurs de barbecue, de spaghettis ou de bifteck, c'est l'accompagnement parfait.

● (1235)

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, je suis heureux que la députée d'en face soit éveillée aux conséquences du racisme environnemental. Il est essentiel d'examiner l'angle de l'équité et de la diversité à toutes les étapes de nos processus décisionnels.

Le gouvernement parle souvent des gangs et des armes à feu. Comment la députée analysera-t-elle les causes profondes de la violence qui existe dans nos communautés et qui touche les peuples autochtones et les personnes de couleur de partout au pays?

L'Adresse

Mme Lenore Zann: Madame la Présidente, certains disent qu'il faut plus de gens sur le terrain pour contrer la violence, y compris la violence des gangs de rue. Je crois plutôt que la violence trouve ses racines dans la pauvreté, le désarroi, le manque d'éducation, l'absence d'espoir en l'avenir, les problèmes de santé mentale et les dépendances.

Dans ma communauté, il arrive souvent que des gens qui ont des problèmes d'alcoolisme ou de toxicomanie aient des démêlés avec la justice. Je suis moi-même alcoolique et fière d'être sobre depuis 24 ans. Je ne souhaite à personne d'être atteint de cette maladie. Comme j'ai une expérience personnelle de l'alcoolisme et que j'ai touché le fond à 36 ans, je sais à quel point ce problème complique aussi la vie des familles et des proches. On dit que l'alcoolisme est une maladie familiale parce qu'il touche toute la famille.

C'est pourquoi il faut, selon moi, investir davantage dans la recherche sur les dépendances et aider les gens sur le terrain. En Nouvelle-Écosse, les personnes qui veulent rencontrer un conseiller en toxicomanie se butent à des temps d'attente absolument ridicules, qui atteignent parfois 125 jours ou même 365 jours.

Je me suis réjoui de voir le gouvernement investir dans les soins de santé mentale en Nouvelle-Écosse, à hauteur de 138 millions de dollars par année pour les cinq prochaines années. Je m'en réjouis, car il nous faut le plus d'aide possible.

Malheureusement, le suicide a frappé à quelques reprises la Première Nation de Millbrook. Je pense entre autres à un jeune homme adepte des arts martiaux et pompier de métier. Il était promis à un brillant avenir et il était aimé de ses proches, mais il souffrait de dépression et d'anxiété. Quand il s'est présenté à l'hôpital, on lui a remis des pilules. Une fois chez lui, il a avalé les pilules et il s'est pendu. Ce n'était pas nécessaire d'en arriver là.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Madame la Présidente, j'ai aimé beaucoup de choses dans l'allocution de la députée. Je tiens toutefois à lui préciser que tous les députés de l'opposition ne partagent pas la position qu'elle dénonce concernant l'environnement. Les néo-démocrates y accordent énormément d'importance et ils comprennent que la situation est urgente. Je remercie également la députée d'avoir parlé du racisme environnemental, car il s'agit d'un sujet qui devrait retenir davantage l'attention des Canadiens.

Tant mieux si le gouvernement entend agir, mais il doit aussi rendre des comptes. Or, le discours du Trône ne mentionnait aucun moyen de mesurer les succès obtenus dans la lutte contre la crise climatique actuelle. Je crois que cela aurait rassuré les Canadiens s'il en avait été question.

La députée pourrait-elle indiquer à la Chambre ce qu'elle entend faire pour aider le gouvernement à franchir cette prochaine étape?

• (1240)

Mme Lenore Zann: Je parlais de l'opposition officielle, madame la Présidente. Je suis consciente que les députés du Parti vert et du Nouveau Parti démocratique ont toujours été d'ardents défenseurs de l'environnement, et je les en remercie.

Le gouvernement a établi des jalons. Tous les cinq ans, il y a un objectif qui devrait ultimement nous mener à la carboneutralité en 2050. C'est la preuve, selon moi, que le Canada aura des seuils à atteindre chaque fois pour parvenir à son but.

Je crois aussi qu'il faut tarifer la pollution. J'ai entendu des gens dire que nous devrions éliminer la taxe sur le carbone. La Nouvelle-Écosse n'en a pas encore, mais à l'époque où je faisais partie du gouvernement néo-démocrate de la province, nous avons établi des cibles très ambitieuses et nous les avons atteintes. Nous avons pu nous entendre avec le gouvernement du Canada et...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Toutes mes excuses, mais nous devons reprendre le débat.

La députée de Longueuil—Charles-LeMoine a la parole.

Mme Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoine, Lib.): Madame la Présidente, les gens de la Rive-Sud de Montréal nous regardent probablement et ils doivent se réjouir de constater que ma voisine occupe le fauteuil du Président. Je suis très fière d'être votre voisine.

Je tiens d'abord à remercier les habitants de Longueuil—Charles-LeMoine qui, le 21 octobre, m'ont réélue, et en plus grand nombre. J'aimerais également remercier ma famille bien-aimée, qui a réussi au cours des quatre dernières années et demie à s'accommoder de ce travail de fou. Bien entendu, je souhaite aussi remercier de leur soutien mes amis de Longueuil—Charles-LeMoine et de Bros-sard—Saint-Lambert.

Au cours des quatre dernières années, nous avons entendu bien des gens dire qu'ils voulaient que l'on fasse les choses différemment. Hier, mon ami et collègue le député de Lanark—Frontenac—Kingston a prononcé un très beau discours sur notre ami Deepak, que nous avons perdu cette année. Il m'a rappelé quelque chose. Il m'a rappelé que nous sommes censés parler du fond du cœur et représenter les gens qui nous ont envoyés ici, alors j'ai décidé pour la première fois de m'exprimer ici sans l'aide d'un discours déjà préparé. Je vais tenter d'imiter mon collègue d'en face et j'en appelle donc à l'indulgence des députés si je m'emmêle les pincesaux.

Je suis heureuse de pouvoir parler du discours du Trône. Dans ce discours, nous avons dit que nous allions faire les choses autrement. Le 21 octobre dernier, les Canadiens nous ont demandé très clairement de travailler ensemble, de collaborer. Je pense avoir toujours travaillé de cette façon et j'espère que mes collègues d'en face le pensent aussi.

Il y a eu de nombreux changements dans ma vie au cours de la dernière année. Comme bien des députés le savent, j'ai perdu ma mère subitement juste avant Noël l'an dernier. C'est arrivé au moment où notre fils aîné était déployé à l'étranger, son premier déploiement. Depuis, je m'occupe de mon père et de ma famille tout en faisant mon travail de parlementaire. Nous avons connu des hauts et des bas pendant cette année. Comme je l'ai dit, ma mère est décédée, mais il est aussi arrivé de très bonnes choses à notre famille. Notre fils aîné est rentré de son déploiement et s'est marié. Notre famille militaire s'est agrandie. Il y a aussi eu des élections et, à mon grand plaisir, je suis de retour.

Je veux faire les choses différemment. Je veux continuer à collaborer avec mes collègues d'en face. J'ai eu d'excellentes conversations, surtout avec le député de Durham, sur la façon dont nous pouvons appuyer les courageux militaires et les familles qui les soutiennent.

L'Adresse

J'ai eu le plaisir de travailler avec le député de Lanark—Frontenac—Kingston et je suis désolée de le montrer du doigt. Nous avons fait partie du Comité spécial sur la réforme électorale qui a été mis sur pied en juin 2016. La beauté de ce comité, c'est que les libéraux n'étaient pas majoritaires. J'ai eu le grand plaisir de vivre ce que c'est que de travailler dans un gouvernement minoritaire. Je remercie mes collègues qui ont siégé avec moi au Comité spécial sur la réforme électorale, car nous avons eu l'occasion de devenir des amis et de travailler ensemble. C'était un très bon exemple de collaboration.

Dans le discours du Trône, nous parlons de l'importance du logement abordable.

• (1245)

[Français]

Dans ma circonscription, Longueuil—Charles-LeMoine, il y a une liste de près de 3 000 personnes en attente d'un logement abordable. J'ai travaillé avec mes homologues provinciaux et municipaux pour aborder cette question.

[Traduction]

Mon père figure sur cette liste, tout comme beaucoup de gens de ma circonscription.

[Français]

Dans ma circonscription, près de 4 000 aînés reçoivent le Supplément de revenu garanti.

[Traduction]

Je sais que l'augmentation de l'exemption personnelle à 15 000 \$ aidera également beaucoup d'aînés.

[Français]

Parlons maintenant du transport en commun. Comme on le sait, sur le boulevard Taschereau, à l'heure de pointe, c'est l'enfer. Nous avons besoin d'un tramway sur le boulevard Taschereau. La mairesse de Longueuil a dit clairement qu'elle avait besoin de notre appui. C'est pourquoi je suis très fière de donner mon appui à ce projet, en espérant que nous puissions travailler tous ensemble pour le réaliser.

[Traduction]

Nous avons beaucoup parlé de l'environnement, et le gouvernement a fait des progrès incroyables au cours des quatre dernières années dans le dossier de l'environnement et des changements climatiques. Il reste encore tellement à faire. Le Québec a connu la plus forte hausse des ventes de véhicules électriques depuis l'entrée en vigueur de notre programme d'encouragement le 1^{er} mai dernier. Ensemble, les mesures incitatives provinciales et fédérales représentent des rabais pouvant aller jusqu'à 13 000 \$ pour l'achat d'un véhicule électrique. Je sais que les gens de ma circonscription s'en réjouissent.

Nous avons pris une foule de mesures pour lutter contre les changements climatiques, mais il y a une chose que j'ai apprise en écoutant mes collègues d'en face, surtout ceux de l'Alberta. Au cours de la dernière semaine et demie, j'ai entendu, dans le cadre des débats, les défis auxquels ils font face, et je veux qu'ils sachent que je suis à leur écoute, que je les entends et que je veux en entendre davantage. Je suis convaincue que nous pouvons trouver un équilibre entre l'objectif de protéger l'environnement et celui d'aider les travailleurs du secteur des ressources.

La plupart des députés savent pourquoi j'ai décidé de me présenter aux élections de 2015: j'ai deux enfants qui servent dans les Forces armées canadiennes. En 2015, je m'inquiétais beaucoup, non pas du fait qu'ils étaient dans les Forces armées canadiennes, mais de ce qui arriverait si, par malheur, ils tombaient malades ou étaient blessés dans l'exercice de leurs fonctions. J'étais très préoccupée par le traitement réservé à nos anciens combattants. Comme la plupart des gens le savent, les parents peuvent soit se plaindre, soit agir. En tant que parent, j'ai décidé d'agir, et c'est ainsi que je me suis présentée aux élections, et j'ai remporté la victoire.

Au cours des quatre dernières années, en ma qualité de députée et de secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, j'ai entendu parler des défis que pose la transition pour de nombreux anciens combattants et leur famille.

Dans notre discours du Trône, nous avons également parlé de l'importance de faire en sorte que tous les Canadiens aient un médecin de famille.

[Français]

Je sais que la prestation des soins de santé est de compétence provinciale, et je suis totalement d'accord là-dessus. Cependant, il y a place à une contribution du gouvernement fédéral.

[Traduction]

Souvent, lorsque les membres des Forces armées canadiennes retournent à la maison, ils sont laissés à eux-mêmes pour se trouver un médecin de famille. Lorsqu'ils sont malades ou blessés et qu'ils veulent obtenir les services et les soins dont ils ont besoin, il leur faut d'abord recevoir un diagnostic. C'est pourquoi ils ont besoin d'un médecin de famille.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec notre nouvelle ministre de la Santé, parce que je sais qu'elle est aussi convaincue que moi de la nécessité de collaborer avec nos partenaires provinciaux et territoriaux pour prendre les mesures nécessaires afin que les anciens combattants et leur famille puissent avoir accès à un médecin.

Nous avons aussi parlé de l'itinérance parmi les anciens combattants. J'ai eu la chance de rencontrer Jim et Debbie Lowther, des gens fantastiques de la Nouvelle-Écosse qui dirigent l'organisme VETS Canada. Ils travaillent sur le terrain sans relâche pour aider les anciens combattants dans le besoin. Si nous voulons sortir les anciens combattants de la rue, nous devons continuer de soutenir des organismes comme VETS Canada.

Comme le savent ceux qui siégeaient comme moi à la Chambre lors de la dernière législature, j'ai souvent dit que nous devons unir nos efforts. Nous avons tous un but commun, et c'est de représenter nos concitoyens. Je suis toujours prête à tenir des discussions constructives avec n'importe quel député pour que nous puissions faire avancer des dossiers ensemble.

• (1250)

[Français]

J'ai le grand plaisir d'être partie prenante de la 43^e législature. Je pense qu'ensemble, nous pouvons faire ce que les Canadiens nous ont demandé.

*L'Adresse**[Traduction]*

Le 21 octobre, les gens nous ont demandé très clairement de collaborer, et c'est pourquoi je lance un appel aux députés pour leur offrir mon aide sur n'importe quel dossier que nous pourrions faire progresser ensemble.

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Madame la Présidente, je remercie ma collègue pour ses gentilles paroles et je la félicite pour sa réélection.

Ceci est davantage un commentaire qu'une question. Elle a signalé, à juste titre, le fait qu'un petit nombre d'entre nous à la Chambre — dont la plupart se sont présentés de nouveau aux dernières élections ou sont de retour — ont participé aux travaux du comité sur la réforme électorale, où le gouvernement n'était pas majoritaire. C'est maintenant ainsi que tous les comités vont fonctionner.

On peut faire un autre parallèle. Le gouvernement avait vraiment besoin de l'appui d'un seul parti, n'importe lequel, pour avoir une majorité fonctionnelle. Ce sera le cas dans chaque comité de la Chambre.

Je veux donc dire, non tant à la députée qu'au leader et au whip de son parti à la Chambre, qu'il serait judicieux de tirer parti de cette information et de la communiquer. Cela concerne peut-être aussi les autres leaders à la Chambre. Toutefois, c'est ainsi que nous allons fonctionner.

J'ai siégé sous trois gouvernements majoritaires et quatre minoritaires, en comptant le présent gouvernement. La dynamique est un peu différente. Nous gagnerions tous à revoir ce qui a bien fonctionné la dernière fois que nous avons eu un gouvernement minoritaire, avant de commencer à nous quereller en comité, plutôt qu'après. Ce n'est qu'une réflexion de ma part.

Je remercie la députée pour ce que je considère comme un excellent discours qui vient du fond du cœur. J'espère que nous aurons l'occasion d'écouter d'autres discours aussi sincères de sa part.

Mme Sherry Romanado: Madame la Présidente, ce n'était pas vraiment une question, mais je profite de l'occasion pour remercier mon collègue le député d'en face de l'infinie patience dont il a toujours fait preuve vis-à-vis de moi quand il me prodiguait ses conseils et me faisait profiter de sa science. Je dois dire que c'est un véritable puits de science.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite, ainsi que la députée, d'avoir été réélues.

Je remercie la députée de sa touchante intervention et de nous avoir expliqué en particulier les liens qui unissent sa famille et le ministère des Anciens Combattants.

Il y a un habitant dans ma collectivité, Vancouver-Est, qui a du mal à obtenir de la marijuana à usage médical par l'intermédiaire du programme du ministère des Anciens Combattants. En fait, cela s'avère tellement difficile pour certains anciens combattants que cette démarche génère en eux un surplus de stress et d'anxiété.

La députée accepterait-elle de travailler avec moi pour résoudre ce problème, et ce, non seulement pour les habitants de ma circonscription, mais aussi, je suppose, pour de nombreux autres Canadiens partout au pays?

• (1255)

Mme Sherry Romanado: Madame la Présidente, j'aimerais remercier la députée de Vancouver-Est de sa question. Nous n'avons pas eu l'occasion de travailler ensemble, mais je me réjouis à l'idée de le faire.

Quand j'étais secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, nous avons souvent entendu parler de l'utilisation de la marijuana à usage médical par des anciens combattants. Je serais heureuse de travailler avec la députée de Vancouver-Est sur la question de l'accès à la marijuana.

Je sais que les secrétaires parlementaires ont été annoncés aujourd'hui. Un nouveau secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants a été nommé qui, j'en suis certaine, sera aussi heureux de nous aider à ce sujet. Par le passé, j'ai déjà aidé des anciens combattants à avoir accès à des services, et je serais heureuse de travailler avec la députée d'en face.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, plus tôt aujourd'hui, on a fait l'heureuse annonce de la présentation de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. C'est une très bonne nouvelle pour les Canadiens de la classe moyenne et ceux qui aspirent à en faire partie.

J'aimerais que la députée dise ce qu'elle pense de cet accord en général et de l'importance cruciale qu'il revêt pour l'économie et la société canadiennes.

Mme Sherry Romanado: Madame la Présidente, pendant la campagne électorale et au cours de la dernière année et demie, les gens de ma circonscription m'ont parlé de l'importance de cet accord avec notre plus important partenaire commercial, les États-Unis.

Ce matin, la ministre a présenté l'accord en question, un accord qui fait la fierté du Canada quant à la façon dont nous nous sommes comportés et aux bénéfices qu'il aura pour les pays impliqués.

Je sais que les gens de ma circonscription s'inquiétaient des droits de douane, de la culture et de la protection des industries au Québec. Je suis heureuse de pouvoir affirmer qu'il s'agit d'un accord commercial très avantageux pour le Canada et je suis fière de l'appuyer.

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Hamilton-Centre.

Je souhaite une fois de plus remercier les gens de London—Fanshawe de m'avoir élue. Je travaille ici depuis plus de 10 ans et j'ai occupé différents postes, notamment au sein du personnel parlementaire de nombreux excellents députés du NPD: Chris Charlton d'Hamilton Mountain, Wayne Marston d'Hamilton-Est—Stoney Creek, Jean Crowder de Nanaimo—Cowichan et, plus récemment, l'ancienne députée d'Essex, Tracey Ramsey. J'ai aussi été élevée par une femme incroyable et forte, qui a représenté London—Fanshawe pendant les 13 dernières années: ma mère, Irene Mathyssen.

J'ai beaucoup de mentors et de supporters à la Chambre et c'est grâce à eux si je suis ici. Lorsque j'aurai à prendre une décision sur des votes importants, comme celui sur le discours du Trône, c'est toujours aux gens qui m'ont élue que je penserai.

Tous les jours, des citoyens de ma circonscription communiquent avec moi parce qu'ils ont besoin d'aide immédiatement. Si les libéraux n'ont rien de plus à offrir pour aider les Canadiens, alors cela ne suffit pas. Je représente une circonscription où beaucoup de gens ont du mal à joindre les deux bouts. Le revenu moyen des ménages de ma circonscription est bien inférieur à la moyenne ontarienne et nationale.

Chaque jour, je vois des gens qui travaillent plus fort que jamais pour loger et nourrir leur famille. Les membres de ma communauté se mobilisent constamment pour s'entraider, pour répondre aux appels à l'aide et pour réclamer plus de soutien. Ils méritent mieux que ce discours du Trône.

Depuis plus d'une décennie, les gens de London—Fanshawe savent que, s'ils ont besoin d'aide, ils peuvent faire appel à leur députée. Le bureau d'Irene faisait toujours des pieds et des mains pour aider les citoyens dans le besoin et défendre leurs intérêts. C'est avec fierté que je perpétuerai cette tradition.

Cela dit, malgré les efforts de mon bureau de circonscription, je sais que de plus en plus de gens ont besoin d'aide. Les politiques des anciens gouvernements libéraux et conservateurs les ont laissés en plan. La 43^e législature est l'occasion, pour la Chambre, de faire en sorte que le pays change de cap, de faire en sorte qu'il accorde moins d'importance à la prospérité des riches et des puissants et se soucie davantage du sort du commun des Canadiens.

Je suis troublée par le fait que des gens continuent de se présenter au bureau en quête de logements abordables. Le prix des logements à London continue de monter en flèche, tandis que de nombreuses personnes se voient fermer l'accès à la propriété à cause de la situation sur les marchés de la région du Grand Toronto. Autrefois, London—Fanshawe regorgeait de maisons idéales pour un premier achat mais, maintenant, beaucoup trop de familles n'ont pas les moyens de s'acheter une première maison. Au lieu de nous servir d'autres discours creux, les libéraux auraient pu travailler avec nous pour investir dans des logements abordables afin que tous les Canadiens puissent avoir un chez-soi.

Le Canada est en pleine crise nationale du logement. Cette crise touche toutes les régions du pays. En effet, le loyer moyen a augmenté dans chaque province l'année dernière et, de nos jours, 1,7 million de ménages canadiens consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement. La construction d'un plus grand nombre de logements locatifs abordables à l'échelle nationale contribuerait grandement à résoudre ce problème à long terme.

En effet, le tiers des Canadiens sont des locataires. Dans bien des villes, les quelques appartements disponibles disparaissent rapidement, et les gens sont soit forcés de vivre dans des logements inadéquats, soit de consacrer une énorme partie de leur revenu au loyer. Si les libéraux sont prêts à collaborer avec nous pour régler la crise nationale du logement, nous sommes prêts à faire le nécessaire pour aider les Canadiens.

Autre chose que j'ai entendue trop souvent: les gens n'ont pas les moyens de se procurer les médicaments qui leur sont prescrits. Un homme victime d'un accident de travail s'est rendu à mon bureau durant la campagne électorale. Il nous a raconté, à moi et à mon équipe, comment il s'est blessé au travail. Il suit des traitements de physiothérapie et s'efforce de se rétablir.

Il n'est pas assez bien pour reprendre son travail, mais il sait que ses prestations tirent à leur fin et qu'il a besoin de ses médicaments.

L'Adresse

Il ne peut pas vivre sans eux, mais il n'a pas les moyens de les payer entièrement de sa poche. Il nous a dit qu'il était obligé de retourner au travail, bien qu'il sache qu'il n'est pas prêt et qu'il met ainsi sa vie en danger.

Imaginons un régime qui paierait les médicaments dont cet homme a besoin pour vivre et grâce auquel celui-ci pourrait se concentrer sur son rétablissement et retourner au travail lorsqu'il est prêt à le faire, plutôt que de se demander avec inquiétude comment il va survivre.

Avant la création du régime d'assurance-maladie, les néo-démocrates voyaient leurs concitoyens souffrir parce que ceux-ci n'avaient pas les moyens de recevoir les soins dont ils avaient besoin. Des gens perdaient leur maison, leur ferme et leur entreprise parce qu'ils avaient du mal à payer leurs frais médicaux. La maladie décimait des familles entières.

En réponse à cette réalité, les néo-démocrates ont lutté pour la création d'un régime d'assurance-maladie public et universel pour tous les Canadiens. Le régime d'assurance-maladie a changé la vie de millions de personnes, et c'est l'une des réalisations dont notre parti est le plus fier.

Cependant, des millions de personnes n'ont pas les moyens de se payer les médicaments dont elles ont besoin parce qu'elles n'ont pas de régime d'assurance-médicaments offert par l'employeur. Le nombre de personnes sans assurance qui sont obligées de se passer de médicaments augmente parce que de plus en plus de gens travaillent comme contractuels, sont travailleurs autonomes ou n'ont tout simplement pas accès à un régime de soins de santé dans le cadre de leur emploi. Un trop grand nombre de personnes âgées mettent leur santé en danger parce qu'elles n'ont pas de régime d'assurance-médicaments et qu'elles n'ont pas les moyens de payer leurs médicaments de leur poche.

Ce n'est pas pour rien que les gens sont stressés et inquiets. C'est le résultat direct des choix délibérés de la part des gouvernements libéraux et conservateurs. Ils ont choisi de laisser les sociétés pharmaceutiques escroquer les patients et de laisser des millions de personnes sans assurances ou sous-assurées payer des centaines ou des milliers de dollars de leur poche pour se procurer les médicaments dont elles ont besoin.

• (1300)

Aujourd'hui, le Canada est le seul pays riche au monde doté d'un système de santé universel qui n'est pas accompagné d'un régime universel d'assurance-médicaments. Il est au troisième rang des pays où les médicaments coûtent le plus cher. Les Canadiens sont pris avec un amalgame hétéroclite de programmes et de régimes d'assurance qui sont loin de profiter à tout le monde.

Lorsque je lis le discours du Trône, je constate qu'on n'y fait aucune mention d'un régime universel, complet ou public d'assurance-médicaments. Il n'y a aucun montant ni aucun échéancier. Étant donné que les libéraux promettent l'assurance-médicaments depuis 1997, on peut comprendre pourquoi les néo-démocrates sont un peu sceptiques. Le gouvernement doit s'engager réellement à instaurer un régime d'assurance-médicaments universel, public et à payeur unique.

Nous sommes prêts à travailler avec les libéraux et à obtenir des résultats pour les Canadiens, mais il faut des mesures concrètes pour améliorer la vie des gens.

L'Adresse

Il devient également de plus en plus urgent de s'attaquer à la crise climatique. J'étais fière de me joindre à des centaines de personnes de London lors de la grève pour le climat qui a eu lieu en septembre dernier. J'y ai participé, car j'estime que nous devons agir maintenant et avoir des cibles audacieuses.

Il nous faut dès maintenant un plan concret de lutte contre les changements climatiques. Voilà pourquoi ce discours du Trône est si décevant. Il n'y a rien au sujet de cibles plus ambitieuses de réduction des émissions pour 2030 ni rien pour faire face à l'urgence du problème. Au cours des quatre dernières années, les libéraux ont donné des milliards de dollars en subventions à des entreprises du secteur des combustibles fossiles au lieu d'investir dans les énergies renouvelables et la création d'emplois. Après avoir fait l'objet de lobbying à plus de 1 500 reprises de la part de l'industrie des combustibles fossiles, les libéraux accordent la priorité aux grandes pétrolières.

Il nous faut également des mesures pour protéger l'eau douce du pays. Compte tenu de la prolifération croissante des algues, de l'augmentation du nombre d'espèces envahissantes, de la baisse du niveau des lacs, ainsi que des dommages causés par les inondations, nous avons besoin d'une stratégie nationale relative à l'eau douce. Une stratégie établissant des normes nationales en matière d'eau potable résoudrait les problèmes posés par des stratégies provinciales fragmentaires et des avis d'ébullition d'eau émis depuis des années dans les réserves des Premières Nations.

J'ai rencontré des membres de la Nation des Oneidas de la Thames, près de London. Leur eau potable n'est pas conforme aux normes provinciales qui existent depuis 2006. London déverse en amont des millions de litres d'eaux d'égout brutes dans la rivière Thames, où la communauté puise son eau. C'est inacceptable. Consciente du problème, l'administration municipale est prête à offrir son aide, mais le gouvernement ne fait rien.

Après avoir prétendu que sa relation la plus importante est celle qu'il entretient avec les peuples autochtones, le gouvernement libéral ne tient toujours pas sa promesse. Il refuse de s'engager à abandonner l'appel interjeté contre une décision juste envers les enfants autochtones et il refuse aussi de régler les lacunes du système de protection de l'enfance. C'est tout simplement inacceptable.

Il n'y a rien non plus pour les aînés dans le discours du Trône. Tout le monde mérite de pouvoir vieillir dignement comme une personne ayant de la valeur pour la société. Or, le gouvernement libéral a refusé de protéger les pensions des travailleurs, tout en traînant les pieds dans l'élaboration d'un véritable plan pour faire face aux problèmes de santé des aînés.

Au fur et à mesure que de plus en plus de Canadiens vieillissent, nous devons faire de meilleurs choix et être prêts à répondre à leurs besoins pour que chacun d'eux puisse vieillir dans la dignité. En exerçant un bon leadership, nous pouvons veiller à ce que nos institutions et nos services publics soient solides et bien préparés. Nous pouvons voir à ce que tous les aînés aient accès au soutien social et aux services de santé dont ils ont besoin pour leur donner une bonne qualité de vie.

L'un des groupes avec lesquels ma mère, en sa qualité de députée, était très fière et honorée de travailler est celui des anciens combattants. Il est temps que le gouvernement fasse ce qu'il faut pour les anciens combattants, qui ne devraient pas avoir à attendre des semaines, voire des mois, pour recevoir les services dont ils ont besoin.

Malheureusement, les anciens combattants sont, depuis trop longtemps, obligés de se battre pour obtenir les prestations qui leur reviennent. Les anciens combattants ont besoin d'un meilleur financement des services qui leur sont offerts et d'un meilleur accès aux intervenants chargés de les aider. Nous pouvons aussi faire beaucoup plus pour faciliter leur transition à la vie civile.

J'en aurais encore long à dire, mais je vais conclure mon discours comme suit. Le discours du Trône ne contient pas assez de mesures pour les Canadiens. Les gens ont besoin d'aide maintenant. Nous exhortons les libéraux à cesser de se contenter de belles paroles et à présenter des solutions concrètes qui s'attaqueront aux problèmes de la pauvreté et de l'inégalité systémiques qui frappent trop de personnes au pays.

Les libéraux font passer les demandes des mieux nantis et des riches entreprises avant les besoins des Canadiens depuis trop longtemps. Nous sommes prêts à travailler avec les libéraux pour améliorer le sort des Canadiens, mais il faut du courage pour faire les choix qui s'imposent et qui permettront d'améliorer véritablement la qualité de vie de nos concitoyens.

• (1305)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite de votre nomination à ce poste à la Chambre.

Je tiens aussi à féliciter la députée de sa première intervention à la Chambre, qui porte sur le discours du Trône.

La députée s'est beaucoup attardée à l'idée d'implanter un régime d'assurance-médicaments. Elle a dit que cette question ne figurait pas dans le discours du Trône. Or, je l'inviterais à lire le discours du Trône, qui dit ceci:

Il arrive trop souvent que les Canadiens qui tombent malades soient lésés deux fois, tout d'abord lorsqu'ils tombent malades, puis lorsqu'ils ont des difficultés financières en raison du coût des médicaments.

Compte tenu de cette réalité, l'assurance-médicaments est l'élément crucial qui manque dans le modèle de soins de santé universels au Canada. Le gouvernement prendra des mesures pour créer et mettre en oeuvre un régime d'assurance-médicaments afin que les Canadiens puissent avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin.

À l'instar de la députée, je conviens que, sous la direction de Tommy Douglas, le NPD a joué un rôle énorme dans la création du régime d'assurance-maladie au Canada. Par ailleurs, le NPD a la possibilité de jouer un rôle énorme pour qu'un régime d'assurance-médicaments voie le jour au Canada, en particulier dans le contexte d'un gouvernement minoritaire comme ce fut le cas à l'époque de Tommy Douglas.

La députée admettra-t-elle au moins que le discours du Trône fait état de la volonté du gouvernement de se pencher sur la question de l'assurance-médicaments?

Mme Lindsay Mathysen: Madame la Présidente, je serais emballée de voir le gouvernement libéral mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments à payeur unique. Les néo-démocrates voudront assurément collaborer avec les libéraux pour y parvenir. Le problème, c'est que nous attendons depuis 1997. Les Canadiens attendent depuis 1997 que les promesses des libéraux se concrétisent.

L'Adresse

Je peux assurer au député que, dans ce contexte de gouvernement minoritaire, comme dans bien d'autres gouvernements minoritaires dirigés par les libéraux, les néo-démocrates se batront bec et ongles pour que les Canadiens aient accès aux programmes dont ils ont désespérément besoin.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je félicite ma collègue pour son élection. Je remercie également sa prédécesseure, Irene Mathysen, pour le travail incroyable qu'elle a accompli au cours de ses nombreuses années ici.

La députée a soulevé bon nombre de points dans son discours. Moi qui suis une ardente défenseuse des droits des femmes, j'aimerais que le gouvernement prenne des mesures concrètes dans le dossier des femmes et des filles autochtones assassinées ou portées disparues. Le gouvernement doit d'abord s'engager à concrétiser tous les appels à la justice ainsi qu'à assurer une reddition de comptes au moyen d'actions, d'un calendrier et de ressources à cet effet.

Je me demande si la députée pourrait nous dire ce qu'elle en pense.

• (1310)

Mme Lindsay Mathysen: Madame la Présidente, ma mère, Irene, a défendu les droits des femmes toute sa carrière, et pas seulement à la Chambre. J'en suis extrêmement fière.

Le gouvernement doit donner absolument suite aux appels à la justice. J'ai mentionné que j'ai déjà travaillé avec l'ancienne députée de Nanaimo-Cowichan, qui a été porte-parole du NPD en matière d'affaires autochtones. La question était soulevée continuellement.

Les familles en cause ont souffert à maintes reprises en racontant leurs histoires et en ayant ainsi à les revivre, sans pour autant que le gouvernement n'agisse, alors il est temps de fixer des échéanciers contraignants. Il est temps de donner suite à tous ces appels à la justice. Nous devons agir maintenant. Il n'y a absolument aucune excuse pour faire autrement. Je le répète, le gouvernement s'est engagé à accorder la priorité à la relation de nation à nation, et nous l'exhortons à agir en ce sens.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite également.

Je remercie la députée de s'être jointe à nous à la Chambre.

Une partie entière du discours du Trône porte sur le fait de renforcer la classe moyenne. Il y est question de la lutte contre la pauvreté et des progrès que nous avons réalisés. Nous avons déjà deux ans d'avance sur notre mandat: l'année dernière, nous avons réduit de 23 % l'itinérance chronique à Guelph.

La députée peut-elle au moins reconnaître que nous avons déjà accompli de l'excellent travail et que, de concert avec le NPD, nous pourrions accomplir encore de l'excellent travail dans les années à venir?

Mme Lindsay Mathysen: Madame la Présidente, j'ai hâte de collaborer avec le gouvernement à des initiatives d'envergure dans le dossier du logement. Malheureusement, elles sont trop peu nombreuses.

Dans ma circonscription, ce sont en fait les groupes communautaires qui ont mené la charge et qui ont dû faire tout le travail. Le gouvernement fédéral a versé un petit montant par la suite, quand tout le travail avait déjà été fait par la municipalité et quelques responsables du gouvernement provincial.

Je pense qu'on peut faire mieux. Il est honteux que le gouvernement ait annulé la Stratégie nationale sur le logement en 1993. Les néo-démocrates n'ont pas manqué de se battre pour la rétablir. Toutefois, si on peut revenir à l'idée que le gouvernement investisse concrètement pour bâtir ces unités de logement à prix abordable, les 500 000 unités que réclament les néo-démocrates, je serais très heureuse de collaborer avec lui.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, je prends la parole avec humilité pour remercier mes électeurs et mes voisins de m'avoir accordé leur confiance en m'élisant pour continuer de faire rayonner les valeurs de la classe ouvrière d'Hamilton-Centre qui ont été véhiculées à la Chambre par mon prédécesseur, le toujours honorable David Christopherson. Il a incarné la noblesse du service public, et j'espère marcher sur ses traces dans mon travail à la Chambre.

Je prends la parole pour témoigner ma gratitude aux dizaines de bénévoles des milieux communautaires qui ont organisé des centaines de campagnes de porte-à-porte et qui ont parcouru la circonscription, rue après rue et quartier après quartier, pour discuter avec mes voisins d'Hamilton-Centre. Sans eux, je n'aurais pas le privilège d'être ici pour servir à ce poste; je leur en serai éternellement reconnaissant.

Je prends la parole aussi pour partager les sentiments dont ont parlé les chefs de parti aujourd'hui au sujet de l'importance pour les députés qui ont des enfants de jouer leur rôle parental. Je remercie donc mon incroyable épouse et lui exprime toute ma gratitude d'être là pour m'appuyer depuis le premier jour. Je remercie tous les conjoints des députés, qui font des sacrifices et qui portent le fardeau à la maison pour nous permettre d'être ici.

Je prends la parole pour mon fils de trois ans, qui est tout excité de voir le nouveau lieu de travail de papa. Le moment le plus sacré de ma journée commence vers 19 heures, quand débute la routine du soir avec lui. Je lui lis des histoires dans l'espoir de lui inculquer les traits de caractère que je souhaiterais le voir manifester quand il sera grand ainsi que les valeurs avec lesquelles j'aimerais le voir grandir.

Mon fils s'appelle Langston. Son homonyme est l'auteur du poème *Dream Deferred*, qui porte sur un rêve reporté. Nous avons entendu les aspirations du gouvernement, exprimées par l'intermédiaire du discours du Trône. Nous les avons déjà entendues, en 2015. La question est de savoir si ce sera de nouveau, cette fois-ci, un rêve reporté.

Nous avons entendu aujourd'hui beaucoup de députés parler du clivage qui divise actuellement la société canadienne. Certains disent que c'est un clivage entre l'Est et l'Ouest. Je conviens qu'il existe un clivage au Canada, mais il n'est pas géographique. Il oppose plutôt les ultrariches et la classe ouvrière.

C'est en tant que fier ex-conseiller municipal d'Hamilton que je prends la parole. Je représentais le quartier 3. Je disais souvent que mon quartier est à Hamilton ce qu'Hamilton est pour le reste du Canada. C'est le secteur de l'acier qui, à une époque plus prospère, a bâti le Canada. Les travailleurs avaient assez d'argent pour subvenir aux besoins de leur famille et pouvaient compter sur des avantages sociaux et des pensions. Cependant, à cause des accords de libre-échange, ces emplois ont été délocalisés à l'étranger, là où les règles sur la protection de l'environnement sont plus permissives et où les salaires sont moins élevés.

L'Adresse

Ma ville a connu un certain regain. Toutefois, l'érosion du secteur secondaire s'y poursuit, avec la perte de l'usine Hamilton Specialty Bar, qui a été acculée à la faillite par Bain Capital. Des générations de travailleurs se retrouvent sans emploi, sans avantages sociaux et sans pensions. Ils sont incapables de subvenir aux besoins de leur famille. Je prends la parole aujourd'hui pour eux.

Je prends la parole aujourd'hui pour les protecteurs de l'environnement aquatique de ma ville, qui veulent que les responsables d'un déversement récent qui a pollué le havre Hamilton aient à rendre des comptes.

Je prends la parole aujourd'hui pour appuyer les jeunes, le mouvement Vendredi pour l'avenir et les étudiants qui font entendre leur voix au sujet des changements climatiques. Les paroles ne sont pas suffisantes pour eux. Ils veulent qu'on agisse maintenant.

Je prends la parole aujourd'hui pour des organismes comme l'Hamilton Centre for Civic Inclusion, que je suis très fier de représenter. Cet organisme est aux premières lignes de la lutte contre la montée de la suprématie de la race blanche et de l'extrême-droite dans notre ville. Je suis ici pour le Disability Justice Network of Ontario, qui défend les intérêts des plus vulnérables au Canada. Je suis ici pour des groupes comme le centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle SACHA, qui vient en aide aux femmes.

• (1315)

Les députés d'en face se montrent conciliants, parlent de collaboration. J'aimerais dire aux libéraux que si on veut faire quelque chose pour lutter contre ce qui nous divise, la profonde inégalité qui existe au pays, il suffit de regarder du côté des 87 familles les plus riches. Entre 2012 et 2016, ces familles ont amassé 800 millions de dollars d'avoirs. Leur richesse globale est supérieure à celle des 12 millions de Canadiens qui gagnent le moins. Il faut lutter contre ce phénomène où tout devient marchandise et finances, qu'il s'agisse de l'immobilier ou d'autres éléments de nos vies.

C'est dans cet esprit de conciliation et de collaboration avec mes collègues d'en face que je soumetts un sous-amendement au discours du Trône. Je propose:

Que l'amendement soit modifié par:

- a) substitution, aux mots « d'allègement fiscal pour les Canadiens visant l'équilibre budgétaire », des mots « pour obliger les millionnaires, les milliardaires et les plus grandes sociétés du Canada à payer leur juste part, afin que nous puissions financer des services essentiels et faire les investissements nécessaires sur le long terme »;
- b) adjonction, après le mot « potentiel », des mots « notamment en construisant un demi-million de logements abordables et en élargissant la couverture des soins de santé pour y inclure un régime universel d'assurance-médicaments ainsi qu'un régime national d'assurance dentaire »;
- c) adjonction, après les mots « changements climatiques planétaires », des mots « à l'aide d'un plan audacieux comprenant des objectifs plus ambitieux et éliminant les subventions aux gros pollueurs qui sont déjà profitables, (v) de contrer la hausse du coût de la vie en obligeant les grandes entreprises de télécom à réduire les prix élevés des services de téléphone et d'Internet dont les familles et les petites entreprises ont besoin »;
- d) substitution, aux mots « les régimes de Moscou et de Pékin et de protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique », des mots « la crise climatique et la montée des dirigeants d'extrême-droite »;
- e) substitution, aux mots « des alliés de longue date comme l'OTAN, l'Ukraine et Israël », des mots « du multilatéralisme, de la paix et de la justice »;
- f) substitution, aux mots « de consolider les relations avec nos grands partenaires commerciaux », des mots « de veiller à ce que toute entente commerciale future soit juste pour les travailleurs, les gens et notre environnement »;
- g) substitution de tous les mots après les mots « une crise d'unité nationale, qui requiert », de ce qui suit: (i) de prendre des mesures immédiates pour que les communautés autochtones aient de l'eau potable salubre et accès à des soins de

santé et du soutien, (ii) de respecter les compétences provinciales et d'appuyer un Québec fort dans un Canada uni, (iii) d'aider les travailleurs, particulièrement ceux de l'Ouest canadien, qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts dans une économie mondiale qui évolue rapidement, (iv) de ranimer la confiance envers nos institutions nationales, en commençant par instaurer l'éthique et la responsabilisation au gouvernement fédéral et en veillant à ce que le gouvernement écoute la population et non seulement les mieux nantis et ceux qui ont de bons contacts ».

• (1320)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le sous-amendement est recevable.

M. Adam Vaughan (Spadina—Fort York, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à souhaiter la bienvenue au député. C'est toujours bon de voir d'anciens conseillers municipaux soulever à la Chambre des questions qui importent aux municipalités. Le logement est une des questions mentionnées dans le sous-amendement qui vient d'être présenté.

J'ai lu le paragraphe qui porte sur le logement dans le programme électoral du NPD. En tant qu'ancien conseiller municipal, j'ai trouvé singulier qu'il exige un tiers — un tiers de fonds de contrepartie — et qu'il prévoit la construction de 500 000 maisons sans préciser comment elle serait financée. Comme une maison coûte en moyenne 360 000 \$, il est ici question d'un programme qui se chiffre à 180 milliards de dollars. Si le tiers du montant doit être versé par les municipalités, comme le propose le NDP dans son programme, où sont les villes qui ont cette capacité de déboursier 60 milliards de dollars et comment réussiront-elles à trouver ce montant? Pour mettre les choses en contexte, un tiers des programmes fédéraux visent l'Ontario. C'est donc dire que cette province devra à elle seule fournir 60 milliards de dollars. Pour Toronto, le député propose un programme de 30 milliards de dollars, ce qui obligerait la ville de Toronto à trouver 10 milliards de dollars, soit 1 milliard de dollars par année en sus de son assiette fiscale pour permettre au NDP d'honorer la promesse qu'il a faite dans son programme.

Le député d'en face pense-t-il que la ville de Toronto a 1 milliard de dollars supplémentaires en réserve? Si tel est le cas, pourquoi ne s'en sert-elle pas pour construire des logements?

• (1325)

M. Matthew Green: Madame la Présidente, comme le sait sans doute l'ancien conseiller municipal, dans le cadre de l'actuelle Stratégie nationale sur le logement, les fonds ne seront pas vraiment versés avant 2024. Si Toronto était donc en mesure de construire des logements maintenant, elle le ferait.

Toutefois, le député a tout à fait raison. Dans notre programme, l'utilisation de la formule un tiers, un tiers, un tiers n'est pas précisée. C'est ce qui est actuellement prévu dans la Stratégie nationale du logement, qui, bien franchement, n'accorde qu'un maigre 2,5 milliards de dollars aux logements sociaux, car les municipalités n'ont pas les moyens de continuer à puiser dans leurs recettes fiscales pour s'acquitter d'une responsabilité nationale. Il est très intéressant de voir le député prendre la parole au sujet d'un programme national qui, en fait, dépense 19 % de moins que les conservateurs à leur apogée.

Nous voulons agir dès maintenant. Nous ne pouvons plus reporter le rêve des millions de personnes dans l'ensemble du Canada qui ont des besoins impérieux en matière de logement. À Hamilton, nous pouvons voir un nombre record de personnes qui vivent dans les rues alors qu'un nombre record de permis de construction ont été octroyés et qu'un nombre record de grues s'élèvent vers le ciel. Nous avons entendu le gouvernement se vanter d'avoir sorti des gens de la pauvreté. Ma question est: où? Qui sont ces gens? Ils ne vivent certainement pas dans Hamilton-Centre.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je veux remercier mon collègue d'avoir proposé un sous-amendement. Il porte sur des enjeux particulièrement importants pour les habitants de Vancouver-Est, tels que l'urgence climatique, le logement, le régime universel d'assurance-médicaments et la réduction du coût de la vie.

Dans son intervention, le député a notamment mis l'accent sur l'urgence climatique. Le gouvernement dit souvent, comme il l'a fait dans le discours du Trône, qu'il va s'attaquer à ce problème. Pourtant, c'est le même gouvernement qui a acheté un pipeline et qui n'a pas éliminé les subventions accordées à l'industrie des combustibles fossiles. En fait, le Fonds monétaire international nous a appris que le Canada verse des subventions de l'ordre de 60 milliards de dollars par année à cette industrie. Nous savons aussi que le gouvernement ne fait rien pour s'attaquer aux échappatoires fiscales dont jouissent les mieux nantis et les grandes sociétés, alors que cela nous permettrait d'économiser environ 10 milliards de dollars par année.

Le député recommandera-t-il au gouvernement, une fois pour toutes, de prendre au sérieux l'urgence climatique et, surtout, de réduire les subventions accordées à l'industrie des combustibles fossiles?

M. Matthew Green: Madame la Présidente, ce sont les recommandations que fera le NPD. Examinons les sommes d'argent que représentent les subventions versées à l'industrie pétrolière et gazière. Imaginons d'autres moyens de transport qui permettraient de faire la transition vers une économie sans carbone. Nous n'avons qu'à penser à la stratégie nationale du transport en commun proposée par le NPD. Cette stratégie prévoirait des fonds opérationnels durables et prévisibles pour les services de transport en commun, services qui seraient élargis à l'échelle du pays.

Nous avons entendu des histoires très touchantes sur les femmes autochtones portées disparues ou assassinées. Nous savons que si nous relient les collectivités isolées du Nord et du Sud au moyen de services de transport en commun de bonne qualité, fiables et sécuritaires, nous pourrions réduire le nombre des victimes de la route des pleurs. Grâce à l'élimination des subventions, nous aurions de l'argent à investir dans la mise en place d'une stratégie nationale du transport en commun très ambitieuse.

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été choisie pour appuyer la présidence.

D'abord, je remercie les habitants de Beaches—East York et tous ceux qui m'ont appuyé pendant la campagne et au début de ma carrière politique alors que j'étais un parfait inconnu. Devenir candidat en politique est une leçon d'humilité. J'ai vu des centaines de personnes unir leurs forces pour soutenir ma candidature et mon parti, pour nous permettre, à chacun d'entre nous, de venir à la Chambre. Je remercie les centaines de personnes qui se sont impliquées dans

L'Adresse

les dernières élections, mais aussi au fil des ans. Bien sûr, je remercie également ma famille et particulièrement ma femme, Amy.

Je ne saurais dire si c'est grâce aux quatre dernières années passées ici ou malgré cette période, mais je suis toujours convaincu d'une chose: en tant que parlementaire, la politique demeure une des voies les plus efficaces pour améliorer de façon marquée la vie de nos voisins et de nos concitoyens. Être un député demeure une noble profession. Nous avons l'occasion d'en faire la preuve à nos concitoyens au cours des deux, trois ou peut-être quatre prochaines années alors que nous formons ce gouvernement minoritaire.

Les gouvernements minoritaires ont un énorme potentiel. Peter Russell, un universitaire et un politologue de longue date, a étudié les gouvernements minoritaires et majoritaires partout dans le monde, y compris ici, chez lui. Il a affirmé que les gouvernements minoritaires au Canada font partie des plus dynamiques de notre histoire.

Il n'est pas étonnant que le discours du Trône cite M. Pearson. Sous le gouvernement Pearson, une approche de coopération a permis l'établissement du Régime de pensions du Canada, de prêts aux étudiants et de l'accès universel aux soins de santé, sans oublier le drapeau. Pendant ces cinq années de l'histoire canadienne, le Parlement a fait davantage que la plupart de ses prédécesseurs. Un gouvernement minoritaire a donc un énorme potentiel. Ce sera à nous, selon le comportement que nous adopterons à la Chambre, de choisir si nous saisissons cette occasion ou si nous succombons à la politique partisane.

L'une des tâches des députés consiste à collaborer avec les autres partis lorsque l'occasion se présente. J'ai eu la chance de le faire au cours de la dernière législature, notamment avec Murray Rankin du NPD, dans le dossier de l'amnistie en matière de cannabis, et avec Fin Donnelly du NPD, dans le dossier du commerce des ailerons de requins. J'ai eu l'occasion de travailler avec des députés actuels des partis conservateur et néo-démocrate sur l'ingérence dans les élections, la gouvernance des plateformes et la protection de la vie privée. Selon moi, ceux qui auraient regardé les délibérations de notre comité au cours de la dernière législature auraient eu peine à deviner quels membres appartenaient au Parti libéral, au NPD ou au Parti conservateur. C'est ainsi que l'on devrait fonctionner en cet endroit, en particulier dans les comités.

J'espère que ce genre de chose se produira davantage. J'ai aussi consacré beaucoup d'efforts au cours de la dernière législature pour arriver à faire preuve d'un certain degré d'indépendance fondée sur des principes, ce qui n'est pas toujours facile dans notre milieu. L'un des points que j'ai retenus de la campagne électorale, c'est que les habitants de ma circonscription souhaitent voir les députés collaborer autant que possible afin de réaliser de grandes choses pour le pays. Ils veulent aussi que nous nous montrions moins partisans et fassions preuve de plus d'indépendance fondée sur des principes.

Je tiens à réitérer un message qui nous a été transmis clairement par le discours du Trône et par les Canadiens qui nous ont élus: nous devons travailler ensemble. J'espère que nous prendrons tous cette responsabilité très au sérieux.

L'Adresse

Les Canadiens nous ont aussi signalé clairement que nous devions nous attaquer beaucoup plus vigoureusement à la question des changements climatiques. Au début juin, j'ai eu la chance de présenter un projet de loi qui donnait au gouvernement l'obligation de veiller à ce que le Canada atteigne l'objectif « zéro émission nette » d'ici 2050. J'ai été absolument ravi que cet objectif devienne l'une des grandes priorités de notre plateforme et soit déjà l'une des priorités énoncées dans le discours du Trône.

Pendant la présente législature, nous aurons pour principal objectif d'établir un processus crédible pour que le Canada puisse devenir carboneutre, tout en veillant à ce que les travailleurs et les régions touchés bénéficient d'une transition équitable. Ce sera le grand défi des prochaines années. Nous avons déjà fait beaucoup de chemin depuis quatre ans. Au début de 2016, Environnement Canada prévoyait que les émissions s'établiraient à 815 mégatonnes en 2030. Grâce aux politiques élaborées dans les quatre dernières années, comme les règles visant à réduire les émissions de méthane de 40 %; l'élimination progressive des centrales électriques au charbon; la tarification de la pollution; d'énormes investissements dans le transport en commun, les technologies propres et l'efficacité énergétique; sans oublier la norme sur les carburants propres, à laquelle nous devons tous porter attention, en passant, parce qu'elle est en train de perdre de son mordant; eh bien, grâce à toutes ces politiques, les prévisions sont passées de 815 mégatonnes à 592, une baisse de 25 %.

• (1330)

À ma connaissance, c'est la première fois qu'un gouvernement fédéral reconnaît la gravité des changements climatiques et agit. L'actuel gouvernement ne s'est pas contenté de fixer des cibles et de les dépasser comme l'ont fait les conservateurs et les libéraux dans le passé. Ce gouvernement a fixé des cibles et pris des mesures pour réduire les émissions de façon substantielle; c'est un précédent. Il nous incombe maintenant de poursuivre sur cette lancée.

Nombre d'initiatives importantes sont prévues dans la plateforme libérale, notamment l'élargissement du réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques et la plantation de 2 milliards d'arbres. Nous avons également promis des incitatifs substantiels aux entreprises élaborant des technologies propres. Par surcroît, nous continuerons à investir dans le transport en commun et dans d'autres secteurs. Cependant, ces mesures, même combinées, ne permettront pas d'atteindre le niveau voulu. Par conséquent, nous devons prendre des mesures plus énergiques pour respecter nos engagements vis-à-vis la communauté internationale et les générations à venir et honorer l'obligation morale qui nous incombe de faire notre part pour lutter contre les changements climatiques. Que veut dire faire notre part?

À l'heure actuelle, nous visons une réduction de 512 mégatonnes d'ici 2030, ce qui constitue un défi. Toutefois, pour ceux qui prennent les scientifiques au sérieux, je rappelle que le GIEC affirme que, d'ici 2030, il faut réduire les émissions mondiales de 45 % sous les niveaux de 2010. Combien d'entre nous dans cette enceinte connaissent ce chiffre? Que signifie-t-il? Il correspond à une réduction de 380 mégatonnes. Or, notre cible actuelle est de 512 mégatonnes. Par conséquent, le minimum que nous devons atteindre d'ici 2030 est une réduction de 380 mégatonnes, soit une réduction de 45 % sous les niveaux de 2010, mais la tâche ne sera pas facile. À défaut de nous fixer des objectifs suffisamment ambitieux, nous ne prendrons pas des mesures suffisamment robustes.

Pour ce qui est de la collaboration dans le dossier des changements climatiques, je crois fermement dans la plateforme que nous avons présentée, qui propose des mesures énergiques et je salue la proposition du NPD qui recommande la création d'un bureau indépendant de la responsabilité en matière de changements climatiques, une initiative vraiment très importante.

Le Bureau du directeur parlementaire du budget, créé par les conservateurs, oblige le gouvernement à rendre des comptes en notre nom à nous, les parlementaires. Il nous aide à demander des comptes au gouvernement quand le ministre des Finances dépose un budget. La matérialisation de ces objectifs à long terme en un budget carbone sur cinq ans pour nous assurer d'avoir des mesures concrètes à court terme pour lutter contre les changements climatiques doit aussi s'accompagner d'un mécanisme indépendant qui contraigne le gouvernement à rendre des comptes à propos de son budget carbone. Que ce mécanisme dépende du Bureau du directeur parlementaire du budget ou du commissariat à l'environnement ou que nous adoptions un cadre de travail différent et indépendant importe peu; ce qui importe, c'est cette promesse de rendre des comptes en ce qui concerne les changements climatiques. C'est une occasion de collaborer.

Il y a la promesse que nous avons faite dans notre programme à propos d'une loi sur la transition équitable. Il faut, néanmoins, se montrer plus réaliste en ce qui concerne les différences régionales. En tant que député de Toronto, je me rends bien compte que c'est le Parti conservateur qui représente le mieux l'Alberta et la Saskatchewan dans cet endroit et le Bloc québécois, qui a fait son grand retour, qui représente une grande partie du Québec. Nous allons élaborer cette loi sur la transition équitable et, dans un esprit de collaboration entre les partis, nous devons donc absolument écouter nos collègues conservateurs, apprendre d'eux et tenir compte de leurs avis.

Le discours du Trône parle aussi de renforcer la classe moyenne. Manifestement, ceux d'entre nous ici et les gens de tout le pays ont entendu le premier ministre et le présent gouvernement mentionner la classe moyenne une fois ou deux au fil des ans.

Hausser le montant personnel de base constitue une mesure importante, qui touchera un grand nombre de Canadiens. On parle de grosses sommes. Ce sont 20 millions de Canadiens qui verront leur impôt réduit. Des centaines de milliers de Canadiens seront rayés du rôle d'imposition. Du fait qu'on fait passer le montant personnel de base d'un peu plus de 12 000 \$ à 15 000 \$, les gens qui ne devraient vraiment pas avoir à payer de l'impôt n'en paieront pas.

Cette mesure coûtera 6 milliards de dollars et il y a un problème: elle n'est pas couverte et sera financée par un déficit. Elle sera manifestement mise en oeuvre puisqu'il s'agit d'une promesse électorale. Si je me montrais un tant soit peu critique et juste, je dirais que les budgets demeurent viables et que je le croirai tant et aussi longtemps que le directeur parlementaire du budget me le dira.

L'optimisation des ressources est une tout autre chose. Nous devons nous assurer de l'équité des dépenses entre les générations. Je m'inquiète vraiment, d'un point de vue de la viabilité financière, quand je vois une baisse d'impôt généralisée ou même une augmentation du Supplément de revenu garanti qui sont financées par un déficit. Ces mesures devraient être financées correctement.

L'Adresse

Nous avons une autre raison d'être optimistes. En effet, malgré les critiques, nous avons accompli d'énormes progrès au cours des quatre dernières années pour ce qui est de l'aide accordée aux gens qui travaillent fort pour joindre la classe moyenne, aux gens à faible revenu, et à ceux qui sont aux prises avec la pauvreté. Nous avons mis en place la Stratégie nationale sur le logement, et les mesures d'aide au logement entreront en vigueur cette année. Des milliers de personnes ne vivent plus dans la pauvreté, près de 900 000 selon les données de Statistique Canada. Il s'agit d'un progrès remarquable.

À titre de président du Caucus anti-pauvreté multipartite lors de la dernière législature — j'ai succédé au sénateur Eggleton, qui continue de défendre avec brio le concept de revenu de base —, je m'en voudrais de ne pas souligner les progrès incroyables que nous avons réalisés, mais aussi le manque d'ambition que je remarque à la Chambre.

• (1335)

Grâce à l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants et du Supplément de revenu garanti, nous avons aidé des centaines de milliers de Canadiens à sortir de la pauvreté. Cependant, je ne vois aucune promesse similaire de la part des autres partis, rien qui puisse sortir un nombre aussi élevé de gens de la pauvreté.

Par contre, il y a une bonne nouvelle relativement à une collaboration potentielle dans un autre domaine. Je donne un peu de contexte.

Lorsqu'il était ministre des Finances, Ralph Goodale a présenté une mesure de soutien du revenu de base pour les travailleurs à faible revenu, un peu comme la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et l'Allocation canadienne pour enfants. Elle n'a pas été mise en œuvre. À l'époque, c'était une bonne idée libérale. Ensuite, lorsque le ministre des Finances Jim Flaherty l'a présentée en cet endroit et l'a concrétisée, c'est devenu une bonne idée conservatrice.

En anglais, le nom de la mesure, WITB, s'apparentait à celui de la circonscription de M. Flaherty, Whitby. En français, c'était la Prestation fiscale pour le revenu de travail. À la dernière législature, nous avons grandement bonifié cette mesure. Je ne sais pas combien de personnes ont porté attention au député de Timmins—Baie James et à son leadership, mais il réclamait la bonification de cette mesure. Ainsi, un ministre des Finances libéral, un ministre des Finances conservateur et un fauteur de troubles néo-démocrate réclamaient tous la bonification de la même mesure.

En tout, chaque année, plus de 50 milliards de dollars sont versés aux aînés par l'entremise de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti, et plus de 20 milliards de dollars sont versés aux familles dans le cadre de l'Allocation canadienne pour enfants. Toutefois, même après les hausses effectuées à la dernière législature, seulement 2 milliards de dollars sont versés chaque année en soutien du revenu de base pour les travailleurs à faible revenu, ces gens qui occupent plus d'un emploi, qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui en ont le plus besoin. Voilà où la Chambre doit intervenir: il faut réduire la pauvreté. Nous sommes déjà tous d'accord à ce sujet.

Le discours du Trône parle aussi d'assurer la sécurité des Canadiens. Nous pourrions parler des nombreuses façons d'atteindre cet objectif. Je signale à ceux qui n'étaient pas ici pendant la dernière législature que Reese Fallon, qui était membre de la section des Jeunes libéraux de ma région, a été tuée lors de la fusillade survenue dans Danforth. Mon discours le plus difficile a été celui que j'ai

prononcé à ses funérailles. Notre collectivité et la famille ont été très honorées de voir le premier ministre s'engager au point de venir assister aux funérailles. Cependant, nous devons agir. C'est ce que le programme du premier ministre a proposé de faire. Il faut donc se poser la question suivante. Comment peut-on agir le plus efficacement possible? Ce contexte rappelle à tous les députés l'importance d'établir un cadre de base. Par conséquent, si nous voulons que les municipalités puissent établir leurs propres règles et si nous voulons vraiment une approche efficace, alors il faudrait proposer aux municipalités des règles de base optionnelles.

Pour ce qui est d'assurer la sécurité des Canadiens, je suis heureux de dire que, à la suite du travail que tous les partis ont réalisé en ce qui a trait à la vie privée, une bonne partie de ce travail et des recommandations de notre comité se sont traduits par des engagements que nous avons pris dans notre programme. Nous allons assurer la cybersécurité des Canadiens. Tout au long de sa vie, mon garçon, qui a maintenant trois ans, devra utiliser des services en ligne. Il faut donc mettre en place des règles adaptées à sa réalité.

Des milliers de Canadiens continuent de mourir en raison de la drogue contaminée et de la crise des opioïdes. Selon les données de Statistique Canada, pour la première fois en 40 ans, l'espérance de vie stagne à cause de la crise des opioïdes. Des milliers de gens sont morts. Si ces décès n'étaient pas dus à la consommation de drogue, je suis convaincu que la réponse des gouvernements provinciaux serait plus énergique. Le gouvernement fédéral, lui, a pris des mesures importantes au cours des quatre dernières années, mais il ne semble pas y avoir la même volonté collective au sein de tous les partis et des gouvernements provinciaux pour répondre à cette véritable crise de santé publique.

Le discours du Trône indique à juste titre que nous en avons fait beaucoup, mais il en reste encore à faire. J'espère que tous les députés conviennent de cette réalité: la toxicomanie doit être vue comme un problème de santé. Oui, il faut cibler les trafiquants et les producteurs, mais ceux qui ont besoin d'aide, les patients, doivent justement être traités comme des patients, pas comme des criminels. Si nous le faisons pour la dépendance à l'alcool et au jeu, il faudrait aussi le faire pour toutes les drogues. C'est en agissant ainsi que nous pourrions sauver des vies. Si nous considérons la toxicomanie comme un enjeu de santé publique et que nous acceptons tous cet état de fait, alors nous pourrions collaborer pour inclure des mesures en ce sens dans la législation.

Les gens de ma circonscription ont aussi demandé qu'une stratégie soit mise en œuvre plus rapidement afin de s'attaquer aux maladies rares et ils demandent toujours une approche universelle et nationale en matière d'assurance-médicaments. Je sais qu'il en a été question dans le discours du Trône et dans notre plateforme, et beaucoup de travail a été accompli à ce sujet lors de la précédente législature.

• (1340)

Helena Kirk, une adolescente de 13 ans de ma circonscription, a reçu un diagnostic de cancer à l'âge de 3 ans et elle a passé 841 jours en chimiothérapie. Elle a rencontré le premier ministre, le ministre des Sciences et l'ancienne ministre de la Santé. Notre plateforme électorale comportait un engagement de 30 millions de dollars pour la recherche sur le cancer chez les enfants, et nous le devons, en grande partie, aux efforts d'Helena. Je tiens à remercier Helena de son excellent travail et à lui dire que nous ferons tout notre possible pour sauver la vie de ses amis.

L'Adresse

Il s'agit pas seulement d'assurer la sécurité des Canadiens, mais aussi celle de tous les êtres vivants dans la société canadienne, doués de la capacité de penser, de ressentir et d'aimer. Cela comprend, entre autres, les animaux. Au cours de la dernière législature, nous avons réalisé des progrès au chapitre des mesures de protection des animaux et nous poursuivrons sur cette lancée.

Autre point important, le discours du Trône évoque la nécessité de faire avancer le dossier de la réconciliation.

Je vais d'abord parler de l'affaire portée devant le Tribunal canadien des droits de la personne. J'ai entendu la ministre dire que l'argent ne constituait pas un obstacle. À la fin de janvier, nous devons présenter des observations au Tribunal pour déterminer adéquatement la marche à suivre en vue d'une juste indemnisation, établissant ainsi que l'argent ne constitue pas un obstacle, en plus de préciser combien cela coûtera et de nous engager à adopter un processus équitable. Ayant déjà parlé à la ministre, je compte examiner de très près ces observations. Nous devons voir à ce que les membres de notre société qui ont été victimes de discrimination de la part de l'État reçoivent l'indemnisation qui leur est due.

Nous avons constaté des progrès incroyables en matière d'assainissement de l'eau, question qui préoccupe beaucoup les habitants de ma circonscription. Au cours des quatre dernières années, plus de 60 % des avis d'ébullition de l'eau à long terme dans les réserves ont été levés. Nous avons injecté 2 milliards de dollars dans le système. Lorsque le directeur parlementaire du budget a dit qu'il fallait plus d'argent, nous l'avons fourni. Dans le cadre de l'engagement quinquennal que nous avons pris, nous sommes sur la bonne voie de lever tous les avis.

Il y a à Grassy Narrows un autre projet qu'il faut mener en priorité. J'ai été très heureux d'entendre la ministre dire que l'argent ne constituait pas un obstacle et que l'installation serait construite avec l'aide du fédéral. Encore une fois, je vais suivre ce dossier de très près.

Il faut aussi mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Lorsque j'ai croisé Romeo Saganash l'autre jour, nous avons parlé brièvement de la promesse électorale que nous avons faite d'accepter son projet de loi comme un strict minimum. J'espère faire adopter au cours de la présente législature les amendements à son projet de loi qui n'avaient pas été retenus lors de la précédente. J'espère que son projet de loi sera un point de départ. Nous avons une occasion historique de mettre en œuvre cette déclaration des Nations unies et d'accorder aux peuples autochtones les droits fondamentaux qu'ils méritent.

Je souhaite parler d'un dernier point au sujet de la réconciliation, soit les communautés autochtones urbaines. J'aurais voulu que le programme libéral et le discours du Trône en parlent davantage. Nous devons nous engager beaucoup plus concrètement envers elles. Selon certaines estimations dont j'ai connaissance, en Ontario seulement, plus de 80 % des Autochtones ne vivent pas dans les réserves. Nous devons nous assurer que les intervenants des services aux Autochtones en sont conscients et qu'ils sont en mesure de fournir des services adéquats aux communautés autochtones urbaines.

• (1345)

En ce qui concerne la place du Canada dans le monde, nous avons connu de belles réussites au cours des quatre dernières années. Le système d'immigration et de détermination du statut de réfugié est plus équitable. Soyons clairs: l'an dernier, nous avons ac-

cueilli plus de réfugiés que tout autre pays dans le monde. Nous fournissons notre part d'efforts, et c'est la bonne chose à faire. Ma circonscription compte une grande communauté bangladaise. Les membres de cette communauté m'ont demandé de m'exprimer haut et fort sur la crise des réfugiés rohingyas. C'est ce que le gouvernement et moi-même avons fait, grâce aux recommandations de Bob Rae. Je suis très fier des efforts déployés par le gouvernement dans ce dossier au cours de la dernière législature.

Nous devons continuer à jouer un rôle de chef de file sur la scène mondiale pour défendre les droits de la personne. Nous devons continuer à défendre et à soutenir nos institutions multilatérales, en le faisant là où nous excellons, c'est-à-dire à la base, en formant des juges, des commissaires aux élections, et en renforçant les processus parlementaires. Nous devons redoubler d'efforts là où nous excellons. Nous le faisons dans divers pays, mais de toute évidence, quand on voit ce qui se passe un peu partout sur la planète, le Parlement et le peuple canadiens peuvent faire profiter bien d'autres pays d'un soutien et d'un processus décisionnel démocratique stables.

Dans le dossier de la lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale, les députés de la dernière législature ont joué un rôle important dans l'élimination du charbon, tant au pays qu'ailleurs dans le monde. Nous avons joué un rôle de chef de file en aidant le reste de la planète à s'engager sur cette voie. Nous devons poursuivre nos efforts, mais nous ne pouvons pas le faire sans prendre des mesures concrètes au pays pour atteindre nos cibles de réduction des émissions. Nous devons aider notre pays et la planète à relever ce défi déterminant de notre époque.

Je terminerai en réitérant que nous avons une occasion en or, au sein de ce gouvernement minoritaire, de travailler main dans la main pour faire avancer ces grandes idées et ces grands enjeux qui ont le pouvoir d'améliorer grandement la vie des Canadiens et de tous les habitants de la planète. Ne laissons pas passer cette occasion.

• (1350)

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais remercier mon ami de Beaches—East York de ses propos réfléchis. Je peux confirmer officiellement que son fils de trois ans est la prune de ses yeux et qu'il est vraiment très mignon. Ce sera inscrit dans le hansard.

Le député a dit qu'il est de plus en plus nécessaire de régler d'une façon ou d'une autre les géants des médias sociaux. Cela posera tout un défi au Parlement. Je crois que si nous n'agissons pas en ce sens, on continuera d'utiliser les bulles de filtrage en politique, car les algorithmes secrets et toutes ces choses encouragent presque les gens à n'écouter que ceux qui pensent comme eux. La rhétorique actuelle est souvent influencée par des intervenants étrangers et limite la discussion.

J'ai beaucoup aimé qu'à la dernière législature, un comité dirigé par un député conservateur, mon ami de Prince George, se soit joint à des parlementaires d'autres pays afin de s'attaquer à ce dossier. Même s'il n'y a pas grand-chose dans le discours du Trône à ce sujet, je me demande si le député peut nous en dire un peu sur ces travaux. Est-ce qu'un appui de tous les partis permettrait de faire bouger les choses pour l'avenir de nos enfants et l'avenir d'un véritable discours politique au Canada?

L'Adresse

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, j'espère que la législature qui s'amorce nous fournira de nombreuses occasions de collaborer, le député et moi. Il a mentionné le bon travail de notre collègue de Prince George. J'aimerais souligner de mon côté le bon travail des députés de Timmins—Baie James, de Thornhill et, bien évidemment, de bon nombre de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre.

Même si nous représentons trois partis différents, nous avons pu nous rendre à Londres. Comme je le disais tout à l'heure, bien malin celui qui aurait pu dire quel parti chacun de nous représentait. Nous étions là, au nom du Canada, pour rencontrer nos partenaires internationaux, qui représentaient eux aussi des partis différents. C'est la même chose au Parlement britannique, où il est très difficile de départager les députés conservateurs des travaillistes, par exemple. En un mot, il s'agit de l'approche qui donne les meilleurs résultats.

Les membres du comité, quelle que soit leur allégeance, s'entendaient de plus en plus pour dire qu'il faut s'attaquer à l'aspect technologique et songer à se doter de règles comparables à celles du Règlement général sur la protection des données. Il a aussi été question de la transparence des algorithmes et de la possibilité de les soumettre à des vérifications afin d'en comprendre les répercussions, positives ou non, sur nos vies et sur la société en général.

À vrai dire, si un ministère ou un organisme public souhaite employer un algorithme qui risque d'avoir des répercussions négatives, il y a environ 80 questions, divisées en quatre catégories associées aux types de risques, auxquelles il doit répondre. Selon la catégorie en cause, certaines mesures d'atténuation doivent être prises. Or, les entreprises privées, qui possèdent beaucoup plus de points de données et dont les activités sont beaucoup plus vastes, ne sont visées par absolument aucune obligation. Je ne crois pas avoir besoin de préciser qu'il faut que cela change.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, le député est entré en matière en parlant de ses premiers temps en politique. Ce que bien des gens ignorent probablement, c'est que le député de Beaches—East York et moi-même avons brigué des postes de conseillers à la Ville de Kingston, aux élections de 2006. Nous ne nous présentions pas l'un contre l'autre, mais dans deux quartiers voisins. Si ma mémoire est bonne, il était étudiant à l'Université Queen's à l'époque. Malheureusement, les gens de Kingston ne l'ont pas choisi. Je pense qu'ils n'étaient pas tout à fait prêts pour lui à l'époque. Cependant, c'est super de maintenant siéger à la Chambre avec lui.

Le député a parlé en particulier de la force que peuvent avoir les gouvernements minoritaires et de la collaboration qu'ils peuvent susciter. En effet, il a mentionné de très grandes choses qu'ont accomplies des gouvernements minoritaires, comme la création du Régime de pensions du Canada, du régime d'assurance-maladie et du drapeau. Ce sont autant d'exemples tangibles de réalisations qui peuvent se concrétiser, en situation de gouvernement minoritaire, lorsque les partis choisissent la collaboration.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il estime être les principales difficultés à surmonter pour que cette collaboration soit fructueuse et ce que nous pourrions faire pour les éliminer?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, je tiens à remercier le député d'avoir fait ressortir mes anciennes lacunes. J'aime dire à la blague que c'est au cours de ces élections-là que j'ai appris tout ce qu'il ne fallait pas faire.

J'ai tiré une leçon de la campagne que j'ai menée à Kingston alors que j'étais aux études et que je n'étais pas entouré d'une véritable communauté. J'ai réussi quand j'ai fait campagne dans la circonscription de Beaches—East York, où j'ai grandi, où mes parents étaient enseignants et où j'ai joué au baseball toute ma vie. C'est ma communauté. Au fond, une personne ne devrait se lancer en politique que si c'est pour représenter sa communauté.

On peut faire un excellent représentant, conseiller municipal à Kingston ou même maire de la ville après avoir travaillé comme vendeur. Nous commençons tous petit dans nos vies.

En ce qui concerne la coopération, les règles peuvent contribuer à faire changer les choses, mais cela dépend de la culture, et cette culture dépend elle-même de la façon dont nous nous comportons ici et à l'extérieur de cette enceinte. Je pense qu'il y a de grandes possibilités. Le défi, bien sûr, c'est que nous voulons gagner les élections. Tout le monde veut les gagner, d'ailleurs. Dans un contexte de gouvernement minoritaire, des élections se profilent toujours à l'horizon. Voici le grand défi à relever: comment mettre de côté la partisanerie tout en sachant que des élections se profilent à l'horizon. C'est à nous de choisir la façon de procéder. Nous devons adopter une approche priorisant la coopération et les Canadiens.

• (1355)

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député d'en face d'avoir reconnu que les conservateurs sont les mieux placés pour savoir ce qui se passe en Saskatchewan et en Alberta. J'espère que nous serons en mesure de travailler ensemble sur ces questions.

Puisque le député semble sensible à la question financière, pourrait-il expliquer pourquoi les libéraux continuent d'imposer une taxe sur le carbone, alors que l'Alberta et la Saskatchewan ont recours à la technologie et non à la taxation pour réduire leurs émissions?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, j'ai déjà entendu dire que les provinces pouvaient réduire leurs émissions de carbone sans tarification. Lorsque je regarde le rapport de la vérificatrice générale de l'Ontario, je constate que ce n'est pas toujours le cas.

Si nous voulons vraiment vraiment utiliser le mécanisme de marché le plus efficace possible, en sachant que le marché ne choisit pas les gagnants, il faut tarifier la pollution. Ce mécanisme permet le développement de différentes technologies et de faire en sorte que les coûts sociaux et les externalités négatives — pour utiliser un jargon économique et financier — soient intégrés au coût du bien au moment de l'achat. Voilà ce que fait la tarification de la pollution. Il s'agit d'une idée conservatrice qui remonte à Ronald Coase, qui n'était pas un libéral. C'est fondamentalement la meilleure façon de lutter contre le changement climatique.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je suis toujours content d'entendre les points de vue non partisans du député d'en face.

Déclarations de députés

Il a parlé de l'urgence climatique. J'aimerais savoir ce qu'il pense de la situation du pipeline Trans Mountain avec lequel le gouvernement était censé faire de l'argent, argent qu'il devait ensuite utiliser, nous disait-il, pour faire de bonnes choses en matière d'environnement. Or, voilà que le directeur parlementaire du budget nous apprend que des profits, il n'y en a pas. Peut-il nous dire ce qu'il en pense et pourquoi nous devons tenir tête à l'industrie pétrolière et gazière et cesser de subventionner ces combustibles fossiles pour nous diriger plutôt vers un avenir à faibles émissions de carbone?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, évidemment, je souscris à l'idée qu'il faut subventionner les choses que nous voulons, c'est-à-dire des technologies plus propres, et éviter de subventionner les choses que nous ne voulons pas, soit des technologies qui nuisent à l'environnement. Cependant, je tiens à dire clairement que lorsque le secteur pétrolier et gazier ou d'autres industries sont en mesure de réduire leurs émissions, mais qu'ils ne le font pas, il y a tout lieu de leur offrir des mesures incitatives en ce sens. Il faudrait avant tout déterminer les coûts associés à la réduction des émissions et les gains en efficacité qui pourraient en découler.

Pour ce qui est du pipeline Trans Mountain en particulier, j'ai cru comprendre que la plupart des profits — du moins, dans la mesure où on peut les évaluer — surviennent une fois que le projet est terminé. En effet, c'est à ce moment-là qu'on a la capacité nécessaire d'accroître les revenus injectés dans l'économie et, très certainement, les recettes fiscales.

J'aimerais simplement souligner qu'il est extrêmement difficile de mettre en oeuvre des mesures axées sur l'offre lorsqu'il n'existe pas de solutions de rechange sur le marché. L'élimination progressive des centrales électriques au charbon est très sensée, parce qu'il existe des solutions de rechange et que l'on peut constater une réduction des émissions.

Cependant, même si l'on adoptait aujourd'hui des mesures axées sur l'offre dans le secteur pétrolier et gazier du Canada, la demande mondiale resterait la même. L'offre mondiale suffit amplement pour répondre à la demande mondiale, et si nous adoptions de telles mesures, nous nuirions à l'industrie canadienne et nous ne ferions aucune différence dans le portrait global de la lutte contre les changements climatiques. Par conséquent, il faut absolument éviter de prendre des mesures axées sur l'offre et de bloquer des projets au Canada sans tenir compte des répercussions dans le monde entier.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

LA COMPAGNIE HARBOUR AIR

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, j'aimerais offrir mes meilleurs voeux de Noël aux gens de ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, ainsi qu'à tous les Canadiens.

Je tiens également à féliciter Greg McDougall et l'équipe innovatrice de Harbour Air. Mardi matin, j'ai regardé avec beaucoup de fierté cette compagnie passer à l'histoire en mettant à l'essai le premier avion commercial entièrement électrique du monde.

Harbour Air est une compagnie aérienne régionale qui fournit un important réseau de liaisons entre les collectivités côtières du Sud

de la Colombie-Britannique. Elle travaille en partenariat avec magniX afin de convertir ses avions et ses hydravions en avions électriques dans le but de devenir le premier transporteur aérien entièrement électrique du monde. Le succès du vol d'essai de mardi a rapproché cette compagnie canadienne de son objectif et a permis d'inscrire cette dernière parmi les leaders mondiaux du transport aérien sans émissions.

Harbour Air a compris que les changements climatiques constituaient à la fois un défi et une occasion à saisir, et elle a décidé de poser un geste pour nos enfants et nos petits-enfants. J'ai hâte de faire mon premier voyage à bord d'un avion électrique.

Toutes mes félicitations à Harbour Air.

* * *

L'ORGANISME SINGHS DOING THINGS

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour remercier les habitants de Surrey—Newton de me faire confiance encore une fois. Leur soutien me touche beaucoup et je tiens à ce qu'ils sachent que je continuerai à être très accessible et, ce qui est plus important encore, que je donnerai toujours la priorité à leur voix.

C'est dans cet esprit que j'aimerais remercier l'organisme bénévole dirigé par des jeunes Singhs Doing Things pour sa quatrième collecte annuelle de nourriture et de jouets. Dimanche dernier, plus de 225 bénévoles se sont réunis pour donner un coup de pouce à la banque alimentaire de Surrey pour sa plus importante collecte de 2019. Grâce aux généreux dons de la communauté, plus de 60 000 livres de nourriture ont été recueillies.

Je tiens à remercier tout particulièrement les donateurs, les organisateurs et les bénévoles de Singhs Doing Things pour tout le travail qu'ils ont fait afin d'aider les moins fortunés.

* * *

DON PENNY

M. Larry Maguire (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, c'est avec fierté que je prends la parole pour rendre hommage à un grand et célèbre homme d'affaires canadien, M. Don Penny, qui est récemment décédé.

Don a laissé sa marque dans l'ensemble du Canada lorsqu'il est devenu l'un des associés fondateurs de la firme comptable Meyers Norris Penny, maintenant connue sous le nom de MNP. Il est devenu chef de la direction en 1977 et était fier que le petit cabinet d'experts-comptables qui a vu le jour à Brandon, au Manitoba, compte maintenant des bureaux partout au pays et emploie plus de 4 500 personnes.

En reconnaissance de son sens des affaires et de son esprit philanthropique, il a reçu le plus grand honneur national, soit l'Ordre du Canada. Don n'a toutefois jamais oublié ses racines. Peu importe où il se trouvait, à Brandon, à Clear Lake ou à Bay Street, il était toujours le même homme aimable et généreux qui venait en aide à tous les gens qu'il connaissait.

J'offre mes sincères condoléances à son épouse, Sandra, à son fils, Darren, à sa fille, Leanne, à ses belles-filles, Rhonda et Karla, et à ses cinq petits-enfants.

Le Canada, en particulier l'Ouest du Manitoba, a perdu un grand leader, visionnaire et philanthrope en la personne de M. Don Penny. Qu'il repose éternellement en paix.

* * *

[Français]

LES VŒUX DU TEMPS DES FÊTES

Mme Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Monsieur le Président, je me lève à la Chambre aujourd'hui pour remercier du fond du cœur les Laurentiens et les Laurentiennes qui m'ont fait confiance pour un deuxième mandat.

[Traduction]

Je profite de l'occasion pour remercier tous les bénévoles qui ont donné de leur temps et de leur argent pour me permettre de revenir à la Chambre afin de représenter de nouveau la collectivité et la circonscription que j'aime tant.

Avec la période des Fêtes qui approche à grands pas, je profite de l'occasion pour souhaiter à tout le monde de passer de joyeuses Fêtes en bonne santé. Que les gens célèbrent Noël, Hanoukka ou Kwanza, j'espère que ce sera pour eux une période de joie, de paix et de prospérité et qu'ils passeront beaucoup de temps de qualité avec leur famille et leurs proches.

[Français]

Je souhaite à toutes et à tous un joyeux temps des Fêtes et une bonne année.

* * *

L'AIDE MÉDICALE À MOURIR

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, franchir le seuil de la mort en toute sérénité, en toute quiétude et sans souffrance, n'est-ce pas ce que l'on souhaite tous? Gloria Taylor, Kay Carter, Jean Truchon et Nicole Gladu ont lancé un message: notre mort, comme notre vie, nous appartient.

L'autonomie consacrée en droit par le principe de l'autodétermination de la personne et sa règle corollaire, le consentement libre et éclairé, n'est jamais remise en question tout au long de notre vie, même en situation d'urgence. Alors, pourquoi en serait-il autrement pour des humains en proie à des souffrances intolérables, atteints d'une maladie ou d'une affection incurable ou irréversible? Pourquoi en serait-il autrement pour des humains aptes, ni dépressifs ni suicidaires, ayant démontré leur volonté de vivre pleinement jusqu'à ce qu'ils atteignent leur limite du tolérable?

Faisons de l'aide médicale à mourir la priorité du Parlement, sans partisanerie. Le Bloc collaborera. Nous avons l'obligation de réussir cette fois-ci, ensemble.

* * *

● (1405)

[Traduction]

LES AÎNÉS

Mme Jean Yip (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier les gens de Scarborough—Agincourt, des quartiers de Wishing Well, Bamburgh Circle, L'Amoureux, Steeles et Glendower, de me permettre de les représenter encore une fois. C'est un honneur.

Déclarations de députés

Shepherd Village est le plus grand centre pour personnes âgées à but non lucratif de Toronto. Il se trouve dans ma circonscription et existe depuis 1961. On y offre beaucoup d'activités et on vient d'y fêter les grands anniversaires, soit ceux des personnes qui ont eu 95 ans et plus. Il faut vraiment avoir au moins 95 ans pour faire partie de ce groupe.

J'aimerais féliciter Olive Myhre, qui aura bientôt 108 ans.

Les aînés sont importants. C'est pourquoi nous sommes heureux d'augmenter de 10 % les prestations de la Sécurité de la vieillesse des personnes de 75 ans et plus et de hausser de 25 % les prestations de survivant du Régime de pensions du Canada pour les veuves et les veufs.

* * *

TOBIQUE—MACTAQUAC

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui remercier les habitants de Tobique—Mactaquac, qui m'ont élu pour être leur porte-voix ici, à Ottawa. Je remercie également ma famille, et plus particulièrement ma magnifique femme, Crystal, et nos trois enfants, Vada, Walker et Mariah, d'être toujours là pour me soutenir.

Pendant la campagne électorale, la boîte à lunch de mon père est devenue un symbole important pour moi. Mon père a 68 ans et il travaille toujours à l'usine de pâte à papier de Nackawic. C'est pour les gens qui, comme mon père et ma mère, travaillent dans une usine, servent aux tables, cultivent nos aliments, exploitent les ressources naturelles du pays et assurent le transport de nos marchandises que je suis ici aujourd'hui. Ces gens sont souvent oubliés, laissés pour compte et de plus en plus méprisés.

De ce côté-ci de la Chambre, nous donnerons toujours une voix aux oubliés de ce monde et à ceux qui se sentent déconnectés des décisions qui sont prises ici. Nous écouterons toujours ce qu'ils ont à dire. Nous défendrons leurs droits et leur gagne-pain jusqu'à ce que le message se rende de l'autre côté et que les changements qu'ils attendent désespérément aient lieu.

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous souviendrons toujours, moi au premier chef, des porteurs d'eau.

* * *

GORDON BEAN

L'hon. Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à un être extraordinaire, Gordon Bean, un fonctionnaire d'exception qui a été en poste pendant 30 ans, un homme avec qui j'ai eu le privilège de servir.

Gord nous a quittés beaucoup trop tôt, mais pas sans avoir enseigné à ceux qu'il a côtoyés le sens des mots amour, service et amitié.

Gord illuminait de sa présence chaque pièce dans laquelle il entraînait, et il était l'ami que tous rêvent d'avoir. Il était l'être le plus altruiste que je connaisse. Même pendant ses deux derniers mois, il ne pensait jamais à lui, mais s'inquiétait de ceux qu'il allait laisser derrière. Gord vivait sa vie pour embellir celle des autres, et il a très bien réussi.

Déclarations de députés

Je remercie son partenaire de vie dévoué, Craig Richardson, son père, ses frères et soeurs et leurs familles, ainsi que Shelley Dooher et sa famille, de l'avoir partagé avec nous. Prenons tous le temps aujourd'hui de poser un geste aimable et de rendre service à un ami ou à un étranger afin d'honorer la mémoire de Gordon Bean.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, nos communautés jouent un rôle clé dans la protection de l'environnement et dans la lutte contre les changements climatiques.

[Traduction]

Je tiens à féliciter le district de Squamish de jouer un rôle de chef de file dans le dossier de l'urgence climatique en appuyant la tarification nationale et constitutionnelle du carbone que le gouvernement a mis de l'avant, et en agissant comme intervenant devant la Cour suprême du Canada.

J'ai eu l'immense plaisir de pouvoir participer à la présentation de la demande visant à faire reconnaître Howe Sound comme réserve de la biosphère de l'UNESCO la semaine dernière. Les Premières Nations, les gouvernements, les ONG et les citoyens ont uni leurs efforts pour parvenir à un but commun: faire d'Howe Sound un lieu sain et florissant. Je remercie Ruth Simons et Joyce Williams de leur leadership incessant, et je souhaite féliciter la communauté des efforts colossaux qu'elle a déployés jusqu'à maintenant pour restaurer cet écosystème important.

[Français]

J'ai hâte de collaborer avec mes collègues sur ces questions. Je suis certain qu'en travaillant ensemble, nous pouvons réaliser de grandes choses.

* * *

[Traduction]

BARRIE—INNISFIL

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, les habitants et les entreprises de Barrie—Innisfil viennent toujours en aide aux familles, aux aînés et aux gens vulnérables de notre collectivité à Noël. Cette année ne fait pas exception.

Encore une fois, la collecte de jouets « Stuff the Command Post » du service de police de South Simcoe a été une réussite.

Avec le recours aux banques alimentaires qui augmente, le pasteur Howard et Beulah Courtney de la banque alimentaire d'Innisfil font tout en leur pouvoir pour permettre aux familles d'avoir un repas de Noël formidable. Récemment, Barrie Ford, Barrie Chrysler et 400 Chrysler ont livré près de 5 000 livres de nourriture à la banque alimentaire de Barrie.

Toutefois, quelques campagnes de Noël ont connu des difficultés cette année. La campagne « Barrie and District Christmas Cheer », qui vient en aide à 1 700 familles, est loin d'avoir atteint son objectif de 250 000 \$. La campagne des marmites de Noël de l'Armée du Salut peine aussi à atteindre son objectif de collecte de fonds cette année. Je suis convaincu que les habitants de Barrie-Innisfil répondront à l'appel.

À tous ceux qui viennent en aide aux plus démunis, je dis merci de nous montrer ce qu'est l'esprit de Noël. Ma famille souhaite à tous un très joyeux Noël et du bonheur, de la santé et de la prospérité pour la nouvelle année.

* * *

● (1410)

LE DÉFILÉ NOËL TOUT EN LUMIÈRES

Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, je veux profiter de l'occasion pour remercier les habitants d'Orléans de m'avoir accordé leur confiance le 21 octobre.

[Français]

Je suis honorée de les représenter à la Chambre des communes.

[Traduction]

Le 30 novembre dernier, j'ai eu le plaisir de participer pour la première fois en tant que députée d'Orléans au défilé annuel Noël tout en lumières.

[Français]

Le défilé Noël tout en lumière d'Orléans a rassemblé près de 130 000 personnes le long du boulevard St-Joseph, que nous sommes fiers d'appeler le cœur d'Orléans.

[Traduction]

Le défilé, organisé par les membres de l'Association des pompiers professionnels d'Ottawa, sous la gouverne de Bob Rainboth et Ken Walton, permet d'amasser de l'argent et des jouets pour le fonds « Help Santa » des pompiers.

Je félicite tous les participants et les bénévoles qui ont contribué à faire du défilé de cette année une réussite retentissante.

* * *

LA COMPAGNIE HARBOUR AIR

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, un événement historique s'est produit cette semaine dans ma province, la Colombie-Britannique, lorsque le fondateur et chef de la direction de Harbour Air, Greg McDougall, a effectué avec succès le tout premier vol d'un avion commercial entièrement électrique de l'histoire. Dans les airs pendant moins de 10 minutes, Greg a affirmé après le vol que l'hydravion modifié « voulait voler ».

Pouvant effectuer des trajets d'environ 160 kilomètres avant de devoir être rechargé, le de Havilland Beaver modifié démontre que le vol d'avions commerciaux électriques est possible, et nous pouvons fièrement dire que c'est en Colombie-Britannique qu'a eu lieu cette première mondiale.

Je félicite Greg, ainsi que tout le personnel d'Harbour Air et de son partenaire magniX, de cet exploit. Félicitations, Greg.

* * *

DAUPHIN—SWAN RIVER—NEEPAWA

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Monsieur le Président, je suis extrêmement honoré de prendre la parole à la Chambre pour la toute première fois afin de remercier les nombreuses personnes qui m'ont aidé à me faire élire.

Tout d'abord, je remercie les habitants de Dauphin—Swan River—Neepawa de m'avoir accordé leur confiance. C'est un privilège pour moi de les représenter, et je n'oublierai jamais pour qui je travaille.

Je remercie ma famille. Je remercie aussi mes enfants, Hannah et Mike, et surtout ma femme Leigh, de leur dévouement et de leur soutien.

En tant qu'agriculteur et éternel optimiste, j'espère que nous obtiendrons des résultats concrets lors de la présente législature. Je m'engage à défendre les intérêts des agriculteurs canadiens et des collectivités qu'ils nourrissent, de me battre constamment pour mes concitoyens et de protéger le mode de vie rural. C'est ce que méritent les habitants de ma circonscription.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, les factures des Canadiens ordinaires ne cessent d'augmenter. Les coûts sont en hausse partout au pays et les familles en souffrent, surtout en Alberta. Les taux d'assurance-auto-mobile ont augmenté, la facture d'électricité aussi, et les parents ont appris pas plus tard que cette semaine qu'ils devront payer eux-mêmes le transport scolaire de leurs enfants.

Pour couronner le tout, les Canadiens paient toujours les frais les plus élevés du monde pour les services de téléphonie cellulaire et l'accès Internet parce que le gouvernement refuse de faire ce qui s'impose, soit de placer leurs besoins avant ceux de l'industrie des télécommunications.

Peu importe où les gens habitent au Canada, ils devraient être capables de rester connectés sans se ruiner. Souhaiter, espérer et prétendre que l'industrie se régleme elle-même ne fonctionnera tout simplement pas. Les Canadiens ont besoin d'un plafonnement de prix sur leurs factures de téléphone cellulaire et d'Internet.

* * *

[Français]

BERTHIER—MASKINONGÉ

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais souligner l'apport extraordinaire de deux citoyens de Berthier—Maskinongé à la société civile.

Lors de la dernière collation des grades de l'Université de Sherbrooke, Amélie Drainville, citoyenne de l'Île-Dupas, recevait sa troisième Médaille académique du Gouverneur général afin de souligner l'excellence de son dossier scolaire.

Recevoir à trois reprises ce prestigieux prix est un exploit hors du commun et toute la région est fière de vous, madame Drainville.

Récemment, la Commission des services juridiques du Québec a remis le prix Robert-Sauvé à M. Michel Purcell, coordonnateur de l'organisme de travail de rue communautaire de la MRC de Maskinongé et résidant de Saint-Paulin. Précurseur du travail de rue en milieu rural, M. Purcell œuvre auprès des gens les plus démunis depuis maintenant 25 ans. Ce prix souligne son apport exceptionnel à la communauté.

Bravo, monsieur Purcell, et bonne continuité.

Déclarations de députés

• (1415)

[Traduction]

LE 76^E ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE D'ORTONA

M. Phil McColeman (Brantford—Brant, PCC): Monsieur le Président, le 28 décembre marquera le 76^e anniversaire de la bataille d'Ortona, qui a eu lieu pendant la campagne d'Italie lors de la Seconde Guerre mondiale. Les survivants ont décrit la bataille comme « un véritable cauchemar ».

La bataille d'Ortona a eu lieu pendant huit jours sombres, autour de Noël 1943. La victoire a coûté la vie à 502 Canadiens. Selon les meilleures estimations, 1 300 civils ont également perdu la vie. Malheureusement, la ville n'avait pas été évacuée avant d'être envahie par les Allemands qui battaient en retraite. À Ortona, ce Noël-là, les combats étaient au corps à corps.

Ortona n'est qu'un exemple des sacrifices extrêmes auxquels ont consenti les Canadiens dans les conditions infernales de la campagne d'Italie, qui a fait rage pendant un an, 10 mois et 22 jours. Il ne faudra jamais cesser de rendre hommage à ces sacrifices.

N'oublions jamais.

* * *

NOËL

M. Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.): Monsieur le Président,

C'est la dernière semaine de séance avant Noël
Et, fait étonnant
Voilà qu'un juif récite un poème
Comme le faisait Cuzner dans le temps

Qu'ils allument une menorah
Ou un immense sapin
Les parlementaires veulent tous des présents
Nous le savons bien

Comme nos collègues conservateurs
Ont vécu aujourd'hui un grand choc
Je leur ferai la faveur
D'aller directement au Bloc

Le chef du Bloc, porté par son succès
N'a pour le père Noël qu'un seul souhait
Quand il survole le Québec, qu'il enlève donc son rouge habit
C'est un symbole religieux, et pas du tout joli

Dans la liste du NPD se trouve l'assurance-médicaments
Le gouvernement veut bien, mais le NPD veut plus
Il demande au père Noël, connu pour faire des cadeaux
D'ajouter aussi les soins dentaires, ho! ho! ho!

Quant au premier ministre
Nous savons tous ce qu'il souhaite
Qu'aucun micro surprise ne l'enregistre
Et la suite de *La Guerre des étoiles* pour les Fêtes

Je souhaite à tous les députés mes meilleurs voeux
Du bon temps en famille, des amis, une bière ou deux
Et quand nous reviendrons en janvier, revenons inspirés
Travaillons ensemble pour les Canadiens, et travaillons bien

*Questions orales***QUESTIONS ORALES***[Traduction]***L'ÉCONOMIE**

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le mois dernier, 71 000 Canadiens ont perdu leur emploi. Ce chiffre est choquant lorsque nous le comparons aux 266 000 emplois créés durant le même mois aux États-Unis. C'est encore pire lorsque nous examinons les données par secteur. Le nombre d'emplois dans le secteur des ressources naturelles au Canada a diminué de 3 %, alors qu'il a augmenté de 15 % chez nos voisins du Sud. Dans le secteur manufacturier, plus de deux fois plus d'emplois ont été créés aux États-Unis qu'au Canada.

Le premier ministre admettra-t-il qu'il est en train de créer les conditions propices à une récession « fabriquée au Canada »?

● (1420)

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord de saluer les services que le député a rendus à la Chambre et à son parti. J'espère qu'il poursuivra ainsi pendant encore de nombreuses années.

Je sais que nous devons examiner les chiffres d'un mois à l'autre, parce que cela nous donne une idée de la situation dans l'ensemble du pays. Cela nous renseigne au sujet des Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts et des gens qui connaissent de véritables difficultés dans leur vie.

Notre objectif est de continuer à investir. Nous savons que le programme que nous avons mis en oeuvre ces quatre dernières années a permis de créer, avec la collaboration des Canadiens, plus d'un million de nouveaux emplois. Nous allons poursuivre les investissements pour nous assurer de relever les défis partout au pays, améliorant ainsi la situation des...

Le Président: Le chef de l'opposition a la parole.

[Français]

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le programme ne fonctionne pas.

Le premier ministre a chassé 56 % des investissements directs étrangers. On a annulé 100 milliards de dollars de projets énergétiques. Des compagnies canadiennes sont forcées de fermer leurs portes et de vendre leur équipement à des entreprises américaines qui, elles, font le travail.

On dirait que ce premier ministre en fait plus pour créer des emplois à l'extérieur du pays qu'ici. Notre économie a besoin de se recentrer sur les emplois et la croissance.

Est-ce que les libéraux vont présenter une mise à jour économique cette semaine?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, il est très important d'avoir une approche pour l'économie et de donner aux Canadiens et aux Canadiennes de l'information au sujet de notre situation économique. Nous ferons une annonce au cours des prochains jours.

Nous allons maintenir notre approche qui vise à améliorer l'économie et à faire des investissements dans les Canadiens et les Canadiennes ainsi que dans les infrastructures. Ainsi, nous aurons un niveau de croissance économique important et le plus bas taux de chômage au pays.

[Traduction]

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le problème, c'est que l'approche des libéraux axée sur les hausses d'impôt, l'hyperréglementation et les emprunts excessifs est un échec. Elle crée peut-être des emplois ailleurs dans le monde, mais, depuis que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, les investissements étrangers directs au Canada ont chuté de 56 %, plus de 100 milliards de dollars d'investissements dans le secteur de l'énergie ont été annulés et cinq pays du G8, c'est-à-dire le Japon, l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et même la Russie ont un taux de chômage considérablement plus bas que celui du Canada.

Le premier ministre renoncera-t-il à cette ligne de conduite?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à reconnaître que nous devons effectivement continuer à chercher des moyens pour que l'économie se porte bien.

Notre approche a été d'investir dans l'économie, et elle a manifestement fonctionné. Nous avons réussi à atteindre un niveau de croissance supérieur à ce que nous aurions pu atteindre autrement. On prévoit que, l'année prochaine, le taux de croissance du Canada soit l'un des plus élevés des pays du G7, et, bien sûr, nous continuerons à investir partout au pays pour assurer la stabilité de l'emploi aux quatre coins du Canada, y compris dans les régions qui connaissent des difficultés particulières.

* * *

*[Français]***LE COMMERCE INTERNATIONAL**

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, hier, l'opposition officielle a reçu un breffage sur l'ALENA après la signature de celui-ci. Nous avons encore plus de questions que de réponses. Les inquiétudes sont nombreuses au sujet des secteurs de l'aluminium, de l'automobile et de l'agriculture. Le premier ministre ne peut pas s'attendre à ce qu'on accepte cet accord sans faire les vérifications nécessaires.

Quand est-ce que les libéraux vont rendre publiques les évaluations d'impact du nouvel ALENA?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, je veux être très claire: cette entente met fin à la menace existentielle auquel notre pays fait face depuis que Donald Trump a menacé de déchirer l'ALENA. C'était un vrai danger pour notre économie et notre pays. Nous avons évité ce danger. Pour le Canada, il ne reste qu'à ratifier cet accord modernisé et mis à jour. Mettre en péril la ratification du nouvel ALENA équivaut à juger la politique partisane plus importante que l'intérêt national.

[Traduction]

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, nous demandons d'avoir accès à l'analyse d'impact économique pour pouvoir prendre une décision éclairée.

Alors que les humoristes font leurs choux gras du comportement peu diplomatique du premier ministre au palais de Buckingham, il n'y a pas de quoi rire pour les Canadiens. La relation entre le Canada et les États-Unis est primordiale. La politique étrangère, la politique de défense nationale et les partenariats commerciaux du Canada sont tous fondés sur une relation avec les États-Unis qui a longtemps été solide et positive.

Que fera le premier ministre pour rétablir le lien de confiance et l'esprit de collaboration avec le président des États-Unis afin de défendre les intérêts du Canada...

● (1425)

Le Président: La vice-première ministre a la parole.

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, je peux dire à la députée ce que le premier ministre fera et ce qu'il est déjà en train de faire, c'est-à-dire obtenir la ratification d'un accord commercial modernisé avec les États-Unis, le pays voisin du Canada et son plus important partenaire. Je dois dire que nous sommes bien conscients de former un gouvernement minoritaire et que cette question constitue une grande responsabilité historique qui revient à tous les députés.

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, l'acier est protégé, mais pas l'aluminium. L'aluminium est produit au Québec, l'acier l'est en Ontario.

Encore une fois, Ottawa a bradé les intérêts de l'économie du Québec au nom des intérêts supérieurs du Canada. Les travailleurs de l'aluminium ont été abandonnés, comme l'ont été avant eux les producteurs de lait, les producteurs fromagers, les employés de Rona, les travailleurs forestiers, nos créateurs, les gens de nos chantiers maritimes et j'en passe.

Est-ce qu'au lieu de nier une évidence que tout le monde reconnaît, le gouvernement peut offrir une réelle protection aux travailleurs des régions du Québec?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, notre gouvernement est résolu à défendre le secteur de l'aluminium et ses travailleurs. Nous nous sommes battus pour une levée totale des tarifs américains sur l'aluminium. Seuls le Canada et le Mexique ont cette levée.

Lorsque le nouvel ALENA sera ratifié, nous aurons la garantie que 70 % de l'aluminium qu'on retrouvera dans les voitures sur le territoire couvert par l'ALENA proviendra de l'Amérique du Nord. Le pourcentage actuel est de zéro.

Nous devons ratifier cet accord.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, il semble n'y avoir que le gouvernement qui croit encore cette fable.

Le nationalisme économique sert bien les Québécois et les travailleurs du Québec, que le gouvernement, par contre, sacrifie au nom des intérêts supérieurs du Canada. Le premier ministre répète, jusqu'à ce qu'on ne l'entende plus, qu'il a protégé les travailleurs de l'aluminium. Cela est vrai. Il a protégé ceux de la Chine, de l'Inde et de la Russie, mais pas ceux du Québec.

Le premier ministre réalise-t-il qu'il invite carrément les aluminiumeries à renoncer à leurs investissements au Québec et à plutôt in-

vestir en Asie, avant de ramener leur acier sous le nez des travailleurs de la Côte-Nord, de Bécancour et du Saguenay—Lac-Saint-Jean?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, c'est très important. C'est un moment historique pour toute la Chambre. C'est important de parler des faits et de la réalité.

La réalité, c'est que cet accord modernisé donnera des avantages au secteur de l'aluminium, donnera des avantages au Québec et donnera des avantages à tous les Canadiens et Canadiennes.

Ce n'est pas le moment de faire preuve de partisanerie. C'est le moment de défendre l'intérêt national.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, hier, tous les parlementaires étaient d'accord sur le fait que le gouvernement doit accepter la décision du tribunal et arrêter la discrimination des enfants autochtones. Cela veut dire que le gouvernement doit suivre les ordonnances, arrêter de poursuivre les enfants dans les cours de justice, et cela veut dire aussi que le gouvernement doit s'assurer que les enfants et les familles ne témoignent pas dans les cours de justice.

Ma question pour les libéraux est la suivante: est-ce que le premier ministre va maintenant arrêter de poursuivre les enfants autochtones dans les cours de justice?

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, nous devons indemniser les enfants des Premières Nations qui ont subi un préjudice en raison des politiques gouvernementales antérieures. Nous cherchons une solution globale, juste et équitable. C'est pourquoi j'ai demandé au sous-ministre adjoint de travailler avec les personnes impliquées dans le Tribunal canadien des droits de la personne, le TCDP, et celles impliquées dans le recours collectif Moushoom afin d'élaborer la meilleure méthode possible pour tous les enfants touchés.

Notre engagement à mettre en œuvre d'autres ordonnances du TCDP ou à réformer les services à l'enfance et à la famille ne change en rien. Ce travail se poursuivra.

● (1430)

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, ce n'est pas suffisant. Les enfants autochtones et leur famille ont envoyé un message clair. Ils veulent qu'on cesse de les traîner devant les tribunaux et de les traiter de façon discriminatoire. C'est très simple.

En fait, dans sa décision, le tribunal a dit non seulement que le gouvernement a fait preuve de discrimination envers les enfants autochtones, mais aussi qu'il s'agissait d'un acte « délibéré » et « inconsideré », et des enfants meurent à cause de cela.

La question est très simple. Toute la Chambre a convenu de respecter la décision du tribunal. Le gouvernement va-t-il respecter les droits fondamentaux de la personne et cesser de traîner les enfants autochtones devant les tribunaux?

Questions orales

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, nous nous plions déjà à toutes les ordonnances du Tribunal canadien des droits de la personne afin de remédier à la surreprésentation des enfants autochtones chez les enfants pris en charge. Nous avons presque doublé le financement des services à l'enfance et à la famille, et plus de 483 000 demandes d'application du principe de Jordan ont été approuvées.

Nous convenons qu'il faut respecter les plus récentes ordonnances voulant qu'on indemnise les enfants autochtones ayant subi des préjudices à cause des politiques gouvernementales. Le Tribunal canadien des droits de la personne a demandé aux parties de s'entendre sur la forme exacte que prendra l'indemnité, et c'est exactement ce que nous faisons.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, la vice-première ministre est reconnue pour son appui à l'ordre international fondé sur des règles. D'ailleurs, elle a même déjà affirmé à la Chambre qu'il était absolument essentiel pour l'intérêt du Canada de défendre cet ordre.

La vice-première ministre considère-t-elle toujours qu'il est essentiel que le Canada défende l'ordre international fondé sur des règles dans tous les accords commerciaux auxquels il est partie, y compris l'ALENA?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, je vais donner quelques-unes des raisons qui font que le nouvel ALENA est un bien meilleur accord que celui qu'il remplace pour ce qui est de soutenir l'ordre international fondé sur des règles.

Une de ces raisons est que le nouvel ALENA confère un mécanisme de règlement des différends entre États beaucoup plus solide que l'ancien — ce qu'on appelait le chapitre 20 et qui sera dorénavant le chapitre 30. Une deuxième raison est que nous nous sommes débarrassés des dispositions investisseur-État. En troisième lieu, nous avons conservé le chapitre 19.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, l'ordre international fondé sur des règles est plus qu'un simple slogan. Cette modernisation de l'ALENA devrait faire en sorte que les trois partenaires de l'ALENA adhèrent aux règles les plus strictes, notamment en ce qui concerne l'aluminium, et qu'il n'y ait pas de transbordement d'aluminium étranger dans notre pays. Cet accord devrait également permettre au Canada d'appliquer à l'aluminium les règles d'origine qui s'appliquent à l'acier et ainsi d'assurer la prospérité de cette industrie canadienne de calibre mondial.

Dans le cadre des négociations, la ministre a-t-elle atteint tous les objectifs concernant les règles d'origine sur l'aluminium?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne l'aluminium, permettez-moi de dire aux députés ce que le gouvernement a réussi à faire.

Tout d'abord, nous avons réussi à faire lever les tarifs prévus à l'article 232 qui étaient imposés sur l'aluminium. Ce n'est pas rien. Soyons clairs: le Canada est aujourd'hui le seul grand producteur d'aluminium à avoir accès au marché américain en franchise de droits.

Deuxièmement, avec le nouvel ALENA — qui, je l'espère, entrera en vigueur très bientôt avec l'appui de mes collègues d'en face —, le secteur de l'aluminium bénéficiera d'une bonification de l'exigence de contenu de l'ordre de 70 %.

[Français]

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, M. Sylvain Maltais, du Syndicat des Métallos, est ici aujourd'hui pour nous faire part des inquiétudes des travailleurs relativement au fait que le marché nord-américain de l'aluminium n'est pas plus protégé que cela.

Le gouvernement a manqué de patience et a démontré qu'il n'avait pas grand respect pour l'aluminium le plus vert sur la planète. Je me souviens que, lorsque premier ministre est venu chez nous, il a très bien dit qu'il allait se battre pour défendre notre industrie de l'aluminium.

Quelle solution a-t-il pour protéger notre marché et pour exporter davantage notre aluminium sagueéen?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, j'ai aussi eu une rencontre avec le Syndicat des Métallos. Le leader du gouvernement à la Chambre des communes était avec moi.

Je me suis rendue à l'usine à deux reprises. Nous avons discuté de l'aluminium québécois. C'était une conversation constructive, comme toutes mes conversations avec nos syndicats de l'excellent secteur de l'aluminium. Notre gouvernement, comme les travailleurs le savent, est résolu à défendre le secteur de l'aluminium et les travailleurs du secteur.

● (1435)

[Traduction]

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, l'industrie canadienne de l'automobile est en difficulté. La perte de 1 500 emplois chez Chrysler et de 450 emplois chez Ford, combinée à la fermeture de l'usine d'assemblage de GM à Oshawa, est la preuve que l'industrie est en crise. Or, le premier ministre ferme les yeux sur cette crise. Alors qu'il devrait tout faire pour garder les emplois au Canada, le premier ministre vient d'accepter de nouvelles règles qui nuisent à l'industrie canadienne de l'aluminium. Par surcroît, il s'ingénie à attirer l'hostilité du président des États-Unis.

Quand le premier ministre considérera-t-il que la crise dans le secteur canadien de l'automobile est une priorité?

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, nous avons toujours soutenu le secteur de l'automobile et ses travailleurs. Les 440 millions de dollars investis par le gouvernement ont permis d'aller chercher plus de 6 milliards de dollars d'investissements dans le secteur de l'automobile depuis 2015. Au cours des trois premières années de notre mandat, 10 000 emplois ont été créés dans ce secteur, car, contrairement au gouvernement conservateur, nous avons su prendre le virage. Par contraste, au cours des trois premières années de mandat du gouvernement conservateur, le secteur avait enregistré une perte de 20 000 emplois, et ce, avant même que la récession ne se fasse sentir.

En ce qui a trait à l'ALENA, les règles d'origine fourniront plus de possibilités pour la chaîne d'approvisionnement du Canada, car une plus grande partie des pièces proviendront de fournisseurs locaux.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Candice Bergen (leader à la Chambre de l'opposition officielle, PCC): Monsieur le Président, alors que nos voisins du Sud ont créé plus de 250 000 emplois le mois dernier, au Canada, 71 000 personnes se sont retrouvées sans emploi. Toutefois, la situation dans le secteur des ressources naturelles et de l'énergie est encore pire. Au cours des deux dernières années, le nombre d'emplois dans les secteurs minier, pétrolier et gazier du Canada a diminué de plus de 3 %, tandis que, aux États-Unis, le nombre d'emplois dans ces secteurs a augmenté de plus de 15 %. C'est ce qui arrive lorsque le premier ministre refuse d'appuyer les secteurs pétrolier, gazier et minier canadiens.

Quand le premier ministre va-t-il enfin se mettre au travail et faire quelque chose pour que ces industries retrouvent les emplois perdus?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de signaler que, au cours des deux dernières semaines, les résultats de nos efforts visant à acheminer les ressources vers les marchés ont été plutôt bons.

Les travaux de construction du pipeline TMX sont en cours et, de plus, je suis heureux de signaler...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je vais devoir interrompre le ministre une seconde. J'ai de la difficulté à entendre sa réponse, que nous attendons tous avec impatience, j'en suis sûr.

Je sais que certains députés chuchotent, sauf qu'il y en a parmi eux qui ont une voix remarquable qui porte beaucoup. Je suis sûr que leur intention n'est pas de crier. Ils essaient simplement de parler à leur voisin, mais je veux qu'ils soient conscients que l'on est en train de répondre à une question.

Monsieur le ministre des Ressources naturelles, poursuivez.

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes conscients que le secteur traverse une période difficile, mais nous savons que les choses sont en train de s'améliorer en raison de la construction du pipeline TMX. Nous savons que la situation s'améliore avec la canalisation 3, qui est maintenant en service du côté canadien de la frontière. Cela ouvre des débouchés non seulement à l'industrie elle-même, mais aussi aux travailleurs autochtones qui vivent le long du tracé des pipelines.

L'hon. Candice Bergen (leader à la Chambre de l'opposition officielle, PCC): Monsieur le Président, là d'où nous venons, « plutôt bon » est probablement l'équivalent de quelque chose comme un D+, alors ce n'est pas assez. De toute évidence, c'est dû aux politiques du gouvernement. Le premier ministre a vraiment préparé le terrain pour une récession d'origine purement canadienne. Ce qui est choquant, c'est que les libéraux ne semblent pas en être conscients. « Plutôt bon », ce n'est tout simplement pas suffisant.

Quand le gouvernement reconnaîtra-t-il qu'une partie du pays est littéralement en crise? Des familles sont en train de tomber en mor-

Questions orales

ceaux. Des centaines de milliers d'emplois disparaissent. « Plutôt bon », ce n'est pas suffisant.

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je reconnais que des résultats « plutôt bons » ne suffisent pas. Toutefois, je me demande quelle note on donnerait à un gouvernement incapable de construire le TMX et de terminer la construction de la canalisation 3 du côté canadien de la frontière. Moi, je donnerais un F.

* * *

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Monsieur le Président, je précise la réalité pour Mme la vice-première ministre. La réalité, c'est que le nouvel ALENA est une trahison des travailleurs de l'aluminium au Québec. Nous parlons du Saguenay—Lac-Saint-Jean, mais aussi des 900 travailleurs de chez Alouette à Sept-Îles. Nous parlons aussi des 700 travailleurs d'Alcoa à Baie-Comeau, ainsi que des familles de Bécancour et de Deschambault.

Tous ces gens sont aussi importants que les travailleurs de l'acier. Tous ces gens et leurs métiers méritent d'être traités à leur juste valeur. Le gouvernement peut-il m'expliquer en quoi les emplois des travailleurs de l'acier valent plus que ceux des travailleurs de l'aluminium chez nous?

● (1440)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, le nouvel ALENA est excellent pour tous les travailleurs du Canada, y compris pour les travailleurs de l'aluminium. Jean Simard, président et chef de la direction de l'Association de l'aluminium du Canada, a même dit que le nouvel ALENA était la voie à suivre. Ce sont les travailleurs de l'aluminium eux-mêmes qui disent cela.

Mettre en péril la ratification du nouvel ALENA équivaut à juger que la politique partisane est plus importante que l'intérêt national. Nous ne faisons pas cela dans notre gouvernement.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement prétend que les intérêts du Québec et les changements climatiques sont des priorités.

Or, quand le Bloc québécois a voulu inclure dans le discours du Trône le respect des lois environnementales du Québec, ce qui était justement une demande expresse du gouvernement du Québec pendant la campagne électorale, tant les conservateurs que les libéraux ont voté contre. Il est pourtant essentiel en matière de lutte contre les changements climatiques de s'assurer que les lois environnementales les plus strictes s'appliquent.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de s'engager à la fois envers le Québec et envers l'environnement?

Questions orales

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, nous travaillons bien sûr de façon constructive avec toutes les provinces du Canada. Le domaine des transports soulève souvent des enjeux environnementaux qui ont un volet fédéral, mais aussi un volet provincial. C'est le cas par exemple de la voie de contournement de Lac-Mégantic. Une étude et des recommandations ont été faites par le BAPE, et nous respectons ces recommandations qui proviennent de la province du Québec.

* * *

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement nous a dit comprendre le message lancé par le Québec aux élections. Les conservateurs de leur côté nous assurent qu'ils veulent défendre les compétences du Québec. Pourtant, l'un comme l'autre, ont voté contre l'ajout des priorités québécoises au discours du Trône. Ils ont voté contre le respect des lois environnementales du Québec, contre la protection de la gestion de l'offre et contre la hausse des transferts en santé.

Comment le gouvernement peut-il se justifier d'avoir encore, comme les conservateurs, voté contre le Québec?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a 35 Québécois fiers de l'être qui siègent de ce côté-ci de la Chambre et qui collaborent chaque jour avec le gouvernement du Québec et avec les différentes municipalités.

Qu'il s'agisse de projets d'infrastructure, de questions environnementales ou de dossiers très précis comme le nouveau pont Champlain sans péage à Montréal, le prolongement de l'autoroute 19 ou tous les investissements que nous avons faits en culture, nous le faisons parce que nous avons l'intérêt du Québec et des Québécois à cœur.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, on sait déjà que le Canada a perdu 71 000 emplois en novembre. On sait aussi que le taux d'insolvabilité a augmenté de 13 % et que la moitié des Canadiens sont à 200 \$ de l'insolvabilité. On apprend que, ces derniers mois, le taux de défaillance pour les dettes non hypothécaires a rejoint un record vieux de sept ans.

Est-ce que le gouvernement crée les conditions pour une récession fabriquée au Canada?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, il y a quatre ans, le niveau de croissance économique était très bas et le niveau de chômage, trop haut. Nous avons décidé d'investir dans les familles et d'investir dans les infrastructures et nous avons maintenant une économie qui est en croissance.

C'est sûr que nous avons toujours des défis, mais nous allons continuer nos investissements pour améliorer la situation des gens qui ont des défis. De cette façon, nous allons avoir une économie qui est bonne pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, nous savons déjà que nous avons perdu 71 000 emplois le mois dernier et que le nombre de personnes insolubles a augmenté de 13 %, un sommet inégalé en 10 ans. Maintenant, nous appre-

nons, par ailleurs, que le nombre de Canadiens incapables de rembourser le solde de leur carte de crédit a atteint son plus haut niveau au troisième trimestre en sept ans.

Le gouvernement n'est-il pas en train de créer les conditions d'une récession purement canadienne?

● (1445)

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, il est toujours important de reconnaître qu'il y a des problèmes. Les Canadiens éprouvent des difficultés dans certaines régions du pays. Nous devons nous concentrer sur la manière de nous attaquer aux problèmes auxquels ils font face.

En même temps, nous devons reconnaître que c'est en investissant dans notre avenir commun que nous pouvons, en fait, connaître le succès. Les Canadiens ont entre autres créé plus d'un million d'emplois au cours des quatre dernières années. Nous allons poursuivre nos investissements pour relever les défis et faire en sorte que les gens aient confiance en l'avenir, leur avenir et celui de leur famille.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, la confiance n'est pas ce qu'exprime Equifax. Son vice-président a déclaré qu'il y a eu une « importante augmentation du nombre de faillites chez les consommateurs ». Ainsi, au troisième trimestre, le nombre de défauts de paiement sur la dette non hypothécaire est à son plus haut depuis sept ans. Le nombre de personnes qui sont devenues insolubles a atteint son sommet des dix dernières années. Soixante et onze mille personnes ont perdu leur emploi. Le ministre continue de dire: « Ne vous inquiétez pas et soyez heureux », alors que les Canadiens perdent du terrain sur le plan financier et perdent leur emploi. Pourquoi lui et son gouvernement continuent-ils de créer les conditions d'une récession fabriquée au Canada?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): En fait, monsieur le Président, nous venons tout juste de terminer une campagne électorale où nous avons dit qu'il nous fallait être très attentifs aux problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés. C'est la raison pour laquelle nous devons continuer à investir. C'est la raison pour laquelle nous devons reconnaître que des mesures comme celle que nous proposons cette semaine — une réduction d'impôt visant 20 millions de Canadiens — sont efficaces pour inspirer confiance à nos concitoyens et leur permettre d'avoir assez d'argent pour eux-mêmes et leurs familles. Nous allons poursuivre notre approche en matière d'investissement. C'est une approche qui a fait ses preuves. Compte tenu des problèmes auxquels nous sommes confrontés, il est important que nous maintenions le cap.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, lorsqu'il est question des Premières Nations, le premier ministre dit une chose et fait son contraire. D'un côté, il dit qu'il croit en la réconciliation et, de l'autre, il traîne les enfants des Premières Nations en cour. Au lieu de commencer la réconciliation, son gouvernement continue la colonisation. Soyons clairs, la négligence du gouvernement envers ces jeunes est en train de coûter des vies.

Est-ce que le gouvernement va arrêter de poursuivre les enfants des Premières Nations en cour, oui ou non?

Questions orales

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, jusqu'à maintenant, nous nous conformons pleinement à toutes les ordonnances du tribunal afin de régler le problème de la surreprésentation des enfants des Premières Nations pris en charge. En fait, nous avons presque doublé le financement des services à l'enfance et à la famille et près de 500 000 personnes ont été approuvées conformément au principe de Jordan.

Nous sommes d'accord avec l'ordonnance de la cour la plus récente sur l'indemnisation des enfants des Premières Nations victimes des politiques gouvernementales. Le tribunal a demandé aux parties de discuter pour déterminer la procédure à suivre pour l'indemnisation des victimes et c'est ce que nous faisons.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, depuis que le premier ministre a commencé sa vendetta juridique contre le Tribunal canadien des droits de la personne, plus de 100 enfants des Premières Nations sont décédés en Ontario seulement. Parmi eux, Devon Freeman, âgé de 16 ans, dont le corps est demeuré pendu à un arbre pendant sept mois devant le foyer de groupe. Cela fait plus d'un an que les avocats du premier ministre ont dit au Tribunal canadien des droits de la personne qu'ils n'allaient pas négocier avec Cindy Blackstock au sujet de l'indemnisation, et qu'ils allaient plutôt passer par les tribunaux. Ils sont toujours devant les tribunaux pour essayer de faire annuler cette décision.

Le Parlement a ordonné au gouvernement libéral de mettre fin à cette vendetta. Quand les libéraux vont-ils rappeler leurs avocats?

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes d'accord qu'il faut indemniser les enfants autochtones qui ont été lésés par les politiques de gouvernements antérieurs. Nous cherchons une solution à la fois globale, juste et équitable. Voilà pourquoi j'ai demandé à mon sous-ministre adjoint de collaborer avec les personnes qui travaillent avec le Tribunal canadien des droits de la personne et dans le cadre du recours collectif Moushoom afin d'élaborer la meilleure méthode possible qui inclut tous les enfants touchés.

Rien ne change quant à notre engagement à nous conformer aux ordonnances du Tribunal canadien des droits de la personne ou même à réformer les services à l'enfance et à la famille. Ce travail se poursuivra.

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. Je souhaite remercier les gens de Sydney—Victoria de m'avoir élu, ainsi que les bénévoles qui, grâce à leur travail formidable, ont grandement contribué à notre victoire.

[Le député s'exprime en micmac et fournit le texte suivant:]

Msit Nokomatut, Eymu'tik tan teluwitmek UN year ujit Lnu'`sl-tikw, aq kejitu teplutaqn etek ujit apoqnmitamukw tan teli Lnu'`sl-tikw. Ketu pipanimk mawi espipite'w Kaplnewel maliaptoq Inuekatik, tali kisi apoqnmatsnukw tan teli Lnu'`sltukiw ujit elmkinek. Mita menuaqlu'kik nutkwotlitewk siawi'`Inuisltenew iapjuj.

[Le député fournit un texte en anglais dont voici la traduction:]

Toutes mes relations, les Nations unies ont désigné 2019 comme l'Année des langues autochtones. La question que j'aimerais poser au ministre des Services aux Autochtones est la suivante: même si une loi protège maintenant les langues autochtones, comment prévoit-on appliquer la loi pour s'assurer que les générations futures

d'Autochtones possèdent les ressources nécessaires pour continuer à parler fièrement leurs langues?

[Traduction]

• (1450)

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.):

[Le député s'exprime en micmac et fournit le texte suivant:]

Wela'lin ta'n telpi panigasim.

[Le député fournit un texte en anglais dont voici la traduction:]

Monsieur le Président, je remercie le député de sa question.

[Traduction]

Nous mettons en œuvre la Loi sur les langues autochtones en collaboration avec ceux qui sont les mieux placés pour revitaliser leurs langues, les peuples autochtones et les enseignants autochtones. Nous allons investir 337 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour les langues autochtones, et 1 500 \$ par année pour chaque élève des Premières Nations, de la maternelle à la douzième année, dans le cadre de la nouvelle politique de financement de l'éducation élaborée conjointement.

Le gouvernement reste fermement résolu à appuyer les langues autochtones.

* * *

[Français]

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC): Monsieur le Président, malgré les 35 députés élus du Québec, les libéraux n'ont répondu à aucune des demandes du Québec dans le discours du Trône: pas de déclaration de revenus unique, pas d'engagement pour le troisième lien de la région de Québec ni de volonté d'accorder plus d'autonomie en matière d'immigration.

C'est à se demander quelle entente le gouvernement a conclue avec le Bloc pour que celui-ci appuie aussi rapidement le discours du Trône.

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, il n'y a pas eu de discussions dans les couloirs avant ce discours du Trône. Le discours du Trône, comme on le sait, est un document qui parle des grands thèmes que ce gouvernement va mettre en pratique. Les détails vont venir, les projets vont venir, et à ce moment-là l'opposition pourra nous juger.

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, nous, les conservateurs, avons à cœur la nation québécoise et allons travailler sans relâche pour que le Québec soit fort dans un Canada uni. Devant l'empressement du Bloc québécois d'appuyer les libéraux concernant le discours du Trône, on a oublié trois demandes du Québec: une déclaration de revenus unique, plus d'autonomie en immigration et un troisième lien entre Lévis et Québec.

Où sont-ils, les députés libéraux et du Bloc québécois, quand c'est le temps de travailler pour les intérêts supérieurs du Québec?

Questions orales

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes ici et il y en a 35 qui sont ici pour le Québec. Nous allons travailler pour les intérêts du Québec. Tout ce que je peux dire, c'est que j'espère que l'opposition va travailler avec nous pour les intérêts du Québec et du Canada.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Gerald Soroka (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, les premiers ministres provinciaux sont tous d'accord pour que nous fassions la promotion de nos ressources naturelles de manière responsable. L'exportation d'une plus grande quantité de gaz naturel liquéfié par les producteurs canadiens abaissera les émissions mondiales et créera de bons emplois bien rémunérés. Après la perte de 71 200 emplois le mois dernier, le moment ne pourrait pas être mieux choisi.

Le ministre de l'Environnement s'engagera-t-il à modifier le projet de loi C-69 pour permettre la construction d'un plus grand nombre d'usines de gaz naturel liquéfié?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je rappelle à tous que LNG Canada représente le plus gros investissement du secteur privé de l'histoire du Canada. C'est un investissement de 40 milliards de dollars qui va créer 10 000 emplois lorsque la construction battra son plein, qui se traduira par des centaines de millions de dollars en contrats de construction pour des entreprises autochtones et qui aura la plus faible intensité carbonique parmi les grandes usines de gaz naturel liquéfié du monde en plus de contribuer à réduire les émissions des centrales au charbon sur les marchés asiatiques.

M. Tako Van Popta (Langley—Aldergrove, PCC): Monsieur le Président, ma province, la Colombie-Britannique, peut contribuer substantiellement à la lutte contre les changements climatiques mondiaux en fournissant du gaz naturel liquéfié propre au Canada et au reste du monde; or, cette industrie est soumise à des restrictions excessives et les investisseurs perdent confiance.

L'Ouest canadien a besoin que le projet de loi C-69, le projet de loi anti-pipelines, soit modifié pour que ce secteur puisse se développer au maximum.

Quand le gouvernement apportera-t-il les modifications nécessaires au projet de loi C-69?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est bien placé pour devenir un joueur de premier plan dans le secteur mondial du gaz naturel liquéfié. Nous prenons des mesures pour être le producteur de gaz naturel liquéfié le moins polluant du monde.

Des projets comme LNG Canada créent des emplois pour les Canadiens, des possibilités pour les entreprises autochtones...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Tout se déroulait tellement bien. Je rappelle aux députés que, lorsque quelqu'un pose une question ou répond à une question, nous voulons l'entendre. Je vais maintenant laisser le ministre finir de répondre.

Le ministre des Ressources naturelles a la parole.

• (1455)

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur le Président, nous participons présentement à la Conférence de Madrid et nous nous employons à trouver les solutions les plus avantageuses pour l'environnement et l'économie.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Monsieur le Président, hier, Raïf Badawi a entamé une nouvelle grève de la faim, une autre grève de la faim pour attirer l'attention du monde sur son emprisonnement injuste en Arabie saoudite, une autre grève de la faim pour attirer l'attention du Canada, qui le laisse croupir en prison depuis sept ans, une autre grève de la faim qui accentuera encore davantage l'inquiétude de son épouse, Mme Ensaf Haidar, que je salue, et de ses enfants. Il leur manque.

Qu'est-ce que cela va prendre pour que le gouvernement s'active enfin pour faire libérer Raïf Badawi?

M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, la promotion et la protection des droits de la personne, y compris le droit à la liberté d'expression, de conscience et de religion ou de croyance, font partie intégrante de la politique étrangère du Canada. Nous restons extrêmement préoccupés par le cas de Raïf Badawi.

[Traduction]

Nous avons plaidé son cas devant les plus hautes instances. Nous avons lancé un appel à la clémence à maintes reprises. Nous allons soutenir M. Badawi. Nous allons appuyer tous ceux qui sont confrontés à des violations des droits de la personne dans le monde.

[Français]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Monsieur le Président, l'heure n'est plus aux beaux discours.

C'est scandaleux qu'après sept ans, Raïf Badawi croupisse encore en prison sans avoir commis le moindre crime. Si le gouvernement est capable de s'asseoir et de travailler avec l'Arabie saoudite au G20, s'il est capable de s'asseoir avec l'Arabie saoudite pour faire des affaires, notamment pour lui vendre des armes, il est certainement capable de s'asseoir avec l'Arabie saoudite pour exiger la libération de Raïf Badawi.

Quelles actions concrètes le gouvernement entend-il entreprendre pour le faire enfin libérer?

[Traduction]

M. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à assurer à tous les députés que nous sommes de tout cœur avec M. Badawi et sa famille. Le premier ministre s'est entretenu directement avec le prince héritier saoudien et avec le roi d'Arabie saoudite au sujet de ce cas particulier. Nous avons soulevé la question directement auprès du ministre saoudien des Affaires étrangères.

Notre objectif n'est pas d'épater la galerie, mais de nous employer avec persévérance, calme et patience à ce que M. Badawi rejoigne sa famille.

L'AGRICULTURE

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je pose une question à la Chambre, je m'en voudrais de ne pas d'abord remercier les habitants de Bruce—Grey—Owen Sound de m'avoir accordé le plaisir de continuer à les servir ainsi que les Canadiens.

La semaine dernière, alors que j'écoutais le discours du Trône, j'ai été très déçu de constater qu'on y faisait très peu mention du Canada rural et du secteur agricole essentiel et diversifié.

Les agriculteurs de l'Ontario éprouvent des difficultés en raison d'une capacité d'abattage insuffisante et de l'incapacité de vendre des bovins engraisés aux États-Unis. Le gouvernement a raté une échéance cruciale pour soumettre une demande de statut de risque négligeable à l'Organisation mondiale de la santé animale. Pourquoi?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, nous comprenons que la fermeture d'une usine de transformation de la viande en Ontario a des répercussions importantes sur les producteurs de bovins, mais nous ne pouvons pas faire des compromis en ce qui concerne la salubrité des aliments. Le gouvernement collabore avec l'industrie et l'Ontario pour trouver des solutions de rechange à court terme et déterminer comment la capacité de transformation de la viande peut être accrue.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, Battle River—Crowfoot est fier de produire du bœuf qui se classe parmi les meilleurs du monde. Par ailleurs, il se remet toujours de la crise de l'ESB qui a presque dévasté l'industrie il y a 15 ans. Cependant, les libéraux lui ont fait perdre énormément de terrain sur la voie du rétablissement en ratant l'échéance pour soumettre une demande de statut de risque négligeable à l'Organisation mondiale de la santé animale. Les éleveurs de l'Alberta éprouvent des difficultés en raison de cette erreur des libéraux.

La ministre de l'Agriculture pourrait-elle expliquer simplement à l'industrie canadienne du bœuf pourquoi le gouvernement a raté cette échéance?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement défendra toujours les éleveurs et les agriculteurs. Nous savons à quel point il est important pour le secteur du bœuf d'obtenir le statut de risque négligeable d'ESB.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments collabore avec le secteur du bœuf pour présenter une demande en bonne et due forme à l'Organisation mondiale de la santé animale au printemps 2020.

• (1500)

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Monsieur le Président, je profite de cette première occasion d'intervenir à la Chambre pour remercier les habitants de Chatham—Kent—Leamington de m'avoir donné l'occasion de servir.

Le fait que les libéraux aient omis de demander le statut de risque négligeable auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale en juillet dernier est une preuve flagrante de leur incompétence. À cause de cette erreur ridicule, les bovins nourris au Canada ne peuvent être vendus sur le marché américain.

Pourquoi donc le premier ministre a-t-il reconduit le mandat de la ministre de l'Agriculture, qui a laissé passer la date limite de pré-

Questions orales

sentation des demandes, ce qui coûte cher aux agriculteurs canadiens?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement appuiera toujours les éleveurs et les agriculteurs. Nous savons à quel point il est important pour le secteur de la viande bovine d'obtenir un statut de risque d'ESB négligeable.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments collabore avec le secteur du bœuf pour préparer une demande bien étoffée à l'Organisation mondiale de la santé animale pour le printemps 2020.

Le Président: Je tiens à rappeler aux députés qu'ils ne devraient pas utiliser certains mots, que ce soit dans une déclaration à la Chambre ou en criant de part et d'autre de l'allée. Je sais que les députés n'aiment pas être rappelés à l'ordre, mais certains mots sont à la limite de ce qui est acceptable et quelque peu offensants.

Le député de Whitby a la parole.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, comme je prends la parole pour la première fois à la Chambre, je souhaite remercier les habitants de Whitby de m'avoir élu.

L'Allocation canadienne pour enfants instaurée par le gouvernement est la politique sociale la plus innovante qui soit depuis une génération. Elle a permis de remettre plus l'argent, non imposable, dans les poches de 9 familles sur 10 et a contribué à sortir de la pauvreté près de 300 000 enfants.

Le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social peut-il expliquer à la Chambre ce que fera le gouvernement pour continuer à aider les parents et les enfants qui en ont le plus besoin en misant sur le succès remporté par cette allocation?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour féliciter le député de Whitby de son élection à la Chambre.

Le gouvernement a instauré et bonifié l'Allocation canadienne pour enfants dans le but précis d'aider les familles à assumer les coûts toujours croissants d'élever des enfants. Nous reconnaissons, toutefois, que le but n'est pas atteint, et c'est pourquoi nous allons la bonifier encore de 15 % pour les enfants de moins d'un an. Ainsi, ce sont jusqu'à 1 000 \$ de plus qui seront versés directement aux familles pendant la période où elles en ont le plus besoin.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

M. Eric Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC): Monsieur le Président, voilà plus de six mois que les habitants de l'Est de l'Ontario attendent une réponse du gouvernement fédéral à propos de financement essentiel pour l'infrastructure.

En juillet, plusieurs projets ont été approuvés par le gouvernement de l'Ontario, dont le projet d'embellissement des rues de Morrisburg et l'élargissement de la route de comté 43 à Kemptville. Comme l'actuel gouvernement n'a pas donné de réponse, les projets n'ont pas été entamés et une autre saison de construction a été perdue.

Questions orales

Quand le gouvernement cessera-t-il de tergiverser et de faire traîner les choses, de sorte que les municipalités des régions rurales de l'Est de l'Ontario puissent voir ces projets concrétisés?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement sera toujours solidaire des Canadiens, en particulier ceux des petites localités rurales, et verra à ce que celles-ci puissent maintenir leur vitalité et leur dynamisme grâce à des investissements dans l'infrastructure.

Nous collaborons étroitement avec les municipalités et avec les provinces qui soumettent des initiatives. Nous avons prévu un fonds pour les petites localités dans l'enveloppe de l'infrastructure, laquelle se chiffre à 2 milliards de dollars. Nous avons hâte de brancher les Canadiens des petites localités pour que tous prospèrent.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, en août dernier, le chef de police de Toronto a fait une annonce-choc: plus de 300 personnes accusées de crimes commis au moyen d'une arme à feu étaient en liberté sous caution, libres de terroriser la région du Grand Toronto.

Les criminels savent que la peine n'est pas proportionnelle au crime. Ils savent qu'ils ont de nombreux droits et que leurs victimes n'en ont aucun.

Pourquoi le gouvernement libéral fait-il passer les droits des criminels avant ceux de leurs victimes et ceux des propriétaires d'arme à feu innocents d'endroits comme Parry Sound—Muskoka?

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, nous prenons la sécurité des Canadiens de toutes les collectivités très au sérieux. C'est précisément pourquoi le gouvernement resserrera le contrôle des armes à feu. Nous veillerons à ce que la police et les procureurs disposent des outils et des ressources dont ils ont besoin pour assurer la sécurité à l'échelle locale. Nous investirons dans les jeunes et les collectivités pour les aider à prendre de meilleures décisions.

Nous prenons des mesures concrètes pour lutter contre la violence partout au pays. Nous agissons pour assurer la sécurité dans les quartiers et lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs. Nous prenons des mesures concrètes pour réduire la criminalité en milieu rural. Nous prenons des mesures concrètes pour réduire la violence faite aux femmes et aux personnes vulnérables.

* * *

• (1505)

LE PATRIMOINE CANADIEN

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, les médias nous apprennent qu'une fonctionnaire du ministère du Patrimoine canadien a été sanctionnée pour avoir critiqué le premier ministre. Manjot Bains a en effet affirmé en entrevue qu'elle avait été choquée de voir le premier ministre arborer le « blackface ». Selon elle, c'est tout simplement inacceptable, quelle que soit l'année. Quand l'entrevue en question a été portée à l'attention des supérieurs de Mme Bains, elle a été réprimandée.

Le gouvernement peut-il confirmer la véracité de ce reportage?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, les fonctionnaires canadiens n'ont pas leur pareil, ils font un boulot du tonnerre pour les Canadiens et nous les en remercions.

Les employés du ministère du Patrimoine canadien doivent respecter une série de règles bien précises énoncées dans le code de conduite du ministère. Ils doivent aussi respecter les règles que la Commission de la fonction publique impose à l'ensemble des fonctionnaires.

Comme un grief a été déposé relativement à cette affaire et qu'il n'a pas encore été réglé, je ne peux pas en dire plus.

* * *

[Français]

LA PETITE ENTREPRISE

Mme Lyne Bessette (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, la Journée de l'entrepreneuriat féminin avait lieu le 19 novembre dernier. Ce fut l'occasion de réfléchir sur l'avancement de l'entrepreneuriat au féminin. Si nous avons encore beaucoup de travail à faire, le futur est prometteur, car 39 % des nouvelles entreprises créées en 2018 ont une femme à leur tête.

Est-ce que la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international peut faire connaître à la Chambre l'avancement de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat?

[Traduction]

L'hon. Mary Ng (ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je peux m'adresser à la Chambre, j'aimerais remercier les habitants de Markham—Thornhill de m'avoir fait suffisamment confiance pour les représenter ici.

Le gouvernement a à cœur le succès des entrepreneures et des entreprises dirigées par des femmes. Voilà pourquoi nous avons investi 2 milliards de dollars dans la toute première Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat. Cet investissement permettra d'ajouter jusqu'à 150 milliards de dollars à l'économie canadienne d'ici 2026.

Nous sommes fiers de contribuer à doubler le nombre d'entrepreneures et de les aider à exporter leurs produits et à créer encore plus de bons emplois pour les Canadiens de la classe moyenne.

* * *

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, une crise sévit sur la côte Ouest à l'heure actuelle en ce qui concerne le saumon sauvage et cette crise a des effets désastreux sur la région. Les montaisons des saumons sont à des creux historiques et certaines remontées emblématiques frôlent l'extinction. Le gouvernement doit agir sans délai. La situation ne fait qu'empirer. De nouvelles sommes doivent être investies maintenant dans la restauration, l'amélioration et la protection des habitats du saumon sauvage du Pacifique.

La ministre va-t-elle laisser le saumon sauvage du Pacifique subir le même sort que la morue de l'Atlantique ou va-t-elle s'attaquer à cette crise en adoptant des mesures d'urgence? Va-t-elle agir maintenant?

L'hon. Bernadette Jordan (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, comme je prends la parole pour la première fois à la Chambre, j'aimerais remercier les habitants de South Shore—St. Margarets de m'avoir réélue. Je profite également de l'occasion pour féliciter le député d'en face d'avoir été réélu. Je me réjouis de travailler avec lui sur des questions qui sont importantes aux yeux de tous les Canadiens.

Le saumon sauvage du Pacifique est très important pour l'économie et la culture de la Colombie-Britannique. Nous sommes conscients de son importance. Nous allons donc continuer de travailler avec les intervenants et avec nos partenaires dans ce dossier.

Nous serons heureux de travailler sur ces questions avec les députés de tous les partis.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, le gouvernement envisage d'approuver le projet minier Teck, porté par l'entreprise Frontier dans le Nord de l'Alberta. Ce chantier va devenir l'un des plus grands projets d'extraction de sables bitumineux au Canada, et va générer une augmentation massive des émissions de carbone. Près de 3 000 hectares de forêts anciennes seront détruits, de même que 14 000 hectares de terres humides.

Certaines des Premières Nations touchées n'ont pas été consultées parce qu'elles se trouvent dans les Territoires du Nord-Ouest. Elles s'opposent à ce projet.

Le gouvernement fera-t-il ce qui s'impose, c'est-à-dire rejeter le projet Teck?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je peux garantir au député qu'en vertu de la nouvelle Loi sur l'évaluation d'impact, nous allons faire nos devoirs. Nous allons superviser des évaluations environnementales justes et rigoureuses qui reposent sur des données scientifiques et des faits, ainsi que sur le savoir traditionnel autochtone.

Il s'agit d'un projet majeur. Nous sommes parfaitement conscients des décisions que devra prendre notre gouvernement d'ici environ un an. Nous allons examiner toute la gamme des facteurs qui entrent en ligne de compte.

• (1510)

[Français]

Mme Christine Normandin: Monsieur le Président, je demande le consentement unanime de la Chambre afin de déposer la motion suivante: Qu'il soit résolu par la Chambre d'octroyer à Raïf Badawi le titre de citoyen honoraire du Canada.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je suis désolé, mais je ne peux entendre les propos de la députée et je sais que les autres députés ne peuvent pas les entendre non plus. Sans les entendre, c'est très difficile de décider si on est d'accord ou non. Je vais laisser la députée de Saint-Jean continuer.

Mme Christine Normandin: Monsieur le Président, je vais répéter le contenu de la motion: Qu'il soit résolu par la Chambre d'octroyer à Raïf Badawi le titre de citoyen honoraire du Canada.

Le Président: L'honorable députée a-t-elle le consentement unanime de la Chambre afin de proposer la motion?

L'Adresse

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je suis ravie de prendre la parole aujourd'hui. Même si nous n'en sommes qu'au deuxième jeudi depuis le retour à la Chambre, je vais poser la dernière question du jeudi avant le congé de Noël. Je commence donc par souhaiter à tous les députés un très joyeux Noël et de joyeuses Fêtes. Je leur transmets aussi mes meilleurs vœux de santé et de joie pour 2020.

J'en profite également pour vous souhaiter un très joyeux Noël, Monsieur le Président. Je vous félicite encore une fois pour votre élection à la présidence, et je vous souhaite une excellente année 2020.

Au nom de tout le caucus conservateur, je souhaite aux greffiers, aux pages, à tous ceux qui nous offrent leur soutien avec brio et à tout le monde sur la Colline un très joyeux Noël et une bonne et heureuse année.

J'aimerais aussi demander au leader du gouvernement à la Chambre s'il peut nous informer des travaux prévus pour le reste de la semaine.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, cet après-midi, nous reprendrons le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône. Ce débat se poursuivra demain.

Je remercie sincèrement tous les partis de leur coopération au cours de la dernière semaine. J'en profite aussi pour souhaiter un très joyeux Noël, une joyeuse Hanouka et un très agréable temps des Fêtes à tous les députés. Que tous profitent du temps passé avec leur famille et leurs amis.

Dans le même ordre d'idées, je remercie les gens qui assurent le bon déroulement des travaux à la Chambre, en commençant par le greffier, M. Charles Robert, et son équipe remarquable de hauts fonctionnaires, ainsi que les pages, les interprètes et le personnel de soutien qui s'occupe des services d'alimentation, d'entretien et de sécurité.

Que cette période spéciale de l'année se déroule sous le signe de la paix et de la joie. Je souhaite sincèrement une très bonne année à tous.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

M. Philip Lawrence (Northumberland—Peterborough-Sud, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Kelowna—Lake Country.

L'Adresse

Je voudrais d'abord remercier les gens de Northumberland—Peterborough-Sud de m'avoir accordé le grand honneur de pouvoir prendre la parole au Parlement.

Je voudrais également prendre un instant pour remercier le chef de l'opposition officielle de Sa Majesté des services qu'il a rendus à son parti, au Parlement et au Canada. Je suis heureux de pouvoir siéger en sa compagnie au Parlement et de le voir poursuivre son œuvre.

Les députés sont évidemment bien au fait de ses réalisations: il a été le plus jeune Président de l'histoire du Canada, il a permis à notre parti de voir ses rangs gonfler et il a remporté le vote populaire. Cependant, j'aimerais relater des faits qui se sont produits pendant la campagne électorale et qui, à mon avis, mettent en évidence un trait de son caractère qui n'est pas nécessairement connu de tous.

Le chef de l'opposition est venu dans ma belle circonscription, Northumberland—Peterborough-Sud. Mon fils était présent et un peu contrarié: on l'avait éloigné de son père et il était mécontent. Le chef de l'opposition est allé le voir, l'a réconforté, lui a pris la main et nous nous sommes mis à le balancer. Nous l'avons balancé une fois, deux fois, trois fois, et il ne voulait plus arrêter. Le plus fou, c'est qu'après, dès que nous allions à un événement politique, et je m'excuse pour le manquement au protocole concernant la désignation d'un député par son nom, mon fils me demandait: « Est-ce qu'Andrew Scheer sera là? » Je suis assurément deuxième pour ce qui est des politiciens les plus aimés dans ma maison.

Encore une fois, je remercie, du plus profond de mon cœur, le chef de l'opposition de son grand service envers son pays et, plus personnellement, envers ma famille. Sans lui, je ne serais pas ici.

Sur une note différente, j'aimerais remercier le premier ministre du ton conciliant qu'il a employé dans le discours du Trône. Toutefois, pour régler les nombreux dossiers que nous sommes appelés à traiter, il faudra plus qu'un changement de ton. Il faudra des changements de fond. Le gouvernement doit être prêt à agir en partenariat avec le parti qui a reçu le plus de votes aux dernières élections fédérales. Les Canadiens ne nous ont pas seulement élus pour tenir de beaux discours. Ils nous ont élus pour agir. Nous devons agir pour aider les plus éprouvés.

Au cours des cinq derniers mois de la campagne électorale, j'ai fait du porte-à-porte avec notre équipe. J'ai frappé à plus de 40 000 portes. Encore et encore, les citoyens m'ont dit que les temps sont de plus en plus difficiles et que le coût de la vie augmente. Nous devons agir pour aider ces personnes. Nous devons améliorer le sort du Canadien moyen.

Le Canadien moyen dépense aujourd'hui plus en taxes qu'en nourriture, vêtements et logement combinés. Les plus vulnérables d'entre nous s'en ressentent. Les jeunes Canadiens qui veulent commencer leur vie professionnelle ont de plus en plus de mal à payer leur loyer ou leur hypothèque. On ne pense plus à économiser en prévision des mauvais jours, lesquels mauvais jours arriveront étant donné les coups qui sont portés à l'économie. En ce moment, les gens essaient de tenir, d'un remboursement à l'autre, et très franchement, ces remboursements ne se font pas toujours. Presque la moitié des Canadiens sont à 200 \$ de l'insolvabilité. Malheureusement, il y a beaucoup de gens qui ne remboursent absolument rien et les faillites personnelles ont atteint un niveau sans précédent depuis 10 ans.

La génération du millénaire et la précédente ont demandé à notre génération et aux générations précédentes de leur donner leur chance. Tout ce à quoi elles ont eu droit, c'est la légalisation de la marijuana. Pour les générations précédentes, travailler était digne et honorable, de même qu'investir dans leur entreprise et leur maison. De plus en plus, cependant, les jeunes de notre génération se voient refuser cette opportunité. Nous devons leur redonner les moyens non pas de simplement s'en sortir, mais d'aller de l'avant.

Nous devons agir et nous devons agir vite pour les travailleurs sous-employés et les chômeurs. Nous avons enregistré les pires pertes d'emplois depuis 2008. Il ne faut pas compter sur un programme gouvernemental pour être à l'aise financièrement. Il vaut mieux se trouver un bon emploi ou se lancer en affaires.

Les petites entreprises canadiennes fournissent plus de 70 % des emplois du secteur privé. Pourtant, selon le ministre des Finances, les propriétaires de petites entreprises ne cherchent qu'à éviter de payer de l'impôt. Je ne pense pas que ce soit juste.

Les entrepreneurs canadiens ne sont pas optimistes à l'égard de l'avenir. Au cours des cinq dernières années, nous avons constaté une baisse de 20 % des investissements dans les équipements et les usines. Lorsqu'ils envisagent l'avenir, ils n'entrevoient rien de positif. Le gouvernement doit s'enlever du chemin des propriétaires d'entreprises et leur permettre de faire ce qu'ils font de mieux: créer des emplois. Nous devons réduire la paperasse dès maintenant, pas dans cinq ans ou dans 10 ans.

● (1515)

Au cœur de nombre de ces problèmes est l'écart de productivité, qui n'a fait qu'empirer au cours des quatre dernières années. Les Canadiens contribuent 50 \$ au PIB pour chaque heure de travail. En comparaison, nos voisins du Sud contribuent 60 \$. Encore mieux, les entrepreneurs suisses contribuent 65 \$. En Irlande, le montant est de 84 \$.

Pourquoi en faire tout un plat? Quelles sont les conséquences pour nous? Cela a des conséquences réelles pour les Canadiens, car cela fait baisser nos salaires. Si nous voulons que la vie soit plus abordable et que les Canadiens soient plus prospères, nous devons accroître la productivité, car l'écart a fait baisser le salaire moyen des Canadiens à 19 \$. En comparaison, le salaire moyen est de 23 \$ aux États-Unis et, encore mieux, en Suisse, c'est presque le double, soit 33 \$.

Quand on augmente la productivité, on enrichit le Canada, ce qui permet aux parents de nourrir leurs enfants, aux étudiants de payer leurs études universitaires, aux chômeurs de trouver un emploi et aux aînés de prendre leur retraite dans la dignité. Malgré les preuves incontestables que la productivité permettra d'améliorer la vie de tous les Canadiens, le mot « productivité » n'apparaît nulle part dans le discours du Trône.

Le discours du Trône était rempli de messages qui auraient pour effet d'étouffer la productivité au lieu de la stimuler. Il ne contenait aucune mesure pour améliorer les moteurs de la productivité, comme l'innovation, la technologie, la petite entreprise et, surtout, aucun soutien au secteur des ressources. Les Canadiens qui travaillent dans ce secteur font une remarquable contribution horaire de 600 \$ au PIB. Pour accroître la richesse de notre nation, nous devons continuer à investir dans le secteur des ressources.

L'Adresse

Lorsque nous rehaussons la productivité de notre nation, il est clair que nous créons des emplois, que nous augmentons les revenus et que nous élargissons la classe moyenne. De même, nous augmentons les recettes fiscales qui peuvent servir à accroître le financement d'importants programmes sociaux comme les soins de santé, l'environnement et, peut-être par-dessus tout, nos forces armées.

Les gens de ma circonscription et du reste du Canada ont besoin d'emplois, de revenus plus élevés et de biens et services plus abordables. Honnêtement, le discours du Trône n'a rien prévu en ce sens. Nous avons un choix à faire: nous pouvons continuer à regarder notre productivité descendre en vrille sous le poids écrasant de politiques inefficaces, d'une réglementation accrue et d'impôts excessifs, ou nous pouvons décider de suivre une autre voie et de plutôt gravir les échelons de la prospérité.

Notre nation compte sur nous pour ne pas simplement appuyer les idées de notre parti à la Chambre et en comité, mais bien les meilleures idées. C'est notre réalité. Si nous n'agissons pas ensemble, si le gouvernement ne fait pas de compromis avec le parti qui a remporté le plus de sièges aux dernières élections, nous risquons de nous aliéner davantage les régions et de créer des divisions plus profondes dans notre merveilleux pays.

Employer un ton plus conciliateur ne sera pas suffisant. Nous devons être ouverts à une orientation différente, qui soit plus productive; nous devons délaissier la baisse de productivité en vrille pour gravir les échelons de la prospérité.

• (1520)

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses observations sur la productivité. Selon Clean Energy Canada, le nombre d'emplois dans le secteur des énergies propres a augmenté de 2,2 % entre 2010 et 2017, soit près de 60 % plus rapidement que la moyenne canadienne. Dans le discours du Trône, le gouvernement a repris l'engagement qu'il avait pris dans sa plateforme électorale à l'égard des technologies propres. Comme les provinces le savent, le gouvernement s'est engagé à réduire le fardeau fiscal des entreprises qui investissent dans les technologies propres.

J'aimerais savoir ce que pense le député de l'idée d'offrir des mesures incitatives à l'un des secteurs ayant la croissance la plus rapide au Canada.

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, je suis d'accord avec mon collègue pour dire qu'il faut réduire le fardeau fiscal et accroître les mesures incitatives et les investissements. Cependant, il faudrait éviter d'être sélectif. Le libre marché existe pour une raison bien précise: c'est la meilleure façon de déterminer les gagnants et les perdants.

Quand c'est le gouvernement qui choisit les gagnants et les perdants au sein de l'économie, tout le monde en sort perdant.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir parlé des gens de la classe ouvrière et des emplois dans le secteur des ressources. Je vis en Colombie-Britannique, c'est-à-dire dans cette province où s'est produite la « tempête parfaite ». Il y a eu des compressions dans le secteur forestier. Les montaisons de saumons ont chuté à un creux record. Notre flotte commerciale n'a pu commencer à pêcher qu'à la fin du mois d'août. Les gens sont désespérés. Ils sont en train de perdre leur foyer et leur maison.

Nous demandons au ministre et au gouvernement de prolonger la durée des prestations d'assurance-emploi et de fournir de la formation, des ressources et des investissements dans les secteurs stratégiques que sont les pêches et les forêts afin de maximiser les profits.

Nous demandons au gouvernement d'appuyer le projet de loi que mon collègue d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest a présenté pour faire en sorte que le gouvernement achète du bois canadien et l'utilise pour les infrastructures.

Le député est-il disposé à appuyer ces initiatives et à demander au gouvernement d'accélérer le processus et de soutenir ces familles, à plus forte raison alors que Noël approche à grands pas?

Je pense que nous devrions nous unir et demander au gouvernement de faire preuve de diligence et de prendre les mesures qui s'imposent. La situation actuelle nuit aux familles et aux collectivités côtières. Le gouvernement doit prendre des mesures de toute urgence pour venir en aide à ces familles et à ces secteurs vraiment importants de l'économie canadienne.

• (1525)

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, tout comme mon collègue, j'ai à cœur le sort de ces personnes, qui vivent des difficultés à l'approche de Noël, en cette période la plus merveilleuse de l'année. Aucune famille ne devrait plus subir un tel sort de nos jours. Le gouvernement devrait faire tout en son pouvoir pour mettre fin à des crises comme celles-là et pour les prévenir.

Si l'économie du pays pouvait tourner rondement, au lieu de connaître les ratés qui ont causé la perte de 71 000 emplois et qui acculent des gens à la faillite personnelle, nous serions en mesure d'éviter que de pareils drames se produisent un peu partout au pays. Nous devons mettre l'accent sur le libre marché. Nous devons mettre l'accent sur l'économie afin que personne ne peine à joindre les deux bouts dans un pays aussi riche que le nôtre, car au bout du compte, c'est en regardant le sort que nous réservons aux plus démunis de la société qu'on nous jugera.

Nous devons faire tout notre possible. Nous devons continuer d'investir dans les entreprises et dans le secteur privé pour qu'éventuellement, ce moteur économique apporte la prospérité à tous.

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, vous faites un travail remarquable.

J'apprécie le ton positif qui émanait du discours du député. Je vais citer un passage du discours du Trône: « Une nette majorité de Canadiens ont voté pour un plan d'action ambitieux en matière de lutte contre les changements climatiques maintenant. Et c'est ce que le gouvernement réalisera. » Je me demande ce que le député ferait dans ce dossier si les conservateurs étaient au pouvoir.

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, en matière de lutte contre les changements climatiques, nous avons présenté le plan le plus complet qui soit au Canada. La réalité, c'est que les changements climatiques constituent un problème mondial qui exige une solution mondiale. Nous voulons investir dans les technologies, notamment les technologies propres, et nous appuyons toutes celles qui s'imposent en matière de production d'énergie.

L'Adresse

Nous croyons en l'investissement dans la technologie. Voici d'ailleurs ce que j'ai dit aux élèves des nombreuses écoles secondaires de Northumberland—Peterborough-Sud que j'ai visitées au cours de ma tournée: le remède à certains de nos plus grands maux sera peut-être découvert par quelqu'un dans cette salle. J'espère que la solution se trouve juste là, peut-être à l'Université de Toronto ou à l'Université d'Ottawa. J'ai tellement hâte de voir ce que l'avenir nous réserve, et le tout s'annonce très prometteur. J'attends avec impatience les excellentes solutions qui verront le jour.

À la limite, nous pourrions paralyser notre économie aujourd'hui même, mais cela n'aurait aucun effet concret sur les changements climatiques. En revanche, si nous mettons au point ces technologies, que ce soit à l'Université d'Ottawa, à l'Université de Toronto ou à l'Université York, où j'ai fait mes études, et si nous les exportons vers la Chine et l'Inde, nous pourrions vraiment nous attaquer à l'énorme problème que posent les changements climatiques.

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, je souhaite remercier le député de Northumberland—Peterborough-Sud de partager son temps de parole avec moi.

Je veux remercier les électeurs de Kelowna—Lake Country de m'accorder leur confiance pour les représenter. Je remercie tous les donateurs et les centaines d'amis, de proches et de bénévoles qui ont consacré d'innombrables heures à ma campagne. Je remercie mon mari, Larry Gray, mon fils, Daniel Gray, ma famille immédiate et tous mes amis. Ce fut une décision familiale et un énorme effort familial.

Kelowna—Lake Country est un merveilleux mélange de régions urbaines et rurales, et nous sommes l'une des collectivités dont la croissance est la plus rapide au Canada, ce qui crée des possibilités et des défis.

Nous avons un éventail diversifié d'entreprises: fermes, vignobles, microbrasseries et entreprises des secteurs de l'aérospatiale, du cinéma et de l'animation, ainsi que des arts et de la culture. Nous avons des activités touristiques et de plein air, notamment les sports nautiques, le golf, la randonnée, le vélo, le ski, ainsi que la pêche sportive, le tir et la chasse, auxquelles nous pouvons nous adonner tout près de chez nous.

Les principaux secteurs d'emploi sont les services professionnels, les soins de santé, la technologie, le commerce et la construction. Nous avons un aéroport municipal prospère classé au 10^e rang des aéroports les plus achalandés au Canada, ainsi que le Collège Okanagan et le campus Okanagan de l'Université de la Colombie-Britannique.

J'aimerais revenir en arrière un instant pour parler des raisons de ma décision, qui remonte à plus de deux ans, de me présenter comme candidate aux élections fédérales.

Le premier ministre s'est rendu à Kelowna pour parler lors d'une assemblée publique à l'Université de la Colombie-Britannique—Okanagan. J'ai participé à cette assemblée à titre de conseillère municipale de Kelowna. Je voulais entendre le premier ministre parler. La distance entre ma banquette et celle du premier ministre est à peu près la même que celle qui me séparait de lui cette journée-là.

Après avoir entendu le premier ministre répondre à de nombreuses questions sur les modifications fiscales qu'il proposait à l'époque, modifications qui auraient nui aux familles et aux petites entreprises, en tant que mère et propriétaire de petite entreprise, j'étais bien placée pour savoir à quel point le premier ministre était

déconnecté de la réalité. Voilà ce qui m'a poussée à me porter candidate.

N'oublions pas que lorsque ces modifications fiscales visant les petites entreprises ont été proposées il y a deux ans, 35 organisations canadiennes se sont mobilisées comme jamais auparavant et ont formé la Coalition pour l'équité fiscale envers les PME, faisant ainsi front commun contre les propositions fiscales du gouvernement fédéral.

D'ailleurs, Perrin Beatty, le PDG de la Chambre de commerce du Canada, a dit: « [j]e n'ai jamais vu de réforme qui suscite autant d'inquiétudes chez nos membres. [...] Et pour aggraver les choses, les entrepreneurs n'ont que 75 jours, en pleine période estivale, pour soumettre leurs commentaires. On ne peut pas appeler ça une consultation. C'est en fait une façon de s'attaquer en douce aux agriculteurs et aux entreprises familiales. »

Certaines des modifications fiscales proposées à l'origine n'ont pas été apportées. Toutefois, beaucoup l'ont été, y compris des changements aux investissements passifs et au fractionnement du revenu.

Je me suis entretenue avec des milliers d'électeurs de ma circonscription, Kelowna—Lake Country, qui ont subi les conséquences négatives des changements fiscaux visant les petites entreprises. Il y a des agriculteurs qui ne peuvent pas prendre leur retraite, des familles qui paient beaucoup plus d'impôt sur le revenu des particuliers et des conjoints qui ont dû retourner travailler et cesser de faire du bénévolat à l'école de leurs enfants.

L'histoire que m'a racontée une famille m'a vraiment interpellée. Elle a dû prendre une décision difficile l'année dernière, celle de ne pas souscrire à un régime enregistré d'épargne-études pour les enfants. Ce sont des situations vécues par des personnes bien réelles. J'ai pris la parole à la Chambre il y a quelques jours pour demander au gouvernement d'abroger ces changements fiscaux et, comme d'habitude, la réponse du ministre des Finances ne tenait pas compte des conséquences réelles de ces politiques pour les gens.

En plus d'avoir discuté avec des résidents tous les jours, j'ai fait du porte-à-porte pendant toute une année. Sous la neige ou la pluie ou en pleine canicule, j'ai personnellement frappé à plus de 30 000 portes et, en comptant les tournées de ma formidable équipe de bénévoles, je peux dire que c'est à 55 000 portes que nous avons frappé.

Pendant que nous faisons du porte-à-porte, je me suis rendu compte que je n'étais pas la seule personne à avoir certaines préoccupations à l'égard du gouvernement. Nombre de problèmes ont été constamment soulevés dans ma circonscription. Non seulement les gens étaient inquiets, mais ils avaient l'impression qu'on ne les écoutait pas.

Ils se souciaient notamment de la hausse du coût de la vie, de l'abordabilité en général, des personnes souffrant de problèmes de santé mentale et de toxicomanies dans nos rues, du désir de travailler fort et d'améliorer son sort, de leurs concitoyens qui perdent leur emploi dans le secteur des ressources, des modifications fiscales imposées aux sociétés, de la paperasserie gouvernementale, des atteintes aux droits et libertés de la personne, de la propreté de l'air et de l'eau ainsi que de la lourdeur des procédures d'embauche de travailleurs agricoles temporaires.

L'Adresse

À Kelowna, la toxicomanie est un fléau qui ébranle toute la collectivité. La santé mentale et la toxicomanie sont des questions auxquelles j'ai moi-même consacré beaucoup de temps en consultant des résidents, des groupes communautaires, des fonctionnaires, des centres de traitement, des intervenants de première ligne et des professionnels de la santé. Il est évident que peu d'efforts sont déployés pour mettre sur pied un système de soins axé sur les traitements et la réadaptation. Les gens de notre collectivité et de nos quartiers ont l'impression que personne ne tient compte de leurs préoccupations.

Nous devons tenir les criminels responsables de l'approvisionnement en fentanyl illicite. Il nous faut des lois pour lutter contre les criminels et les chasser de nos rues, et il faut mieux outiller nos policiers. Nous devons aider les toxicomanes du pays en misant sur la réadaptation et la prévention. Il y a des lacunes à cet égard. Le discours du Trône ne propose rien pour y remédier.

● (1530)

Nous devons modifier la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances et appliquer pleinement des mesures concrètes pour aider les gens à vaincre leur dépendance. Cela comprend le financement direct des centres de désintoxication et de rétablissement. J'implore le gouvernement d'en faire une priorité fédérale.

Le fabricant Tolko Industries a annoncé la fermeture permanente de sa scierie à Kelowna, ce qui signifie que les 127 employés récemment mis à pied viendront grossir les rangs des 217 employés permanents licenciés. Cela porte à 4 000 le nombre total d'emplois perdus dans le secteur forestier en Colombie-Britannique seulement. Il s'agit d'emplois bien rémunérés qui faisaient vivre des familles au sein de notre collectivité.

Je me suis entretenue avec de nombreux intervenants de l'industrie forestière et leur message est semblable: il n'y a pas de pénurie de ressources renouvelables disponibles, ce sont plutôt les coûts et les règlements associés aux gouvernements provinciaux et fédéral qui rendent l'exploitation forestière plus difficile.

Le discours du Trône ne fait pas mention de l'accord sur le bois d'oeuvre. Par le passé, le Canada a déposé des plaintes en matière commerciale contre les États-Unis et a eu gain de cause. Toutefois, lorsque les entreprises locales doivent payer d'avance des droits de douane, les coûts immédiats augmentent considérablement. Le gouvernement fédéral doit négocier un accord sur le bois d'oeuvre pour mettre fin à ce conflit, redonner des certitudes à l'industrie et remettre les gens au travail.

Ma circonscription, Kelowna-Lake Country, est étroitement liée aux provinces des Prairies sur le plan économique. Je rencontre tous les jours des gens qui vivent en Colombie-Britannique et travaillent en Alberta, dans le secteur des hydrocarbures. Nous avions des vols directs de Kelowna à Fort McMurray, mais ils ont été annulés en raison du ralentissement économique. Le discours du Trône ne dit rien sur ce que le gouvernement va faire pour remettre les gens au travail. Nous devons nous assurer d'avoir une réglementation stable dans le secteur de l'énergie afin d'attirer et de conserver les investissements au Canada. Nous devons remettre les gens au travail.

Qu'il s'agisse d'étudiants, de familles ou de retraités, les gens me parlent tous les jours de la cherté de la vie. En faisant du porte-à-porte, j'ai vu des habitations où plusieurs générations se retrouvaient à vivre ensemble. Beaucoup de gens essaient de trouver des façons de se tirer d'affaire. Nous devons maintenir un faible taux d'imposition tout en évitant une augmentation de la dette publique

de notre pays. Les gens craignent d'avoir un jour à payer des impôts plus élevés pour rembourser la dette contractée en raison des décisions que les libéraux prennent à l'heure actuelle. Le discours du Trône ne dit rien sur le moment où nous reviendrons à l'équilibre budgétaire.

Pour les habitants de ma circonscription, Kelowna—Lake Country, il est important de protéger notre bassin hydrographique de la moule zébrée et de la moule quagga, des espèces envahissantes. Il n'y a rien dans le discours du Trône à propos de la protection des sources d'eau. Lorsque ces espèces envahissantes se retrouvent dans un lac, elles modifient l'écosystème en prenant le dessus sur tout, rendent les plages infréquentables et s'attachent aux infrastructures dans l'eau. Beaucoup de gens puisent de l'eau potable dans nos lacs. Une étude a démontré que si ces espèces envahissantes se retrouvent dans nos lacs, cela va occasionner des pertes économiques et des coûts directs de l'ordre de 40 millions de dollars, et ce, dans l'Okanagan seulement.

J'ai eu l'honneur de présider la Commission des eaux du bassin de l'Okanagan, l'organisme à la tête de cette initiative en Colombie-Britannique. Nous avons rencontré la ministre des Pêches et des Océans à Ottawa pour attirer son attention sur le problème des espèces de moules envahissantes qui ont fait leur apparition au sud de la frontière avec les États-Unis et qui se sont par la suite déplacées vers l'Ouest, jusqu'au Manitoba. Le gouvernement s'est contenté d'une attribution minimale de ressources, ce qui n'a absolument pas permis de protéger le bassin de l'Okanagan ou l'Ouest du Canada contre ces espèces envahissantes qui progressent vers l'Ouest.

Enfin, je suis honorée d'avoir été choisie comme membre du cabinet fantôme responsable du commerce interprovincial. Voilà qui me permettra de mieux faire entendre les voix de Kelowna—Lake Country et de la Colombie-Britannique lorsque nous exigerons des comptes de la part du gouvernement. Il est impératif d'assurer la libre circulation des marchandises, des services et des personnes d'une province à l'autre. Les lourdeurs administratives étouffent les entreprises. Nous avons des accords de libre-échange avec d'autres pays, mais pas dans notre propre pays. En tant qu'entrepreneure ayant travaillé 27 ans dans l'industrie vinicole de la Colombie-Britannique, j'ai pu moi-même constater à quel point les barrières commerciales entre les provinces nuisent à l'expansion des marchés des établissements vinicoles locaux de la Colombie-Britannique.

Tout le monde sait que le pays est divisé. Les différends commerciaux intérieurs entre les provinces se sont envenimés, ce qui crée de l'incertitude. Le gouvernement doit prendre au sérieux la question de l'unité nationale, assouplir la réglementation et permettre la libre circulation des biens et services.

Je promets de continuer à être active et à m'engager au sein de ma collectivité tout en défendant avec vigueur les intérêts des habitants de Kelowna—Lake Country à la Chambre.

● (1535)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, plusieurs observations de la députée ont retenu mon attention, particulièrement celles qui concernent la gestion de l'eau. Au Manitoba, le lac Manitoba est une immense étendue d'eau, tout comme le lac Winnipeg. La gestion de l'eau suscite beaucoup de préoccupations d'une manière générale, que ce soit dans les Prairies, en Colombie-Britannique ou ailleurs au Canada, ou même quand il s'agit de nos océans.

L'Adresse

J'ai bon espoir que nous verrons, dans les mois et les années à venir, un meilleur esprit de coopération au sein des comités permanents, et que ceux-ci examineront la possibilité de mener des études axées sur la coopération. Pendant ses observations sur le commerce, la députée a mentionné indirectement que le gouvernement fédéral ne peut pas, à titre de gouvernement national, faire cavalier seul. Nous avons besoin de collaborer avec d'autres intéressés, particulièrement avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones.

J'aimerais que la députée nous parle de l'importance d'une coopération qui irait au-delà de la Chambre des communes, même s'il serait déjà merveilleux que la Chambre soit elle-même un lieu où règne la coopération.

Mme Tracy Gray: Monsieur le Président, l'eau est une ressource précieuse pour bon nombre de nos collectivités. La gestion de ce dossier exige vraiment la collaboration de tous les ordres de gouvernement. Les différentes administrations n'ont pas toutes le même niveau d'autorité. Dans la vallée de l'Okanagan, par exemple, et pour ce qui concerne le bassin hydrographique du lac Okanagan, c'est la province de la Colombie-Britannique qui en gère les débits d'eau, ce qui peut avoir une incidence sur l'utilisation par les résidents et sur les poissons.

Il y a bien d'autres façons de collaborer. Au fédéral, on peut faire appel à différents types de financement pour protéger nos lacs et nos bassins hydrographiques. Ce point est probablement important pour tout le monde et justifie certainement notre collaboration.

• (1540)

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Monsieur le Président, je suis très heureux d'accueillir à la Chambre la nouvelle députée de Kelowna—Lake Country. Mon partenaire et moi connaissons bien sa circonscription. Nous y passons tous les ans nos vacances d'été. J'ai hâte de travailler avec elle à la Chambre.

J'ai été très heureux qu'elle souligne que le discours du Trône est muet au sujet de la crise des opioïdes et j'aimerais lui poser une question sur une autre omission que je constate dans ce discours. Il y a un an, le gouvernement a adopté les cibles 90-90-90 de l'organisation ONUSIDA, ce qui nous permettrait d'éliminer le VIH et d'éradiquer une fois pour toutes cette épidémie. Depuis ce temps, nous n'avons vu aucun nouveau programme pour concrétiser ces objectifs.

Au cours des trois dernières années, nous avons vu une flambée des infections au VIH en Colombie-Britannique, en particulier dans le Nord de l'Okanagan et chez les peuples autochtones.

La députée est-elle aussi inquiète que moi de l'inaction des libéraux, qui sont en train de rater cette excellente occasion d'éliminer une fois pour toutes le VIH-sida?

Mme Tracy Gray: Monsieur le Président, chaque enjeu de santé est très important. Nous savons qu'il existe différents niveaux d'autorité et nous devons respecter cela, mais je crois que c'est très important pour nous tous.

Le Président: Je dois interrompre la députée. Elle disposera d'une minute et 21 secondes lorsque nous reprendrons le débat.

SANCTION ROYALE

• (1605)

[Français]

L'huissier du bâton noir apporte le message suivant:

Monsieur le Président, c'est le désir de Son Excellence la gouverneure générale que cette honorable Chambre se rende immédiatement auprès d'elle dans la salle du Sénat.

En conséquence, le Président et les députés se rendent au Sénat.

Et de retour:

Le Président: J'ai l'honneur de faire savoir à la Chambre que lorsqu'elle s'est rendue auprès de Son Excellence la gouverneure générale dans la salle du Sénat, il a plu à Son Excellence de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au projet de loi C-2, Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2020.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à souhaiter la plus chaleureuse des bienvenues à la nouvelle députée de Kelowna—Lake Country. Elle a déjà beaucoup fait pour sa collectivité et, à entendre le récit de tout le porte-à-porte qu'elle a fait, elle en fera encore beaucoup plus. Je sais que les bénévoles qui la soutiennent, sa famille et toute la collectivité sont heureux de la voir occuper ce poste.

Christy Clark, l'ancienne première ministre de ma province, a déjà dit de Kelowna que c'était le berceau du libre entrepreneuriat. Aujourd'hui, la députée a parlé de l'importance des petites entreprises pour l'Okanagan et pour le maintien de notre mode de vie. En Colombie-Britannique, nous sommes fiers d'exiger du gouvernement qu'il nous laisse la voie libre. La députée de Kelowna—Lake Country a mentionné certaines activités qu'elle voudrait mener pour soutenir les petites entreprises de sa circonscription. Pourrait-elle parler d'une ou deux de ces activités aujourd'hui? Je suis certain que nous aimerions tous connaître quelles sont ses intentions pour l'avenir.

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Madame la Présidente, la petite entreprise est indiscutablement l'épine dorsale de notre économie. Il va de soi que nous avons aussi des moyennes et grandes entreprises, mais nous avons assurément beaucoup de propriétaires de petites entreprises. Ce que j'entends dire, essentiellement, c'est que les gens sont prêts à prendre des risques. Ils mettent leur maison en jeu, et cela ne devrait pas être un problème pour eux de vouloir prospérer. Toutefois, j'ai entendu des propriétaires d'entreprise, qui sont très frustrés, demander pourquoi ils devraient continuer à demeurer en affaires, car ils travaillent sept jours par semaine, 12 heures par jour. Les changements fiscaux que j'ai proposé d'annuler les aideraient certainement.

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Madame la Présidente, avant de commencer, j'aimerais vous informer que je vais partager mon temps de parole avec le député de Milton.

Je veux témoigner ma profonde gratitude aux gens de Whitby de m'avoir élu, car je suis très heureux d'être ici. C'est un immense honneur de siéger à la Chambre et de pouvoir servir aux plus hautes instances de la démocratie. Je suis ravi que les gens de Whitby m'aient choisi et aient choisi le Parti libéral pour les représenter à la Chambre.

Je souhaite aussi féliciter tous les députés d'avoir été élus. Je remercie également le chef de l'opposition de ses années de service. Je veux rendre hommage aux nombreuses personnes exceptionnelles qui ont contribué, que ce soit un peu ou beaucoup, à ma campagne. Je leur serai toujours reconnaissant des efforts qu'ils ont déployés, et je suis touché par leur générosité. Ils ont été pour moi, et continuent d'être, une source d'inspiration chaque jour. Je ne peux tous les nommer, mais je tiens à leur dire qu'ils m'ont ouvert la voie pour me rendre ici. Je les remercie de leur confiance. Je ne tiendrai jamais pour acquis l'immense privilège que j'ai de siéger à la Chambre.

J'aimerais également remercier quatre générations de femmes qui sont le cœur de ma famille: ma grand-mère, ma mère, ma sœur, mon épouse et ma petite fille de 8 ans. Ce sont des femmes fortes qui m'ont soutenu de toutes sortes de façons et qui m'ont toujours donné l'amour et l'aide dont j'avais besoin. Je les remercie du fond du cœur.

J'aimerais également souligner le travail de mon père, qui a passé plus de 30 ans dans la fonction publique. Il a été policier dans la région de Peel et a servi au sein de la Commission des libérations conditionnelles. Je remercie mon père d'avoir été un modèle pour moi et de m'avoir montré ce qu'est vraiment une vie au service des autres.

Il y a une chose que je tiens à souligner très clairement, car c'est très important à mes yeux: le Parti libéral du Canada est vraiment ce qui m'a amené à me présenter aux élections.

Avant de me lancer en politique fédérale, j'étais entrepreneur, mais pas de n'importe quel type: un entrepreneur social. J'ai mis sur pied une société de conseils fondés sur une mission, qui se spécialisait en innovation sociale. Oui, j'ai bien dit en innovation sociale. Qu'est-ce que cela signifie? L'innovation sociale consiste à appliquer de nouvelles approches pour faire face aux défis sociaux les plus difficiles et persistants. J'ai passé plus d'une décennie à travailler avec des équipes — surtout du secteur caritatif et sans but lucratif, mais souvent de tous les secteurs — pour faciliter les processus consultatifs inclusifs en utilisant des approches axées sur la pensée conceptuelle et l'incidence collective qui généraient des solutions novatrices en vue de réaliser des changements systémiques. J'ai travaillé à des projets relatifs à la protection des océans, à l'efficacité énergétique, à la sécurité alimentaire, au logement abordable, à la santé des enfants et la nutrition, à la surveillance environnementale, à la réduction des déchets, au perfectionnement de la main-d'œuvre, à l'établissement de programmes de garde d'enfants, aux soins aux aînés, à l'éducation, à la santé mentale, à la diversité et à l'inclusion, et bien plus encore.

Dans plus de 350 projets, j'ai étudié les défis sociaux persistants et pris en compte les nombreuses perspectives des intervenants pour générer des solutions novatrices auprès de nombre d'entre eux.

L'Adresse

En fonction de ces expériences, je constate que pendant son dernier mandat, le Parti libéral a vraiment assumé ses responsabilités. Il a consulté les principaux intervenants sur ces questions d'importance pour les Canadiens, il a recueilli des données de recherche et il a mobilisé des partenaires et des acteurs de partout au Canada pour formuler des solutions et des stratégies afin de changer les choses. Il a pris des décisions fondées sur des preuves et a ensuite engagé des ressources appréciables et appropriées pour faire des investissements stratégiques afin de régler les nombreuses questions qui préoccupent les Canadiens.

Selon moi, c'est la définition même d'une bonne gouvernance. Depuis que j'ai rejoint le parti, je suis renversé de constater jusqu'à quel point les membres du gouvernement sont ouverts, authentiques, solidaires et travaillants, y compris le chef de notre parti et ceux qui font partie du Cabinet. Les Canadiens veulent que leur gouvernement soit réceptif, responsable, audacieux, stratégique et travaillant, et c'est pourquoi ils nous ont accordé un deuxième mandat.

Pendant la dernière campagne électorale, lorsque je faisais du porte-à-porte, les gens de Whitby m'ont raconté beaucoup d'histoires et m'ont décrit leurs expériences et leurs préoccupations. Ils m'ont parlé des nombreuses difficultés de leur vie quotidienne et du souci qu'ils se font pour leur famille. Ils ont exprimé leur désir de conserver la qualité de vie qu'ils ont. Ils m'ont signalé les problèmes urgents qui ont de l'importance à leurs yeux et que le gouvernement devrait considérer comme prioritaires. Ils veulent qu'on priorise le sort des aînés, la lutte contre les changements climatiques et la vigueur de l'économie locale. Ils souhaitent que plus de gens aient accès à la propriété et qu'une infrastructure centrale de transport réduise la durée des trajets quotidiens. Ils subissent la pression qu'exerce sur eux l'augmentation du coût de la vie.

● (1610)

On m'a parlé des difficultés que vivent les parents dont les enfants ont des troubles du développement. On m'a parlé des besoins en matière de sécurité communautaire, de services de soutien et de programmes en santé mentale pour les jeunes, et j'en passe.

Je parlerai aujourd'hui des questions les plus souvent soulevées dans la circonscription de Whitby, soit les aînés, les changements climatiques et le développement économique local.

Je dois dire que j'ai été ravi de rencontrer de nombreux aînés dans Whitby cet automne. J'ai visité un grand nombre de résidences et j'ai parlé à des centaines d'aînés. Comme nous le savons, une grande proportion de la population arrive à l'âge de la retraite, et je suis heureux d'avoir eu l'occasion de m'entretenir avec des aînés et d'avoir pris connaissance de leurs impressions et préoccupations.

Beaucoup ont parlé de la sécurité du revenu, de l'augmentation du coût de la vie, de l'accès limité à des logements abordables vraiment adaptés à leurs besoins et des difficultés à obtenir des soins de santé. Les gens m'ont parlé du coût des médicaments et des soins dentaires, qui alourdit le fardeau qui pèse déjà sur eux.

L'Adresse

Pendant son premier mandat, le gouvernement a commencé à s'attaquer à tous ces problèmes. Il a par exemple procédé à la plus importante refonte de l'histoire du Régime de pensions du Canada, il a bonifié la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti et il a ramené à 65 ans l'âge de la retraite, que le gouvernement conservateur précédent avait fait passer à 67 ans. Nous avons également jeté les bases d'un futur régime national et universel d'assurance-médicaments. Quant à la Stratégie nationale sur le logement, elle permet très certainement de mieux répondre aux besoins des aînés. J'étais tout simplement ravi de constater que les aînés étaient mentionnés aussi souvent dans le discours du Trône. Une chose est sûre, les aînés figurent tout en haut de notre liste de priorités et nous ne reculerons devant rien pour répondre à leurs besoins.

Nous augmenterons par exemple les prestations de la Sécurité de la vieillesse destinées aux aînés de 75 ans et plus, nous créerons un régime national d'assurance-médicaments et d'assurance dentaire et nous hausserons les prestations de survivant de 25 %. La plateforme libérale comportait un nombre important d'éléments qui permettront concrètement de venir en aide aux aînés.

J'aimerais maintenant parler brièvement des changements climatiques. Pour tout dire, il n'y a pas de sujet plus important pour les gens qui habitent dans ma circonscription. Ils m'ont dit je ne sais plus combien de fois qu'ils craignent les inondations et autres catastrophes naturelles. Nous prenons leurs besoins au sérieux, et c'est pourquoi le discours du Trône faisait souvent allusion aux changements climatiques. Dans les faits, je crois que le gouvernement libéral a plus fait pour combattre les changements climatiques que n'importe quel autre gouvernement de l'histoire du pays, et il s'est toujours fié aux recherches et aux données scientifiques. Nous prenons les cibles internationales au sérieux et nous dotons le pays des instruments et des mécanismes nécessaires pour changer les comportements des gens à long terme et lutter ainsi contre ce problème à la source.

Nous faisons des avancées positives. Nous avons déclaré une urgence climatique nationale. Nous avons tarifé les polluants. Nous avons protégé 14 % des écosystèmes côtiers et marins du Canada. Nous avons élaboré un cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques avec la participation d'intervenants de partout au pays. Ce cadre a permis à chaque province et territoire de donner son avis et de fixer des cibles de réduction des émissions en renforçant la résilience tout en faisant croître notre économie. Il s'agit d'une approche vraiment équilibrée que celle de penser que l'environnement et l'économie peuvent aller de pair.

Au cours de notre mandat, nous nous engageons à réaliser beaucoup plus de choses dans le cadre de ce programme. Je suis vraiment fier de voir des initiatives comme la plantation de deux milliards d'arbres, la protection de 25 % de nos terres et de nos océans d'ici 2025 et, enfin, l'élimination complète des émissions de carbone d'ici 2050.

Nous savons que nous devons passer aux véhicules électriques, favoriser les infrastructures vertes et accroître l'efficacité énergétique des habitations. Nous faisons en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de le faire.

• (1615)

En terminant, mes concitoyens voulaient que le gouvernement contribue à bâtir une meilleure économie locale, et les occasions de le faire ne manquent pas. Le plus important pour moi est de recon-

naître le bilan positif du gouvernement libéral depuis le dernier mandat. Nous avons créé un peu moins d'un million d'emplois, réduit considérablement la pauvreté, investi dans l'infrastructure, affecté un montant sans précédent de ressources à la recherche-développement ainsi qu'à l'innovation dans les industries à forte croissance, appuyé les métiers spécialisés, investi dans les petites entreprises et créé des agences économiques régionales, des agences de développement, et plus encore. Je pense...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le temps de parole du député est écoulé. Je m'excuse de ne pas l'avoir averti quand il ne lui restait qu'une minute. Le député sera peut-être en mesure d'intégrer le reste de son allocution à la période des questions et observations.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, étant donné que c'est la première fois que je me lève à la Chambre, je vais prendre les premières secondes pour remercier les gens de Beauport-Limoilou de m'avoir confié le mandat de les représenter. Je les remercie de leur confiance et du travail acharné qu'ils font tous ensemble quotidiennement pour améliorer leur situation dans la circonscription.

J'aimerais poser une question à mon collègue.

Certes, le gouvernement libéral a apporté plusieurs modifications afin d'améliorer la situation du Canada en ce qui a trait aux changements climatiques. Néanmoins, pour quelques milliards de dollars, il a acheté l'oléoduc Trans Mountain qui passe dans le Pacifique, à la hauteur de Vancouver, et qui peut être un danger pour certaines espèces, notamment le saumon. Ensuite, il y a le fameux nouvel ALENA, qui abandonne la production québécoise d'aluminium vert.

Comment peut-on vraiment améliorer le climat tout en posant de tels gestes?

• (1620)

[Traduction]

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, le gouvernement adopte une approche équilibrée pour lutter contre les changements climatiques tout en renforçant l'économie. C'est une approche moderne. Cela ne veut pas dire que nous prenons des positions extrêmes dans un dossier ou dans l'autre; nous travaillons sur les deux en même temps. Nous devons étudier les conséquences environnementales de ces importants investissements dans les infrastructures et prendre au sérieux la vie et les emplois des travailleurs canadiens, d'un bout à l'autre du pays. Nous devons soutenir ces industries et atténuer les risques liés aux changements climatiques.

Nous savons qu'il faudra du temps pour passer à une économie à faibles émissions de carbone. Entretemps, nous devons soutenir les travailleurs canadiens et acheminer le pétrole du pays vers les marchés étrangers.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Madame la Présidente, je tiens à souhaiter la bienvenue au député de Whitby.

Je lisais une lettre signée par 11 000 scientifiques qui étudient le climat et qui déclarent sans équivoque que la planète fait face à une urgence climatique. Je fais grand cas de ce que disent les scientifiques.

Le député parle de l'importance qu'il accorde aux recherches scientifiques. Les scientifiques affirment sans équivoque que nous sommes dans une situation d'urgence climatique. Malgré cela, le gouvernement a décidé d'acheter un pipeline pour exporter du bitume et il prévoit tripler les exportations.

Le député peut-il nous expliquer comment lui et le gouvernement peuvent appuyer un tel projet tout en croyant fermement que les décisions doivent être fondées sur des données probantes?

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, mon collègue n'est pas le seul à se poser cette question. On la pose fréquemment. Il est évident que nous sommes confrontés à une urgence climatique et nous devons prendre la chose au sérieux. Notre gouvernement prend des mesures concrètes pour s'attaquer à ce problème.

Les mesures progressives de la plateforme sont un moyen probant d'atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Ce serait formidable si nous pouvions atteindre ces objectifs plus rapidement. C'est ce que nous avons l'intention de faire si nous parvenons à obtenir la coopération de l'industrie et des nombreux autres intervenants que cet effort concerne.

M. Adam van Koeverden (secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse et du ministre du Patrimoine canadien (Sport), Lib.): Madame la Présidente, j'ai eu l'occasion de prendre la parole à la Chambre hier, mais j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier mes concitoyens de Milton de m'avoir donné la chance de siéger ici, pour vous féliciter de votre nomination au poste de vice-présidente et pour féliciter tous les députés ici présents d'avoir été élus à cette 43^e législature du Parlement du Canada. J'aimerais réitérer que je considère comme un honneur et un privilège de pouvoir servir mes concitoyens de Milton.

Mes voisins et moi avons mené une très longue campagne, plus d'un an. Nous avons frappé aux portes pendant environ 400 jours. Nous avons parlé à beaucoup de nos concitoyens, et ce sont eux que je veux remercier en premier, c'est-à-dire les gens qui m'ont envoyé ici pour les représenter.

J'aimerais aussi remercier mon directeur de campagne, Geoff Carpenter, l'équipe de bénévoles, ma mère Beata, mon père Joe, mon frère Luke et mon chien Cairo. C'est un chien de rue égyptien et il est un peu capricieux. Beaucoup de bénévoles peuvent en témoigner. Quand ils venaient au bureau, Cairo y allait parfois un peu fort sur les aboiements. Je remercie aussi les voisins qui ont toléré ces aboiements dans une certaine mesure, ce qui parfois n'a pas dû être facile.

Je tiens aussi à remercier la députée qui représentait la circonscription de Milton avant moi, Lisa Raitt. Elle a fait un excellent travail à ce titre pendant neuf ans, et je sais qu'il ne me sera pas facile de lui succéder.

J'ai promis à mes voisins de faire entendre leur voix à Ottawa et de ne pas simplement amplifier la mienne ou la voix d'Ottawa à Milton. Je vais parler de deux ou trois choses que mes voisins m'ont dites quand je suis allé frapper à leur porte ou pendant des rencontres avec des gens à mon bureau depuis mon élection. J'aimerais en soulever quelques-unes, car je pense qu'elles sont vraiment importantes.

Qu'ils l'aient fait sur le pas de leur porte, lors d'une assemblée publique du mouvement Vendredi pour l'avenir à Milton ou avec l'organisme citoyen Greenville Against Serious Pollution, bien des

L'Adresse

gens de Milton voulaient parler d'environnement, car la crise environnementale est mondiale, comme l'ont indiqué beaucoup de députés dans cette enceinte aujourd'hui.

J'aimerais lire une citation d'une spécialiste du climat, la professeure Katharine Hayhoe:

Est-ce qu'un thermomètre nous donne différentes réponses selon que nous sommes libéraux ou conservateurs?

Bien sûr, la réponse est non. Si un thermomètre nous dit que la planète se réchauffe, alors nous devons prendre les mesures nécessaires pour avoir davantage recours à des sources d'énergie propre et pour utiliser l'énergie avec une plus grande efficacité. Nous devons réduire nos émissions.

En tant que législateurs et utilisateurs d'énergie, nous devons faire un meilleur travail. Nous devons assumer cette responsabilité envers les jeunes comme Greta Thunberg et les milliers d'autres qui se sont inspirés d'elle pour devenir des militants.

J'ai étudié les sciences à l'université et je tiens à adopter une approche scientifique, fondée sur des données probantes, à l'égard de certaines de ces solutions. La personne qui a eu l'idée de tarifer le carbone a remporté le prix Nobel de l'économie parce que c'est une solution extrêmement efficace. Je suis heureux que le gouvernement ait décidé d'adopter un régime de tarification du carbone partout au pays. Grâce à nos investissements dans l'énergie verte et les infrastructures vertes, nous nous rapprocherons de notre cible de zéro émission d'ici 2050.

À l'échelle locale, mes voisins s'opposent farouchement à des projets d'extraction des ressources, de mines de granulats et d'infrastructure intermodale. Je vais veiller à ce que leurs voix soient entendues à la Chambre.

Deuxièmement, la question de l'immigration a souvent été mentionnée. Quand j'avais 26 ans, j'ai eu l'honneur de porter le drapeau du Canada lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques tenue dans le stade en forme de grand nid d'oiseau, à Pékin. À ce moment-là, un des membres d'Équipe Canada s'est mis à chanter *O Canada*. Rapidement, environ 300 autres membres de la délégation canadienne et héros sportifs se sont joints à lui. Quand je me suis retourné et que j'ai soulevé le drapeau, j'ai jeté un coup d'oeil sur le défilé des athlètes des quatre coins du monde. J'ai remarqué que les membres d'Équipe Italie ressemblaient à des Italiens et que les membres d'Équipe Norvège ressemblaient à des Norvégiens. Quand j'ai regardé les membres d'Équipe Canada, j'ai vu des gens représentatifs du monde entier, comme les députés réunis dans cette enceinte. Je ne pense pas que nous devrions tenir cette diversité pour acquise. Nous devons constamment nous en faire les champions.

En ma qualité d'athlète, j'ai pu faire beaucoup de travail auprès d'organisations comme Right to Play et WaterAid en agissant comme ambassadeur et comme une personne qui peut contribuer à la réalisation de projets très importants partout dans le monde.

L'Adresse

J'ai été un peu découragé de voir que, dans leur plateforme, d'autres candidats nous proposaient de réduire les fonds que nous consacrons à l'aide étrangère et le travail que nous effectuons dans d'autres pays. À mon avis, l'aide étrangère est un investissement vraiment important dans la sécurité mondiale. Il s'agit d'un investissement dans notre propre sécurité ici, au Canada, et un rappel de la situation avantageuse des Canadiens. Nous vivons dans l'un des plus grands pays du monde et nous sommes très chanceux. Dès que nous en sommes conscients, nous avons l'obligation de mettre la main à la pâte un peu partout dans le monde.

Le meilleur aspect de la campagne a été la possibilité d'apprendre une foule de choses sur d'autres cultures. J'ai beaucoup voyagé en tant qu'athlète, mais cette année, en faisant du porte-à-porte, j'ai pu jeter un regard neuf sur la diversité et le multiculturalisme à Milton. Je tiens à remercier les membres des diverses communautés qui m'ont accueilli, qu'ils soient pakistanais, camerounais ou nigériens. Peu importe l'endroit où ils m'ont accueilli — cuisines, églises, temples, gurdwaras, mosquées ou patinoires de hockey —, ce fut une expérience vraiment formidable. J'ai appris à connaître beaucoup de gens de différentes cultures, des gens que je n'aurais probablement pas connus autrement. Je suis prêt plus que jamais à exprimer, ici, à la Chambre des communes, leurs besoins, leurs préoccupations et leurs problèmes.

• (1625)

Il y a des gens, des personnes seules et des familles, qui viennent de partout au Canada pour s'installer à Milton. C'est bon pour la diversité du pays et pour notre économie. C'est une des raisons qui expliquent notre forte croissance au cours des quatre dernières années.

Je suis heureux que le gouvernement libéral renouvelle ses engagements envers l'OTAN, l'aide étrangère et les activités de maintien de la paix des Nations unies. Nous voulons améliorer l'égalité entre les sexes partout dans le monde.

Une bonne partie du travail que j'ai fait auprès de WaterAid et de Right To Play avait pour but de veiller à ce que les filles et les jeunes femmes aient accès à l'éducation, aux sports et, plus particulièrement, à des mesures d'hygiène. WaterAid fait un travail fantastique et je suis heureux de pouvoir le souligner aujourd'hui.

La diversité fait la force de notre pays et que ce soit en tant que député pour une collectivité d'une grande diversité comme Milton ou que secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse et du ministre du Patrimoine canadien (Sport), ce sont toutes des valeurs que je vais continuer de défendre.

J'ai grandi dans un logement communautaire à Oakville-Nord. Les coopératives d'habitation ne sont pas un endroit où la pauvreté existe, elles sont une solution à la pauvreté, et la coopérative Chautauqua, où j'ai grandi, en est la preuve. En juin dernier, ma coopérative Chautauqua a fini de rembourser une hypothèque de 35 ans. Cela signifie que, depuis 35 ans, la coopérative Chautauqua offre à plus de 80 familles un endroit sûr et sécuritaire où vivre chaque année.

Nous devons créer plus de logements abordables au Canada. Comme je l'ai dit, je suis un enfant des coopératives. Ma mère construit et gère des coopératives depuis plus de 30 ans. J'ai siégé au conseil d'administration d'une coopérative lorsque j'avais 13 ou 14 ans et j'ai réalisé que l'une des façons d'atténuer la pauvreté consiste à réduire les profits de sorte que, lorsque les gens paient

leur loyer, ils n'aient pas à s'assurer que quelqu'un fait de l'argent. Il s'agit vraiment d'une excellente solution, et je défendrai toujours ardemment le logement coopératif.

Les parents ne devraient pas avoir à choisir entre payer le loyer, mettre de la nourriture sur la table et inscrire leurs enfants à une activité sportive. Je peux dire honnêtement que je n'aurais pas pu me rendre jusqu'aux Jeux olympiques si ce n'avait pas été du logement coopératif, et j'espère que les enfants de demain pourront aussi profiter de ces possibilités et que les parents n'auront pas à faire le choix difficile de mettre de la nourriture sur la table ou d'inscrire leurs enfants à une activité sportive. Il ne devrait y avoir aucun obstacle financier entre une mode de vie sain et actif et les buts et aspirations des jeunes au Canada. Je pense qu'apprendre à développer ses habiletés physiques est tout aussi important que d'apprendre à lire, à écrire et à compter.

Je suis très heureux que la plateforme du Parti libéral comprenne une stratégie sur le logement de 40 milliards de dollars, et je suis emballé à l'idée de travailler sur ce dossier.

J'aimerais parler un peu du régime universel d'assurance-médicaments.

La semaine dernière, mon ami Simon Ibell aurait eu 43 ans. Simon Ibell a consacré toute sa vie à se battre pour pouvoir faire ce qu'il voulait, mais il parlait aussi beaucoup des maladies rares et du programme de médicaments pour les maladies orphelines. Le Canada doit se doter d'une plateforme sur les maladies rares, et elle devrait faire partie de notre régime universel d'assurance-médicaments.

En plus de parler de l'histoire de Simon, je vais un peu parler de celle de mon père, Joe, qui a la maladie de Parkinson. Depuis qu'il est à la retraite, il peine à payer les médicaments qu'il doit prendre pour continuer à vivre sa vie, et pourtant, ils sont abordables.

Je vais parler de la situation de certains parents de ma circonscription qui éprouvent le même genre de difficultés.

Le fils de Brandon et de Chrissy est atteint d'amyotrophie spinale, et le traitement de cette maladie rare est très coûteux. Wyatt et d'autres enfants, comme Chloe, Lennon et Eva, ainsi que des retraités comme mon père ont besoin d'une assurance-médicaments. Chloe, une fillette que j'ai connue lors de mon porte-à-porte, est atteinte du diabète de type 1. Il faut trouver une solution pour ceux qui vivent la même chose que Chloe. Liam, un petit garçon de ma circonscription, souffre de fibrose kystique, et son traitement coûte plus de 100 000 \$.

Bien que ce ne soit pas en lien direct avec l'assurance-médicaments, j'ai aussi entendu le témoignage de parents d'enfants autistes, comme Max, Dante et bien d'autres, qui souhaitent désespérément que le gouvernement fédéral adopte une stratégie nationale pour l'autisme. Je me suis réjoui d'entendre le premier ministre aborder le sujet dans l'un de ses récents discours.

Le point fort de ma campagne, cet été, je l'ai vécu sur l'eau. Je suis allé au camp Oochigeas et je me suis assis pour déjeuner. Ce camp fait vivre une expérience de camping à des enfants dont la vie a été touchée par un cancer. J'ai été très emballé de voir que j'étais assis à côté d'un garçon prénommé Matteo, dont j'avais rencontré la mère à l'entrée. Matteo se remet d'un cancer. Cela m'a vraiment fait plaisir de l'amener en canot. Nous avons passé une journée vraiment agréable.

Comme athlète, j'ai travaillé avec mes collègues et des équipes d'autres pays dans notre intérêt mutuel. Que les gens vivent à Pond Inlet, au Nunavut, à Prince George, en Colombie-Britannique, à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, à Trois-Rivières, au Québec, ou à Milton, en Ontario, ils méritent un gouvernement qui déploie plus d'efforts pour défendre leurs intérêts que pour se faire élire ou réélire. Je signale aux députés que j'ai mentionné une circonscription de chaque parti.

Les élections sont terminées. Le moment est venu pour nous d'arrêter de nous battre pour l'équipe rouge, l'équipe orange, l'équipe verte ou l'équipe bleue et de commencer à nous battre pour l'équipe Canada. Comme parlementaires, nous avons le devoir de remplir nos fonctions avec respect et intégrité, et je pense que nous pouvons être en désaccord sans être désagréables. Nous devons nous conduire dans cette distinguée assemblée de la manière qui convient à la fonction que nous avons tous le privilège d'occuper. L'esprit sportif est tout aussi important pour moi à la Chambre qu'il l'était sur l'eau.

Sur ce, je souhaite à tous les députés et à toutes les personnes qui nous regardent un joyeux Noël, de joyeuses Fêtes et une nouvelle année prospère.

• (1630)

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Madame la Présidente, j'apprécie le fait que vous ayez donné quelques secondes de plus au député pour lui permettre de terminer.

Je remercie mon collègue de son discours. C'était chic de sa part de saluer Lisa Raitt et son père, et je l'en remercie.

Toutefois, en ce qui concerne l'assurance-médicaments, le député a mentionné qu'il avait parlé à une personne atteinte de diabète de type 1 et à une personne autiste. Je me demande s'il sait que son propre gouvernement s'est attaqué aux personnes atteintes de diabète de type 1 et d'autisme en leur retirant son soutien et en les forçant à présenter une nouvelle demande pour obtenir les avantages fiscaux qu'elles recevaient auparavant. En fait, le gouvernement a disqualifié d'innombrables personnes qui recevaient le crédit d'impôt pour personnes handicapées pour le diabète de type 1 et l'autisme.

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, à l'instar de mes collègues libéraux, je suis fier des investissements que nous avons faits dans le domaine de la santé au cours des quatre dernières années et des investissements que nous continuerons de faire.

J'ai rencontré des représentants de groupes de défense des droits, de la Coalition contre le diabète et d'autres organismes au cours de la dernière année, et je suis désolé, mais ce ne sont pas les libéraux dont ils se sont plaints. C'est à cause des compressions provinciales que mes voisins et d'autres personnes sont en train de subir qu'ils se plaignent. Personne de ma circonscription ne m'a fait part des plaintes que le député a mentionnées. Toutefois, si le député veut, dans un esprit d'équipe, me rencontrer pour prendre un café, je serai heureux d'écouter ce qu'il a à dire.

• (1635)

[Français]

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

C'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. Je tiens donc à remercier ma famille, ainsi que la population d'Abiti-

L'Adresse

bi—Baie-James—Nunavik—Eeyou qui m'a élue. Je suis fière de les représenter.

J'ai assisté à un rassemblement de maillage des communautés autochtones et des maires de ma circonscription, une rencontre efficace et économique. Je souligne le travail important du Dr Ted Moses dans l'amélioration des relations entre le Nord et le Sud. La première loi crie a été adoptée et leur gouvernance indépendante est fascinante.

Le respect et l'interprétation des traités sont plus que jamais nécessaires afin de sortir du colonialisme dont ont souffert et souffrent encore à ce jour les Premières Nations de ce pays. Cela devrait être une des priorités dans le discours du Trône.

[Traduction]

M. Adam van Koeverden: Madame la présidente, je n'ai pas vraiment entendu de question dans les observations de la députée, mais je suis heureux de prendre la parole sur l'importance de l'inclusion des Autochtones.

Je suis reconnaissant aux Inuits d'avoir inventé l'embarcation dont je me suis servi pendant de nombreuses années. En tant qu'homme blanc venant d'Oakville, je tiens toujours à exprimer ma reconnaissance aux peuples autochtones pour les artefacts que, souvent, nous utilisons. Beaucoup de personnes ignorent par exemple que la crose est un sport autochtone, ainsi que le kayak. Selon moi, la reconnaissance de ces faits est un aspect très important de la vérité et de la réconciliation.

Je serais heureux de parler davantage de ce sujet, car, à l'égard de la vérité et de la réconciliation, le bilan du gouvernement est éloquant, même s'il reste beaucoup de travail à accomplir, pour tous les partis représentés à la Chambre.

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais tout d'abord féliciter mon ami le député de Milton de son élection.

Ma question en réponse au discours du Trône porte sur la situation du saumon sauvage de la côte Ouest.

La circonscription que je représente, Skeena—Bulkley Valley, tire son nom du fleuve Skeena, qui accueille une grande partie des montaisons de saumons sauvages de la Colombie-Britannique. Beaucoup de députés connaissent l'histoire de mon fascinant prédécesseur, Jim Fulton, qui, un jour, a traversé la Chambre pour plaquer un poisson sauvage sur le bureau du premier ministre.

La situation du saumon sauvage du fleuve Skeena est critiquée. Une étude récente a montré que le nombre de salmonidés a diminué des trois quarts au cours du dernier siècle. Pourtant, dans le discours du Trône, il n'y a pas le moindre mot au sujet du saumon sauvage de la Colombie-Britannique.

Voici ma question: le député convient-il qu'il s'agit d'une omission gravissime?

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, je remercie mon collègue et ami d'en face. Je souligne également que lui et moi représentons des circonscriptions qui étaient représentées auparavant par deux anciens députés exceptionnels. Nous avons tous deux de grosses pointures à remplacer, y compris Nathan Cullen, bien entendu.

L'Adresse

En tant que kayakiste, j'ai passé beaucoup de temps là où on trouve des saumons. D'ailleurs, dans ma circonscription, Milton, il y a quelques ruisseaux et même des saumons, qui vont frayer en montant un ruisseau jusqu'à l'étang Mill.

Je reconnais que de nombreuses espèces sont menacées. Cependant, sans vouloir minimiser la valeur ou l'importance du saumon de la côte Ouest, je ne me souviens pas d'avoir entendu parler d'une espèce animale dans le discours du Trône, à part les humains. Je pense que c'est un sujet de discussion très important. En ce qui a trait à la conservation de l'environnement, je pense que nous avons aussi un très bon bilan. Nous avons conservé plus d'étendues d'eau terrestres, marines et côtières que n'importe quel autre parti dans l'histoire.

Je serais ravi de parler du saumon avec mon collègue, peut-être autour d'une assiette de lox.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de Edmonton Strathcona, L'économie; l'honorable député de Northumberland—Peterborough-Sud, L'environnement.

[Traduction]

M. Vance Badawey (Niagara-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je profite de cette occasion pour souhaiter à tous un joyeux Noël, une joyeuse Hanouka et une bonne année. J'espère que les députés passeront beaucoup de bons moments avec leur famille, leurs amis et leur voisinage lorsqu'ils retourneront dans leur collectivité.

C'est pour moi un honneur de prendre la parole aujourd'hui en réponse au discours du Trône. C'est ma première intervention en cette 43^e législature. J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier les gens de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance pour que je les représente de nouveau à la Chambre. Je crois vraiment que nous pouvons rendre nos collectivités meilleures en travaillant tous ensemble. Je remercie mon équipe, qui a travaillé sans relâche tous les jours. Je remercie tous les bénévoles qui m'ont soutenu, qui ont fait du porte-à-porte, qui ont installé des affiches, qui ont fait des appels téléphoniques et tout le reste. Il est certain que je n'aurais pas pu être ici sans l'aide des nombreuses personnes qui m'ont épaulé au cours des derniers mois.

Je remercie ma famille. Je remercie Leanna, qui est mon roc dans la vie, de m'accompagner dans cette aventure. Je remercie Logan, Jordan, Tyler et Jake ainsi que mon petit-fils Hudson de m'appuyer. Je remercie ma mère Claudette et mon père George Wayne, qui m'ont toujours soutenu et aidé, et qui continuent de le faire tous les jours. Je ne représenterais pas Niagara-Centre à la Chambre si ce n'était de toutes les personnes proches de moi, dans ma région et au pays. Du fond du cœur, je dis à toutes ces personnes un mot qu'on ne dit pas assez souvent, merci. Je m'en voudrais de ne pas féliciter tous les députés qui ont été élus pour représenter les Canadiens à la Chambre et toutes les personnes qui ont présenté leur candidature l'an dernier.

Le discours du Trône est un plan que le gouvernement présente aux Canadiens pour indiquer où nous en sommes et où nous voulons aller. Il donne l'occasion à tous les députés de débattre avec vigueur et fougue du rôle et de la direction du gouvernement ainsi que, ce qui est tout aussi important, du rôle des 338 députés.

Que ce soit aujourd'hui ou dans les jours et les mois à venir, je suis impatient de discuter des intérêts de tout un chacun. Commençons par les métiers spécialisés. Nous avons fait des avancées remarquables dans ce domaine depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, il y a près de cinq ans. Même s'il y a de quoi se réjouir, nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire. Là encore, la collaboration est la clé.

Certaines provinces et certaines régions de notre beau pays ont du mal à trouver des travailleurs pour pourvoir les postes que les entreprises cherchent désespérément à pourvoir. La région de Niagara, d'où je viens, ne fait pas exception et, comme bien d'autres, elle commence à manquer de gens de métier d'expérience. Nous avons besoin de soudeurs, de tuyauteurs, de chaudronniers, de marins, de carreleurs, de plombiers, de techniciens, de cuisiniers, de chefs, bref, de gens de métiers chevronnés et travaillants.

Grâce aux efforts de l'ancienne ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, le gouvernement a bonifié de 2,7 milliards de dollars sur six ans le soutien fédéral offert aux provinces et aux territoires. Il s'agit d'une hausse extraordinaire. Ces sommes permettront d'aider davantage de chômeurs, de travailleurs sous-employés et de gens souhaitant se recycler pour mieux revenir sur le marché du travail ainsi que de renforcer le marché canadien du travail et, partant, l'économie nationale au grand complet. Nous avons investi 225 millions de dollars sur quatre ans pour définir les compétences qui faisaient défaut dans le contexte économique actuel et combler les lacunes constatées, car nous tenions à ce que les Canadiens soient aussi bien préparés que possible à affronter la nouvelle économie. D'autres investissements seront également réalisés, en collaboration avec nos partenaires, afin que, collectivement, nous puissions combler les pénuries de travailleurs spécialisés.

Nous avons baissé les impôts. Nous avons rendu la vie plus abordable pour nos concitoyens. Avec les Canadiens, le gouvernement a su créer les conditions nécessaires pour créer plus d'un million d'emplois en tout juste quatre ans.

● (1640)

Avec une économie forte et une dette en baisse constante par rapport à la taille de son économie, le Canada affiche maintenant le meilleur rendement et le meilleur bilan des pays du G7. C'est grâce aux efforts de chacun d'entre nous, qui travaillons une fois de plus ensemble à la réalisation de ces objectifs communs. Ensemble, nous avons aidé 900 000 personnes à sortir de la pauvreté. En même temps, nous savons que nous devons être prêts à relever de nouveaux défis.

Notre plan prévoit des réductions d'impôt pour tous les Canadiens, sauf les plus riches. Cette semaine, notre gouvernement a pris des mesures pour modifier la Loi de l'impôt sur le revenu afin de réduire les impôts de la classe moyenne et des gens qui travaillent sans relâche pour en faire partie. Près de 20 millions de Canadiens en bénéficieront. Cela permettra à une personne seule d'économiser près de 300 \$ par an. Pour les familles, y compris les familles monoparentales, l'économie approchera les 600 \$ par an.

J'ai pu constater de mes propres yeux, dans ma circonscription et dans toute la région de Niagara, l'impact positif de l'Allocation canadienne pour enfants sur de nombreuses personnes et de nombreuses familles. Les jeunes familles ont désormais les moyens d'acheter des articles comme des fournitures scolaires et de l'équipement sportif, et de se joindre à différents organismes. Cela améliore la qualité de vie qu'ils méritent en tant que Canadiens. Pour la toute première fois, la prestation donne plus d'argent chaque mois à neuf familles sur dix. Ce programme a sorti 300 000 enfants de la pauvreté. Nous verserons jusqu'à 1 000 \$ de plus aux familles afin de les aider au moment où élever des enfants coûte particulièrement cher en bonifiant de 15 % l'Allocation canadienne pour enfants pour les enfants âgés de moins d'un an. Nous ferons en sorte que les familles reçoivent plus d'argent immédiatement en rendant non imposables les prestations de maternité et les prestations parentales.

Nous avons entendu parler aujourd'hui du nouvel ALENA qui appuie le commerce et qui renforce notre économie. Il faut remercier tous les Canadiens de tous les coins du pays, de tous les horizons et de toutes les allégeances politiques, qui se sont joints au gouvernement dans le cadre de cet effort. Cela comprend le premier ministre, la vice-première ministre, le Conseil de l'ALENA et les premiers ministres des provinces et territoires. Quel que soit le parti auquel ils appartiennent, je lève mon chapeau à chacun d'eux pour avoir travaillé ensemble en vue de réaliser cet exploit. Le nouvel ALENA représente des emplois canadiens, en particulier à Niagara et certainement ailleurs dans ce beau pays qu'est le Canada. Ce nouvel accord renforcera les liens économiques, déjà solides, entre les trois pays et favorisera la création d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens de la classe moyenne.

Le transport et l'infrastructure sont essentiels à notre pays, surtout dans ma circonscription, Niagara, qui est une région frontalière. L'infrastructure nationale de transport du Canada comprend 26 aéroports, 18 administrations portuaires, 45 000 kilomètres de voies ferrées et 38 000 kilomètres de routes, ainsi que le réseau des Grands Lacs, le fleuve Saint-Laurent et le canal Welland, également situé dans la région de Niagara.

Voyons de plus près ce qui, dans la région de Niagara, contribue à renforcer l'économie et les intérêts nationaux du Canada dans son ensemble. À Niagara, on trouve le canal Welland, la route Queen Elizabeth, l'autoroute 406, des aéroports locaux, tous situés à moins d'une journée de route des centres qui génèrent plus de 44 % des revenus annuels du continent nord-américain. Niagara est un parfait exemple qui montre comment l'intégration de la logistique de distribution dans les divers modes de transport permettra de renforcer la performance commerciale du Canada à l'échelle internationale. Les portes d'entrée pour le commerce des biens entre le Canada et ses partenaires commerciaux sont cruciales. Sans elles, nos chaînes d'approvisionnement améliorées ne pourront pas fonctionner avec fluidité.

C'est pourquoi j'ai eu l'honneur de siéger au Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités tout au long de la dernière législature et de collaborer avec tous les partis à l'élaboration d'une stratégie canadienne sur les transports et la logistique.

• (1645)

Je suis impatient de poursuivre les progrès réalisés par le comité, comme sur la question de l'adéquation de nos ressources en transport pour renforcer, par exemple, la région frontalière des Grands Lacs. Cela va englober nos responsabilités économiques, sociales et environnementales liées aux Grands Lacs.

L'Adresse

Nous avons présenté une nouvelle mesure législative sur les navires abandonnés pour veiller à ce que ce soit les pollueurs qui paient pour leurs dégâts et non les Canadiens de la classe moyenne. Nous allons défendre les voyageurs canadiens et voir à ce qu'ils soient traités avec équité et respect en modifiant la Loi sur la modernisation des transports.

Nous allons nous attaquer aux grands goulots d'étranglement au moyen du Fonds national des corridors commerciaux. Nous allons travailler avec nos collègues de tous les partis et avec les Canadiens sur les questions de transport et d'infrastructure. J'ai été heureux de faire campagne avec une plateforme qui comprenait la création d'un fonds national pour l'infrastructure, qui servira à financer le transport en commun et à faire en sorte que les municipalités continuent d'avoir un financement stable et direct pour les stratégies et les priorités qu'elles auront elles-mêmes établies. On financera les projets locaux, les projets conçus par les excellentes équipes sur le terrain, au niveau municipal, au niveau local, au niveau de la collectivité. Nous allons continuer de travailler avec les députés afin d'améliorer l'infrastructure de transport pour tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Nous ne ménagerons aucun effort pour régler la question de l'abordabilité. Nous investirons dans le logement abordable et prendrons des mesures pour faciliter l'achat d'une première habitation pour un plus grand nombre de gens. Par exemple, nous avons investi des millions de dollars dans Welland, une ville de ma circonscription, pour faire construire des logements abordables et nous continuons à collaborer avec l'organisme Niagara Regional Housing afin d'accroître le nombre de logements abordables dans toute la région de Niagara.

La lutte contre les changements climatiques est le plus grand défi de notre époque ainsi qu'un élément crucial de la présente législature. C'est un sentiment que tous les Canadiens partagent. Les Canadiens ont voté massivement pour que nous prenions immédiatement des mesures ambitieuses de lutte contre les changements climatiques. L'environnement est important pour tous les Canadiens parce que, si nous ne le protégeons pas, notre santé pourrait être en péril et nous pourrions même être privés de notre avenir.

Garder l'air pur et l'eau propre est essentiel de nos jours. Les nouvelles technologies sont primordiales, et il faut en créer pour nous aider à lutter contre les changements climatiques. Nous sommes résolus à protéger l'environnement en fixant l'objectif que le Canada devienne carboneutre d'ici 2050 en tarifant la pollution, en protégeant et conservant la nature et en réduisant la pollution par le plastique dans l'environnement.

Nous sommes déterminés à développer de nouvelles technologies. Nous sommes résolus à améliorer l'environnement dans lequel nous vivons et à protéger les Canadiens contre les substances nocives. Le gouvernement a à cœur d'offrir un environnement sain et sûr à tous les Canadiens.

En ce qui concerne les aînés, je dois dire que les Canadiens vivent plus longtemps que jamais. Les aînés d'aujourd'hui sont confrontés à une hausse des coûts des soins de santé. Le nombre d'aînés qui comptent sur les prestations mensuelles pour joindre les deux bouts augmente à mesure que les Canadiens — nos voisins, les membres de notre famille et nos amis — vieillissent. Nous avons baissé l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse de 67 à 65 ans. Nous avons apporté ce changement parce que nous savons qu'il permettra aux aînés d'avoir en poche des milliers de dollars de plus en vue de leur retraite et de la prendre plus tôt.

L'Adresse

Pour rendre la vie plus abordable pour la population vieillissante, nous augmenterons de 10 % les versements de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus, et nous continuerons de les augmenter selon l'inflation. Cela permettra de sortir plus de 20 000 aînés de la pauvreté, dont les deux tiers sont des femmes, et assurera une plus grande sécurité financière à plus de trois millions d'aînés chaque année. Pour la plupart des aînés, cela représentera une aide financière supplémentaire pouvant atteindre jusqu'à 729 \$ chaque année une fois qu'ils atteindront l'âge de 75 ans.

• (1650)

Nous allons donner suite aux mesures destinées à aider les aînés qui ont perdu leur partenaire. Nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour offrir encore plus de soutien aux survivants, en bonifiant le Régime de pensions du Canada. Cette bonification, qui pourra représenter jusqu'à 2 080 \$ de prestations supplémentaires par année, donnera plus d'argent et une plus grande tranquillité d'esprit à plus de 1,2 million d'aînés, au moment où ils en ont le plus besoin.

Je vois cela chaque jour dans Niagara. Qu'il s'agisse de Portal Village, à Port Colborne, de Villa de Rose, à Welland, ou de la résidence pour aînés Cobble Stone Gardens à Thorold, il faut investir dans les aînés pour qu'ils puissent vivre leur retraite dans le confort, comme ils le méritent. Les aînés ont bâti notre pays. Ils ont bâti nos collectivités; ils en sont la fondation. Ils sont nos guides. Ils nous apprennent qui nous sommes et d'où nous venons pour que nous puissions prendre la relève.

Le discours du Trône est une feuille de route qui présente la direction que nous voulons prendre au cours de cette nouvelle législature. Il s'agit de notre guide pour servir les Canadiens. Oui, nous avons du travail à accomplir. Nous continuerons de lutter pour les familles, les enfants, le climat, les aînés, les communautés autochtones et le Canada sur la scène mondiale.

J'ai donc hâte de commencer à travailler avec les 338 députés et les Canadiens intéressés par ces dossiers, afin de trouver des mécanismes et des plans d'action qui pourront répondre aux besoins des 338 circonscriptions de notre merveilleux pays. Nous pouvons y arriver si nous unissons nos efforts pour réaliser les objectifs communs à tous les Canadiens.

Il ne faut jamais sous-estimer l'effet que nous pouvons avoir sur les autres, sur notre famille, nos amis et nos voisins. C'est vrai pour tout le monde au Canada. Peu importe si on siège à la Chambre des communes, si on oeuvre dans la collectivité, si on représente une organisation, si on est député provincial ou territorial, maire, conseiller ou bénévole: il ne faut jamais sous-estimer l'effet qu'on peut avoir sur les autres. Il suffit parfois d'un mot, d'une phrase ou d'un geste, que ce soit dans un centre commercial, sur un trottoir ou dans l'enceinte de la Chambre des communes, pour changer la vie de quelqu'un. En tant que Canadiens, nous avons la responsabilité d'avoir un effet positif sur les autres, et nous avons la possibilité de le faire.

En tant que parlementaires à la Chambre des communes, nous devons mettre sur un pied d'égalité les 338 circonscriptions de ce merveilleux pays. Peu importe le député qui les représente et son allégeance politique, nous devons répondre aux attentes des Canadiens.

Nous sommes le Canada. Comme le président Obama l'a déclaré à la Chambre, « le monde a besoin du Canada ». Il nous incombe

donc d'oeuvrer ensemble pour renforcer les valeurs canadiennes à l'échelle nationale. Il nous incombe aussi de donner l'exemple dans ce merveilleux pays et, autre point tout aussi important, d'être solidaires en tant que Canadiens sur la scène internationale. Pour y arriver, il faut avant toute chose une vision. Ensuite, il faut travailler ensemble, forts de notre solidarité. C'est en étant des leaders dans nos communautés — et tout d'abord à la Chambre des communes — et en travaillant avec nos partenaires que nous pourrions réussir et faire du Canada un pays meilleur. Nous pourrions y arriver grâce à ce que nous accomplirons ici ensemble.

• (1655)

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, vous serez peut-être surprise que j'abonde, jusqu'à un certain point, dans le sens de mon estimé collègue de l'autre côté de la Chambre. Je crois aussi à la collaboration entre les partis. S'il est possible de travailler ensemble pour faire avancer des projets de loi et des motions, nous sommes capables de le faire, et je crois que nos concitoyens nous regardent.

Par contre, sur l'accord de libre-échange, je suis obligé d'être en désaccord avec mon estimé collègue, parce que cela fait mal à notre région. Les gens sont véritablement inquiets, ils ne font pas semblant de l'être, parce que l'aluminium est le poumon économique de notre région. Dans cet accord, il est attaqué et n'est pas protégé, malheureusement, comme l'acier.

Je suis capable de travailler avec mes estimés collègues, mais je suis le représentant de Lac-Saint-Jean, et mes concitoyens et mes concitoyennes me regardent et me demandent d'agir. Je ne peux pas rester les bras croisés et rester assis. Je suis obligé d'aller au fond des choses et d'aller me battre pour eux, car c'est ce qu'ils me demandent.

Si mon collègue était à ma place, qu'est-ce qu'il ferait?

• (1700)

[Traduction]

M. Vance Badawey: Madame la Présidente, nous sommes tous dans la même situation. Nous défendons tous les intérêts, en l'occurrence économiques, de notre circonscription.

Je félicite le ministre, le premier ministre et, surtout, les équipes qui ont négocié jour après jour de la conclusion de cet accord. C'est un accord avantageux pour le Canada. Il nous prépare et nous solidifie de sorte que nous améliorions notre empreinte économique à l'échelle internationale.

L'accord comporte d'excellents éléments, notamment pour nos industries de l'acier et de l'aluminium. Il exige que le produit soit composé à 70 % d'aluminium. Je ne peux que présumer que, lorsque nous renégocierons l'accord, dans cinq, 10 ou 15 ans, nous le renforcerons encore.

Nous attendons impatiemment la mise en place de cet accord, qui nous rattacherait aux deux autres accords, l'Accord économique et commercial global et le Partenariat transpacifique. Cela nous donne accès à 1,8 milliard de consommateurs dans le monde. C'est avantageux pour le Canada. Même si notre population au sens propre est de 38 millions d'habitants, notre population économique s'élèverait à 1,8 milliard de consommateurs. Je suis convaincu que la circonscription du député pourrait tirer avantage...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle aux députés qu'ils doivent me regarder pendant les questions et les observations pour que je puisse leur signaler que leur temps est écoulé.

Nous poursuivons les questions et les observations. Le député de Cowichan—Malahat—Langford a la parole.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Madame la Présidente, je félicite le député de Niagara-Centre pour sa réélection.

Je veux parler des soins dentaires. De nombreux Canadiens de ce grand pays souffrent d'une mauvaise santé buccodentaire et n'ont pas les moyens d'aller chez le dentiste. Des députés du caucus néo-démocrate ont rencontré des gens qui couvraient leur bouche en parlant parce qu'ils étaient gênés de l'état de leur dentition. Nous savons qu'une mauvaise santé buccodentaire peut entraîner des complications pour la santé. C'est un véritable obstacle à la mobilité sociale.

Le gouvernement a récemment déposé une motion des voies et moyens. Le NPD a alors présenté une contre-proposition: appliquer la mesure aux gens dont le revenu est de 90 000 \$ ou moins et investir les sommes dégagées dans un régime national de soins dentaires, ce qui permettrait réellement à ceux qui en ont désespérément besoin de souffler financièrement.

Le député appuiera-t-il une telle mesure afin d'offrir une aide concrète à ceux qui en ont besoin? S'il n'est pas prêt à prendre cet engagement, il pourrait peut-être dire à la Chambre combien de temps encore les Canadiens devront attendre avant d'avoir accès à ce type de service.

M. Vance Badawey: Madame la Présidente, c'est une question extrêmement pertinente. C'était un enjeu très important pendant la campagne électorale et la dernière session à la Chambre.

J'ai discuté de la question avec un grand nombre d'organismes. La réponse courte est oui, je suis d'accord avec vous. Je pense que, avec le temps, après la mise en œuvre d'un régime complet d'assurance-médicaments dans un ou deux ans, nous nous pencherons sur les soins dentaires. J'ajouterai même que nous allons aussi inclure les soins de la vue et de l'ouïe à cet examen. Par conséquent, le temps venu, d'une façon réfléchie, tout particulièrement en ce qui concerne les responsabilités fiscales, nous disposerions d'un programme d'assurance-maladie complet qui inclurait l'assurance-médicaments et qui couvrirait la santé buccodentaire, auditive et visuelle.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions et ses observations à la présidence.

Nous passons aux questions et aux observations. Le député de Lac-Saint-Louis a la parole.

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la Présidente, le député a prononcé un discours solide et convaincant. Il a aussi expliqué de façon énergique et détaillée ce que le gouvernement a fait durant la dernière législature et ce qu'il entend faire à l'avenir. J'ai bien aimé écouter les propos du député.

Le député a beaucoup parlé des infrastructures ou de ce que j'appelle le matériel. Bien sûr, il est extrêmement important d'investir dans les infrastructures, car, à notre époque, si un pays ne le fait pas, il traînera de l'arrière.

L'Adresse

Cependant, le gouvernement a pris d'autres initiatives qu'on pourrait appeler des logiciels, comme l'Allocation canadienne pour enfants et l'Allocation canadienne pour la formation. Ces investissements sont parfois perçus comme des dépenses, et le gouvernement se fait critiquer à ce sujet. Il s'agit en fait d'investissements dans l'avenir, car des enfants en santé deviennent plus tard des travailleurs en santé. Les parents qui touchent l'Allocation canadienne pour enfants peuvent investir dans des régimes enregistrés d'épargne-études et ainsi de suite. Évidemment, si un travailleur est en mesure de se recycler, il peut acquérir les compétences nécessaires pour relever les défis sur les plans environnemental et scientifique que présente notre monde moderne et complexe.

Je saurais gré au député d'expliquer la distinction qui s'impose et les raisons pour lesquelles ces dépenses, qui, à première vue, peuvent paraître complaisantes, sont en fait des investissements dans l'avenir du pays.

• (1705)

M. Vance Badawey: Madame la Présidente, c'est une excellente question, car nous ne voyons parfois que les avantages évidents des investissements et non leurs avantages résiduels.

Le député a raison. Chaque investissement que nous faisons, qu'il s'agisse de l'Allocation canadienne pour enfants, de la Sécurité de la vieillesse ou d'infrastructures liées aux routes, aux conduites d'eau ou à d'autres choses du genre, comporte des avantages additionnels. Cependant, tout est une question d'investissement dans les collectivités. Il s'agit d'améliorer les collectivités et d'investir dans les Canadiens.

Lorsque nous investissons dans certains programmes, qu'il s'agisse de l'Allocation canadienne pour enfants, ou dans l'aménagement d'une route ou d'une voie navigable, il y a non seulement un effet direct, mais aussi beaucoup plus d'effets indirects, surtout en ce qui concerne les gens.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, tout d'abord, je tiens à saluer mon collègue d'en face et à le féliciter pour son discours, dont le ton était tout à fait rassembleur. C'est exactement le ton que nous espérons maintenir lors de nos discussions futures à la Chambre. Il aura évidemment toute notre collaboration.

J'aimerais revenir sur la situation des aînés, dont il a parlé dans son discours. Dans le discours du Trône, on a annoncé des mesures qui parlent d'augmenter les pensions de vieillesse pour les aînés. Cependant, le gouvernement semble maintenir le cap sur l'âge de 75 ans en ce qui concerne l'amélioration des conditions de nos aînés.

Je voudrais demander à mon estimé collègue s'il ne pense pas que ce serait préférable de ramener cela à 65 ans, comme nous le proposons depuis longtemps, étant donné que la pauvreté n'attend pas à 75 ans. Dès l'âge de la retraite, souvent, les gens sont dans le besoin. J'aimerais avoir le point de vue de mon collègue là-dessus.

L'Adresse

[Traduction]

M. Vance Badawey: Madame la Présidente, une chose que j'ai faite lors de mon dernier mandat et que je continuerai de faire, c'est de parler avec beaucoup d'ainés et de représentants de divers organismes et foyers pour personnes âgées. J'ai pris cette habitude et je m'y adonne autant que possible lorsque je retourne dans ma circonscription. J'ai entendu mes concitoyens dire haut et fort que c'est à l'âge de 75 ans que les besoins sont le plus grands.

Le député a raison de dire qu'il y a des moments où les besoins sont plus grands chez les gens moins âgés. C'est pourquoi nous avons d'autres programmes qui comblent ces lacunes.

Cependant, dans le cadre de nos discussions avec des ainés et des organismes comme CARP, on nous a informés que c'est à l'âge de 75 ans que les besoins commencent à se multiplier, et de beaucoup. Par exemple, lorsque les conjoints décèdent, les survivants sont laissés seuls. C'est à ce moment-là que l'aide est surtout nécessaire. C'est pour ces raisons que nous avons décidé de fixer l'âge d'admissibilité au programme à 75 ans.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je précise que je vais partager mon temps de parole avec ma collègue la députée de Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je profite du fait que je dispose d'un peu plus de temps que lors de ma dernière intervention pour souligner à mon tour la contribution de mes proches dans cette belle aventure politique. D'abord, je remercie les nombreux bénévoles qui n'ont pas compté leurs heures pendant la campagne électorale. Nous savons tous ici qu'ils sont le nerf de la guerre, nous en sommes tous très conscients.

Je mentionne aussi ma très fidèle collaboratrice, qui est devenue une amie en cours de route, comme c'est souvent le cas, je pense. Je parle ici de Gisèle, qui s'occupe de tout dans la circonscription avec l'aide de nos formidables Andrée-Anne et Marie-Christine. Les citoyens de Drummond seront bien servis.

Je veux aussi souligner une présence inestimable dans la vie des politiciens: celle de nos conjointes ou conjoints. Il faut avouer que nous leur imposons un rythme de vie particulier. Cela prend de la compréhension et beaucoup de complicité de leur part pour accepter d'embarquer dans le tumulte de la politique, et même, parfois, de faire semblant d'aimer cela. Ma magnifique conjointe, Caroline, n'a pas choisi de faire de la politique, mais je la remercie de m'y avoir accompagné avec beaucoup d'ouverture et un enthousiasme grandissant.

Comme c'est la réalité de milliers de familles québécoises de nos jours, Caroline et moi formons une belle famille reconstituée, avec un total de quatre enfants: Christophe, Alexandrine, Lily-Rose et Tom. Avec deux garçons et deux filles, nous avons la parité. J'ai dit « famille reconstituée », ce qui sous-entend une garde partagée. Nous devons composer avec un autre parent. Je me dois de souligner la chance que j'ai de compter sur une ex-conjointe qui comprend l'implication que requiert l'engagement politique et qui accepte d'assumer plus que sa part de responsabilité auprès de nos enfants, Lily-Rose et Tom, afin qu'ils ne subissent pas trop les effets de ma nouvelle vie. Je remercie donc Marilou et je reconnais la valeur de l'harmonie que nous avons su installer dans notre relation de parents séparés. Cela me place, comme on le voit, en contexte mi-

noritaire dans ma vie privée aussi. Je confirme donc que cela se passe bien et qu'il y a de l'espoir pour cette législature.

Je vais terminer mes hommages en mentionnant deux jeunes gens exceptionnels qui se sont révélés ces derniers mois d'une fougue insoupçonnée. Ce sont mes parents, Henriette Jolin et Louis Champoux. Comme il est impoli de dévoiler l'âge d'une dame, je me contenterai de dire qu'ils totalisent 159 ans à eux deux, si l'on compte les mois déjà écoulés. Ils ont montré une telle passion et une telle énergie pendant la campagne électorale que je ne serais pas surpris de les voir se présenter eux-mêmes aux prochaines élections.

J'espère sincèrement que ce ne sera pas contre moi. Il faut comprendre ma crainte. Mon arrière-grand-père Émile Fortin a siégé à la Chambre lors de la 30^e législature comme député de Lévis. Son fils, mon grand-oncle Louis Fortin, a représenté Montmagny-l'Islet de 1958 à 1962. En fait, il a repris le siège de Jean Lesage à l'époque, quand ce dernier a quitté Ottawa pour aller à Québec. La seule génération qui n'a pas eu d'élu dans cette famille est donc celle de mon père, et je crains qu'il n'ait une envie soudaine de remédier à la situation.

Tous ces gens, l'ensemble de ma famille de même que mes amis, qui me sont très chers, ont été essentiels tout au long du parcours qui m'a amené ici.

Le discours du Trône nous a donné espoir de faire quelques avancées dans les dossiers qui sont chers aux Québécoises et aux Québécois. Par contre, il reste beaucoup de travail à faire. Il faut s'assurer que les bottines suivent les babines, comme on dit par chez nous.

Dans ce discours du Trône, il n'y avait rien sur la culture, rien sur la langue et rien sur l'aide aux médias, pourtant promise dans le budget de 2019. Les absents ont toujours tort, dit-on, mais nous allons faire en sorte que ces absents-là ne soient pas oubliés, et nous allons travailler fort.

Le Bloc québécois a mis en avant un grand nombre de propositions dans les mois précédant l'élection, et nous avons évidemment continué à en faire la promotion au cours de la campagne électorale. Ces propositions se sont trouvées dans notre plateforme. Sans surprise, plusieurs d'entre elles ont trouvé écho auprès de nos électeurs et nous pouvons en retrouver certains éléments, bien que de manière très incomplète, dans le discours du Trône. J'y vois tout de même une porte ouverte à la discussion et même, dans certains cas, une passe sur la palette.

Prenons la taxe sur les géants du Web. Le gouvernement a manifesté son intention d'agir rapidement et d'imposer une taxe aux GAFA, les Google, Apple, Facebook et Amazon de ce monde. C'est bien, mais ce n'est pas assez. Il faut que ces sommes prélevées soient considérées non pas comme une simple taxe, mais comme une redevance qui sera distribuée aux créateurs de contenu, aux artistes et aux médias. De plus, nous demandons que 40 % des sommes ainsi récoltées soient destinées aux créateurs de contenu et aux médias francophones, et ce, pas seulement pour le Québec, mais pour la francophonie de tout le Canada. C'est la culture francophone qui en dépend. C'est une question de survie culturelle, rien de moins.

• (1710)

Il est aussi temps de montrer que nous n'attendrons pas les décisions de l'OCDE ou l'humeur des Américains pour exiger que le contenu provenant de nos créateurs soit payé décentement. On doit mettre nos culottes et imposer la TPS aux géants du Web afin de mettre fin à une concurrence déloyale.

Les médias écrits traversent présentement une crise sans précédent. Des journaux ferment partout au pays, parce que les revenus publicitaires fondent au profit des géants du Web, encore une fois. Quarante-huit pour cent des revenus publicitaires ont diminué entre 2003 et 2016, et cela ne s'est pas amélioré depuis trois ans. Le nombre d'abonnements est toujours en déclin.

Encore une fois, le gouvernement propose un plan incomplet, mais qui peut être amélioré. Je tiens à dire que nous allons travailler de concert avec le milieu, ainsi qu'avec nos collègues à la Chambre qui ont aussi ce dossier à cœur, pour nous assurer que ce plan, qui sera mis en avant et qui sera implanté, répond aux besoins de l'industrie des médias et de ses artisans.

Par contre, cette crise des médias écrits a frappé fort et on doit aujourd'hui faire très attention, parce qu'on voit venir une crise similaire dans nos médias électroniques. Encore une fois, nous devons protéger nos médias contre la toute-puissance des GAFAs. Nos médias sont partie prenante de notre démocratie et, même s'ils ne nous font pas toujours bien paraître, il nous appartient de protéger leur indépendance et leur santé financière en réglementant de manière équitable toutes les sources, peu importe d'où elles proviennent.

Presque tous mes collègues se sont empressés de me contacter pour me faire part de problèmes en lien avec l'installation de fibres optiques et de couverture cellulaire, et ce, dès l'annonce de mes responsabilités en tant que porte-parole en matière de communication pour mon parti. Cela m'a rendu très populaire. Je recommande même à tous ceux qui recherchent l'âme sœur d'indiquer la mention « porte-parole en matière de communication » dans leur profil, sur les sites de rencontre. « Ça pogne! »

Le fédéral a mis en avant un programme et de l'argent, mais Québec avait déjà un programme efficace et plus rapide. Il aurait été tellement plus simple de transférer les sommes au gouvernement du Québec, qui aurait géré cela en fonction des priorités.

Internet en région, ce n'est pas une fable. C'est la réalité pour plusieurs personnes, pour plusieurs petites entreprises, et pour des agriculteurs, en grande proportion, qui ne peuvent pas s'équiper de robots de traite comme le font plusieurs fermes laitières. Cela leur permettrait une opération beaucoup plus efficace de leurs entreprises agricoles.

Des élus de petites municipalités absolument charmantes, comme Saint-Pie-de-Guire, Sainte-Brigitte-des-Saults ou plusieurs autres endroits situés dans la plus belle circonscription, celle de Drummond, dont je vous ai parlé récemment, aimeraient bien attirer des PME ou des travailleurs autonomes, mais l'accès à Internet est tellement déficient, et la couverture cellulaire tellement inefficace, que c'est impossible d'y penser.

Il faut qu'on comprenne, qu'on réalise, que l'accès à Internet haute vitesse n'est plus un luxe aujourd'hui. Il faut agir en fonction de cela. C'est un service essentiel au développement économique régional. Si on veut attirer des entreprises et si on veut que des emplois intéressants se développent en région, il faut accélérer le pro-

L'Adresse

cessus, sinon on ne s'en sortira pas et nos régions vont continuer de pâtir.

Que l'on me comprenne bien, je ne lance pas de roches aux grandes entreprises. Les entreprises travaillent dans les paramètres de marchés qu'on leur impose. C'est à nous, par contre, de voir à ce que ces paramètres soient ajustés et adaptés pour que nos gens et nos familles soient au cœur des décisions et des gestes que nous posons.

Je cite rapidement un exemple. La municipalité d'Amherst, au Québec, doit encore aujourd'hui dépendre d'un service de téléavertisseur pour joindre les premiers répondants en cas d'urgence.

J'ai interpellé le gouvernement à ce sujet. Le ministre avait une bonne oreille et une sensibilité concernant ce dossier. J'ai même parlé avec des gens de l'entreprise qui dessert présentement la municipalité. Tout le monde est ouvert. Tous les intervenants sont ouverts à faire cheminer ce dossier pour permettre aux gens de la municipalité d'Amherst de se doter d'un système plus moderne et plus efficace. Il ne manque qu'un peu de bonne volonté et le financement nécessaire. Cela ne peut pas attendre. On ne peut pas laisser des gens, dans une municipalité, sans possibilité d'avoir un service d'urgence. Cela est inadmissible.

À la lumière de ce que je viens d'énoncer, il est évident que la spécificité du Québec complique la tâche du gouvernement dans des dossiers aussi complexes que ceux de la culture et des communications. C'est pourquoi le Bloc québécois proposera la création d'un CRTC québécois, lequel serait mieux à même de protéger la culture, la langue et les médias francophones. Un tel organisme aurait aussi pour effet d'alléger considérablement la tâche des instances actuelles et permettrait à nos deux cultures distinctes de s'épanouir beaucoup plus librement.

• (1715)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il ne fait aucun doute que de nombreuses provinces pourraient tirer parti de bien des initiatives québécoises. Je pense notamment à l'offre d'une subvention pour l'achat d'un véhicule électrique. C'est une initiative qui a été très bien accueillie. Dans son dernier budget, le gouvernement fédéral a proposé un programme semblable, qui a ensuite été mis en œuvre partout au pays. Le taux de participation à ce programme a été exceptionnel.

Je soulève ce point parce qu'un très grand nombre de bonnes initiatives sont mises en place dans différentes régions du Canada et que le gouvernement fédéral joue un rôle crucial à cet égard. Il recueille ces idées, et il les applique à l'échelle nationale de maintes façons. J'espère que c'est ce qui se produira avec l'assurance-médicaments.

Je me demande si mon collègue pourrait se prononcer sur la grande importance que revêt une telle collaboration entre le gouvernement fédéral et les provinces.

[Français]

M. Martin Champoux: Madame la Présidente, je remercie le député du gouvernement de son commentaire.

L'Adresse

Effectivement, nous apprécions beaucoup la collaboration et les idées qui proviennent de partout. C'est un fait, mais il y a des dossiers qui sont beaucoup plus complexes que les bonnes idées qui sont récupérées avec beaucoup de succès. Je dois admettre que je connais beaucoup de gens dans mon entourage qui profitent de cette subvention additionnelle que le fédéral a ajoutée à celle que le gouvernement du Québec offrait déjà.

Cependant, il y a des dossiers plus complexes et sensibles, par exemple, les télécommunications et l'accès à Internet haute vitesse en région, qui seraient peut-être mieux gérés si on transférait les responsabilités et la supervision de ces programmes aux provinces.

• (1720)

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, permettez-moi une autre réflexion sur le discours du Trône.

En 2015, je travaillais au sein d'une organisation non gouvernementale dans le domaine du développement international, et j'ai été ravie d'entendre le premier ministre dire que le Canada était de retour. Je ne me rendais pas compte à l'époque que cela ne s'appliquait pas à notre aide au développement et que le Canada se trouvait bien au bas de la liste des pays donateurs de l'OCDE.

En effet, il figure actuellement dans la moitié inférieure du classement des pays donateurs. Il donne approximativement le quart de 1 % du revenu national brut, ce qui représente son taux le plus bas en plus d'un demi-siècle. Malgré les paroles creuses et les beaux discours du gouvernement libéral, nous investissons actuellement encore moins que le gouvernement Harper pour rendre le monde plus sûr et plus prospère. C'est embarrassant.

Les Canadiens, y compris mes concitoyens albertains, sont fiers que le Canada ait l'habitude de faire plus que sa part sur la scène mondiale. Quand le gouvernement libéral s'engagera-t-il à augmenter considérablement son aide publique au développement afin qu'elle s'élève enfin à 0,7 %, comme l'avait promis Lester B. Pearson et à l'instar de nombreux autres pays, tels que l'Irlande et la Norvège?

[Français]

M. Martin Champoux: Madame la Présidente, j'apprécie le commentaire tout à fait louable de ma collègue de l'opposition.

Effectivement, le Canada a toujours eu une excellente réputation à l'international. Cela étant dit, je pourrais louer le commentaire, la question et la bonne volonté de ma collègue, mais je pense que ce n'était pas une question qui m'était adressée directement.

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais féliciter l'aplomb et l'éloquence de la réponse de mon collègue de Drummond au discours du Trône. Les gens de Drummond ont un député qui saura faire entendre la voix des citoyens et des citoyennes de Drummond à la Chambre avec qualité.

Après une lutte acharnée pendant l'élection, les libéraux et les conservateurs ont voté main dans la main, mardi dernier, contre ce que mon collègue de Westmount appelle la priorité des priorités, c'est-à-dire la santé.

J'aimerais que mon collègue de Drummond commente ce fait.

M. Martin Champoux: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question que je n'ai pas beaucoup abordée dans ma réponse au discours du Trône.

À mon avis, la solution est très claire. Il s'agit simplement d'accéder à la demande que nous faisons et que l'ensemble des provinces ont faite, soit à celle d'augmenter à 5,2 % les transferts en santé aux provinces, comme il se doit.

Mme Caroline Desbiens (Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix, BQ): Madame la Présidente, en tant que femme, permettez-moi de vous adresser mes félicitations pour votre nomination au rôle de vice-présidente adjointe de la 43^e législature. Vous habillez toutes les femmes de fierté.

Comme je prends la parole pour la première fois à la Chambre, je me réserve un instant pour faire mes remerciements. Je n'aurai peut-être pas toujours les termes et l'éloquence de mon collègue, car je préférerais chanter mon adresse plutôt que de la réciter. Je suis une auteure-compositrice-interprète, alors je me sentirais probablement plus à l'aise.

Les électeurs de ma circonscription qui ont honoré notre précieuse démocratie en votant le 21 octobre dernier ont toutes mes félicitations. Je remercie profondément les bénévoles de ma campagne qui ont déployé l'énergie passionnée qui m'a portée jusqu'ici. Je remercie mon conjoint de tous les instants, Pascal, et ma belle fille, Marie-L'Eau, de leur soutien et leur amour indéfectible. Je les aime. Ils sont mes phares.

J'aimerais aussi saluer tout le monde artistique du Québec, particulièrement mes amis auteurs-compositeurs-interprètes et musiciens, qui partagent avec moi cette passion. J'ai pour eux, une amitié sincère.

J'ai aussi une douce pensée pour les guides merveilleux et engagés qu'ont été mes défunts parents dans la trajectoire qui m'a menée jusqu'ici. Comme ils seraient fiers de me voir porter la voix du Québec dans le monde parlementaire. À ma grande et belle famille, à mes nombreux et précieux amis, ainsi qu'aux 18 479 personnes qui m'ont accordé leur confiance et leur solidarité, j'adresse un grand merci et l'assurance de mon dévouement à toute la population.

C'est un bien petit bout de terre qui m'a vu naître. Il s'agit d'une petite île devenue célèbre dès son commencement. En effet, l'explorateur français Jacques Cartier, qui a eu une dure et éprouvante traversée depuis Saint-Malo vers le Nouveau Monde lors de son deuxième voyage en septembre 1535, a trouvé une terre salvatrice et généreuse de noisettes de coudrier et de poissons. Pour cela, il la nomma l'Isle-aux-Coudres. Les historiens nous ont appris que cette escale à l'Isle-aux-Coudres fut déterminante pour la suite de son voyage jusqu'à Stadaconé, qui deviendra par la suite la seule capitale nationale francophone d'Amérique, la ville de Québec.

Les gens de l'île sont très fiers de ce pan d'histoire qui leur appartient. J'en profite pour saluer tout spécialement mes amis, les gens de l'Isle-aux-Coudres, les Marsouins et les Marsouines. C'est comme cela qu'on surnomme les gens de l'île. Je vais épargner à mes collègues la raison pour laquelle on nomme ces gens des Marsouins et des Marsouines. En bonne Marsouine que je suis, j'aurai le plaisir d'en faire l'énoncé ultérieurement, au moment qui conviendra.

C'est une très jolie et symbolique histoire qu'est celle de mon Île-aux-Coudres, qui a pour adage qu'il faut savoir d'où l'on vient pour comprendre où l'on va. C'est d'ailleurs en grande partie la culture qui en est le véhicule principal.

Bien plus tard, cette même petite île a continué de s'inscrire dans le temps et l'espace à travers la mémoire vivante des insulaires dans l'œuvre du cinéaste-écrivain québécois, mon ami Pierre Perrault. Le triple documentaire de l'Office national du film *La Trilogie de l'Isle-aux-Coudres* fut nommé à l'international comme étant un chef-d'œuvre du cinéma documentaire, et son créateur, Pierre Perrault, fut reconnu comme l'un des pères du cinéma direct.

Une autre grande fierté nous habite aujourd'hui au Québec. Je suis fier de souligner une très belle et bonne nouvelle pour le Québec, qui rayonne encore une fois à l'international, malgré de lourdes difficultés financières. Ce n'est pas le talent qui manque au Québec. La Hollywood Critics Association vient d'annoncer à Denis Villeneuve qu'il sera nommé réalisateur de la décennie lors du gala de l'association le 9 janvier 2020 pour l'ensemble de son œuvre. Ouf! nous sommes contents. Quel beau rayonnement pour le cinéma québécois. Au nom de tous les membres de cette assemblée, des députés élus et des membres du Bloc québécois, je lui offre nos plus amicales félicitations.

● (1725)

C'est avec le titre de porte-parole en matière de culture, celui qu'on m'a demandé de porter au Parlement, que je veux interpellier le gouvernement sur un sujet criant et d'actualité qui est pourtant tristement absent du discours du Trône: l'urgence culturelle. En effet, il n'y a pas qu'urgence climatique, il y a aussi urgence culturelle. Nous vivons une crise de la culture sans précédent.

Parlons-en donc de la culture, cette force économique, sociale, historique, patrimoniale et, comme on l'a vu, internationale, qui nous singularise et qui définit les peuples et leur offre un regard pointu et à propos sur eux-mêmes.

Parlons-en de nos écrivains, de nos historiens, de nos romanciers, de nos biographes, de nos poètes, de nos cinéastes, de nos auteurs, de nos compositeurs, de nos acteurs, de nos sculpteurs, de nos metteurs en scène, de nos dramaturges, de nos artistes de cirque et de nos artisans et nos artisans qui crient au secours.

Cette culture que nous aimons est en péril économique, et son regard libre et rayonnant aux retombées sociales incommensurables risque de perdre sa capacité de survie. Pourquoi? C'est parce que l'essentiel de son fonctionnement est tributaire de son économie et que celle-ci est atrocement coupée d'une large part d'appuis financiers.

Ainsi, la culture et l'art sont mal outillés pour rivaliser avec les géants du Web partout sur la planète. Pourtant, sur cette planète, certains pays comme la France, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont pris le problème d'assaut et sont intervenus pour remédier à ce fait en taxant les différentes plateformes du Web. Ici, il n'en est rien. Au Québec, Netflix impose sa loi.

Bien sûr, les demandes de projets augmentent et l'industrie ne manque pas de main-d'œuvre, mais les investissements du gouvernement en culture n'ont pas suivi. Nos généreuses et très célèbres séries télévisées d'il y a plus de 20 ans, comme *Les filles de Caleb*, qui génèrent des cotes d'écoute de plus de 3 millions de téléspectateurs chaque semaine, se retrouvent avec à peine six ou sept épisodes et un budget inférieur. Tout cela, c'est parce que Netflix, comme bien d'autres géants du Web, ne paie pas encore sa juste part d'impôt. Notre culture est aspirée, avalée par les géants américains.

L'Adresse

Le gouvernement proclamait en campagne électorale qu'il s'engagerait rapidement à imposer la taxe de 3 % aux géants du Web comme Netflix sur l'ensemble de leurs recettes pour la redistribuer à la culture. Toutefois, l'absence de cet engagement dans le discours du Trône nous inquiète.

Au Québec, il n'est plus possible d'imaginer des créations d'envergure. Il faut étouffer nos brillantes idées, par manque de moyens. Alors, où s'en vont la joie, le rayonnement et la beauté, sans oublier l'économie, générés par notre culture?

Chez nous, la réalité, c'est que les productions télévisuelles francophones se voient contraintes de tenter de rivaliser, sans suffisamment de moyens financiers, avec des géants milliardaires qui sont pourvus d'une technologie de pointe et qui bénéficient de conditions extrêmement favorables. Ce fait amène les conséquences réelles que l'on connaît.

On tourne, oui, parce qu'on est des battants. On tourne pareil, de peine et de misère.

Voilà donc une très bonne raison de s'inquiéter et de dire à nos amis que nous serons là pour collaborer avec nos voisins pour faire avancer la cause de la culture. Ainsi, les Pierre Perrault, Michel Brault, Gilles Vigneault et Gilles Pelletier, ainsi que nos amis plus proches de nous, les Carol-Anne Pedneault, Daniel Gaudet, Simon Pedneault, Marilyn Castonguay, Claude Gauthier, Jacques Leblanc, Émile Nelligan et Octave Crémazie, réussiront à émerger dans la culture d'aujourd'hui.

● (1730)

[Traduction]

L'hon. Larry Bagnell (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (Agence canadienne de développement économique du Nord), Lib.): Madame la Présidente, la députée méritait pleinement les applaudissements pour son discours et j'apprécie l'attitude positive avec laquelle elle l'a livré. Elle a défendu la culture avec brio. Je crois qu'elle sait que les députés de ce côté-ci de la Chambre l'appuient. Nous avons rétabli de nombreux programmes de soutien à la culture. Je tiens à la féliciter de l'attitude positive dont elle a fait preuve dans son discours et à féliciter tous les membres du Bloc, notamment le chef, pour leur attitude. L'autre jour, j'ai dit que c'était le genre d'attitude qui devrait prévaloir au Parlement: des interventions positives et articulées pour présenter, de façon polie, des arguments en s'attardant aux enjeux, pas à la personnalité des gens.

Pourquoi est-ce qu'on appelle les gens de votre région les Marsois?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il doit s'adresser à la présidence, plutôt qu'aux autres députés.

[Français]

L'honorable députée de Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix a la parole.

Mme Caroline Desbiens: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son commentaire chaleureux. Je pense qu'on vient de nous tendre la main, et cela me touche beaucoup.

L'Adresse

J'espère que le Québec en entier nous voit nous écouter et nous entend échanger et lui promettre d'améliorer les conditions de nos travailleurs et nos travailleuses de la culture, ainsi que les productions. Celles-ci mènent parfois à de belles victoires, comme celle de Denis Villeneuve, que nous venons d'apprendre aujourd'hui.

• (1735)

[Traduction]

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Madame la Présidente, je veux féliciter la députée pour son discours passionné et mentionner que je me suis reconnu dans plusieurs passages, notamment en ce qui a trait au sentiment d'appartenance qu'elle a su exprimer. Elle a parlé d'urgence culturelle et cela m'a fait penser à la situation que vit une partie de la région que je représente, où les langues autochtones sont menacées.

Je me demande si la députée pourrait dire si elle voit des ressemblances. Le gouvernement s'est engagé à investir dans la revitalisation des langues autochtones, mais je crains que ce soit loin d'être suffisant.

[Français]

Mme Caroline Desbiens: Madame la Présidente, je remercie chaleureusement mon collègue.

Évidemment, chez nous, la culture autochtone fait partie de nous. Plusieurs d'entre nous avons de profonds liens familiaux avec les Autochtones. Ainsi, nos cultures se croisent régulièrement et habitent l'une à côté de l'autre. Florent Volland, Elisapie et Koriass sont des gens qui contribuent à notre culture et qui sont très populaires au Québec.

Dans notre démarche, il faudra assurément surveiller de près les investissements faits par le gouvernement pour sensibiliser les gens à la situation urgente des peuples autochtones et de leur culture, qui est aussi souffrante que celle du Québec et de la francophonie.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je félicite ma collègue pour son élection et son discours. Je tiens à la rassurer: elle a toute l'éloquence et le talent nécessaires au rôle de députée. J'espère quand même avoir la chance de l'entendre chanter de nouveau, car je confirme qu'elle chante aussi bien qu'elle s'exprime.

Je tiens également à vous féliciter, madame la Présidente, pour votre élection. Il est intéressant, et même essentiel, pour viser une meilleure égalité des genres, que des femmes prennent plus de place dans nos institutions. En tant que porte-parole du Bloc québécois en matière d'égalité des genres, de condition féminine et d'ânés, cela me préoccupe particulièrement.

D'ailleurs, au sujet des aînés, pendant la dernière campagne électorale, plusieurs groupes d'aînés m'ont beaucoup parlé de la question de la taxation des GAFA en faisant un parallèle avec la question des hebdomadaires et des journaux régionaux. J'ai au cœur de ma circonscription un des quotidiens menacés de survie, *La Voix de l'Est*.

Que ferions-nous sans ces journaux locaux? Que feraient nos organismes communautaires, nos entreprises artistiques et, finalement, notre démocratie? Qui parlerait de nous et ferait rapport de notre travail à nos concitoyens? Je compte donc...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. Je suis désolée, mais il ne reste plus beaucoup de temps et je dois

donner à la députée de Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix l'occasion de répondre brièvement.

L'honorable députée de Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix a la parole.

Mme Caroline Desbiens: Madame la Présidente, je remercie ma collègue et complice, puisque les femmes du Bloc québécois sont très complices. Oui, nous allons faire avancer tous ces projets. J'essaie d'être brève, donc je ne les énumérerai pas, mais évidemment, ma collègue et moi abondons dans le même sens. Nous allons veiller à tout cela avec beaucoup d'attention.

[Traduction]

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest.

Madame la Présidente, j'aimerais vous féliciter d'avoir présenté votre candidature et d'avoir été nommée à la présidence. Je tiens aussi à remercier les électeurs de Battlefords—Lloydminster, qui m'ont confié un mandat clair. Ils m'ont réélue pour que je fasse entendre leur voix à Ottawa, c'est-à-dire la voix des collectivités rurales et celle des contribuables et des familles.

Aucun député ne serait ici sans les bénévoles et les gens qui les entourent. Je remercie ceux-ci, car c'est en grande partie grâce à eux que nous sommes ici.

Je ne sais pas combien de mes collègues le savent, mais, cet été, mon mari et moi-même sommes devenus les parents d'un nouveau bébé, une petite fille. Je tiens à exprimer ma gratitude envers mon mari Adam et mes enfants Annabelle et William par rapport à la naissance de Victoria. Leur amour et leur patience m'aident énormément, c'était d'autant plus vrai pendant la campagne électorale. Comme nous le savons tous, il arrive que nous soyons absents à l'heure du souper ou même pour la nuit, en particulier dans une circonscription rurale comme la mienne. Celle-ci est très grande et je dois voyager d'une localité à une autre pour rencontrer les gens qui y vivent. Je rends aussi hommage aux membres de ma famille, qui appuient mon désir et ma capacité d'être députée à la Chambre et de faire entendre la voix de concitoyens. Je leur en suis très reconnaissante.

Parlant de frapper aux portes, j'ai passé beaucoup de temps dans ma circonscription cet été, parfois accompagnée de mon bébé. Deux semaines après sa naissance elle m'accompagnait dans différentes activités. J'ai rencontré des gens qui étaient dans des situations bien tristes. Je leur demandais comment ils allaient et ils me répondaient « On ne m'a pas encore licencié. J'ai toujours un emploi. J'ai perdu mon emploi il y a six mois et j'en ai trouvé un autre; j'ai encore celui-là pour le moment. » C'est ce genre d'angoisse que vivent les gens de ma circonscription en Saskatchewan. C'est la même chose en Alberta. Les gens ont peur; ils se demandent toujours s'ils vont encore avoir un emploi le lendemain.

J'habite dans une ville bien particulière. J'ai déjà mentionné ici que cette ville se trouve à la fois en Alberta et en Saskatchewan. Une moitié de ses habitants vit en Saskatchewan et l'autre, en Alberta. Les choses ne sont pas toujours simples parce que c'est une seule municipalité. Elles peuvent même être très compliquées quand deux réglementations provinciales différentes s'appliquent.

L'Adresse

Dans ma circonscription, il y a une entreprise qui emploie des centaines, voire des milliers de personnes. Le lendemain des élections, le 22 octobre, cette entreprise a mis à pied une soixantaine de personnes. C'est sans compter les centaines de mises à pied que la même entreprise a effectuées à Calgary.

Mettons les choses en perspective. J'ai du mal à imaginer qu'à l'occasion d'une journée de travail normale, on me dise de rentrer chez moi. Quel genre de conversation aurai-je avec mon mari? « Écoute chéri, j'ai été congédiée aujourd'hui. Je ne sais pas trop ce que nous allons faire. Je pense que Noël devra être différent. Je ne sais pas si nous pouvons nous permettre de continuer d'envoyer les enfants à leurs cours de danse et de hockey. Les choses doivent changer. » Voilà la réalité dans ma région. Plongés dans les luttes quotidiennes, les gens se sentent ignorés et se demandent s'ils vont pouvoir s'en sortir.

• (1740)

Le premier ministre a rencontré les premiers ministres des provinces. Il a aussi rencontré un certain nombre de maires. Celui de ma localité s'est montré très proactif. Il a communiqué avec mon bureau pour savoir si nous avions le numéro du premier ministre, parce qu'il souhaitait lui parler. J'ai réussi à mettre la main sur le numéro du Cabinet du premier ministre, je le lui ai remis et il a appelé. À sa grande surprise, le premier ministre l'a rappelé.

Je suis contente que le premier ministre ait pris le temps de le rappeler. Le maire de ma localité voulait lui faire comprendre qu'il n'y a pas que les maires des grandes villes qui comptent, que les petites villes doivent pouvoir se faire entendre elles aussi et que le premier ministre doit être au courant de ce qui leur arrive, surtout dans une province comme la Saskatchewan. Il a expliqué au premier ministre que les gens de ma circonscription et de ma région vivent des temps difficiles, car ils sont incapables d'acheminer leurs produits jusqu'aux marchés, qu'il s'agisse de produits agricoles comme le canola ou de ressources énergétiques. Le premier ministre lui a assuré qu'il comprenait.

Je me suis tout de suite demandé si c'était assez pour espérer. S'agissait-il de faux espoirs, d'une mascarade? Était-ce réel? La conversation entre ces deux hommes était-elle sincère et honnête? De nos jours, les gens veulent de l'authenticité. Ils veulent qu'on les écoute. Ils veulent être entendus, vraiment entendus.

La vice-première ministre a dit que le gouvernement doit écouter plus attentivement et prendre acte du message que l'Alberta et la Saskatchewan lui ont transmis sur la nécessité d'écouter davantage. J'avais un peu d'espoir. Je croyais que tout cela était formidable et merveilleux; je me disais que le gouvernement sait que quelque chose ne va pas et qu'il va prendre le temps de mieux écouter et peut-être même transformer une partie de cette écoute et de ces consultations en mesures concrètes.

Puis est arrivé le discours du Trône et, à moins que cela m'ait échappé, je n'ai entendu aucune mention du pipeline Trans Mountain. Je sais qu'il y a une chose qui aiderait certainement les gens de Battlefords—Lloydminster: la capacité d'acheminer le gaz vers les marchés. Nous avons beaucoup entendu parler du projet de loi anti-pipelines, soit le projet de loi C-69, ainsi que du projet de loi C-48. Se pourrait-il que ces mesures législatives soient l'une des raisons pour lesquelles des gens sont mis à pied, les conditions trop restrictives n'étant tout simplement pas propices aux investissements dans le secteur de l'énergie? Je n'ai rien entendu dans le discours du Trône au sujet de la façon dont nous allons acheminer le pétrole

vers les marchés et peut-être atténuer les restrictions qui ont été créées dans le contexte actuel.

De plus, comment le gouvernement entend-il aider actuellement les agriculteurs à acheminer leurs produits vers les marchés? Dans ma circonscription, il y a beaucoup d'exploitations agricoles, que ce soit pour la culture de grains ou l'élevage de bétail. L'agriculture est une activité qui se fait à longueur d'année, car il y a toujours quelque chose à faire, mais, au cours de la saison morte, beaucoup d'agriculteurs transportent du pétrole et de l'eau. Ils font du camionnage. Ils font ce qu'il faut pour payer leurs comptes pendant la période où ils ne peuvent pas travailler activement sur leur exploitation agricole. C'était vraiment très décevant d'apprendre que le gouvernement avait affirmé comprendre qu'il était impossible d'acheminer le bœuf et le canola vers les marchés, puis de découvrir que la ministre de l'Agriculture avait raté la date butoir pour présenter la demande de statut.

Je suis triste parce que je croyais que le gouvernement écoutait mieux. Je croyais, de bonne foi, que les conversations et les appels téléphoniques que le premier ministre avait avec les premiers ministres provinciaux et les maires des quatre coins du pays déboucheraient sur quelque chose. Je suis sincèrement désolée de dire que le discours du Trône m'a profondément déçue parce qu'on n'a pris aucune mesure concrète pour apaiser le sentiment d'aliénation éprouvé par l'Ouest.

• (1745)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à féliciter la députée pour son nouveau bébé. C'est formidable.

Elle a beaucoup parlé des difficultés en milieu rural. Je viens moi-même d'une région rurale de la circonscription de Kings—Hants, et, en faisant du porte-à-porte, on m'a aussi parlé de l'abordabilité et de l'importance d'investir pour aider les collectivités rurales. La députée croit-elle qu'investir dans la classe moyenne et aider les particuliers aura un effet bénéfique sur la santé économique? La députée appuiera-t-elle la mesure visant à faire passer l'exemption personnelle de base à 15 000 \$ que nous avons présentée?

Mme Rosemarie Falk: Madame la Présidente, si le gouvernement se souciait vraiment de la classe moyenne, une taxe sur le carbone ne serait pas imposée dans ma province, la Saskatchewan. Je pense que le premier ministre et le gouvernement devraient respecter les plans pour l'environnement que le premier ministre Kenney, en Alberta, et le premier ministre Moe, en Saskatchewan, ont déjà établis. Le gouvernement devrait leur permettre d'utiliser leur propre plan provincial. Il devrait permettre aux Canadiens de garder leur argent au lieu de le prélever au moyen de la taxe sur le carbone. Après tout, les familles sont les mieux placées pour savoir comment dépenser cet argent, qu'ils ont gagné, selon leurs besoins et leurs priorités.

• (1750)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, dans le discours de la députée, il a été très peu question des aînés. Beaucoup de personnes âgées dans nos collectivités peinent à joindre les deux bouts à cause de la hausse des coûts du logement et des médicaments qui sont au-dessus de leurs moyens. Nous savons que des aînés coupent leurs pilules en deux ou doivent faire le choix entre se nourrir et acheter des médicaments, et qu'ils souffrent constamment, ce qui est inacceptable. Certains aînés ne peuvent même pas subvenir à leurs besoins essentiels.

L'Adresse

Le gouvernement a promis de bonifier les prestations de la Sécurité de la vieillesse de 10 % pour ceux qui sont âgés de plus de 75 ans et celles du Régime de pensions du Canada de 25 % pour les conjoints survivants. À notre avis, ce n'est pas suffisant pour faire face au coût de la vie d'aujourd'hui. Le gouvernement n'a pas inclus les personnes de 65 à 75 ans dans cette offre. Nous ne comprenons pas cette décision. Il nous semble évident que les personnes de 65 ans devraient avoir les mêmes prestations que celles qui ont 75 ans au moment de la retraite, surtout en ce qui concerne les femmes seules. Au Canada, plus de 30 % des femmes seules de plus de 65 ans vivent dans la pauvreté.

Ma collègue est-elle en faveur de l'inclusion des personnes de 65 à 75 ans? Appuie-t-elle une hausse encore plus importante pour les personnes âgées qui dépendent d'une pension de base?

Mme Rosemarie Falk: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Je suis en faveur de faciliter la vie pour tout le monde, qu'il s'agisse d'une jeune mère célibataire, d'un aîné ou de quelqu'un qui traverse la période de folie où les enfants commencent l'université, et tout ce que cela implique. Un bon commencement serait de renoncer à appliquer la taxe sur le carbone et de permettre aux Canadiens de choisir où dépenser l'argent, au lieu de le verser dans les coffres du gouvernement.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, j'ai été impressionné d'entendre qu'au beau milieu de la campagne électorale, la députée a donné naissance à un enfant, et qu'elle ait pu continuer à mener la campagne, en même temps qu'elle élevait sa famille.

Nous avons beaucoup entendu le gouvernement parler de la nouvelle réduction d'impôt pour la classe moyenne où, après les trois prochaines années, les gens pourront gagner jusqu'à 15 000 \$ avant de devoir payer des impôts. La députée est de nouveau la mère d'un bébé. Elle a trois enfants. La nouvelle réduction d'impôt des libéraux mettrait 76 ¢ de plus dans ses poches, chaque jour, l'année prochaine. Elle a trois enfants. Que compte-t-elle faire de tout cet argent supplémentaire que le gouvernement va lui offrir?

Mme Rosemarie Falk: Monsieur le Président, si je recevais 76 ¢ par jour, malheureusement, je le dépenserais au complet pour payer la taxe sur le carbone sur mes factures qui auront augmenté, au moment de faire le plein ou quand je dois chauffer ma maison.

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est ma première intervention cette session autre qu'à la période des questions. Je vous félicite de votre ascension à la vice-présidence. Ce titre s'accompagne d'une lourde responsabilité d'impartialité et je suis convaincu que vous guiderez de nouveau la Chambre au meilleur de vos capacités. Toutes mes félicitations!

J'ai eu le privilège de siéger dans cette auguste Chambre à une législature précédente. Comme je représente une circonscription du Canada atlantique à titre de conservateur, les députés savent qu'il y a eu une interruption dans mes années de service en politique. C'est un rare honneur d'être élu au Parlement. C'est un honneur de siéger et d'être envoyé ici par les citoyens de ma circonscription afin de les représenter. Je remercie donc les électeurs de Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest de m'avoir de nouveau accordé leur confiance. En campagne électorale, j'ai fait la promesse de travailler fort tous les jours pour représenter la voix des citoyens de ma circonscription. C'est une tâche que j'ai l'intention de prendre au sérieux et à laquelle je travaillerai chaque jour.

Je dois aussi remercier mon extraordinaire femme, Kelly Williamson. Bon nombre d'entre nous savent pertinemment que ce sont nos conjoints qui font le plus grand sacrifice pour nous permettre d'être dans ce lieu. Kelly est restée à mes côtés, beau temps, mauvais temps. Elle continue d'être ma confidente la plus proche et ma meilleure amie. Je la remercie. Kelly, *I love you*.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner mon mentor, Greg Thompson. Greg a été élu au Parlement six fois. Il s'est distingué comme ministre des Anciens Combattants sous l'ancien gouvernement conservateur. Greg est mort la veille du déclenchement des élections. Ce fut un moment difficile à passer pour beaucoup d'entre nous au début de la campagne électorale.

Je tiens à dire à toutes les personnes qui ont eu le privilège de siéger avec lui à la Chambre, peu importe leur parti, et à celles qui le connaissaient uniquement grâce au hasard que tout ce qui a été dit sur Greg est vrai. Greg ne faisait pas les choses à moitié. Il n'avait jamais peur d'intervenir pour défendre les intérêts de ses concitoyens. Il représentait vraiment ce que nous avions de mieux à offrir. Je m'engage à suivre l'excellent exemple qu'il m'a donné. Je ne réussirai peut-être pas toujours, mais je sais au moins que je serai toujours sur la bonne voie.

Vu l'annonce d'aujourd'hui, je tiens à rendre hommage au chef du Parti conservateur. C'est un ami, un homme bien et, surtout, il comprend le Canada.

Pendant la dernière législature, lorsque le gouvernement fédéral n'a pas nommé de ministre responsable du développement économique de notre région, lorsque nous avons failli perdre notre siège à la Cour suprême et lorsque les 32 députés libéraux sont restés les bras croisés, c'est le chef du Parti conservateur du Canada et tous les autres députés conservateurs qui ont défendu les priorités de la région de l'Atlantique. De plus, ce sont les conservateurs de l'extérieur de la région qui ont lutté pour l'oléoduc Énergie Est, encore plus que les députés libéraux du Nouveau-Brunswick de la dernière législature.

Le refus des députés libéraux de défendre leur coin de pays est ce qui a coûté à leur parti 40 % de ses sièges au Nouveau-Brunswick, et ils ont failli en perdre la majorité. Nous gagnerons les autres sièges, la prochaine fois.

Parlons maintenant du sujet du débat, le discours du Trône.

À plusieurs endroits, le discours du Trône parle d'un mandat. Pourtant, le gouvernement est minoritaire. Les Canadiens n'ont donné de mandat à aucun parti, sauf leur demander d'essayer de collaborer. Les libéraux ont remporté le plus grand nombre de sièges, mais ils ont obtenu au total moins de votes que les conservateurs. Le débat se poursuivra. S'il veut faire preuve de sagesse, le gouvernement s'efforcera de collaborer avec les autres partis. C'est dans un esprit d'harmonie et de bonne entente que je m'aborde le débat aujourd'hui.

Je suis pour l'idée de réduire l'impôt sur le revenu des particuliers. C'est une mesure importante pour rendre l'accès à la propriété plus abordable pour les Canadiens. C'est indispensable que les gouvernements aident les familles à améliorer leur sort. L'engagement de fournir de l'eau potable aux collectivités autochtones est également très important. Nous devons lutter plus vigoureusement contre la surconsommation d'opioïdes et aider davantage les gens qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale.

Le gouvernement doit en outre réduire les tracasseries administratives. Nous devons collaborer sur le dossier de l'ALENA, au sujet du libre-échange, mais, malheureusement, le gouvernement part déjà du mauvais pied à ce sujet.

• (1755)

Je crois que ces éléments du discours du Trône pourront nous donner des objectifs en commun.

Soulignons qu'il n'a pas été question d'aquaculture ni de pêches traditionnelles dans le discours du Trône. C'est une bonne chose, si on pense aux promesses irréflechies lancées par le premier ministre dans le feu de la campagne électorale.

Par ailleurs, nous sommes malheureusement sur la mauvaise voie dans de nombreux domaines. Encore une fois, la ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique est une personne de l'extérieur de notre région. Pour ce qui est du financement destiné à la recherche scientifique et au travail de recherche et de développement, la part du lion est versée aux régions du centre du Canada, ce qui a des répercussions négatives sur l'économie du Canada atlantique et des régions autres que le centre du pays.

En ce qui concerne l'Internet en milieu rural, le gouvernement avance beaucoup trop lentement et compte trop sur les solutions que pourront trouver les grandes sociétés de télécommunications.

Le gouvernement continue de cibler les propriétaires d'armes à feu responsables et respectueux des lois, plutôt que les gangs et les armes illégales.

Ajoutons aussi qu'il ne dit rien à propos de l'industrie forestière et du fait qu'on n'a toujours pas conclu d'entente avec les États-Unis. C'est un enjeu important pour le Canada et pour le Nouveau-Brunswick.

Pour ce qui est des déficits et des hausses d'impôts, les libéraux se concentrent trop souvent sur d'autres enjeux que ceux-là. Ils ne se sont pas donné pour priorité d'éliminer le déficit, malgré de multiples promesses à ce sujet.

Je parlerai des deux domaines les plus urgents où nous aurons un défi à relever.

Le premier est la taxe sur le carbone. Les travailleurs de Flakeboard, dans ma circonscription, ont perdu leur emploi à cause des politiques du gouvernement qui ont fait augmenter les prix de l'énergie. Une autre entreprise, Marwood, fabrique des produits du bois qu'elle écoule au Canada et en Nouvelle-Angleterre. Elle aussi est très inquiète des répercussions de la hausse constante des prix de l'énergie.

De plus, l'économie est au ralenti. On a appris que 71 000 emplois avaient été perdus en novembre, et nous accusons du retard par rapport à nos concurrents étrangers. L'an dernier, le produit intérieur brut réel a augmenté de 1,4 % et la population, de 1,5 %, ce qui signifie que le PIB par habitant diminue. La situation s'aggrave pour les Canadiens. L'économie se détériore, ce qui fait que les salaires des travailleurs canadiens ne suivent pas la hausse des prix de la plupart des produits courants. En ma qualité de porte-parole de l'opposition en matière de travail, j'aurai d'autres choses à dire à ce sujet au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

Au cours des quatre dernières années, le gouvernement a été constant dans son absence de discipline et fait ainsi reculer le pays

L'Adresse

dans son ensemble. C'est vrai pour l'économie, c'est vrai pour notre position internationale, c'est vrai pour nos institutions et c'est maintenant vrai pour l'unité nationale. Les libéraux ne gouvernent pas sérieusement. Les Canadiens ont permis le retour du même gouvernement en pensant qu'il ferait preuve d'un peu plus de modestie. Malheureusement, je ne pense pas que cela soit suffisant pour le faire changer d'orientation, de sorte que les conservateurs continueront d'offrir une meilleure avenue pour le Canada et une possibilité d'avancer.

• (1800)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, je suis content que mon collègue ait abordé le sujet de l'aquaculture.

C'est un sujet qui inquiète les gens de l'autre côte du Canada, dans la circonscription que je représente, mais surtout dans le Nord de l'île de Vancouver. Nous savons qu'à l'heure actuelle, nos populations de saumon sauvage subissent un stress énorme. Un réel mouvement se dessine pour retirer les piscicultures à enclos ouverts des routes migratoires du saumon sauvage. Lors de la dernière législature, mon ancien collègue Fin Donnelly préconisait une transition vers des systèmes terrestres en parc clos.

Monsieur le Président, mon collègue pourrait-il communiquer à la Chambre la position du Parti conservateur à ce sujet? Je sais que les habitants des régions côtières de la Colombie-Britannique aimeraient aussi la connaître, compte tenu de la menace que les piscicultures représentent pour les populations de saumon sauvage.

M. John Williamson: Monsieur le Président, je suis ici aujourd'hui pour parler en mon nom. Je peux faire part aux députés des préoccupations exprimées par les gens de ma circonscription. La technologie que propose le député n'a pas fait ses preuves. Cela fera grimper le prix de la production de poissons d'élevage. Cela fera monter le prix que les familles doivent payer pour se nourrir. Cela fera disparaître des emplois au Canada.

Si nous ne produisons pas de poissons d'élevage dans le secteur de l'aquaculture sur la côte Est, ce sont nos concurrents internationaux qui le feront. Les investisseurs iront ailleurs, que ce soit en Écosse, au Chili ou vers d'autres régions du monde. Il s'agit d'une industrie en croissance qui permet de nourrir le monde avec des fruits de mer de culture, le tout de façon sûre et abordable.

Voilà le point de vue du Canada atlantique. Nous disposons de cette technologie. Elle crée de nombreux emplois bien rémunérés, non seulement pour les pêcheurs, mais aussi pour les cols blancs dans les régions rurales du Canada.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une question très précise à poser au député d'en face au sujet des réductions d'impôts. Le gouvernement propose d'accorder des réductions d'impôts et des allègements fiscaux aux Canadiens. Le Parti conservateur, et en particulier le député, appuieront-ils cette proposition?

M. John Williamson: Monsieur le Président, encore une fois, je vais parler en mon nom. Je devrai me pencher sur les allègements fiscaux. Il arrive trop souvent que les libéraux proposent une chose pour ensuite offrir autre chose.

L'Adresse

Je propose d'augmenter le montant de l'exemption personnelle de base depuis l'époque où j'étais à la tête de la Fédération canadienne des contribuables, alors que les libéraux étaient contre cette idée et refusaient d'alléger le fardeau fiscal des travailleurs canadiens. Notre parti est prêt à étudier attentivement toute mesure législative qui sera mise de l'avant par le gouvernement. Si on propose vraiment d'alléger le fardeau fiscal, nous allons sûrement saluer cette initiative. Nous allons d'abord nous pencher sur les détails, car c'est ce qu'il faut faire chaque fois que les libéraux font des promesses en matière de dépenses et de fiscalité.

• (1805)

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je félicite le député pour son élection et je profite de l'occasion pour vous féliciter vous aussi.

La question que j'aimerais poser à mon collègue porte sur les armes à feu. Les discussions actuelles portent sur le resserrement des règles pour les armes d'assaut et de poing, mais pas pour les fusils de chasse. Nous ne visons donc pas les chasseurs. Au début de la semaine, j'ai d'ailleurs démontré en posant une question que l'arme utilisée par Marc Lépine lors de l'attentat antiféministe du 6 décembre 1989 était encore en circulation.

M. John Williamson: Monsieur le Président, je vais me borner à répéter que la solution n'est pas de se concentrer sur les Canadiens qui respectent les règles lorsqu'ils achètent et utilisent une arme à feu. Il faut plutôt s'attaquer aux gens qui utilisent illégalement une arme à feu ou qui ne respectent pas les lois actuelles.

[Traduction]

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, encore une fois, je vous félicite du rôle que vous exercez au Parlement.

Dans le cadre de mes nouvelles fonctions de ministre du cabinet fantôme en ce qui concerne les affaires du Nord et l'Agence de développement économique du Nord, je dois dire que ce qui me préoccupe vraiment, c'est le peu d'attention que le gouvernement accorde au Nord dans le discours du Trône.

Dans le discours du Trône, le mieux que nous avons pu obtenir, c'est le passage qui dit que, « dans le Grand Nord ou le long de la frontière canado-américaine, tous les Canadiens veulent faire de leur pays un meilleur endroit où vivre pour eux-mêmes, pour leurs enfants et pour leurs communautés ». C'est tout ce qu'on a dit sur l'ensemble du Nord canadien. Je suppose que le Nord est difficile à définir, car on se considère généralement dans le Nord peu importe où on se trouve sur le territoire canadien.

Dans les régions nordiques en particulier, nous exploitons nos ressources. Nous sommes en présence d'un gouvernement qui s'est affiché comme un défenseur du Nord, mais cela ne saute pas aux yeux. Cependant, ce qui est tout à fait évident, c'est qu'il aurait été bon d'entendre parler d'une stratégie de développement du Nord. Il aurait été formidable que le discours du Trône parle d'établir un corridor énergétique national pour faciliter le transport de nos ressources vers les marchés.

Toute la question d'un plan visant à rétablir l'éthique et la responsabilité au gouvernement n'a pas été couverte. En tant qu'ancien président du comité de l'éthique, je connais bien les lacunes du premier ministre à cet égard.

Il n'y avait rien non plus pour soutenir les travailleurs canadiens du secteur de l'énergie, notamment la construction de l'oléoduc TMX ou l'abrogation des projets de loi C-69 et C-48. Il n'a pas été question de cela non plus.

En quoi le Nord est-il concerné? Beaucoup de projets d'exploitation des ressources naturelles se trouvent dans le Nord. Tout ce à quoi les libéraux nous ont habitués avec le projet de loi C-69 et le projet de loi C-48, c'est à un effort pour limiter tout développement dans les régions nordiques du Canada.

Il n'y a pas que les conservateurs qui sont de cet avis. Des leaders du Nord ont aussi critiqué le gouvernement libéral. Je vais en nommer quelques-uns.

L'ancien premier ministre du Nunavut, Peter Taptuna, a dit ceci: « Nous voulons arriver à un point où nous pouvons déterminer nos priorités nous-mêmes, et la façon de le faire est de générer des recettes significatives par le développement des ressources. Parallèlement, quand une source de revenus potentielle est supprimée, cela nous remet pratiquement au point de départ, avec Ottawa qui prend les décisions à notre place. »

Je parle du moratoire imposé par le gouvernement libéral sur l'exploitation des ressources dans le Nord. À l'époque, les dirigeants du Nord n'en avaient pas été avisés, et cela les a vraiment pris par surprise. Partout dans le Nord, des Autochtones veulent exploiter leurs ressources et développer l'économie pour le bien de leur population. Le gouvernement a complètement étouffé cette possibilité.

Le premier ministre du Nunavut, Joe Savikataaq, a dit: « Personne au Nunavut n'a demandé de taxe sur le carbone et personne au Nunavut ne l'a acceptée. » Voilà un autre aspect sur lequel se sont penchés ces dirigeants: les effets de la taxe sur le carbone dans le Nord.

Je vis dans le Nord de la Colombie-Britannique. C'est un peu moins froid que là où habite mon collègue d'en face, le député de Yukon. Le député libéral conviendra sans doute que chauffer sa maison dans le Nord n'est vraiment pas facultatif. Ce n'est pas un luxe. C'est indispensable. L'hiver, notre survie en dépend. Voilà pourquoi la taxe sur le carbone cible particulièrement injustement le Nord. Je m'attendais au moins à ce qu'on offre un quelconque moyen d'atténuer ses répercussions sur les collectivités du Nord. Ces gens n'ont littéralement pas le choix, que ce soit pour se déplacer ou pour chauffer leur maison.

J'aimerais parler d'un autre dirigeant, Mervyn Gruben, maire du hameau de Tuktoyaktuk. Je vais le citer abondamment au bénéfice des députés aujourd'hui. Il m'a dit: « Je conviens que les libéraux devraient nous aider. Ils ont mis fin à nos activités de gazéification extracôtière et imposé un moratoire », et je vais reprendre ses propres termes, « dans tout le foutu Arctique sans même nous consulter ». Il se pourrait qu'il soit aussi en colère à cause de cette décision. De toute évidence, ces gens s'attendaient à développer ces ressources pour aider leur population et voilà qu'ils se heurtent à un blocage et que tout est à l'arrêt. Il a ajouté: « Ils ne nous ont jamais dit un mot. »

De son côté, le collègue du maire Gruben a dit: « Il est si facile, assis ici, de juger les gens qui vivent à 3 500 kilomètres et de prendre des décisions en leur nom, particulièrement en ce qui concerne le moratoire imposé dans la mer de Beaufort. Ce moratoire devrait être levé, merci beaucoup. Cela permettrait de reprendre les activités et de donner des emplois, de la formation et tout ce que nous voulons à notre population. »

• (1810)

Merven Gruben a fait une autre déclaration lourde de sens en disant: « Nous sommes des gens fiers qui aiment travailler pour vivre. »

C'est l'occasion qu'ils recherchent. Ils veulent mettre en valeur leurs ressources, mais le gouvernement, qui est censé appuyer le Nord, semble tout faire pour entraver ce développement.

M. Merven Gruben a ajouté:

« Je remercie le ciel parce que nous avons travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement Harper et que nous avons fait construire la route toutes saisons qui mène à Tuk. Elle a été ouverte à la circulation en novembre 2017, pour ceux d'entre vous qui n'en ont pas entendu parler, et nous sommes en train d'apprendre à travailler avec les touristes. Nous savons tous que ce n'est pas l'argent et les emplois auxquels nous étions habitués et que nous avons appréciés à l'époque du pétrole et du gaz. »

Cela dit, nous sommes ici ce soir pour parler du discours du Trône. Il y a une autre chose dont je n'ai pas parlé et qui cause bien de l'inquiétude dans le Nord, et c'est le fait que nous attendons toujours la conclusion d'une entente sur le bois d'œuvre. De nombreuses localités du Nord en souffrent.

Nous avons parlé de la gazéification, du pétrole et du gaz, nous avons même abordé brièvement la question de l'extraction minière, mais n'oublions pas qu'il y a aussi d'excellents emplois dans le secteur forestier. Or, le Nord regorge de bois. Dans de nombreuses régions, il n'y a plus de coupes depuis des années. Résultat: le bois attend qu'on le récolte, et des centaines de milliers d'emplois d'un bout à l'autre du pays sont en péril. Le Nord aurait tout à gagner si le Canada signait une entente sur le bois d'œuvre. Il suffirait que les libéraux montrent que c'est ce qu'ils souhaitent pour rassurer un tant soit peu les gens de ma circonscription et du Nord en général, mais, jusqu'ici, c'est le silence radio.

La dernière fois, le gouvernement avait au moins signalé ses intentions, comme la Chambre s'en souvient sans doute. Cela dit, c'est peut-être mieux pour les libéraux de ne rien dire; peut-être que c'est l'état d'esprit dans lequel ils se trouvent, car ils n'ont même pas fait mention d'un éventuel accord sur le bois d'œuvre.

La dernière fois que nous en avons entendu parler, c'était en 2015. Dans les 100 premiers jours suivant son entrée en fonctions, le premier ministre était censé conclure une entente avec son homologue de l'époque, le président Obama, la signer et la ratifier. Il n'en a rien fait.

Certains se demandent ce qui presse tant. La voici, la réponse: les droits de douane de 20 % dont est frappé le bois d'œuvre canadien ont fait fondre les marges de profit. Il y a quelques années, elles étaient de 600 \$ par millier, ce qui était encore profitable, mais au rythme où elles diminuent, et compte tenu de la chute de la valeur marchande du bois sur pied, qui met à mal le Nord de la Colombie-Britannique, disons que les droits de douane de 20 % ont eu un effet direct sur les ventes de bois d'œuvre à nos voisins. On dirait toutefois que ce n'était pas encore assez pour émouvoir le gouvernement.

L'Adresse

Bref, le discours du Trône indique la direction que le gouvernement est censé prendre. Il n'y a pas grand-chose pour le Nord ou l'industrie du bois d'œuvre. Les libéraux cherchent surtout à miser sur les projets de loi C-69 et C-48. Ils ont l'air d'accélérer la cadence. Nous avons entendu ce que la ministre de l'Environnement avait à dire. Il y a un projet gazier en Colombie-Britannique, un autre projet dans le Nord, et l'un des partenaires du projet s'est retiré. Est-ce en raison de la taxe sur le carbone qu'impose le Canada? Est-ce parce que la ministre de l'Environnement aurait donné des indications laissant présager que les libéraux ne collaboreraient pas à la réalisation de ce projet particulier? Je ne sais pas.

En fin de compte, les Canadiens ont besoin de travailler. Les Canadiens du Nord, qui relèvent du portefeuille dont je suis maintenant chargé, ont besoin de travailler. Ils ont besoin de pouvoir chauffer leur maison, nourrir leur famille et garder un toit au-dessus de leur tête. Il est malheureux que le gouvernement ne semble pas prendre ce groupe de Canadiens au sérieux.

• (1815)

Le vice-président: Comme il est 18 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ le sous-amendement et l'amendement dont la Chambre est saisie.

Le vote porte sur le sous-amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter le sous-amendement?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le vice-président: Que tous ceux qui appuient le sous-amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le vice-président: Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le vice-président: À mon avis, les non l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

Le vice-président: Convoquez les députés.

• (1850)

[Français]

Le Président: La question est la suivante. Puis-je être dispensé de la lecture du sous-amendement?

Des voix: Non.

[La présidence donne lecture du sous-amendement.]

• (1900)

(Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n° 7)

POUR

Députés

Angus
Bachrach
Blaney (North Island—Powell River)
Cannings
Duvall
Gazan

Ashton
Blaikie
Boulerice
Davies
Garrison
Green

L'Adresse

Harris
Johns
Kwan
Manly
Mathysen
Singh— 23

Hughes
Julian
MacGregor
Masse
McPherson

Kmiec
Kram
Kusie
Lake
Lambropoulos

Koutrakis
Kurek
Kusmierczyk
Lalonde
Lametti

CONTRE

Députés

Aboultaif
Albas
Alleslev
Anand
Arnold
Arya
Bagnell
Baker
Barlow
Barsalou-Duval
Beech
Bennett
Bergen
Berthold
Bessette
Bibeau
Blair
Blanchette-Joncas
Blois
Brassard
Brière
Calkins
Carrie
Chabot
Champoux
Chen
Chong
Cormier
Dabrusin
Damoff
Davidson
Deltell
Desbiens
Dhaliwal
Diotte
Dong
Dreeshen
Dubourg
Duguid
Duncan (Etobicoke North)
Easter
El-Khoury
Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster)
Fast
Fillmore
Finnigan
Fonseca
Fortin
Freeland
Gallant
Gaudreau
Genuis
Gill
Godin
Gourde
Guilbeault
Hallan
Hardie
Holland
Hussen
Iacono
Jansen
Joly
Jordan
Kelloway
Kent
Khera

Aitchison
Alghabra
Amos
Anandasangaree
Arseneault
Badawey
Bains
Baldinelli
Barrett
Battiste
Bendayan
Benzen
Bergeron
Bérubé
Bezan
Bittle
Blanchet
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)
Bragdon
Bratina
Brunelle-Duceppe
Carr
Casey
Chagger
Charbonneau
Chiu
Cooper
Cumming
Dalton
Dancho
DeBellefeuille
d'Entremont
Desilts
Dhillon
Doherty
Dowdall
Drouin
Duclos
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)
Dzerowicz
Ehsassi
Ellis
Erskine-Smith
Falk (Provencher)
Fergus
Finley (Haldimand—Norfolk)
Fisher
Fortier
Fragiskatos
Fry
Garneau
Généreux
Gerretsen
Gladu
Gould
Gray
Hajdu
Harder
Hoback
Housefather
Hutchings
Jaczek
Jeneroux
Jones
Jowhari
Kelly
Khalid
Kitchen

Lamoureux
Lattanzio
Lawrence
Lefebvre
Lemire
Lewis (Essex)
Lightbound
Lobb
Longfield
MacAulay (Cardigan)
Maguire
Marcil
Martinez Ferrada
Mazier
McColeman
McDonald
McKay
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
Melillo
Mendicino
Miller
Moore
Morneau
Morrissey
Murray
Ng
O'Connell
O'Regan
Perron
Plamondon
Powlowski
Ratansi
Regan
Rempel Garner
Rodriguez
Romanado
Ruff
Sahota (Brampton North)
Sajjan
Sangha
Savard-Tremblay
Schieffe
Schulte
Serré
Shanahan
Shields
Shipley
Sidhu (Brampton South)
Simard
Sloan
Soroka
Stanton
Ste-Marie
Stubbs
Tabbara
Thériault
Tochor
Trudel
Uppal
van Koeverden
Vandal
Vaughan

Larouche
Lauzon
Lebouthillier
Lehoux
Levitt
Liepert
Lloyd
Long
Louis (Kitchener—Conestoga)
MacKinnon (Gatineau)
Maloney
Martel
May (Cambridge)
McCauley (Edmonton West)
McCrimmon
McGuinty
McKenna
McLean
McLeod (Northwest Territories)
Mendès
Michaud
Monsef
Morantz
Morrison
Motz
Nater
Normandin
Oliphant
Patzner
Petitpas Taylor
Poilievre
Qualtrough
Redekopp
Reid
Robillard
Rogers
Rood
Sahota (Calgary Skyview)
Saini
Samson
Sara
Scarpaleggia
Schmale
Seeback
Sgro
Sheehan
Shin
Sidhu (Brampton East)
Sikand
Simms
Sorbara
Spengemann
Steinley
Strahl
Sweet
Tassi
Therrien
Trudeau
Turnbull
Van Bynen
Van Popta
Vandenbeld
Vidal

Viersen
Virani
Wagantall
Waugh
Weiler
Wong
Young
Zahid
Zimmer

Vignola
Vis
Warkentin
Webber
Williamson
Yip
Yurdiga
Zann
Zuberi — 290

PAIRÉS

Députés

Beaulieu
Fraser
Pauzé

Boudrias
LeBlanc
Wilkinson — 6

Le Président: Je déclare le sous-amendement rejeté.

[Traduction]

Le Président: Le vote porte sur l'amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter l'amendement?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le Président: Que tous ceux qui appuient l'amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le Président: Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le Président: À mon avis, les non l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

● (1910)

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n^o 8)

POUR

Députés

Aboultaïf
Albas
Arnold
Barlow
Benzen
Berthold
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)
Brassard
Carrie
Chong
Cumming
Dancho
Deltell
Diotte
Dowdall
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)
Falk (Battlefords—Lloydminster)
Fast
Gallant
Genuis
Godin
Gray
Harder
Jansen
Kelly
Kitchen
Kram
Kusie

Aitchison
Alleslev
Baldinelli
Barrett
Bergen
Bezan
Bragdon
Calkins
Chiu
Cooper
Dalton
Davidson
d'Entremont
Doherty
Dreeshen
Epp
Falk (Provencher)
Finley (Haldimand—Norfolk)
Généreux
Gladu
Gourde
Hallan
Hoback
Jeneroux
Kent
Kmiec
Kurek
Lake

Lawrence
Lewis (Essex)
Lloyd
Maguire
Mazier
McColeman
McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
Moore
Morrison
Nater
Poilievre
Reid
Rood
Sahota (Calgary Skyview)
Seeback
Shin
Sloan
Stanton
Strahl
Sweet
Uppal
Vidal
Vis
Warkentin
Webber
Wong
Zimmer — 109

L'Adresse

Lehoux
Liepert
Lobb
Martel
McCauley (Edmonton West)
McLean
Melillo
Morantz
Motz
Patzner
Redekopp
Rempel Garner
Ruff
Schmale
Shields
ShIPLEY
Soroka
Steinley
Stubbs
Tochor
Van Popta
Viersen
Wagantall
Waugh
Williamson
Yurdiga

CONTRE

Députés

Alghabra
Anand
Angus
Arya
Bachrach
Bagnell
Baker
Battiste
Bendayan
Bergeron
Bessette
Bittle
Blair
Blanchette-Joncas
Blois
Bratina
Brunelle-Duceppe
Carr
Chabot
Champoux
Chen
Dabrusin
Davies
Desbiens
Dhaliwal
Dong
Dubourg
Duguid
Duvall
Easter
El-Khoury
Erskine-Smith
Fillmore
Fisher
Fortier
Fragiskatos
Fry
Garrison
Amos
Anandasangaree
Arseneault
Ashton
Badawey
Bains
Barsalou-Duval
Beech
Bennett
Bérubé
Bibeau
Blaikie
Blanchet
Blaney (North Island—Powell River)
Boulerice
Brière
Cannings
Casey
Chagger
Charbonneau
Cormier
Damoff
DeBellefeuille
Desilets
Dhillon
Drouin
Duclos
Duncan (Etobicoke North)
Dzerowicz
Ehsassi
Ellis
Fergus
Finnigan
Fonseca
Fortin
Freeland
Garneau
Gaudreau

Motion d'ajournement

| | |
|-------------------------------------|--------------------------------|
| Gazan | Gerretsen |
| Gill | Gould |
| Green | Guilbeault |
| Hajdu | Hardie |
| Harris | Holland |
| Housefather | Hughes |
| Hussen | Hutchings |
| Iacono | Jaczek |
| Johns | Joly |
| Jones | Jordan |
| Jowhari | Julian |
| Kelloway | Khalid |
| Khera | Koutrakis |
| Kusmierczyk | Kwan |
| Lalonde | Lambropoulos |
| Lametti | Lamoureux |
| Larouche | Lattanzio |
| Lauzon | Lebouthillier |
| Lefebvre | Lemire |
| Levitt | Lightbound |
| Long | Longfield |
| Louis (Kitchener—Conestoga) | MacAulay (Cardigan) |
| MacGregor | MacKinnon (Gatineau) |
| Maloney | Manly |
| Marcil | Martinez Ferrada |
| Masse | Mathysen |
| May (Cambridge) | McCrimmon |
| McDonald | McGuinty |
| McKay | McKenna |
| McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam) | McLeod (Northwest Territories) |
| McPherson | Mendès |
| Mendicino | Michaud |
| Miller | Monsef |
| Morneau | Morrissey |
| Murray | Ng |
| Normandin | O'Connell |
| Oliphant | O'Regan |
| Perron | Petitpas Taylor |
| Plamondon | Powlowski |
| Qualtrough | Ratansi |
| Regan | Robillard |
| Rodriguez | Rogers |
| Romanado | Sahota (Brampton North) |
| Saini | Sajjan |
| Samson | Sangha |
| Sarai | Savard-Tremblay |
| Scarpaleggia | Schiefke |
| Schulte | Serré |
| Sgro | Shanahan |
| Sheehan | Sidhu (Brampton East) |
| Sidhu (Brampton South) | Sikand |
| Simard | Simms |
| Singh | Sorbara |
| Spengemann | Ste-Marie |
| Tabbara | Tassi |
| Thériault | Therrien |
| Trudeau | Trudel |
| Turnbull | Van Bynen |
| van Koeverden | Vandal |
| Vandenbeld | Vaughan |
| Vignola | Virani |
| Weiler | Yip |
| Young | Zahid |
| Zann | Zuberi — 204 |

PAIRÉS

Députés

| | |
|----------|---------------|
| Beaulieu | Boudrias |
| Fraser | LeBlanc |
| Pauzé | Wilkinson — 6 |

Le Président: Je déclare l'amendement rejeté.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1915)

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, je vais prendre quelques instants pour remercier les gens d'Edmonton Strathcona de m'avoir nouvellement élue. Edmonton Strathcona est une circonscription très spéciale. On y trouve d'excellents festivals, une scène artistique florissante, un grand nombre d'établissements postsecondaires, une communauté francophone, l'Old Strathcona Farmers' Market, une belle vallée fluviale et bien plus encore. Je me sens extrêmement honorée de pouvoir représenter les gens d'Edmonton Strathcona à la Chambre et je suis profondément reconnaissante à tous ceux qui ont contribué à mon élection.

Je tiens particulièrement à remercier la merveilleuse équipe d'employés et de bénévoles qui ont contribué à ma campagne, comme Erica, Gale, Tom, Epiphany, Eleanor, John et bien d'autres, qui ont travaillé d'arrache-pied. J'aimerais remercier spécialement mes bons amis Scott Parker et Megan Rich d'avoir été d'un soutien sans pareil pour moi et notre campagne.

J'aimerais aussi prendre un instant pour remercier ma famille: mes parents, mes frères et mes merveilleux enfants, Maclean et Keltie, ainsi que mon époux, Duncan, de me soutenir et de me prêter aux électeurs de ma circonscription et à la Chambre. Ma gratitude envers ceux qui m'ont soutenue tout au long de cette aventure est immense et elle nourrit mon engagement et ma détermination à défendre les intérêts des résidents d'Edmonton Strathcona et de tous les Albertains.

Nous avons un problème. Lundi, j'ai demandé au gouvernement ce qu'il faisait pour appuyer les Albertains qui ont perdu leur emploi et qui n'arrivent pas à trouver du travail. J'ai demandé au gouvernement ce qu'il entend faire pour soutenir les plus de 20 % de jeunes hommes qui sont au chômage en Alberta. J'ai demandé au gouvernement comment il allait montrer qu'il comprend la situation en Alberta en prenant des mesures concrètes, plutôt qu'en prononçant de belles paroles. J'ai demandé au gouvernement s'il allait faire ce qui s'impose et travailler en collaboration avec mes collègues et moi pour que tous les Albertains aient un bon emploi, qui leur permet de subvenir aux besoins de leur famille, et pour que les travailleurs albertains soient en mesure de se tailler une place dans la nouvelle économie.

Je suis fière d'être la petite-fille de Daniel McCoy, l'un des célèbres frères McCoy qui ont été des pionniers dans le secteur pétrolier et gazier de l'Alberta. Mon mari et mon frère travaillent dans ce secteur, tout comme mon père l'a fait avant de prendre sa retraite. Comme de nombreux Albertains, l'histoire de ma famille est intimement liée au secteur pétrolier et gazier. Comme d'autres familles, je comprends très bien ce qui est en jeu ici.

Pendant de nombreuses années, les Albertains ont bénéficié du secteur pétrolier et gazier, et le reste du Canada a profité de la richesse produite par les travailleurs albertains. Cette richesse a contribué au financement des soins de santé, des programmes sociaux et d'autres initiatives qui ont amélioré la qualité de vie des Canadiens. Nous avons été heureux de contribuer au bien commun des Canadiens.

Les Albertains ont besoin d'aide pour différentes choses, dont la diversification de l'économie, l'énergie verte, l'efficacité énergétique et l'infrastructure de transport. Ils ont besoin d'aide en matière d'emploi, d'éducation et de formation. Ils ont besoin d'emplois. Plus de 18 000 emplois ont été perdus dans le seul mois de novembre.

Quand Rachel Notley était première ministre, l'Alberta avait pris des mesures importantes pour diversifier son économie et lutter contre les changements climatiques. À présent, la province régresse, ce qui est malheureux. Le gouvernement est-il prêt à proposer de véritables solutions aux Albertains? Est-il prêt à faire de vrais investissements dans l'infrastructure, l'énergie verte, le transport et les mesures de soutien à l'emploi et à l'éducation pour les travailleurs albertains?

• (1920)

Le vice-président: Avant de donner la parole au secrétaire parlementaire, il y a encore une fois trop de bruit dans cette enceinte. Je demanderais aux députés qui veulent poursuivre leurs conversations de se rendre dans leur antichambre respective.

De plus, certains députés ne le savent peut-être pas, mais lorsqu'un député a la parole, les autres députés ne peuvent pas passer entre cette personne et le Président. Ils doivent passer sur les côtés ou derrière le fauteuil de la Présidence, selon le cas, mais pas entre le Président et le député qui a la parole. Je demanderais la collaboration de tous les députés sur ce point.

Le secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles responsable de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a la parole.

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique (Agence canadienne de l'eau), Lib.): Monsieur le Président, étant donné que c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je tiens à remercier les merveilleux habitants de Winnipeg-Sud de leur soutien continu. Je leur promets que je ferai de mon mieux pour bien les servir au cours des prochaines années.

Je tiens à féliciter la députée d'Edmonton Strathcona de son élection. Je la remercie de son discours passionné et de sa question.

Pour que le Canada aille de l'avant, nous savons qu'il faut inclure tous les Canadiens et voir à ce que tout le monde ait une chance réelle et équitable de réussir. Le gouvernement n'a ménagé aucun effort lors de la dernière législature pour aider les Albertains, qui traversent une période difficile, et nous continuerons à le faire au cours de la présente législature.

Nous reconnaissons les difficultés auxquelles les travailleurs du secteur des ressources naturelles sont confrontés. Depuis que le prix des matières premières a chuté sur les marchés internationaux, les temps sont très durs pour les travailleurs, surtout ceux des Prairies. Voilà pourquoi, après des années de tentatives infructueuses de la part des gouvernements précédents, nous procéderons à l'expansion

Motion d'ajournement

du pipeline Trans Mountain. Les travaux sont déjà commencés. Des milliers de Canadiens ont été embauchés afin que le Canada puisse acheminer ses ressources de manière responsable et durable vers de nouveaux marchés. Le gouvernement souhaite établir des partenariats avec les gens de l'Ouest pour stimuler l'économie de l'Ouest et promouvoir ses intérêts économiques.

Je viens des Prairies. J'ai passé la plus grande partie de ma vie là-bas. Je suis diplômé de l'Université de Calgary. J'ai travaillé avec des agriculteurs de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba pendant de nombreuses années, et je sais que les gens de l'Ouest veulent qu'on les écoute et qu'on soit sensibilisé à leur situation. Je tiens à assurer la députée que le gouvernement est à l'écoute et qu'il agit.

La priorité du gouvernement est de stimuler l'innovation, la diversification et la croissance économique dans les collectivités partout au Canada, y compris en Alberta. L'une des principales façons dont il appuie l'Alberta est par l'entremise de l'agence de développement régional axée sur l'Ouest: Diversification de l'économie de l'Ouest Canada.

Par l'intermédiaire de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, le gouvernement fédéral collabore avec les Albertains ainsi que des entreprises et des entrepreneurs de l'Ouest afin de tirer parti de leurs compétences et de leur ingéniosité. Ce partenariat permet de créer des conditions d'affaires et des possibilités qui feront croître l'économie. Diversification de l'économie de l'Ouest Canada offre du soutien aux entreprises en démarrage ou en expansion, ou qui ont besoin d'aide pour percer les marchés internationaux.

Plus tôt cette année, après avoir consulté des gens de l'Ouest, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a mis au point la Stratégie de croissance de l'Ouest canadien. Croissance de l'Ouest est un effort pangouvernemental visant à créer un climat solide pour les investisseurs, à appuyer les petites et moyennes entreprises et à mettre les entreprises de l'Ouest en contact avec des marchés d'exportation et des chaînes d'approvisionnement à l'étranger.

Pas plus tard qu'en septembre 2019, le gouvernement a annoncé des investissements de plus de 27 millions de dollars dans 23 projets dans la ville et les régions avoisinantes. Plus de 18 millions de dollars proviennent du fonds Croissance et productivité des entreprises, pour appuyer les petites et moyennes entreprises d'Edmonton au moyen de prêts sans intérêt. Par l'entremise du programme Écosystèmes d'innovation régionaux, 6 millions de dollars seront investis dans des projets à Edmonton, pour appuyer un éventail diversifié d'innovations dans le domaine de la fabrication de pointe.

L'aide que le gouvernement apporte à l'Alberta ne s'arrête pas là. Toutefois, j'ai trop de choses à dire pour le temps qui m'est imparti. Je vais donc conclure en disant que l'actuel gouvernement continue d'investir dans l'Alberta et les Albertains, car nous savons que lorsque l'Alberta prospère, le Canada prospère aussi.

• (1925)

Mme Heather McPherson: Monsieur le Président, avec tout le respect que je dois au député, les observations qu'il propose ne nous aideront pas à mettre en œuvre une transition équitable. Une fois de plus, le gouvernement libéral n'offre à l'Alberta que de belles paroles au lieu de gestes concrets. Il nous faut mieux que des platitudes et des paroles creuses.

Motion d'ajournement

Les gens souffrent. Au-delà des statistiques et des données sur l'emploi, il s'agit de vraies personnes et de vraies familles qui sont vraiment en difficulté dans ma province. Nous avons besoin que des investissements considérables soient consacrés à de nouvelles industries, à de nouvelles formes d'énergie, et à des programmes de formation et d'apprentis adaptés à la nouvelle économie.

Le premier ministre peut-il dire aux Albertains quand il posera des gestes concrets? Quelles mesures prend-il pour que les Albertains puissent recommencer à travailler?

M. Terry Duguid: Monsieur le Président, je salue la passion avec laquelle la députée défend les intérêts de sa province, de sa communauté et de ses concitoyens. Je l'en félicite.

Je tiens à lui dire que le gouvernement soutient les Albertains. Nous sommes conscients qu'ils souhaitent utiliser leur débrouillardise et leurs talents pour stimuler et diversifier non seulement l'économie de l'Ouest, mais l'économie canadienne dans son ensemble. Les investissements de Diversification de l'économie de l'Ouest et les partenariats qu'elle a établis continuent de stimuler l'économie albertaine, particulièrement en période de difficultés économiques.

Notre gouvernement continuera, encore et toujours, d'innover et de trouver de nouvelles façons d'assurer la réussite d'entreprises et d'entrepreneurs de l'Alberta. Le gouvernement est à l'écoute et il agit.

Le vice-président: Je signale aux députés que, pendant le débat d'ajournement, ils sont libres d'occuper le siège de leur choix, comme ils le font quand la Chambre se forme en comité plénier. Ils peuvent prendre la parole depuis ce siège. Pour le débat d'ajournement, ils ne sont pas tenus d'occuper leur siège habituel.

Le député de Northumberland—Peterborough-Sud a la parole.

L'ENVIRONNEMENT

M. Philip Lawrence (Northumberland—Peterborough-Sud, PCC): Monsieur le Président, je profite de cette occasion pour remercier les gens qui m'ont permis d'être ici. Je remercie mon équipe de bénévoles, ma famille et mon équipe de campagne. J'aimerais remercier plus particulièrement mon épouse, qui a fait bien des sacrifices pour que je puisse être ici. Je lui en suis très reconnaissant.

J'aimerais aussi remercier mes deux meilleurs sollicitateurs. Le premier, Jerry Steadman, est un homme de 74 ans qui a frappé à plus de 10 000 portes pour moi. Le deuxième était à l'autre extrémité des groupes d'âge. C'est un garçon de six ans qui est également mon fils. Je ne sais pas exactement combien de personnes ont eu l'occasion de faire du porte-à-porte avec quelqu'un comme James, mais c'était une expérience hors du commun. Des gens qui appuyaient le NPD et le Parti vert m'ont invité chez eux, ils ont donné des tablettes de chocolat à mon fils et mon offert leur appui. Je remercie infiniment James et Jerry.

J'aimerais parler de certains enjeux qui touchent ma circonscription actuellement.

Ma circonscription se trouve au bord des eaux majestueuses du lac Ontario. Le long de ces berges, le niveau de l'eau est très élevé. Les gens ont peur que, au printemps, il se passe la même chose que dans les dernières années, où des inondations extrêmes ont endommagé des propriétés. Je vais continuer de défendre les intérêts de ces gens, car je me fais du souci pour eux.

L'autre question qui préoccupe mes concitoyens est celle de l'accès à Internet en milieu rural. La lenteur d'Internet nuit à l'appren-

tissage de nos enfants. Le succès des entreprises des régions rurales de l'Ontario et leurs progrès sont entravés parce qu'elles n'ont pas les connexions Internet rapides qu'exige l'environnement moderne des affaires.

Cela dit, j'en viens à ma question. Vendredi dernier, le gouvernement a accepté le plan environnemental de l'Alberta. Même si le premier ministre s'est engagé, dans le discours du Trône, à collaborer avec les autres provinces, les citoyens de l'Ontario attendent toujours. L'Ontario a adopté une approche équilibrée en matière d'environnement qui favorise la création d'emplois — ce qui a permis à la province d'être au premier rang sur le plan de la création d'emplois au Canada ces derniers mois — tout en réduisant les émissions. L'Ontario est le chef de file national en matière de réduction des émissions des gaz à effet de serre.

Quand les libéraux cesseront-ils de tergiverser et donneront-ils une réponse à l'Ontario? Serait-ce demain, dans un mois, dans un an, ou à quelconque moment dans le continuum espace-temps?

● (1930)

[Français]

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier tous les concitoyens de Vaudreuil—Soulanges de m'avoir accordé un deuxième mandat à la Chambre des communes. J'ai hâte de travailler fort pour eux dans les mois et les années à venir.

[Traduction]

J'aimerais également féliciter mon collègue de Northumberland—Peterborough-Sud de sa victoire aux élections.

Aux dernières élections, la grande majorité des Canadiens ont voté pour la lutte contre les changements climatiques. Le gouvernement est résolu à prendre des mesures qui réduiront nos émissions et favoriseront la croissance d'une économie propre. Je suis impatient de travailler avec tous les députés pour trouver et mettre en œuvre des solutions de lutte contre les changements climatiques. Le discours du Trône énonce très clairement que le gouvernement collaborera avec les provinces et les territoires pour trouver des solutions, notamment en matière de lutte contre les changements climatiques. Pourquoi? Parce que les Canadiens sentent déjà les effets des changements climatiques, que ce soit les incendies de forêt dans l'Ouest ou les inondations exceptionnelles dans l'Est. Les changements climatiques coûtent de plus en plus cher. Je le sais pertinemment, puisque je représente une circonscription qui a connu des inondations records au cours de deux des trois dernières années.

Les Canadiens savent que nous devons agir. Ils veulent des mesures ambitieuses pour contrer les changements climatiques. Ils veulent que nous travaillions ensemble à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à bâtir une économie forte à faibles émissions de carbone, et c'est ce que nous faisons. Les Canadiens reconnaissent aussi que, si polluer ne coûte rien, il y aura plus de pollution. C'est pour cette raison qu'ils sont en faveur de la tarification de la pollution par le carbone. Un nombre croissant de gouvernements et de spécialistes comprennent que la tarification du carbone compte parmi les moyens les plus efficaces dont nous disposons pour nous attaquer aux changements climatiques et bâtir une économie propre. Elle incite les Canadiens à faire des choix non polluants, contribue à réduire les émissions et stimule les investissements dans des mesures pour lutter contre les changements climatiques, y compris l'adaptation et l'innovation écologique. C'est pour cela que la tarification de la pollution par le carbone est un volet essentiel de notre plan de lutte contre les changements climatiques. Le plan que nous avons élaboré avec les provinces et les territoires leur offre la liberté de tarifier la pollution par le carbone d'une manière qui convienne à leur situation. Il met aussi en place une norme commune pour nous assurer que tous les plans sont clairs, rigoureux et efficaces parce que la mise en place de normes nationales minimales est primordiale si nous voulons réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle nationale.

Nous avons travaillé fort pour élaborer un système de tarification de la pollution par le carbone qui soit pratique et abordable et qui garantisse un meilleur sort aux Canadiens. Lorsque la tarification de la pollution par le carbone est entrée en vigueur au Canada, nous avons fait en sorte que toutes les sommes perçues retournent à la province ou au territoire d'origine. D'ailleurs, dans les provinces et territoires où la taxe fédérale sur le carbone est appliquée, comme l'Ontario, la plupart des familles reçoivent plus que ce que la taxe leur coûte. Par exemple, cette année, une famille ontarienne de quatre personnes a reçu environ 307 \$ grâce à l'Incitatif à agir pour le climat. Notre plan est la preuve qu'il est possible de s'attaquer aux changements climatiques d'une façon qui profite aux familles.

Dans le cadre de ce plan, il y a également un processus annuel d'analyse comparative. Nous avons demandé aux provinces et territoires de produire des données sur leur système de tarification du carbone afin de pouvoir déterminer s'il atteint les normes du fédéral. L'Ontario nous a transmis son plan de système provincial de tarification de la pollution par le carbone pour l'industrie lourde et nous sommes à évaluer ce plan.

L'une de nos priorités pour la tarification de la pollution par le carbone a été d'assurer un climat de stabilité et de certitude pour les entreprises et les investisseurs. Ainsi, les entreprises peuvent planifier leur avenir. C'est pourquoi le modèle fédéral définit la tarification du carbone jusqu'en 2022. C'est aussi pourquoi nous prenons

Motion d'ajournement

très au sérieux tout changement apporté au système pour les émetteurs industriels. Le système fédéral de tarification de la pollution par le carbone est en vigueur en Ontario, et il fonctionne. Nous examinons la proposition de l'Ontario, mais nous faisons preuve d'une diligence raisonnable pour garantir que la tarification du carbone demeure rigoureuse et efficace.

Nous continuerons de collaborer avec l'ensemble des provinces, des territoires, des entreprises et des peuples autochtones pour faire progresser les mesures de lutte contre les changements climatiques, auxquelles les Canadiens s'attendent.

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, je n'ai pas encore reçu de réponse à ma question, qui portait sur le délai. Sera-t-il d'un mois, de six mois ou d'une année? Il me semble que la question est assez simple.

J'aimerais soumettre une autre question au député. Le Bureau du directeur parlementaire du budget, le Parti vert et d'autres seraient d'accord avec moi pour dire que la taxe sur le carbone n'est pas efficace aux taux actuels. De ce côté-ci de la Chambre, nous pensons que nous devrions investir dans les technologies et dans des projets internationaux pour cibler efficacement un problème mondial. D'autres diraient qu'il faut doubler, tripler ou quadrupler la taxe sur le carbone.

Le gouvernement libéral augmentera-t-il la taxe sur le carbone?

• (1935)

M. Peter Schiefke: Monsieur le Président, je vais répéter ce que j'ai dit. Nous avons travaillé pendant deux ans avec les provinces, les territoires, les communautés autochtones et les entreprises afin d'adopter une approche en matière de tarification du carbone qui fonctionne pour les différentes régions de notre vaste pays. Nous nous sommes assurés que cette approche serait aussi efficace qu'équitable et qu'elle se conforme à des exigences minimales rigoureuses.

Pour répondre à la question de mon collègue, nous examinerons la proposition du gouvernement de l'Ontario, ainsi que celles d'autres gouvernements provinciaux et territoriaux, le plus rapidement possible. La protection de l'environnement et la croissance économique vont de pair. Nous continuerons de collaborer avec les provinces et les territoires pour faire avancer la lutte contre les changements climatiques, tout en soutenant les bons emplois locaux et en rendant la vie plus abordable pour les familles.

Le vice-président: La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 36.)

| | |
|---|-----|
| L'organisme Singhs Doing Things | |
| M. Dhaliwal | 340 |
| Don Penny | |
| M. Maguire | 340 |
| Les vœux du temps des Fêtes | |
| Mme Lambropoulos | 341 |
| L'aide médicale à mourir | |
| M. Thériault | 341 |
| Les aînés | |
| Mme Yip | 341 |
| Tobique—Mactaquac | |
| M. Bragdon | 341 |
| Gordon Bean | |
| Mme Duncan (Etobicoke North) | 341 |
| L'environnement | |
| M. Weiler | 342 |
| Barrie—Innisfil | |
| M. Brassard | 342 |
| Le défilé Noël tout en lumières | |
| Mme Lalonde | 342 |
| La compagnie Harbour Air | |
| M. Zimmer | 342 |
| Dauphin—Swan River—Neepawa | |
| M. Mazier | 342 |
| Les télécommunications | |
| Mme McPherson | 343 |
| Berthier—Maskinongé | |
| M. Perron | 343 |
| Le 76^e anniversaire de la bataille d'Ortona | |
| M. McColeman | 343 |
| Noël | |
| M. Housefather | 343 |

QUESTIONS ORALES

| | |
|----------------------------------|-----|
| L'économie | |
| M. Scheer | 344 |
| M. Morneau | 344 |
| M. Scheer | 344 |
| M. Morneau | 344 |
| M. Scheer | 344 |
| M. Morneau | 344 |
| Le commerce international | |
| Mme Alleslev | 344 |
| Mme Freeland | 344 |
| Mme Alleslev | 344 |
| Mme Freeland | 345 |
| M. Blanchet | 345 |
| Mme Freeland | 345 |
| M. Blanchet | 345 |
| Mme Freeland | 345 |

| | |
|--|-----|
| Les affaires autochtones | |
| M. Singh | 345 |
| M. Miller | 345 |
| M. Singh | 345 |
| M. Miller | 346 |
| Le commerce international | |
| M. O'Toole | 346 |
| Mme Freeland | 346 |
| M. O'Toole | 346 |
| Mme Freeland | 346 |
| M. Martel | 346 |
| Mme Freeland | 346 |
| M. Carrie | 346 |
| M. Bains | 346 |
| Les ressources naturelles | |
| Mme Bergen | 347 |
| M. O'Regan | 347 |
| Mme Bergen | 347 |
| M. O'Regan | 347 |
| Le commerce international | |
| Mme Gill | 347 |
| Mme Freeland | 347 |
| L'environnement | |
| Mme Michaud | 347 |
| M. Garneau | 348 |
| Les relations intergouvernementales | |
| Mme Normandin | 348 |
| M. Rodriguez | 348 |
| L'économie | |
| M. Poilievre | 348 |
| M. Morneau | 348 |
| M. Poilievre | 348 |
| M. Morneau | 348 |
| M. Poilievre | 348 |
| M. Morneau | 348 |
| Les affaires autochtones | |
| Mme Ashton | 348 |
| M. Miller | 349 |
| M. Angus | 349 |
| M. Miller | 349 |
| M. Battiste | 349 |
| M. Miller | 349 |
| Les relations intergouvernementales | |
| M. Généreux | 349 |
| M. Garneau | 349 |
| M. Gourde | 349 |
| M. Garneau | 350 |
| Les ressources naturelles | |
| M. Soroka | 350 |
| M. O'Regan | 350 |
| M. Van Popta | 350 |
| M. O'Regan | 350 |
| Les affaires étrangères | |
| M. Bergeron | 350 |
| M. Oliphant | 350 |
| M. Bergeron | 350 |

| | |
|---|-----|
| M. Oliphant | 350 |
| L'agriculture | |
| M. Ruff | 351 |
| Mme Bibeau | 351 |
| M. Kurek | 351 |
| Mme Bibeau | 351 |
| M. Epp | 351 |
| Mme Bibeau | 351 |
| Le développement social | |
| M. Turnbull | 351 |
| M. Hussen | 351 |
| L'infrastructure | |
| M. Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry) | 351 |
| Mme Monsef | 352 |
| La sécurité publique | |
| M. Aitchison | 352 |
| M. Blair | 352 |
| Le patrimoine canadien | |
| Mme Vecchio | 352 |
| M. Guilbeault | 352 |
| La petite entreprise | |
| Mme Bessette | 352 |
| Mme Ng | 352 |
| Les pêches et les océans | |
| M. Johns | 352 |
| Mme Jordan | 353 |
| Les ressources naturelles | |
| M. Manly | 353 |
| M. Garneau | 353 |
| Les travaux de la Chambre | |
| Mme Bergen | 353 |
| M. Lamoureux | 353 |

DISCOURS DU TRÔNE

| | |
|--|-----|
| Reprise du débat sur l'Adresse en réponse | |
| M. Lawrence | 353 |
| M. Erskine-Smith | 355 |
| M. Johns | 355 |
| M. Bagnell | 355 |
| Mme Gray | 356 |
| M. Lamoureux | 357 |
| M. Garrison | 358 |

SANCTION ROYALE

| | |
|--------------------|-----|
| Le Président | 358 |
|--------------------|-----|

DISCOURS DU TRÔNE

| | |
|--|-----|
| Reprise du débat sur l'Adresse en réponse | |
| M. Albas | 358 |
| Mme Gray | 358 |
| M. Turnbull | 359 |
| Mme Vignola | 360 |
| M. MacGregor | 360 |
| M. van Koeverden | 361 |
| M. McCauley | 363 |
| Mme Bérubé | 363 |
| M. Bachrach | 363 |
| M. Badawey | 364 |
| M. Brunelle-Duceppe | 366 |
| M. MacGregor | 367 |
| M. Scarpaleggia | 367 |
| M. Champoux | 367 |
| M. Champoux | 368 |
| M. Lamoureux | 369 |
| Mme McPherson | 370 |
| M. Thériault | 370 |
| Mme Desbiens | 370 |
| M. Bagnell | 371 |
| M. Bachrach | 372 |
| Mme Larouche | 372 |
| Mme Falk (Battlefords—Lloydminster) | 372 |
| M. Blois | 373 |
| M. Johns | 373 |
| M. McCauley | 374 |
| M. Williamson | 374 |
| M. MacGregor | 375 |
| M. Lamoureux | 375 |
| Mme Larouche | 376 |
| M. Zimmer | 376 |
| Rejet du sous-amendement | 379 |
| Rejet de l'amendement | 380 |

MOTION D'AJOURNEMENT

| | |
|------------------------|-----|
| L'économie | |
| Mme McPherson | 380 |
| M. Duguid | 381 |
| L'environnement | |
| M. Lawrence | 382 |
| M. Schiefke | 382 |

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>